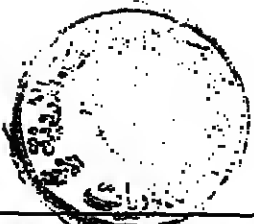


سكرا من الالام

Bernard Thibault
CGT en 1998



Le Monde

LE MONDE DES LIVRES

■ Peter Handke
comme personne
■ Michel Foucault
aujourd'hui



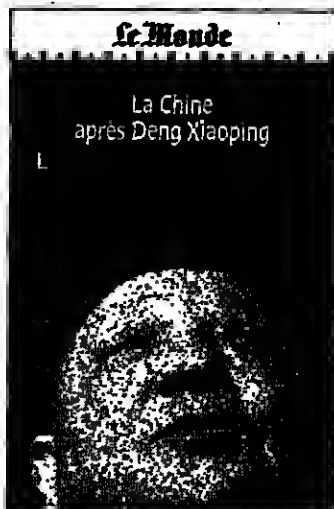
CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 16197 - 7 F

VENDREDI 21 FÉVRIER 1997

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

La mort de Deng Xiaoping

Promoteur de l'ouverture économique de la Chine, l'homme qui réprima le « printemps de Pékin » en 1989 est décédé, mercredi 19 février, à l'âge de quatre-vingt-douze ans. Sa succession est officiellement assurée par le président Jiang Zemin



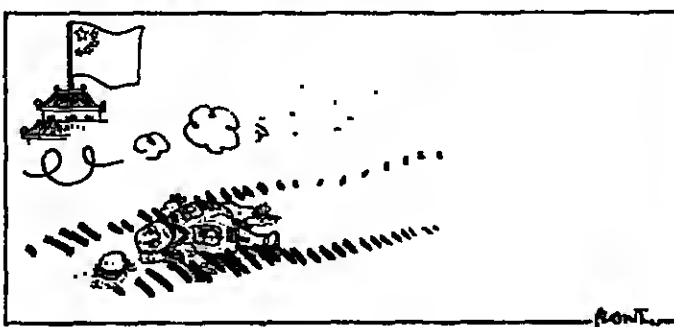
La Chine
de demain

Un supplément de huit pages

UNE PÉRIODE de deuil de six jours a été décrétée par les autorités chinoises après la mort, mercredi 19 février dans la soirée, de Deng Xiaoping, à l'âge de quatre-vingt-douze ans, des suites de complications respiratoires provoquées par la maladie de Parkinson. Conformément aux traditions de la République populaire, aucun dignitaire étranger ne sera invité aux obsèques, dont la commission est dirigée par le successeur désigné du « petit timonier », le président Jiang Zemin.

La mort de l'architecte des réformes économiques, qui fut aussi le responsable de la répression du « printemps de Pékin » en 1989, ouvre une période d'incertitudes. La succession de l'héritier de Mao est formellement réglée mais une bataille pour le pouvoir pourrait s'engager entre clans rivaux.

L'annonce de la mort de Deng a été accueillie dans le calme à Pékin. Des renforts de police ont cependant été envoyés autour du palais du gouvernement et l'armée



a été placée en état d'alerte maximum. La communauté internationale a rendu hommage au « dernier empereur » chinois, saluant la disparition d'une « figure historique » et rappelant que Deng avait été l'artisan de l'ouverture et du décollage économiques de la Chine. Jacques Chirac a salué « une des plus grandes figures de l'Histoire de la Chine ». Dans un message de condoléances à la veuve de Deng, le président français a souligné que « peu d'hommes auront, autant que lui, entraîné une vaste communauté humaine dans des changements aussi profonds et aussi déterminants ». L'appréciation le concernant est contrastée, à toutefois déclarer le nouveau secrétaire d'Etat américain, Madeleine Albright, soulignant que « les événements de la place Tiananmen ont troublé quiconque croit aux droits de l'homme ».

Lire pages 2 à 4
et notre éditorial page 15

La vague anti-Debré

Le tourbillon des pétitions

Le piège où est tombé Alain Juppé

La droite ne veut pas céder

La gauche prise de court

L'inefficacité des lois Pasqua

Le racisme dans les entreprises

Lire pages 8, 9, 10 et 13

Un cadeau pour Isola 2000

La structure de dévalaison du Crédit lyonnais renonce à une créance de 253 millions de francs afin de permettre la reprise de la station par Pierre et Vacances.

p. 31

L'enquête sur le Temple solaire

La justice a reconstitué le fonctionnement de la secte et estime que le chef d'orchestre Michel Tabachnik jouait un rôle « très important ».

p. 12

Automobile : la percée allemande

L'industrie automobile allemande est en pleine reprise. En comparaison, les constructeurs français semblent très frileux.

p. 17

Les « boys bands » en vogue

Les « groupes de garçons » obtiennent, avec la dance music, les meilleures ventes de disques.

p. 25

Les dinosaures du Quercy

Il y a 145 millions d'années, des sauro-podes parcouraient la région de Craysac (Lot).

p. 22

Voyage à Salonique

La métropole de Macédoine, « capitale de la culture » en 1997, compte se refaire une jeunesse.

p. 23

Allemagne, 3 DM; Autriche, 9 F; Belgique, 25 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Chine, 100 F CFA; Danemark, 14 KRO; Espagne, 200 PTA; Grande-Bretagne, 1 £; Grèce, 300 DR; Irlande, 140 F; Italie, 200 L; Luxembourg, 40 F; Maroc, 10 DH; Norvège, 14 KRW; Pays-Bas, 3 FL; Portugal, 200 PTE; Royaume-Uni, 1 £; Suède, 100 F CFA; Suisse, 2,50 F; Tunisie, 12 Din; USA, 1 \$; USA, 1 \$; USA, 1 \$.

M 0147 - 221 - 7.00 F

Un jeudi tranquille place Tiananmen

PÉKIN

de notre correspondant
« Il n'aura pas pu réaliser son rêve de se trouver à Hongkong pour la rétrocession. » Peu importe que la presse officielle n'ait jamais indiqué que ce fut le rêve de Deng Xiaoping, c'est pourtant la réflexion qui est venue à l'esprit de tous les Chinois interrogés à l'annonce de son décès.

Tel ce journaliste de province, venu assister, avec son jeune fils, jeudi 20 février à l'aube, au lever du drapeau national face à la porte Tiananmen à Pékin. Le drapeau monta à 7 h 01, comme indiqué par l'horloge électronique située à côté; parvenu en haut, il fut ramené à mi-mât. Pas un mot de surprise, ni de douleur très visible, pourtant, chez les quelques dizaines de personnes présentes, selon le rite quotidien : « Nous avons eu une telle préparation mentale... », a simplement commenté le journaliste. La conversation fut brève : les policiers en civil auto-ri- saient les caméras de télévision étrangères

à filmer le drapeau, mais interdisaient toute interview des passants.

On était loin des scènes de larmes publiquement exposées - sincèrement ou sur commande - par des Chinois de la rue, voire des scènes d'endeuillement, lors des décès de Zhou Enlai et de Mao Zedong, en 1976. Des gens, dès le jour venu, se penchaient en photo sur la place, comme tous les jours, insouciant.

Peut-être est-ce là, au fond, un hommage indirect à l'accomplissement de Deng qui pourrait être le plus important de son règne, avant même le décollage économique : il a délivré son peuple de l'asservissement écrasant à la politique qu'il subissait auparavant. Du totalitarisme à l'autoritarisme, à en juger par la place Tiananmen jeudi matin. Deng part non sans l'irrespect, mais dans une certaine confiance en un avenir qu'on veut croire tranquille.

La garde, au reste, n'était pas particulièrement renforcée dans Pékin en fin de nuit,

quelques heures après sa disparition. Quatre hommes en armes à l'entrée de la rue de la Grenier-aux-Récoltes-Abondantes, au nord de la Cité interdite des anciens empereurs. C'est là, dans cette résidence à la chinoise, qu'il avait emménagé avec sa famille quand il avait décidé de mettre fin à la vie en communauté, à la soviétique, des dirigeants. C'est sans doute là qu'il est mort, encore que le communiqué officiel ne le précise pas.

A la télévision, le régime a marqué le coup à partir du milieu de la matinée, en diffusant plus régulièrement des émissions d'information qui ne se contentaient plus du communiqué officiel lu par un couple connu de présentateurs des deux sexes. Les Chinois en contact avec les étrangers travaillaient de manière nettement plus professionnelle que lors des deux grands décès de la République populaire de 1976, preuve d'un immense progrès vers la modernité.

Francis Deron

POINT DE VUE

Une idée certaine de la France

par Michel Rocard

Si le fameux article 1 du projet de loi Debré a mis le feu à toute la plaine, c'est parce qu'en requérant la participation du citoyen ordinaire à la lutte contre les « clandestins », il a réveillé l'angoisse que symbolisent aujourd'hui les noms de Bousquet et Papou : l'angoisse de se retrou-

ver pris dans un engrenage où l'on devient insensiblement le serviteur de l'ignominie.

Ce qu'il y a de réconfortant dans la pétition des cinquante-neuf cinéastes, rejoints par des dizaines de milliers de signataires, c'est qu'il s'agit d'un véritable choix de société fondé sur une éthique politique clairement définie. Ces

femmes et ces hommes ont une idée arrêtée de ce qu'est la France et de ce qui ferait qu'elle ne le serait plus. Ce qu'ils ont dit aux politiques, c'est : « Si telle est la société que vous voulez nous faire, nous n'en sommes pas. »

Ils ont eu raison d'affirmer qu'ils n'obéiraient qu'à la loi même de la conscience, qui se trouve être, par

le miracle de 1789, la Loi fondamentale de la République, la seule qui définisse l'identité singulière de la France : la Déclaration des droits de l'homme, partie intégrante de la Constitution.

Devant l'embarquement, le pouvoir recule sur l'article 1. Mais le reste du projet est tout aussi préoccupant, tout aussi inacceptable et va à contre-courant de la politique d'immigration positive, réfléchie et responsable dont la France a besoin.

Le bris à coups de hache de la porte de l'église Saint-Bernard a fait connaître à tous que les lois de 1993 ont créé, pour quelques dizaines de milliers d'étrangers, particulièrement pour les parents d'enfants non expulsables, des situations sans issue.

S'impone donc la nécessité d'une loi qui permette leur régularisation selon la procédure transparente et équitable proposée alors par le collège des médias. Mais le projet Debré ne régularise qu'au compte-gouttes, laissant sans solution l'immense majorité des cas, pourtant fort peu nombreux.

Lire la suite et les points de vue de Sami Naïr et Yvon Quénou page 14

Michel Rocard, ancien premier ministre, est député européen et sénateur (PS) des Yvelines.

CORNELIUS CASTORIADIS

Après La Montée de l'Insignifiance, Cornelius Castoriadis poursuit, avec ce cinquième tome des Carrefours du labyrinthe, la publication de ses textes fondamentaux sur le monde contemporain.

Editions du Seuil

Le procès d'Imola



FRANK WILLIAMS

TÉTAPLÉGIQUE depuis dix ans, Frank Williams a été autorisé à ne pas assister à la première audience du procès qui s'est ouvert jeudi 20 février à Imola pour déterminer les responsabilités dans la mort du pilote brésilien Ayrton Senna le 1^{er} mai 1994, sur le circuit de cette ville du nord de l'Italie. Le patron de l'écurie de formule 1 britannique - ainsi que cinq autres personnes, dont le concepteur de la voiture et le directeur technique de Williams - est inculpé « d'homicide coupable ».

Lire page 21

International	2	Jan.	25
France	8	Météorologie	24
Société	12	Culture	25
Horizons	13	Calendrier	27
Caract.	16	Communication	28
Entreprises	17	Abonnements	29
Finances	19	Radio-Télévision	29
Aujourd'hui	21	Musique	30

INTERNATIONAL

LE MONDE / VENDREDI 21 FÉVRIER 1997

CHINE Deng Xiaoping est mort à Pékin, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, des suites de complications respiratoires liées à la maladie de Parkinson, a annoncé, mercredi 19 février dans la

soirée, le gouvernement chinois. Les autorités ont salué la disparition d'un « grand marxiste », ajoutant que c'était une « perte indicible » pour le peuple chinois. ● MÊME SI LA SUCCESSION

politique du « Petit Timonier » semble réglée, la mort de l'héritier de Mao ouvre en Chine une période d'incertitude qui pourrait, à terme, déboucher sur une bataille pour le pouvoir

entre dans rivaux au sein de l'actuelle hiérarchie communiste. ● LE SOUVENIR de la sanglante répression contre les manifestants de la place Tiananmen constitue un lourd héritage poli-

tique que devront assumer les successeurs de Deng, apparemment décidés à ne pas revenir aux excès du maoïsme (lire également page 4 et notre éditorial page 15).

La mort de Deng Xiaoping ouvre une période d'incertitude politique

La disparition du « Petit Timonier » a été annoncée à Pékin mercredi 19 février. Une bataille entre clans rivaux au sein de la hiérarchie communiste fait planer le doute sur les modalités de la transition et la poursuite des réformes économiques

PÉKIN

de notre correspondant

Deng Xiaoping n'aura pas introduit dans le système politique chinois des mécanismes de succession des pouvoirs plus sophistiqués que le fonctionnement ordinaire des appareils communistes. A terme, cette carence expose ses successeurs à un cruel dilemme : conserver les choses en l'état et aller droit vers une lutte pour le pouvoir, ou l'assouplir et se diviser sur le degré d'une telle transformation. Aucun système de ce type n'a jamais permis une transition en douceur des plus hautes responsabilités de l'appareil. A son arrivée au pouvoir en 1977, Deng était conscient d'une partie, seulement, des difficultés. Il avait consacré une énergie considérable à contraindre les vétérans fondateurs de la République populaire à partir à la retraite tout

en cherchant à introduire plus qu'un semblant de séparation des pouvoirs entre l'exécutif, le législatif et le judiciaire. Cette idée lui faisait même horreur. Un système « d'américain », avait-il dit à plusieurs reprises, serait, en Chine, une recette pour le chaos.

GÉNÉRATION DIRIGEANTE

Il y a une sorte de paradoxe ironique dans cette obstination d'un homme qui a tenté de concilier une certaine tradition marxiste-léniniste du pouvoir et une tradition chinoise qu'on pourrait qualifier de « pré-moderne », celle du fondateur de la première république, Sun Yat-sen. Quoique lui-même influencé par les Soviétiques à l'époque, ce dernier avait accepté l'idée d'un certain morcellement du pouvoir - en cinq entités séparées plutôt

que trois. C'est, d'ailleurs, cette structure qui est toujours en place à Taiwan et que le gouvernement de l'île a décidé de commencer à réformer. Du moins a-t-elle, là-bas, permis une certaine démocratisation.

Sun Yat-sen est vénéré sur le continent comme à Taipei : ses idées politiques, pourtant modérément démocratiques, le sont moins. On voit dès aujourd'hui la problématique qui en découle. L'inspirateur principal du communisme funéraire concernant Deng Xiaoping, le chef de l'Etat Jiang Zemin, a pris soin de glisser dans l'hommage rendu au défunt tous les éléments destinés à préserver sa prééminence. En tant que chef, surtout, du parti et de l'armée, il espère visiblement pouvoir tenir cette « base opérationnelle » pour survivre, en dépit de son manque de charisme.

Mais Jiang n'est pas Deng. Ce

dernier était auréolé d'un immense prestige national, enraciné dans le passé, ce qui n'est pas le cas de celui qui est présenté désormais comme « le nœud » de la nouvelle génération dirigeante. Il risque donc d'être contesté plus vite encore qu'il ne semble vouloir l'imaginer, certaines forces dans l'appareil paraissant se rendre compte qu'un mode de gouvernement trop rigide est difficilement compatible sur le long terme avec l'essor économique.

LEU DE BASCULE

Qiao Sbi, président de l'Assemblée nationale populaire (coopée), suggère ainsi depuis quelque temps qu'un soupçon de réforme vers une forme d'Etat de droit serait une potion plus sûre qu'un éternel tour de vis. Derrière ce débat interne au Parti communiste se profile cependant le constant souci de la nomenklatura

turo de garder en mains les manettes du pouvoir. D'autres se sont livrés à ce jeu de hascule dans ce genre de système : un Nikita Khrouchtchev, qui y laissa plus que son poste ou, dans le monde chinois, un Cbiang Ching-kuo, fils de Tchiang Kai-shek, qui permit l'éclosion de la première démocratie chinoise - imparfaite, mais installée sur une échelle malgré tout significative.

Pour le moment, le pouvoir ne donne aucun signe permettant de laisser entrevoir l'hypothèse d'un assouplissement dont il craint le pire. La meilleure preuve en est que M. Jiang éprouve régulièrement le besoin de se montrer en vareuse d'officier - qu'il n'est pas - afin d'imposer l'idée qu'il est le vrai « patron » des armées, seul pilier sérieux du régime.

Quantité de problèmes, pourtant, risquent de contraindre les gardiens du temple de Pékin à

remettre en cause la solidarité naturelle de détenteurs du pouvoir qu'ils entretiennent : les divisions entre régions riches et pauvres, qui vont en s'accroissant ; le régionalisme que ces divisions attisent ; les tensions ethniques, dont on voit qu'elles continuent de couvrir sous la cendre et qui revêtent un caractère émotionnel profond ; les défis socio-économiques, avec un secteur public aussi prolifique qu'inefficace ; les enjeux culturels même - la fameuse relation avec l'étranger que finit par imposer l'ouverture économique à la faveur des échanges commerciaux - qui ont toujours été, en Chine, le terrain d'explosions politiques. Pour « la troisième génération », dont M. Jiang se veut le « nœud » du fait du vouloir princer, le paysage ressemble à un champ de mines.

Francis Deron

Jiang Zemin, un apparatchik à l'autorité mal assurée

PÉKIN

de notre correspondant

En septembre 1989, la bourgeoisie de Nannan, obscure commune du centre-nord de la Chine, dans la région qui fut le berceau du communisme, reçut un visiteur inattendu : Jiang Zemin, ancien maire de

PORTRAIT

Le successeur de Deng fait partie d'une génération « acharnée à préserver l'héritage » Il en va de sa raison d'être.

Shangbaï, promu trois mois plus tôt, fin juin, secrétaire général du Parti communiste chinois (PCC). Inattendu parce qu'on aurait pu penser que l'homme avait alors d'autres chats à fouetter, nommé qu'il était pour tenter de redonner une légitimité à la direction politique d'un Deng Xiaoping qui venait de cautionner l'écroulement du « Printemps de Pékin » par les chars.

M. Jiang trouva pourtant le temps d'effectuer le pèlerinage à Nannan, lieu microscopique qui tient pourtant une place énorme dans la légende du régime pour la

raison qu'il fut, dans les années 30, le site d'expérimentation, sous la caution de Mao et d'autres grands grognards rouges, d'une forme spécifiquement communiste de mise en valeur des régions pauvres par la coopération exercée à l'encontre de populations appelées à exprimer leur enthousiasme volontariste. L'ancêtre du goulag chinois, en quelque sorte, M. Jiang, de mémoire locale, est le dernier haut dirigeant en date à avoir trépané à ses guérites.

Ce geste résume le personnage. Appelé par Deng Xiaoping à être le troisième dauphin du patriarche, les deux premiers - Hu Yaobang et Zhao Ziyang - ayant été éliminés, M. Jiang s'est empressé de faire acte d'allégeance à un passé mythologique auquel ses plus récentes fonctions à la tête de la seule ville de Chine pouvant prétendre à une certaine modernité, ne le reliaient guère. En même temps, cet apparatchik bon teint, appliqué à ne pas donner prise à la critique, se retrouvait un peu lui-même : orphelin de la guerre civile des années 50 la Chine hésitait entre plusieurs options politiques, M. Jiang est, comme beaucoup de ses collègues d'un âge équivalent, un enfant du système communiste, dont plusieurs observateurs familiers ont fait remarquer que la généra-

tion des successeurs était encore plus acharnée à préserver l'héritage que celle des fondateurs. Car il en va de leur raison d'être.

C'est peu dire que M. Jiang manque notamment du charisme dont étaient pourvus les deux chefs historiques dont il lui revient d'assumer le legs en tant que « nœud » - selon l'expression forgée par Deng Xiaoping - de la « troisième génération » dirigeante de la République populaire de Chine. Au passage, on relèvera dans cette expression qu'elle fait purement et simplement disparaître de l'historiographie le personnage auquel M. Jiang est volontiers comparé, celui de Hua Guofeng, éphémère successeur de Mao balayé par M. Deng peu après son intronisation.

OPPORTUNISME

Issu d'une famille intellectuelle de la province du Jiangsu fauchée par la guerre, il est le premier chef du régime à provenir d'une de ces régions côtières traditionnellement plus ouvertes aux influences extérieures que celles du pays profond d'où étaient originaires Mao et Deng. Ce trait a son importance en Chine, et le rapproche d'un Zhou Enlai, fils d'une maison de notables de la province orientale passé au

communisme par nationalisme plutôt que pour l'idéal d'égalitarisme social. La ressemblance s'arrête là : M. Jiang n'a aucune des qualités qui impressionneront ceux qui approcheront Zhou, même s'il partage avec lui un opportunisme certain.

Admis à l'âge de vingt ans au Parti communiste, en 1946, M. Jiang poursuit des études d'ingénieur à Shanghai avant de partir pour un séjour, obligé par l'époque, en Union soviétique, où il effectue un stage de formation à l'usine automobile « Staline » de Moscou. De retour en Chine, il entame une carrière de technocrate qui le conduit à diriger le ministère de l'Industrie électronique, avant de prendre la tête de la municipalité de Shanghai en 1985. C'est en raison de la fermeté avec laquelle il empêche la grande métropole orientale de basculer dans la contestation politique, lors de la crise de 1989 à Pékin, que M. Deng le choisit pour succéder à son deuxième dauphin, limogé, Zhao Ziyang.

Ses activités officielles l'amènent à côtoyer les leaders du monde capitaliste : au Japon, aux Etats-Unis et en Indonésie pour les sommets de l'APEC (Forum de la coopération économique Asie-Pacifique), puis en France, en septembre 1994. M. Jiang a

aussi réparé, par une visite d'Etat à Moscou avant de gagner Paris, la fâcheuse impression qu'avait laissée son précédent passage dans ce qui était encore l'Union soviétique, en 1991, où il avait refusé de prendre en compte les changements politiques en cours.

Il marque également des points sur le plan intérieur avec la promotion de plusieurs de ses amis shanghaiens à de hautes fonctions au sein de la direction, au point - paraît-il - que M. Deng, en ayant fait ombrage à une telle pratique va en effet à l'encontre de l'habitude de l'ancien « Petit Timonier » consistant à soigneusement répartir les responsabilités entre hommes d'origines géographiques et politiques diverses, de manière à mieux les contrôler. Car la fidélité aux options de M. Deng que M. Jiang affiche n'est sans doute pas à toute épreuve. En témoignent plusieurs de ses interventions destinées à flatter l'arrière-garde conservatrice dont, privé qu'il est de lettres de créances bien établies au sein de la caste militaire, il sait qu'il aura besoin à l'avenir. Si, toutefois, ce caméléon se révèle d'une longévité politique plus grande qu'une simple figure de transition.

F. D.

A Pékin : « Gloire éternelle » à l'artisan du décollage économique

Un deuil national de six jours a été décrété, mais aucun dignitaire étranger ne sera invité à assister aux obsèques

PÉKIN

de notre correspondant

A vie exceptionnelle pour un dirigeant communiste, décès lui aussi inhabituel dans la forme de sa révélation. L'annonce de la mort de Deng Xiaoping aura défilé toutes les règles usuelles tant en Chine que dans ce qui fut le monde léniniste. On n'a ainsi assisté à aucun bouleversement fondamental dans les programmes télévisés. Les médias ont respecté leurs horaires d'émissions pour reprendre, le matin, le communiqué déjà diffusé à partir de 2 h 40 par l'agence Chine nouvelle, indiquant que Deng s'était éteint à 21 h 08 mardi soir à Pékin. Le reste du monde aura ainsi été informé quelque quatre heures avant les Chinois eux-mêmes.

Le costume sombre était de rigueur sur les écrans mercredi pour les journaux d'information, mais point de brassard noir de deuil en vue. La lecture du communiqué, après l'exécution de la marche funèbre sur une photographie de Deng, sera répétée plusieurs fois durant la matinée, mais entrecoupée d'émissions de fiction et de reportages. Jusqu'au moment où, bizarrement, on vit Deng Xiaoping quasiment renaitre, sous les traits d'un acteur l'incarant en jeune commandant à la tête des troupes révolutionnaires dans une reconstitution romancée d'un épisode de sa carrière.

La distribution des journaux a

été, elle, retardée jusqu'en fin de matinée en raison de leur impression tardive - voire d'un tirage. Autre dérogation à la règle, le communiqué précise les causes médicales du décès de Deng : stade avancé de la maladie de Parkinson et complications d'infections pulmonaires ayant provoqué une cessation des fonctions respiratoires en dépit d'un traitement d'urgence.

L'annonce de la mort de Deng aura défilé toutes les règles usuelles tant en Chine que dans ce qui fut le monde léniniste

Pas étonnant donc que le bulletin matinal de la radio nationale, accentuant la fausse normalité des circonstances voulue par le régime, ait poursuivi ses émissions après l'annonce, avec notamment un reportage sur les bourses financières de Chine et le système d'actionnariat introduit en Chine sous Deng. Plus conforme à la tradition du régime chinois en revanche est la précision, fournie par le comité fu-

néraire que préside Jiang Zemin, chef de l'Etat, du parti et de l'armée, qu'aucun dignitaire étranger ne sera invité aux obsèques, dont la date et les modalités n'ont pas été immédiatement précisées. Le deuil national, lui, s'étend de mercredi au mardi 26 février. Il prend surtout la forme de mise en berne des drapeaux nationaux.

L'éloge de Deng - vraisemblablement rédigé de longue date - reprend tous les épisodes marquants de cette carrière, dans l'optique exacte du dogme officiel à son sujet telle que l'avait déjà exposée la série télévisée diffusée en janvier sur sa vie. Deng y apparaît dans toute la gloire de l'épopée des communistes compagnons de Mao Zedong, en chef militaire d'envergure colossale dont les accomplissements guerriers vont jusqu'à « la libération pacifique du Tibet », qu'il supervisa en 1950.

Puis, devenu un des plus hauts dirigeants de la République populaire dont les « erreurs » qu'il reconnaît lui-même, tels les « excès » de la purge des intellectuels en 1957, sont pour le coup passés sous silence, vient l'époque où Deng est « critiqué à tort et persécuté durant la révolution culturelle ». Conformément à la visio du disparu, Mao Zedong n'est naturellement pas critiqué.

Enfin, après le panégyrique appuyé de ce qui restera le grand œuvre de Deng, le décollage économique de la Chine - y compris sa re-

lance en 1992, quand le régime béate à s'y engager à fond -, l'éloge funèbre souligne son action en politique extérieure en mettant l'accent tout particulièrement sur « le réajustement des relations avec le Japon, les Etats-Unis et l'oncienne Union soviétique » en vue de « créer un environnement favorable » à la modernisation du pays.

Le plus important est bien enten-

Une « perte indicible » pour le « peuple chinois »

Le communiqué annonçant au pays la mort de Deng Xiaoping énonce en termes sans surprises les qualités du disparu, faisant de ce décès « une perte indicible » et la cause d'« une immense douleur pour le peuple chinois ». Deng était un « dirigeant d'exception jouissant d'un haut prestige », un « grand marxiste, un grand révolutionnaire prolétaire, homme d'Etat, stratège militaire et diplomate, un combattant communiste éprouvé, l'architecte en chef des réformes sociales de la Chine, du mouvement d'ouverture et de modernisation, et le fondateur de la théorie de l'édification du socialisme aux caractéristiques chinoises », c'est-à-dire du capitalisme sous contrôle léniniste.

La conclusion à laquelle l'énumération des accomplissements de Deng parvient pour l'avenir, à savoir que le pays est désormais dans les mains d'une « troisième génération de dirigeants dont le camarade Jiang Zemin est le nœud ». Dans une précision qui évoque des souvenirs remontant à la mort de Mao en 1976, il est affirmé pour la première fois qu'à l'âge de quatre-vingt-neuf ans, en 1993, Deng Xiaoping était

face à Deng Xiaoping - peu après la publication d'un cinquième volume posthume, pour excès de maoïsme. On ne jouera pas le même tour à Jiang Zemin, semble vouloir dire ce clin d'oeil.

Le régime chinois se promet de continuer à considérer le développement économique comme « sa tâche centrale », une injonction de Deng que certains, en ses rangs, contestent. Il n'évoque en revanche

ni dans les volontés de Deng, ni dans ses intentions, une quelconque réforme politique profonde. Au contraire, il n'est question, sur ce plan, que de « maintenir et sauvegarder l'unité du parti » communiste, de « renforcer son éducation idéologique » tout en « améliorant son style de travail », une allusion à la campagne de contrôle contre la corruption. Le régime entend s'en tenir à son monopole exclusif du pouvoir symbolisé par une formule de Deng sur les « quatre principes fondamentaux » autour du maoïsme-léninisme.

L'appel général à l'unité nationale, de rigueur, concerne en particulier celle entre les nationalités, sujet particulièrement sensible actuellement. Il est doublé d'une réaffirmation de la politique - « un pays deux systèmes » - censée être mise en œuvre à Hongkong et de l'aspiration à la « réunification pacifique » visant Taiwan : la question de l'île « sera en définitive réglée et la réunification complète à coup sûr réalisée ». Dans les tâches à venir figure également la nécessité de « supposer l'hégémonie et la politique de puissances » en vue de « créer un nouvel ordre international » tant politique qu'économique où, est-il sous-entendu, la Chine aurait une place parmi les Grands. « Gloire éternelle au camarade Deng Xiaoping », conclut le message.

F. D.

La vér



La véridique histoire du dernier empereur

Tour à tour premier secrétaire du Parti communiste chinois, excommunié, à nouveau adoubé et sacré Timonier
Deng Xiaoping a épousé les tourmentes du siècle

PÉKIN

de notre correspondant
Encore plus que celle de Mao, sa vie se confond avec l'histoire de son pays au XX^e siècle. Par la stature politique, Deng Xiaoping était le plus grand des derniers dirigeants affichant l'idéologie communiste. Son pragmatisme le sauve en partie de la déroute marxiste-léniniste. Ses réflexes chinois le rangent plutôt dans la lignée des monarques absolus qui ont occupé le « trône céleste ».

Son nom renvoyait discrètement au passé impérial chinois : « Petite Paix » (Xiaoping). Deng Xiaoping l'avait choisi, conformément à la tradition, en abordant l'âge adulte. Il ne se doutait pas, alors, qu'il en viendrait à personnaliser la « petite paix » à laquelle les Chinois ont eu droit durant les années Deng. Pour en arriver là, quel itinéraire...

Officiellement, Deng est né le 22 août 1904, deux ans avant Pu Yi, le dernier empereur de Chine. Il est peut-être né un peu avant. La notion d'état civil, à cette époque, était assez floue en Chine. Il est l'aîné de cinq fils que sa mère, première concubine, donnera à Deng Wenming, bobereau du bameau de Paifang, au Sichuan. Une province du Sud-Ouest qui, de tout temps, a donné des manx de tête au pouvoir central par sa propension à précéder le pays dans la voie des troubles.

Le père appartient à cette communauté de commerçants itinérants à la culture spécifique, les Hakkas. Il patronne une société secrète locale contre les Mandchous, perçus comme des usurpateurs du trône chinois. Il est assez bien vu, alors, dans certains milieux cultivant l'originalité, d'envoyer ses enfants étudier dans ce lointain et mystérieux Occident qui a fait irruption, au milieu du XIX^e siècle, sur la scène chinoise.

Deng Junior, mis au contact des missionnaires français actifs dans les parages, partira donc en France. Il débarque à Marseille en septembre 1920. C'est l'époque où la main-d'œuvre chinoise - sous-payée - y est la bienvenue, en raison des coupes claires provoquées par la première guerre mondiale.

CHEZ RENAUT

Il n'étudiera pas beaucoup. Deng devient vite un de ces électrons difficilement contrôlables de la constellation révolutionnaire. Le Parti communiste chinois est créé, en juillet 1921, à Shanghai. Sa « section en France » apparaît peu après à Paris. L'objectif affiché de ces jeunes Chinois est de lutter contre « le colonialisme » au nom de l'idéal « internationaliste ». Mais déjà (comme chez leurs compères vietnamiens), le ton est très nationaliste. Parmi les autres vedettes de ce groupuscule chinois, plusieurs des futurs grands noms de l'épopée : Zhou Enlai, Chen Yi, Li Lisan, etc. En 1924, Deng adhère au parti.

Cela fait un moment que la police française l'observe. Ses états de service dans l'industrie - à Montargis, au Creusot, à Bayeux, à Châtillon-sur-Seine, à Billancourt, chez Renault - ne peuvent échapper aux services de renseignement. Deng est un agitateur professionnel. Le 8 janvier 1926, la police fait irruption dans sa chambre d'hôtel parisienne. En vain : il s'est envolé la veille pour Berlin, direction Moscou. Ne restant que ses appareils de radio, machines à tracts « anti-imperialistes ».

Dans la capitale de « la patrie des travailleurs », Deng se perfectionne dans l'art de « l'agit-prop ». Il est mis au service de Feng Yu-siang, un de ces « seigneurs de guerre » qui, pour tenter de se tailler leur propre royaume sur la carte chinoise, naviguent dans les eaux troubles des luttes d'influence entre puissances extérieures. Deng file bientôt à Xian, où l'édit Feng tient « capitale ». Stratégie d'alliance, voulue par le Komintern du couple Staline-Trotsky, avec la « bourgeoisie nationale » représentée par Tchang Kai-shek. Jusqu'à ce que celui-ci se retourne.



en avril 1927, contre les communistes. Fiasco, drame de la première révolution chinoise.

Deng entre alors en clandestinité. Shanghai, puis le Sud frontalier du Vietnam, où le ferment anti-français est porteur pour les communistes. Il récupère pour le parti, en 1928, une armée insoumise qui a mis à sac un établissement français. Bientôt, il s'aligne avec Mao Zedong, dont il suivra les aléas de carrière dans le maquis. Il lui est, en tout cas, fidèle plus tôt qu'un Zhou Enlai, qui a longtemps bésité entre la ligne pro-Moscou et l'inconnue de la stratégie maoïste, la Longue Marche.

La guerre contre les Japonais gagnée par déroute de l'envahisseur en 1945, Deng commence à donner la pleine mesure de ses talents d'organisateur. Dans une bataille décisive de la guerre civile naissante avec le parti de Tchang Kai-shek, il aligne deux millions de paysans dans la logistique des troupes communistes. Tchang, acculé, fuit à Taiwan.

Deng conquiert sa province natale et devient, à quarante-cinq ans, un puissant satrape régional, à qui la Chine en passe d'être réunifiée doit bientôt l'annexion du Tibet. Et sa famille échappe à l'extermination des propriétaires fonciers qui fait rage dès les premières années de la République populaire.

LA RÉVOLUTION CULTURELLE

Dès lors, il va monter rapidement en grade à l'échelon national jusqu'à devenir secrétaire général du parti. A aucun moment, au demeurant, il ne donne l'impression d'une grande originalité. Un communiste parmi les autres, qui supervisera les purges au sein du régime, comme, en 1957, contre les « droitistes » (un demi-million d'intellectuels prodroit, sous son autorité, le chemin des camps de travaux forcés). Tout juste Mao se plaint-il, tout en lui reconnaissant des qualités, qu'il fasse « le saut » vis-à-vis de lui.

Problème de personnes, autant que de méthodes : Mao commence à loquêter ses compagnons avec ses décisions fantasques comme le Grand Bond en avant, cause principale du retour de la famine. Mais Deng ne monte pas au créneau dans l'opposition interne au Grand Timonier.

Le boo seos lui dicte quoad même de prendre part aux efforts du collectif dirigeant pour empêcher Mao de semer la tempête. Lorsque celle-ci éclate avec la révolution culturelle, il est vite pris en grippe par les maoïstes et disparaît de la scène, après Liu Shaoqi. Mais, à la différence de ce dernier, assassiné, Deng est

épargné, « simplement » expédié dans une usine en compagnie de son épouse Zhuo Lin, sa troisième femme, avec qui il est marié depuis 1939.

Le revoici, en prisonnier, dans cette même province du Jiangxi, dans le Sud-Est, où il avait contribué à la formation de la première « République soviétique » chinoise. L'aîné de ses fils, Pufang, est poussé à se défendre par les gardes rouges. Un de ses frères se suicidera. Deng s'en voit renforcé dans l'horreur du « chaos ».

La suite est plus originale pour un régime se disant communiste. Deng refait surface en 1973, quand Zhou Enlai, atteint d'un cancer, a besoin d'un successeur. Sacré vice-premier ministre, il devient chef d'état-major de l'armée et l'homme-clé de l'ère post-Mao qu'on entrevoit déjà. Non seulement sur le plan intérieur, mais aussi face à l'Occident, que la Chine s'efforce de courtiser afin de rompre un encerclement soviétique redouté à Pékin. Aux Nations unies, en 1971, il incarne un pays décidé à revenir sur la scène internationale. La stratégie mondiale est depuis longtemps sa marotte de joueur de bridge - passe-temps « bourgeois » qui lui fut vivement reproché - obsédé par la combinaison Est-Ouest. On le voit, en France, en mai 1975.

En cette fin de règne du couple Mao-Zhou, tous les coups sont permis. Deng est à nouveau accusé par les radicaux maoïstes de vouloir « restaurer le capita-

lisme » (il n'y pense probablement pas encore). Mao, quasiment ribond, ne parvient pas à le sauver quand s'éteint Zhou Enlai le 8 janvier 1976. C'est Hua Guofeng, policier de moyenne volée, qui est promu Timonier. Deng réplique sur fond d'émeute, se réfugie auprès de ses partisans militaires dans le Sud, et, cette fois, est prêt à tout : « C'est eux ou nous », dit-il, envisageant même la guerre civile.

TIENANMEN EN DIRECT

L'affaire, en fait, est réglée sans coup férir ou presque, au lendemain de la mort de Mao, le 9 septembre 1976. Un coup d'Etat très chirurgical envoie la veuve de Mao, Jiang Qing, les autres membres de la « bande des quatre » et leurs proches en prison. Mais il faudra attendre juillet 1977 pour voir revenir Deng en position de second de Hua Guofeng, et un an encore pour que ce dernier baisse les bras devant la stratégie de sappe du petit Sichuanais. En décembre 1978, Deng obtient l'équivalent communiste des pleins pouvoirs.

Deng tire un trait sur les excès les plus déments du maoïsme : il remet sur pied l'éducation, sort des camps les intellectuels de 1957 (sans trop s'excuser de les y avoir envoyés), réhabilite à titre posthume Liu Shaoqi, fait jurer, pour « crimes contre-révolutionnaires », Jiang Qing et ses acolytes, ordonne la révision de la doctrine, par une « résolution sur l'histoire du parti » qui fixe la nouvelle règle du jeu. Bilan offi-

ciel du maoïsme : 70 % de positif, 30 % de négatif. Premier grand stalinien à rejeter les dogmes économiques marxistes, il veut réaliser les promesses de développement matériel que le régime avait faites en 1949. Il reprend le slogan de Zhou Enlai, les « quatre modernisations », excluant une cinquième, qui serait la démocratie. Pour l'avoir réclamée, Wei Jingsheng, obscur dissident, devient, en 1979, le prisonnier personnel de Deng, un symbole d'opposition politique.

Deng mise sur le dynamisme des Chinois quand ils sont motivés. La formule, bientôt, fait un miracle. Les paysans restaurés dans leur usage privé de la terre - même s'ils n'avaient pas toujours attendu Deng pour la redistribuer - réussissent là où le monde rural soviétique a échoué. Bientôt, la Chine commence à s'arracher à la misère caractérisant ailleurs l'héritage de Lénine.

Mais sortir en douceur du totalitarisme économique n'est pas chose facile, encore moins, peut-être, si l'on entend maintenir la dictature politique. Les étudiants, à plusieurs reprises, s'agitent : ils traduisent, par l'appel à la démocratie, un mal de vivre des citoyens, une inadéquation du pouvoir face aux nouvelles réalités créées par la libéralisation économique. Deng, attaqué par les conservateurs qui redoutent une érosion du pouvoir, doit leur jeter en pâture un premier dauphin, Hu Yaobang, en 1987. L'homme, un libéral, avait trop d'imagination.

L'engrenage menant à la répression est mis en branle. La surenchère estudiantine s'ajoutant aux effets de surchauffe économique - phénomène difficilement explicable à la population en termes marxistes - provoque l'explosion de 1989. Non pas dans la seule capitale, comme on l'a dit, mais bieo dans toutes les villes importantes du pays. Et c'est le drame en direct sur les télévisions de la planète : Tiananmen, sur fond de réconciliation ratée avec la moribonde Union soviétique de Mikhaïl Gorbatchev. Exit le deuxième dauphin de Deng Xiaoping, Zhao Ziyang, compromis par son inclination à traiter l'agitation avec un gant de velours plutôt qu'à coups de blindés.

HONGKONG ET TAIWAN

L'affaire et la disparition de l'URSS conduisent le régime de Deng à accélérer la dérive vers un capitalisme autoritaire aux accents nationalistes : répression des dissidents, désormais soutenus de l'extérieur, et amarrés largués dans une révolution économique qui semble avoir fait son credo de « l'exploitation de l'homme par l'homme ».

Certains y trouvent leur compte. D'autres pas. Plusieurs Chine apparaissent. Des pauvres, des riches, des dynamiques, des exangues.

Paradoxe quand on voit, sur le plan extérieur, l'œuvre de Deng. Depuis qu'il a paradé, en 1979, en chapeau de cow-boy aux Etats-Unis, il n'a eu de cesse de rendre à son pays l'image de grande puissance unie, décidée à récupérer Hongkong et Taiwan selon ses propres termes ; à en imposer à ses voisins, au point d'aller faire la guerre à l'ancien « frère » vietnamien, coupable d'arrogance ; à imposer au Japon une facture d'assistance économique bien plus importante que ne l'auraient été des dommages de guerre négociés (même s'il a fallu pour cela à Deng s'incliner devant le drapeau du Soleil-Levant, geste qui o'a pas été bien reçu chez lui).

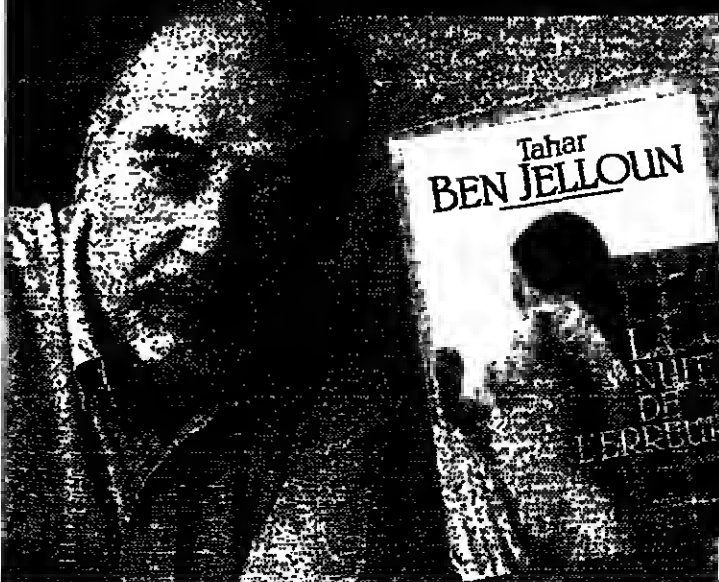
La faillite du communisme, la chute du mur de Berlin ont lancé la Chine sur une trajectoire nationaliste repoussant plusieurs de ses frontières - maritime, économique, en particulier - dans une certaine anarchie, qui inclut la piraterie sous des formes multiples.

Deng n'a pas su mettre en place un système politique nouveau, permettait d'encadrer cette brusque mutation. Son dauphin, Jiang Zemin, fruit d'un compromis avec le camp conservateur, n'est là qu'en raison de sa faiblesse.

Le dernier empereur à régner absolument sur plus d'un milliard d'hommes laisse un manteau trop large à des successeurs, dont le seul véritable terrain d'entente est la nécessité de survivre politiquement ensemble, de crainte de couler collectivement. Y parviendront-ils ?

Francis Deron

TAHAR BEN JELLOUN



La Nuit de l'erreur est sans doute, de tous les livres de Tahar Ben Jelloun, le plus ambitieux. Pierre Lepape/Le Monde

L'enjeu du livre, c'est la jouissance en littérature, la liberté du mot qui s'oppose aux murs, au mensonge de l'ordre établi. Le plus beau roman de Tahar Ben Jelloun. Yan Queffelec/Le Nouvel Observateur

Laissez-vous emporter par l'histoire de Zina.

Un livre superbe. Danièle Brison/Magazine Illustré

Entre tradition et culture, entre Orient et Occident, Tahar Ben Jelloun défiche en toute poésie les territoires de la littérature. Michèle Gazier/Télérama

Un des plus beaux romans de cette rentrée où l'on retrouve, porté à un haut degré de perfection, tout ce qui fait l'originalité de Tahar Ben Jelloun.

Marie-Louise Roubaud/La Dépêche du Midi

Editions du Seuil

Les héritiers de Deng Xiaoping devront s'imposer à une « nomenklatura » divisée

L'ombre de la répression de Tiananmen plane sur une scène politique chinoise marquée par les luttes entre réformistes et conservateurs, les conflits d'intérêts et les tensions entre féodalités économiques et administratives

Le sujet est tabou, mais il continue de peser lourdement sur les relations entre le pouvoir et la société chinoise : la répression de Tiananmen, en juin 1989. Dans un régime habitué aux réévaluations historiques

(« Grand Bond en avant », « révolution culturelle »), il n'est pas exclu que les héritiers de Deng Xiaoping prennent à terme une initiative visant à cicatriser les plaies. Cette hypothèse « Tiananmen » n'est

qu'une des inconnues de l'équation politique complexe à laquelle les successeurs vont être confrontés. Apparechtik plutôt terme, dépourvu du passé personnel mythique de la génération des fondateurs, le

« numéro un » Jiang Zemin - successeur désigné - devrait rencontrer quelques difficultés à s'imposer à une nomenklatura fragmentée en clans rivaux bien que soudés in fine par l'impératif de leur survie politique.

Aux tensions politiques - toujours latentes - entre réformistes et conservateurs - s'ajoutent les conflits d'intérêts impliquant les féodalités administratives et les provinces côtières aux tentatives autonomistes.

PÉKIN
de notre correspondant
Les ors du décollage économique chinois tendent à occulter, en Occident, l'ombre qui plane sur la période post-Deng Xiaoping : celle de la répression de Tiananmen.

ANALYSE

La tragédie de juin 1989 restera un problème pour la génération des successeurs

men, en juin 1989. Le souvenir de cette tragédie complexe reste un réel problème politique auquel ne peut qu'être confronté, à terme, l'homme qui symbolisera la génération des successeurs. La propre fille du défunt, dans un entretien au *New York Times* publié le 13 janvier 1995, avait concédé que le problème d'une réconciliation entre le pouvoir et les manifestants de 1989 était « quelque chose que ceux qui viendront plus tard devront traiter ».

La Chine cultive l'art du précédent historique, et même l'archi-autoritaire Deng Xiaoping ne fut pas exempt de l'inconscient collectif. Il n'avait fallu que deux ans après la mort de Mao pour qu'il fit « réhabiliter » l'éméute de la même place Tiananmen survenue

du vivant du Grand Timonier, le 5 avril 1976, et pour laquelle Deng avait été blâmé. Si le retour sur l'événement de Tiananmen ne relève pas de la « notion occidentale des droits de l'homme », dont la dénonciation est si chère au régime pékinois, il renvoie au concept - bien chinois, celui-là - du « mandat céleste » confié au tenant du pouvoir.

Revenir aujourd'hui sur le verdict officiel concernant 1989 - qui en fait une émeute « contre-révolutionnaire » - suppose de mettre en doute le jugement de Deng, qui en couvrit la répression. En ce sens, le facteur Tiananmen demeure l'inconnue la moins aisée à cerner de l'équilibre des forces politiques en présence.

FAUX-SEMBLANTS

Il y a, d'abord, les clans pékinois. Ils se répartissent selon plusieurs clivages. La dualité réformistes-conservateurs n'est peut-être pas la plus sûre des critères, mais on ne peut l'ignorer. S'y ajoutent les conflits d'intérêts d'ordre clanique, liés aux prébendes du pouvoir et qui existaient déjà, mais sous une forme non monétarisée, du temps de Mao. Le régime de Deng n'a fait que les autoriser à prendre la forme très ostentatoire des signes extérieurs d'embourgeoisement : la limousine occidentale est venue

s'ajouter à la datcha du cacique.

Viennent aussi les féodalités administratives. Avec l'encouragement de M. Deng, des pans entiers du pouvoir se sont lancés dans les affaires comme moyen de substitution à un budget national déficitaire. Le plus visible est le bras militaire, présent dans quantité de secteurs industriels et de services qui n'ont rien à voir avec sa vocation. A un degré à peine moindre,

de passe. L'étonnant dans tout cela est que des hommes puissent encore, au sommet de l'Etat, chercher à incarner des orientations politiques distinctes derrière les faux-semblants de l'unité commandée. La subtilité de flair qu'une telle entreprise suppose aurait de quoi décourager le plus retors des politiciens occidentaux. Pourtant, on sait, avec une marge d'incertitude mal mesurée, que Li

un moment donné de leur histoire commune ; ou encore la marge d'élasticité de leurs convictions en regard de la nécessité absolue de se maintenir dans une certaine voie commune définie de manière empirique. Zhao Ziyang, dauphin de Deng jusqu'en 1989, avait cru pouvoir sauter le pas en jouant la rue contre son opposition au sein du pouvoir. La rue n'étant plus, pour son saint patron, un recours envisageable depuis que M. Deng s'est arrogé les pleins pouvoirs (en raison du traumatisme laissé par les violences de l'ère maoïste en particulier), M. Zhao se retrouva tout ou presque sur la place Tiananmen, et trop tard pour arrêter la machine infernale qui s'était mise en branle contre lui.

LE POUVOIR DES PROVINCES

Cette considération signifie paradoxalement qu'un dirigeant au cœur libéral qui prendrait la tête du régime serait contraint de donner aux conservateurs des gages incessants de bonne conduite autoritaire tant qu'il n'aurait pas la certitude de pouvoir opérer sans leur aide. Les dissidents s'en trouveraient tout autant épris.

Tous ces clivages, toutefois, empêchent pas une certaine volonté de cohabitation de prévaloir dans la mesure où les hommes qui dominent le régime ne veulent

nullement en revenir aux excès de l'ère maoïste, durant laquelle, sous l'impulsion du Grand Timonier, la bataille pour le pouvoir tourna à la guerre civile. Ils sont plutôt animés d'une volonté commune de limiter les effets des bagarres à couteaux tirés qui sont le mode de fonctionnement ordinaire de pareil édifice bureaucratique, de manière à survivre face à un peuple méfiant.

D'autant que l'ère Deng Xiaoping a apporté une nouveauté dans l'équilibre politique : le poids désormais majeur des provinces devant l'Etat central. Les grandes régions qui composent le pays commencent à représenter des entités socio-économiques à l'identité fortement affirmée, dont la docilité n'est plus automatiquement acquise à Pékin. Le phénomène a, du reste, été accentué par Tiananmen, dans la mesure où, en faisant donner la troupe faute de savoir traiter le problème politiquement, le gouvernement central a encore érodé un crédit moral sur le pays tout entier qui commençait déjà à s'émousser. Il doit à présent composer avec des préoccupations régionales de développement qui s'expriment avec une puissance accrue, faisant jouer le principe de l'ouverture au monde moderne contre le centralisme traditionnel.

F. D.

Hongkong a accueilli la nouvelle avec une apparente sérénité

HONGKONG

correspondance

« *Lo mort du Vieux Oncle Deng ? Ça va pas être bien bon pour la Bourse.* » Pour être cartulaire, cette réaction enregistrée sur un trottoir de Hongkong n'en résume pas moins la résignation d'une population qui tenait le patriarche pour mort depuis longtemps. « *Retiré du pouvoir depuis des années, sa disparition était déjà admise et devrait avoir un impact minimum sur l'avenir de Hongkong et de la Chine.* », estime Tammy Ng, jeune cadre chez Digital.

« *Psychologiquement, cela va faire un choc, sans aucun doute, mais je pense que Hongkong y était déjà préparé.* », a déclaré le député démocrate Albert Ho, qui n'a pas manqué de rappeler le rôle joué par Deng Xiaoping dans l'écrasement de la révolte étudiante sur la place Tiananmen, en 1989.

« *J'ai appris avec regret ce matin le décès de Deng Xiaoping, a dit dans un communiqué le dernier gouverneur britannique, Chris Patten. Il a été le principal architecte, ces dernières années, de la modernisation et de l'ouverture de la Chine vers le monde extérieur. Il sera considéré par les générations futures comme une figure historique. Son concept « un pays, deux systèmes » a favorisé les né-*

gociations pour la déclaration conjointe, et a ainsi permis de poser les fondations de la stabilité et de la prospérité de Hongkong après 1997.

Ne retenait, elle aussi, qu'une facette du personnage, et reprenait les propos du gouverneur, Anson Chao, premier secrétaire d'Etat - qui devrait rester au service du futur chef de l'exécutif, Tung Chee-hwa -, à seulement déclaré que « *cela n'affecterait pas la transition.* » Pour sa part, Tung Chee-hwa a salué « *le grand leader* », et souligné que « *les fondations mises en place par Deng Xiaoping rendront la Chine plus forte et plus riche au XXI^e siècle, et feront de Hongkong un territoire plus prospère et plus stable.* »

L'ANTICIPATION DES MARCHÉS

Les analystes prévoyaient un fort décrochage des marchés financiers. La Bourse a, en fait, rebondi après un léger recul durant les premières minutes. « *Les marchés, qui avaient bien baissé ces jours derniers, avaient déjà anticipé le mort de Deng,* explique Howard Georges, directeur de la société d'investissement South China Holdings. Mais il semble que la Bourse soit soutenue par des achats en provenance de groupes chinois qui ont dû recevoir des ordres de Pékin. (...) Il faut

voir comment les marchés se tiendront après plusieurs jours.

Car, malgré des réactions apparemment sereines, les habitants de Hongkong savent que la succession ne sera peut-être pas sans effet sur le territoire. « *C'est l'équilibre entre les différentes factions ou pouvoirs à Pékin qui déterminera la future politique vis-à-vis de Hongkong,* », estime Michael Golyer au collège baptiste. Néanmoins, à court terme, les observateurs n'attendent pas de changements majeurs pour Hongkong. Toutefois une personnalité, qui demande à conserver l'anonymat, déclare : « *Tout qu'il doit encore vivre personne n'aurait osé mettre en cause les modalités de la rétrocession, dont il fut le premier inspirateur. Sa disparition pourrait changer le cours des choses, de manière d'abord diffuse.* »

A contrario, certains estiment que la mort de Deng devrait permettre de prendre enfin des décisions en suspens depuis longtemps. C'est l'avis de Christine Lob, députée : « *Je pense que sa disparition va aider la Chine à aller de l'avant. Je ne crois pas que la Chine se dirige nécessairement vers une période d'instabilité.* »

Valérie Brunschwig

L'Asie du Sud-Est souhaite que la succession s'organise en souplesse

BANGKOK, TOKYO

de nos correspondants

Attendue, préparée, et en quelque sorte déjà advenue, la disparition de Deng Xiaoping n'a pas suscité dans la région le vent de panique qu'elle aurait provoqué si elle s'était produite. Il y a dix ans.

« *Une grande étoile s'est éteinte* », est un leitmotiv des commentaires au Japon où cette expression est employée pour manifester le respect à l'égard d'une personnalité disparue. « *C'est l'homme qui a contribué à moderniser la Chine et à jeter les bases des bonnes relations avec le Japon.* », a déclaré le premier ministre Ryutaro Hashimoto. Tant dans le monde politique que dans les milieux industriels japonais, on estime que la mort de Deng Xiaoping ne devrait pas avoir d'effet déstabilisateur profond pour la Chine.

Pékin vient en tout cas de démontrer l'ascendant que ses dirigeants exercent sur son voisin nord-coréen : en témoigne la soudaine volte-face de Pyongyang, qui semblait s'engager sur une voie dangereuse à la suite de la défection de l'un de ses hauts dignitaires, et a soudainement accepté le 19 février que ce dernier se rende, conformément à ses vœux, en Corée du Sud.

Les premiers à souhaiter que la

succession s'organise avec souplesse sont les quelque vingt millions de Chinois qui se retrouvent aujourd'hui aux commandes des économies du Sud-Est asiatique et qui ont, ces dernières années, investi des milliards de dollars en Chine. Les Chinois d'Asie du Sud-Est ont également des intérêts très substantiels à Hongkong. Ils sont, en outre, les mieux placés pour percevoir et jauger les implications de la disparition d'un empereur. Bangkok, Singapour ou même Kuala Lumpur ont trop misé sur la stabilité de la Chine pour ne pas retenir un peu leur souffle en scrutant la façon dont Pékin va s'organiser en l'absence de Deng.

Pour leur part, les gouvernements d'Asie du Sud-Est savent

qu'ils pourraient faire les frais, le cas échéant, d'une lutte pour le pouvoir à Pékin. Une éventuelle bouffée de nationalisme chinois relancerait la querelle, latente, pour le contrôle des archipels de la mer de Chine du Sud, que Pékin considère comme son bien et dont quatre membres de l'Association des nations du Sud-Est, revendiquent, au moins en partie, la souveraineté.

EQUILIBRE FRAGILE

Au moment où les Chinois, parce qu'ils sont symbole de la richesse, sont l'une des cibles de jeunes émeutiers musulmans à Java, Djakarta a des raisons supplémentaires d'espérer faire l'économie d'une phase de tension avec Pékin. Singapour (85 %

de Chinois) se sentirait encore plus vulnérable à la résurgence, même passagère, d'une diplomatie chinoise musclée qui serait le reflet de querelles internes. La stabilité de la Chine est l'une des données du fragile équilibre dont dépend la santé des économies émergentes d'Asie du Sud-Est.

Les communistes vietnamiens sont, en ce qui les concerne, partagés entre deux sentiments. D'une part, M. Deng a été la bête noire du régime avec la « demi-lecture » militaire de 1979 suivie de dix années d'ostracisme à l'égard de Hanoi. De l'autre, l'Partisan des « quatre modernisations » a donné l'exemple des réformes économiques que le Vietnam s'est empressé d'appliquer. Fortement imprégné de culture chinoise, le « pays du Sud » ne pleure pas celui qui incarne le rappel de mille ans de domination chinoise suivis d'une période presque aussi longue de vassalité à l'égard de l'ancien Empire du Milieu. Avec pragmatisme, et en toute connaissance de cause, les Vietnamiens votent prior pour que la modération l'emporte à Pékin, alors que les problèmes de frontières, maritimes comme terrestres, entre les deux voisins sont loin d'être résolus.

Jean-Claude Pomonti et Philippe Pons

Hommage unanime de l'Occident au « père » de l'ouverture chinoise

LA COMMUNAUTÉ internationale a rendu un hommage unanime au dirigeant chinois considéré comme le père de l'ouverture de la Chine sur le monde.

Le président américain Bill Clinton a salué « *la longue vie de M. Deng, [qui] a couvert un siècle de turbulences, de tribulations et de changement remorquable en Chine.* [Deng Xiaoping] a mis en œuvre un programme historique de réformes économiques qui ont grandement amélioré le niveau de vie en Chine et modernisé une grande partie du pays ». Le président américain a rappelé l'importance de la visite « *historique* » qu'il avait effectuée en 1979. « *La Chine joue aujourd'hui un rôle important dans les affaires du monde, en grande partie en raison de la décision de M. Deng d'ouvrir son pays au monde extérieur.* », a conclu M. Clinton. Son prédécesseur démocrate, Jimmy Carter, a estimé que le dirigeant chinois « *était un négociateur respectable qui agissait toujours patiemment et de façon courageuse, prenant à cœur les meilleurs intérêts de son peuple.* »

APPRECIATION CONTRASTÉE

Le nouveau secrétaire d'Etat américain, Madeleine Albright, en visite en Grande-Bretagne, a réagi d'une manière plus nuancée. « *Sans aucun doute, les événements de la place Tiananmen ont troublé quiconque croit aux droits de l'homme, mais il était une figure historique qui a, en fait, ouvert la Chine.* », a-t-elle assuré. « *L'appréciation le concernant est contrastée.* », a-t-elle poursuivi. « *M. Deng a joué un rôle dans la normalisation des relations entre la Chine et les Etats-Unis et l'on doit se rappeler de lui pour cela.* », a conclu M^{me} Albright qui a maintenu son voyage à Pékin, la semaine prochaine.

Le ministre britannique des affaires étrangères, Malcolm Rifkind, a lui aussi salué le « *personnage historique* », responsable d'une ouverture de la Chine et de réformes économiques massives, « *mais en raison de son état de santé il n'a pas été capable de leur donner de l'élan ces dernières années.* ». Le chef de la diplomatie britannique a en particulier appelé à se « *souvenir de la contribution de M. Deng à la cruciale phase* » qui a mené à la déclaration conjointe sino-britannique sur Hongkong, ouvrant la voie à la rétrocession de la colonie à la Chine. Mais M. Rifkind a également sug-

géré que la Chine pourrait à présent connaître une courte période d'incertitude à la suite du décès de son patriarche, « *le temps qu'émerge une nouvelle direction.* » Il a toutefois formulé l'espoir qu'« *une fois celle-ci consolidée, les réformes politiques et économiques reprendront.* »

Le premier ministre canadien Jean Chrétien a déclaré à sa sortie de la Chambre des communes que Deng Xiaoping « *a donné à son pays une orientation nouvelle, qui n'est pas complètement satisfai-*

Jacques Chirac :

un « stratège pragmatique »

Le chef de l'Etat français a rendu hommage mercredi soir 19 février à Deng Xiaoping en assurant qu'il « *restera dans les mémoires comme l'une des plus grandes figures de l'histoire de la Chine.* ». Dans ses messages de condoléances au président chinois Jiang Zemin et à la veuve de Deng Xiaoping, M. Chirac souligne l'ampleur « *des transformations que la Chine connaît depuis près de vingt ans, et dont j'ai pu mesurer l'ampleur, lors de mes voyages en 1978 et en 1991.* » « *Après avoir montré ses qualités de stratège pendant les années qui ont précédé l'avènement de la République populaire de Chine, il s'est imposé par son pragmatisme et sa vision de l'avenir.* », ajoute M. Chirac avant de rappeler que « *la France l'avait accueilli sur son sol [...] au début des années 20* » et qu'elle l'avait « *reçu à nouveau, de façon officielle, un demi-siècle plus tard, au moment où il préparait avec courage des tournants décisifs* » pour la Chine. — (AFP)

sonne pour le monde occidental, mais qui a ouvert la Chine vers le monde, et permis le développement du commerce avec bien des pays ».

Alors que Kofi Annan, le secrétaire général de l'ONU, réagissait au décès du « *leader suprême* » de la Chine en notant la « *trace indélébile* » laissée dans l'histoire chinoise par Deng Xiaoping, Mikhail Gorbatchev, le dernier président de l'URSS, a enfin estimé que « *Deng Xiaoping (...), le père des réformes chinoises* », a été « *un homme qui n'était pas pétrifié dans le dogme et qui a représenté les forces de la réforme au sein du parti communiste chinois.* » — (AFP)



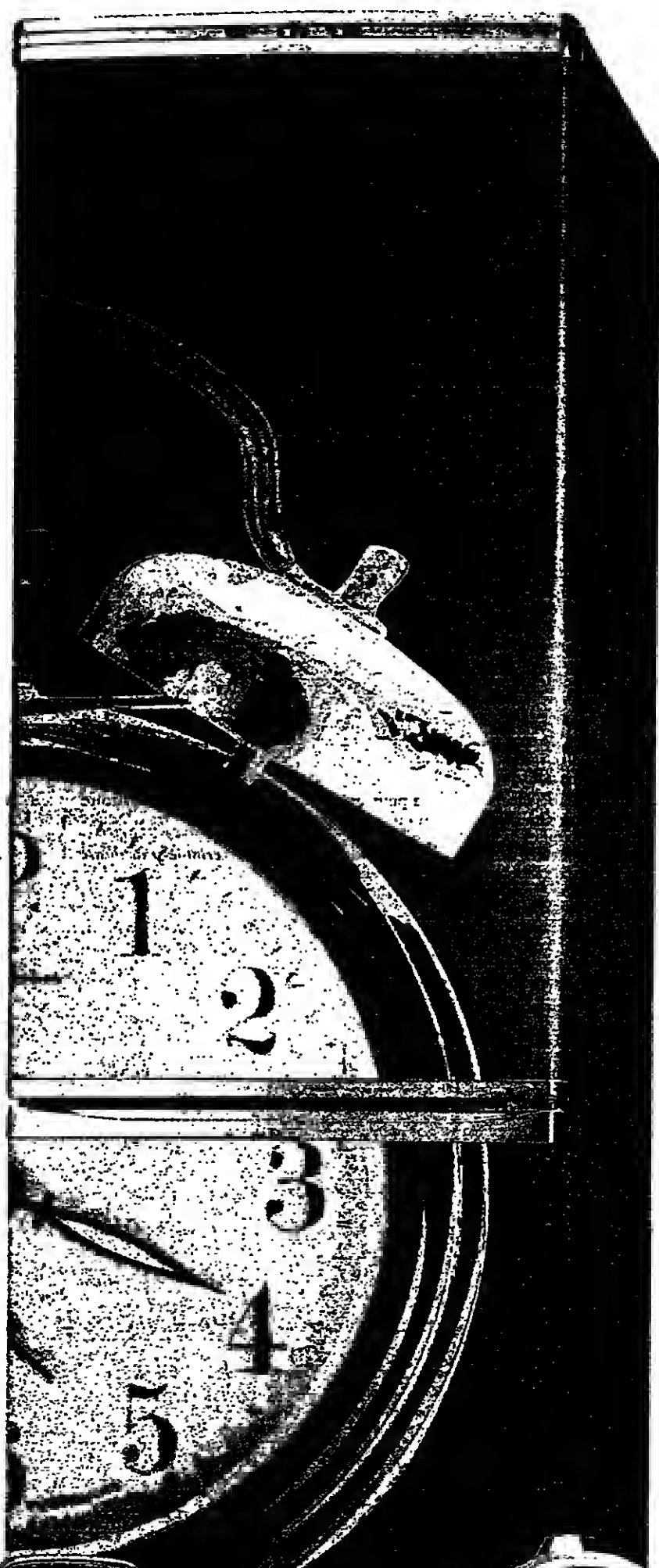
صكنا من الامل

Publicité

LE MONDE / VENDREDI 21 FEVRIER 1997 / 5

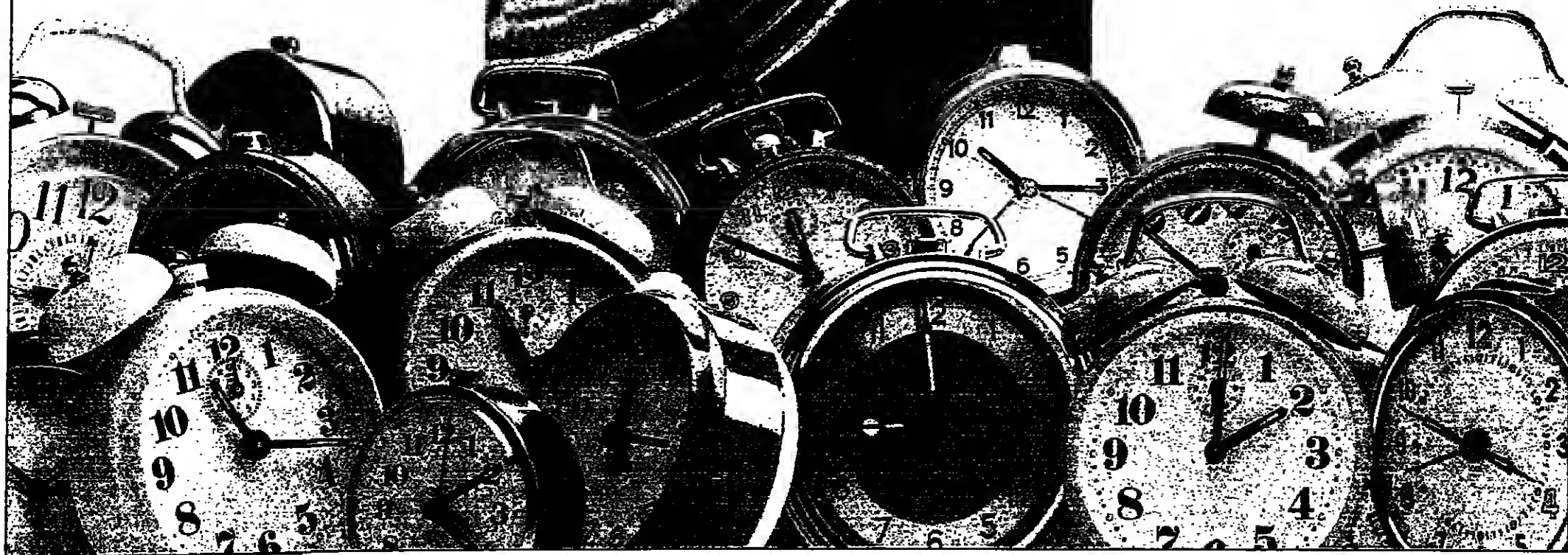
Ariston met *un réveil* dans le réfrigérateur.
(Vous mettez de la gaieté dans la maison).

TESTA INTL



Aujourd'hui,
une nouvelle idée Ariston est née:
le réfrigérateur décoré.
Décliné dans une gamme de
10 motifs différents,
exposé à la Foire de Cologne
à partir du 18 Février, il est déjà
en vente dans toute l'Europe.
Audacieux et coloré,
il embellit la maison
et charme ses utilisateurs.
Invitez-le chez vous.
<http://www.merloni.com>

ARISTON
Enrichissez votre maison.



Le Parlement turc disculpe M^{me} Ciller

Les députés ont refusé la comparution de l'ancien premier ministre devant la Cour suprême

réformes économiques visant notamment à rattraper le retard pris sur d'autres pays candidats à l'entrée dans l'Union européenne.

QUELLE EST VOTRE CARTE DE CRÉDIT?

FMI

PAUL HENTGES

concitoyens. Les mesures sociales d'accompagnement se traduiront totalement par une indexation des salaires qui ne couvrira que 75 % de l'inflation, alors que le salaire minimum dépasse à peine les 20 dollars.

Au moins le pouvoit pent-il pour le moment, compter sur une large soutien pour mettre sa politique en œuvre. La coalition majoritaire occupe plus de deux sièges sur trois au Parlement. Socialisme, les syndicats semblent décidés à jouer le jeu des réformes. La population croit encore un pouvoit qui, déclarant la guerre à la corruption, a pris le risque d'emprisonner plusieurs banquiers ainsi que Mirron Cosma, l'homme qui avec ses mineurs de la vallée du Jiu avait débasté par deux fois la capitale sous

Enfin, sur le plan financier, le EMI et la Banque mondiale devaient avancer, cette année, près de 1 milliard de dollars, alors que ces deux organismes avaient quasiment suspendu leur aide à la Roumanie en raison de la lenteur des réformes. « Nous avons perdu sept ans », regretta récemment le président Constantinescu, conscient du risque que court son pays de rater le train de l'élargissement de l'OTAN et de l'Union européenne. La Roumanie avait enfin dans la course, mais avec plusieurs longueurs de retard qu'il sera difficile de rattrapper sur ses « ex-frères » et aujourd'hui concurrents.

Nicola Bonc

plomatie russe, celle d'un chantage.

« Sur l'OTAN, a été jusqu'à dire M. Tchoubaïs, je suis solidaire de Ziauganov et de Jirnavski », les chefs du Parti communiste et du parti populiste d'extrême droite russe.

« **MISSILES QUASI INCONTRÔLABLES** »
Le second est le subordonné direct de M. Tchoubais, le responsable de la réforme militaire, Iouri Batourine, nommé en 1995 à la tête du Conseil de défense, qui a déclaré que le contenu d'une future « doctrine de défense » russe « **dépendra nécessairement des décisions qui seront prises par l'OTAN** ». Une façon « moderne » de menacer l'Occident de contre-mesures militaires en cas d'extension de l'Alliance, parmi lesquelles l'autre « **clan** », moins délicat, cite l'arrêt du désarmement nucléaire ou chimique et la constitution d'alliances militaires avec la Chine, l'Irak, l'Iran ou la Libye... A quoi des voix répliquent qu'il est difficile de faire croire à la réalité de telles menaces tout en avançant l'état catastrophique des forces armées russes. Et naturellement c'est le

quant qu'au sein de l'armée « il est possible de rationaliser les dépenses » et de mener la réforme - c'est-à-dire de réduire les forces - sans allocations budgétaires.

salir allocations budgétaires supplémentaires. Au lendemain de sa rencontre avec la presse, le ministre de la défense a tenu, sur la jonction de Kremenin, une conférence de presse commune avec M. Batourine (ils deux ont déclaré qu'ils n'avaient plus de réserves sur les projets de réforme de l'armée. Plus le général Rodionov dont les médias avaient redouté le renvoi après qu'il e eu recours à son pouvoir pour faire pression sur le pouvoir, a finalement été reçu, dimanche 17 février, par Boris Eltsine. Ce dernier l'a « assuré de son soutien » et a confirmé que la réduction des effectifs armées prévue en 1997 de 100 000 hommes allait être appliquée. Le président n'a pas parlé de fonds supplémentaires pour cela, alors que les militaires affirment que cette réduction coûterait trois fois plus cher que l'entretien de ces mêmes hommes pendant un an. Il a reconnu que subsistaient « différentes approches » de la façon de réformer

l'armée et qu'il tranchera le moment voulu. Mais rien ne permet de croire que ce moment, annoncé comme imminent depuis des années, est réellement en vue.

Sonnie Shihab

Cette enquête concerne la demande d'autorisation d'introduire et d'utiliser du combustible enrichi en oxyde de plutonium dans les réacteurs des tranches B1 à B4 du centre de production nucléaire d'AVOINE, présentée par ELECTRICITE DE FRANCE. Le dossier d'enquête sera tenu à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête aux heures d'ouverture des bureaux :

PREFECTURE - Bureau de l'environnement

- du lundi au vendredi de 9 h à 16 h 30
AOÏNE
- du lundi au jeudi de 8 h à 12 h 30 et de 14 h à 17 h 30
- le vendredi de 8 h à 12 h et de 14 h à 16 h 30
- le samedi de 9 h à 12 h
BEAUMONT EN VERGIN
- du lundi au vendredi de 9 h à 12 h 30 et de 14 h à 16 h
- le samedi de 9 h à 12 h
SAVIGNY EN VERGIN
- du lundi au vendredi de 9 h à 12 h 30 et de 13 h à 17 h
- le samedi de 9 h à 12 h
CHOUZE SUR LOIRE
- du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h 30
BOURQUEIL
- le lundi de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30
- du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h
- le samedi de 9 h à 12 h
LA CHAPELLE SUR LOIRE
- du lundi au vendredi de 9 h à 12 h 30 et de 14 h à 17 h
CHINON
- du lundi au mercredi de 8 h 45 à 12 h et de 14 h à 16 h
- le jeudi de 8 h 45 à 12 h et de 14 h à 17 h 30
- le vendredi de 8 h 45 à 12 h et de 14 h à 16 h
- le samedi de 9 h à 12 h
BESTIGNE
- du lundi au mardi de 9 h à 12 h
- le mercredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h
- le jeudi de 9 h à 12 h
- le vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h
HUISMES
- du lundi au samedi de 9 h à 12 h
ST GERMAIN SUR VIEUNE
- du lundi au mercredi de 14 h à 16 h
- le vendredi de 12 h 30 à 15 h
ST NICOLAS DE BOURQUEIL
- du lundi au mercredi de 14 h à 12 h et de 14 h à 17 h
M. Marc DEVALUX, désigné en qualité de commissaire-enquêteur recevra les observations du public en mairie de :
AOÏNE
- vendredi 14 Février 1997 de 9 h à 12 h
- lundi 17 Mars 1997 de 14 h à 17 h
BEAUMONT EN VERGIN
- mardi 18 Février 1997 de 14 h à 17 h
SAVIGNY EN VERGIN
- mercredi 19 Février 1997 de 9 h à 12 h
CHOUZE SUR LOIRE
- mercredi 26 Février 1997 de 14 h à 17 h
BOURQUEIL
- jeudi 27 Février 1997 de 9 h à 12 h
LA CHAPELLE SUR LOIRE
- jeudi 8 Mars 1997 de 14 h à 17 h
CHINON
- vendredi 7 Mars 1997 de 9 h à 12 h
ST NICOLAS DE BOURQUEIL
- mercredi 12 Mars 1997 de 14 h à 17 h
BESTIGNE
- jeudi 13 Mars 1997 de 9 h à 12 h
M. Paul MOREAU a été désigné en qualité de suppléant.
Toute personne pour, après l'enquête publique, prendre connaissance du rapport et du procès verbal d'enquête, ou pour déposer une observation, en Préfecture, pourra le faire et dans les mairies d'AOÏNE, BEAUMONT EN VERGIN, BOURQUEIL, CHINON, CHOUZE SUR LOIRE, LA CHAPELLE SUR LOIRE, HUISMES, BESTIGNE, ST GERMAIN SUR VIEUNE, ST NICOLAS DE BOURQUEIL, SAVIGNY EN VERGIN.

Le Parlement turc disculpe M. Ciller

Les députés ont refusé
l'adoption de la loi sur le premier ministre
devant la Cour suprême

L'enquête sur l'affaire Whitewater n'est pas finie, selon le procureur

WASHINGTON. L'enquête sur l'affaire Whitewater, un scandale politico-financier qui a éclaboussé la Maison Blanche, est loin d'être terminée, a affirmé mercredi 19 février le procureur Kenneth Starr, qui la dirige. « Ceux qui estiment que l'enquête est terminée ont tort », a affirmé M. Starr lors d'un discours devant l'Association du barreau de Virginie. M. Starr, cinquante ans, a annoncé en début de semaine qu'il entendait quitter ses fonctions début août pour diriger la faculté de droit de Pepperdine University, à Malibu, en Californie. Ses remarques font suite à une vague de spéculations dans la presse sur le fait que son départ signifiait que l'enquête était sur le point de se terminer et qu'aucune inculpation ne serait retenue contre le président Bill Clinton ou son épouse Hillary.

Le Parlement européen lance un ultimatum à Bruxelles

STRASBOURG. Le Parlement européen, dans un vote mercredi 19 février, a donné dix mois à la Commission européenne pour bâtir une véritable stratégie de lutte contre la maladie de la « vache folle », sous peine de subir un vote de censure à la fin de 1997. Après avoir salué un rapport très critique de la commission d'enquête, les parlementaires ont voté par 422 voix contre 49 une résolution qui prévoit que « si les recommandations [du rapport] n'ont pas été traduites dans les faits dans un délai raisonnable et, en tous les cas, avant novembre 1997, une motion de censure sera déposée ».

Fin de la grève des routiers espagnols

MADRID. Le Comité de grève des routiers espagnols a annoncé, mercredi 19 février à Madrid, l'arrêt du mouvement qui durait depuis treize jours, malgré l'absence d'un accord avec le gouvernement sur les principales revendications, notamment l'avancement de l'âge de la retraite à soixante ans. La décision a été prise « en raison des conséquences économiques » provoquées par le mouvement, a indiqué le porte-parole du Comité, José María Arambarri. Le gouvernement de José María Aznar rejetait catégoriquement la demande des grévistes, qui aurait entraîné, selon lui, « la folie totale » du système de protection sociale. Le ministre du développement, Rafael Arias Salgado, s'est réjoui de l'arrêt de la grève, en exprimant la volonté des autorités de poursuivre le dialogue avec les routiers entamé cinq jours plus tôt. - (AFP)

Le gouvernement canadien poursuit la consolidation budgétaire

OTTAWA. Un projet de budget poursuivant l'assainissement des finances publiques a été déposé, mercredi 19 février, par le gouvernement canadien à la Chambre des communes. Ce projet, portant sur l'exercice 1997-1998 (entamé au 1^{er} avril), table sur un déficit budgétaire limité à 19 milliards de dollars canadiens (75 milliards de francs). Selon le ministre des finances, Paul Martin, ce déficit sera contenu à 9 milliards, en 1998-1999. La réduction est obtenue sans alourdissement de la fiscalité, mais par la poursuite de l'allègement des dépenses publiques. M. Martin a cependant déclaré que la période de coupes budgétaires massives du gouvernement libéral, entamée en 1993, était en voie d'achèvement. Le gouvernement a annoncé des mesures ponctuelles d'aides à l'emploi, mais pas de plan d'ensemble. Il estime que 1997 verra l'abaissement du taux de chômage à 9 % de la population active, contre 9,7 % actuellement. La dette publique, elle, atteint toujours le niveau préoccupant de 75 % du produit intérieur brut.

DÉPÊCHES

■ ALLEMAGNE : quatre anciens officiers de la police secrète est-allemande (Stasi) qui avaient aidé des terroristes de la Fraction armée rouge (RAF) à se cacher en RDA dans les années 80 ont comparu, mercredi 19 février, devant un tribunal à Berlin. Les quatre officiers, dont le chef d'un département antiterroriste de la Stasi, Harry Dahl, comparaissent jusqu'à cinq ans de prison. Le parquet leur reproche d'avoir fourni à dix des terroristes les plus recherchés de la RAF une fausse identité, un appartement et un emploi en RDA. - (AFP)

■ GRANDE-BRETAGNE : le chef de la diplomatie britannique, Malcolm Rifkind a estimé, mercredi 19 février, à Bonn, à propos de la monnaie unique, que « ce que l'Union européenne envisage est un changement qui n'unira pas, mais divisera ses Etats membres, à l'opposé des intentions de ses membres fondateurs ». M. Rifkind avait indiqué peu auparavant sur la BBC que le gouvernement britannique était « hostile » à la monnaie unique, suscitant des réactions au sein même de sa famille politique. - (Reuters)

■ PALESTINE : le Front démocratique de libération de la Palestine, une formation radicale longtemps opposée au processus de paix, a souhaité, mercredi 19 février, se joindre aux négociations avec Israël sur le statut définitif des territoires palestiniens. « Les problèmes liés au statut final vont déterminer le sort du peuple palestinien, et c'est pourquoi nous voulons avoir notre mot à dire », a affirmé à la presse Tayssir Khaled, membre du bureau politique du FDLP que dirige Nayef Hawatmeh. - (AFP)

Pause pour la croissance allemande

BONN. Au cours du dernier trimestre de 1996, l'Allemagne a connu une stagnation de son PIB après deux trimestres de croissance soutenue, selon le diagnostic rendu par la Bundesbank dans son rapport mensuel de février. Ce phénomène n'inquiète pas outre-mesure les gardiens du deutschemark, mais ceux-ci en profitent pour appeler les dirigeants de Bonn à redoubler d'efforts pour accélérer les réformes en cours, notamment concernant la fiscalité et les budgets sociaux. « Si on crée de la confiance de ce côté-là, cela pourrait contribuer grandement à relancer l'investissement et aider à la création de nouveaux emplois », selon le rapport de la banque centrale. Cette dernière s'inquiète par ailleurs des conséquences du chômage et d'une médiocre croissance sur le respect par l'Allemagne des critères de Maastricht. En prévoyant de ramener les déficits publics à 2,9 % du PIB en 1997, le gouvernement allemand a pris un risque : « La marge de sécurité par rapport au critère de référence de 3 % [prévu par le traité de Maastricht] a disparu », selon la Bundesbank, qui invite le gouvernement de Bonn à redoubler d'efforts pour réduire les dépenses. - (Corresp.)

Des représentants de Kinshasa pourraient rencontrer le chef rebelle zaïrois en Afrique du Sud

Nelson Mandela s'implique dans le règlement de la crise des Grands Lacs

Une rencontre entre des représentants des autorités zaïroises et le chef des rebelles, Laurent-Désiré Kabila, pourrait avoir lieu en Afrique du

Sud, a annoncé le président Nelson Mandela, au terme d'un sommet des chefs d'Etat de la région, mercredi 19 février, au Cap. Ni Kinshasa, ni

M. Kabila n'avaient confirmé, jeudi matin, leur volonté de participer à une telle rencontre qui préfigurerait l'ouverture de négociations.

JOHANNESBURG

Les efforts de médiation dans la crise des Grands Lacs ont enregistré une avancée significative, mercredi 19 février, avec l'annonce d'une première rencontre entre le chef des rebelles zaïrois, Laurent-Désiré Kabila, et des représentants du président Mobutu Sese Seko. L'accord de principe des deux parties est acquis et la réunion pourrait avoir lieu dès jeudi, en Afrique du Sud, a affirmé le président Nelson Mandela à l'issue d'un sommet des chefs d'Etat de la région, dans la ville du Cap.

Le président ougandais, Yoweri Museveni, a été l'acteur principal de ce sommet. La rencontre entre le gouvernement et les rebelles zaïrois constitue en effet une réponse à sa proposition d'entretiens directs entre les deux parties afin d'instaurer une trêve militaire et de préparer des élections démocratiques au Zaïre.

L'acceptation par les autorités zaïroises représente un changement d'attitude important de leur part dans la mesure où le maréchal Mobutu, le gouvernement et le Parlement

avaient, jusqu'à présent, exclu toute discussion avec les rebelles.

Il s'agit aussi d'une victoire pour la diplomatie sud-africaine, qui n'a pas ménagé ses efforts, ces dernières semaines, pour amener le gouvernement de Kinshasa à la table des négociations. Après s'être montrée particulièrement réticente à s'impliquer dans le règlement de la crise des Grands Lacs, l'Afrique du Sud a accepté de participer aux tentatives de médiation des pays africains, lors du sommet de Nairobi, en décembre 1996. Elle avait été alors désignée, avec le Cameroun, le Zimbabwe et le Kenya, pour former un « comité de paix » chargé d'aboutir à l'arrêt des combats.

Depuis lors, Pretoria a accentué son engagement en accueillant, fin janvier, un sommet des ministres des affaires étrangères africains sur le problème zaïrois. Ces mêmes ministres se trouvent en ce moment à Kinshasa pour convaincre, eux aussi, le gouvernement des vertus du dialogue, et Alfred Nzo, le chef de la diplomatie sud-africaine, figure en bonne place dans la délégation.

L'annonce de la rencontre avec la rébellion par le président Mandela et le choix de l'Afrique du Sud pour sa tenue indiquent bien la volonté de Pretoria de se placer désormais en première ligne du règlement de la crise.

Mille soldats sud-africains sont à disposition pour participer à une éventuelle force d'interposition

Comme pour mieux en convaincre, la veille de la réunion du Cap, les responsables militaires sud-africains affirmaient, devant le Parlement, tenir à disposition deux bataillons - soit 1 000 hommes - entraînés pour participer à une éventuelle force d'interposition au Zaïre. Il y a quelques mois

encore, l'Afrique du Sud affirmait ne pas avoir la capacité de fournir un tel contingent. Le changement d'attitude de Pretoria s'explique en partie par le souci de restaurer l'image de sa politique étrangère. Il indique aussi une prise de conscience des répercussions négatives de la crise des Grands Lacs en Afrique australe, zone d'influence directe de l'Afrique du Sud déjà inquiète d'une montée d'instabilité politique dans cette région. Le récent afflux de réfugiés zaïrois en Zambie, située à la frontière sud du Zaïre, préoccupe Pretoria. Leur nombre s'est considérablement accru ces dernières semaines. Ils sont déjà plus de six mille à peser sur la stabilité d'un pays en proie à de fortes tensions politiques. Le président zambien, Frederick Chiluba, s'est déclaré inquiet, tandis que les premiers décès provoqués par la faim et le choléra étaient recensés dans les camps de réfugiés. L'Afrique du Sud a sans doute vu dans la situation en Zambie une raison supplémentaire de s'engager davantage dans le règlement de la crise des Grands Lacs.

Frédéric Chambon

LE MOBILE DU MOIS CHEZ FRANCE TELECOM

ERICSSON
AVEC
itinéris
JUSQU'AU
28 FEVRIER

France Telecom

FRANCE

LE MONDE / VENDREDI 21 FÉVRIER 1997

IMMIGRATION De nombreux maires de droite rechignent devant la proposition de Pierre Mazeaud (RPR) de transférer au préfet la responsabilité du contrôle des hébergements

d'étrangers. Serge Lepeltier, député du Cher et maire de Bourges, l'un de ceux qui réclament une nouvelle loi sur l'immigration, estime que les maires doivent pouvoir exiger, pour le

moins, des enquêtes sur ces hébergements. ● LES APPELS contre le projet Debré se multiplient à Paris comme en province. La mobilisation gagne les universités et commence dans les ly-

cées. En attendant la manifestation du 22 février, les étudiants parisiens avaient prévu de se rassembler une première fois jeudi 20 février à 18 heures, place de la Sorbonne (page

9). ● LA LÉGISLATION en vigueur, résultant pour l'essentiel des « lois Pasqua », ne permet guère de contrôler davantage l'immigration clandestine (page 10).

La droite conteste le recul opéré par le gouvernement sur le projet Debré

La plupart des députés de la majorité, qui sont aussi maires, veulent conserver la possibilité de surveiller les arrivées d'étrangers sur le territoire de leurs communes, alors que Pierre Mazeaud tient à leur retirer entièrement ce droit

LA COMMISSION des lois de l'Assemblée nationale devait examiner en deuxième lecture, jeudi 20 février, le projet de loi sur l'immigration. Elle devait notamment se prononcer sur deux propositions alternatives concernant les certificats d'hébergement, nées de la volonté du gouvernement de désamorcer le mouvement de protestation contre le projet Debré (Le Monde du 20 février).

La suppression de l'obligation faite à l'hébergeant de signaler le départ de son visiteur étranger, qui a conduit Pierre Mazeaud, président RPR de la commission des lois, ainsi que le groupe UDF de l'Assemblée, à proposer de nouveaux dispositifs imposant à l'hébergeur de déclarer lui-même sa sortie du territoire à la police des frontières, recueille l'assentiment d'une grande partie de la majorité, soulagée de voir disparaître le

point sur lequel s'était cristallisé les premières pétitions. Le choix de l'autorité compétente en matière de délivrance des certificats d'hébergement est moins sensible dans l'opinion, mais il est important pour les élus. Ce devait être le principal sujet débattu au sein de la commission. M. Mazeaud propose dans son amendement de retirer au maire tout pouvoir en la matière, pour le confier exclusivement au préfet.

Cette proposition de M. Mazeaud suscite de vives réactions dans les rangs de la majorité. Il est vrai que cette réforme des certificats d'hébergement, voire l'idée d'un nouveau projet de loi sur l'immigration, était précisément née de la volonté de nombreux maires de la majorité de voir étendues les prérogatives des maires en la matière. « On les consulte pour des bagatelles et on ne leur ferait pas par-

des questions fondamentales ! », s'exclame Thérèse Aillaud (RPR, Bouches-du-Rhône), maire de Tassin. « Un contrôle par les maires, c'est toujours mieux qu'un contrôle par l'administration », affirme Pierre Bédier (RPR, Yvelines), maire de Mantes-la-Jolie, à la veille du dépôt de l'amendement Mazeaud.

RÉSERVES

Ce sentiment est partagé par certains députés qui ne sont pas à la tête de municipalités. Ainsi Alain Marsaud (RPR, Haute-Vienne), soucieux que le maire continue d'avoir des prérogatives en matière de certificats d'hébergement, « dans la mesure où c'est lui qui doit gérer les conséquences des arrivées, aussi bien sur le plan social que pour l'accueil dans les écoles ». André Rossinot (UDF, Meurthe-et-Moselle) accepte le principe d'un

transfert de compétence au préfet. « À partir du moment où on est dans une logique de contrôle d'entrée et de sortie des étrangers, c'est une mission de souveraineté qui relève de la police », souligne-t-il, en notant toutefois qu'« un avis du maire serait une liaison intéressante entre l'Etat et les élus ».

Cette large opposition à une compétence exclusive du préfet trouve sa traduction dans le dépôt par Gérard Léonard (RPR, Meurthe-et-Moselle) d'un sous-amendement faisant obligation aux préfets de « saisir les maires systématiquement pour avis ». Maire de Saint-Max, une commune de 12 000 habitants, M. Léonard souligne qu'il « sait apprécier très vite la nature et l'opportunité des demandes ».

Mardi, lors de son intervention à l'Assemblée nationale, Alain Juppé avait donné son feu vert à la pro-

position Mazeaud en indiquant que « si aujourd'hui (...) les maires trouvent que la tâche est trop lourde, l'Etat pourrait, le cas échéant, prendre le relais ». Le premier ministre avait alors précisé que « les dernières déclarations de l'Association des maires de France vont en ce sens ». « On est tombé d'un excès dans l'autre », réagit Jean-Paul Delevoye, sénateur RPR du Pas-de-Calais et président de l'AMF, qui réunit les maires de toutes tendances politiques. « Certains maires souhaitent, pour des raisons locales et de philosophie personnelle, garder la possibilité de signer les certificats », explique-t-il, en indiquant qu'il ne faut pas « ramener toute la responsabilité sur le dos de l'Etat ».

Son association avait fait sensation en supposant, dès le 24 janvier, à l'obligation de signaler au maire le départ de l'hébergé. Elle avait alors également proposé « que la délivrance des certificats d'hébergement relève des préfets, auxquels les maires transmettraient, avec leur avis, les demandes des hébergés ». Afin de mettre les choses au point, le président de l'AMF vient d'adresser une lettre au président de la commission des lois. Il lui indique que l'AMF souhaite que le transfert de compétence au représentant de l'Etat « soit un minimum complété par une obligation d'information du maire par le préfet ». Mais il ajoute que « certains de nos membres sont favorables à ce qu'avant de délivrer les certificats d'hébergement, le préfet

puisse recueillir l'avis des maires », ce qui revient à confirmer les divergences des élus locaux sur ce point précis. Hostile à ce que les préfets saisissent systématiquement pour avis les maires, M. Mazeaud souligne que son « premier souci est l'humourisme ». Il rappelle que « dans l'intérêt de ceux qui viennent, il vaut mieux que le préfet soit seul compétent ».

J.-B. de M.

59 % des Français favorables au projet

Une majorité de Français se déclarent favorables au contrôle renforcé des certificats d'hébergement prévu par le projet de loi Debré, selon un sondage réalisé par l'Ifop, le 18 février auprès d'un échantillon de 802 personnes et publié par Libération, jeudi 20 février. 59 % des personnes interrogées (76 % parmi les sympathisants du RPR, 64 % à l'UDF, mais aussi 54 % chez les écologistes et 41 % au PS) se déclarent favorables à cette disposition contestée, contre 39 % qui disent y être opposés. Les avis sur le mouvement de protestation sont plus partagés : 48 % des personnes interrogées déclarent l'approuver, contre 49 % qui le désapprouvent. En revanche, 58 % des Français se disent opposés à l'appel à la désobéissance civile, contre 38 % qui s'y déclarent favorables.

Un maire normand embarrassé par le « nègre » qui habite sa commune

CAEN

de notre correspondant
Le maire de la petite commune de Verson, trois mille cinq cent treize habitants, aux portes de Caen, dans le Calvados, a un problème avec les « nègres ». Plus exactement, avec l'un d'entre eux.

Jean-Claude Raoult, cinquante-cinq ans, vient d'adresser une belle lettre au président de l'Assemblée nationale, Philippe Séguin. « Votre auguste Assemblée doit, écrit-il, se prononcer en seconde lecture sur un nouveau texte de loi touchant à l'immigration (...). Quelle qu'en soit la forme définitive, votre texte comportera certaines dispositions qui me posent un véritable cas de conscience vis-à-vis de l'un de mes administrés. (...) En tout bien tout honneur, il est hébergé au vu et au su de tous, dans la propriété familiale d'une Versonnoise qui s'affirme son épouse légitime, ce dans, en matière, nous n'avons jamais eu la preuve, ni la moindre nécessité de l'avoir. »

« En vérité, continue M. Raoult, mon problème résulte de la faiblesse tendancieuse de l'intérêt à s'affirmer "nègre", ce qui ne peut d'ailleurs coïncider. Plus précisément, il revendique sa négritude, qu'il définit comme "une symbiose entre l'intelligence et l'âme, l'esprit et la matière, l'homme et la femme". »

Pour mieux vous éclairer encore sur ce concitoyen, et afin de vous permettre de me préciser les cas spécifiques où le maire serait tenu de signaler l'intérêt à la police, je vous prie de trouver ci-joint le texte d'un message solennel qu'il n'a pas hésité à adresser, le 15 octobre 1996,

à l'Unesco. Communiquer ce message à tous les députés avant leur prochain vote me permettra de déceler parmi eux ceux qui, tel un nègre, sont susceptibles de faire la symbiose entre l'intelligence et l'âme. L'administré en question n'est autre que Léopold Sédar Senghor, et Verson a récemment fêté joyeusement le 9 octobre 1996, les quatre-vingt-dix ans de l'ancien président de la République du Sénégal, membre de l'Académie française.

« HYPOCRISIE »

Le maire, ni franchement de gauche ni franchement de droite, avec des conseillers municipaux inscrits au RPR et au Parti socialiste, est chef d'entreprise de son état. Il se définit d'abord comme « un chrétien militant ». C'est, en tout cas, un homme qui appelle un chat un chat.

« On cherche sans cesse des boucs émissaires, on manie l'hypocrisie entre clonés et sans-papiers, estime M. Raoult. Tout le monde connaît des cabinets d'avocats, des esthéticiennes, des sages-femmes, qui emploient de la main-d'œuvre non déclarée. Qu'on cesse de mettre tout sur le dos des immigrés ! »

Mais le maire a pris la plume. « Je pense l'expédier au président du Sénat, explique-t-il, j'ai finalement préféré l'Assemblée nationale. Philippe Séguin ou l'esprit plus ouvert. Le débat parlementaire tourne en rond. Le message pourrait être inciter les députés à réfléchir. »

Jean-Jacques Lerasier

Les députés RPR et le Syndicat de la magistrature

Les députés RPR ont vivement pris à partie Jacques Toubon, mercredi 19 février, lors de la réunion de leur groupe. Certains, tel Raoul Béteille, député de Seine-Saint-Denis et ancien procureur près la Cour de sûreté de l'Etat, lui ont demandé de prendre des sanctions à l'encontre des membres du Syndicat de la magistrature qui, sans appeler à la désobéissance civile, se sont engagés à « résister, en utilisant toutes les armes du droit, aux dérives engendrées par ces textes liberticides » (Le Monde du 20 février). Tout en condamnant cet appel, le ministre de la Justice a assez sèchement renvoyé les députés au Conseil supérieur de la magistrature, instance disciplinaire des magistrats, et à la jurisprudence selon laquelle « l'obligation de réserve n'est ni une obligation au silence ni même une obligation au conformisme », notamment pour les magistrats « investis d'un mandat syndical ».

« Pourquoi estimez-vous nécessaire de légiférer de nouveau sur l'immigration ? »

« L'immigration clandestine reste manifestement un problème. On le constate tous les jours dans nos villes. Tout doit être fait pour réussir l'intégration républicaine des personnes rentrées légalement dans notre pays. C'est pourquoi, sur certains aspects et souvent à la marge, il convient de compléter les textes. »

« Que pensez-vous du projet initial de Jean-Louis Debré concernant les certificats d'hébergement, qui était déjà très en retrait par rapport aux conclusions du groupe de travail auquel vous avez participé au RPR ? »

« Ce projet me semble complètement équilibré sans reprendre la totalité des propositions faites par le groupe de travail que je présidais. Il répond aux questions essentielles de la vérification du départ de l'hébergé à l'issue de la période autorisée par le

certificat d'hébergement et de la possibilité d'une enquête s'il y a doute sur un éventuel détournement de procédure. »

« Deux questions avaient fait débat au sein du groupe de travail. Tout d'abord, fallait-il créer un fichier d'hébergés ? Le groupe ne l'avait pas proposé. Le projet de loi ne le prévoit pas. Deuxième question : qui devait assurer le contrôle ? Comme le projet de loi, le groupe avait proposé que, pour éviter toute dérive, il soit assuré par les services de l'Etat. »

« Avez-vous été surpris que le mouvement de protestation se cristallise sur cet aspect du projet de loi ? »

« Oui, puisque ceux qui critiquent le projet de loi semblent ne pas le contrôler. Il y a pas de création de fichiers d'hébergés, comme cela est souvent avancé. Pourquoi dire qu'en déclarant une sortie de territoire on fait de la délation et on sort de la démocratie, alors que personne

ne s'était ému, en 1982, qu'on doive déclarer une entrée sur le territoire, ce qui peut être aussi, dans ce cas, une autre forme de délation ? Le mouvement de protestation est complètement déconnecté des difficultés rencontrées au quotidien dans nos villes dans la politique indispensable d'intégration. »

« Vous faites partie des maires qui ont refusé systématiquement de délivrer des certificats d'hébergement. Pourquoi ? »

« Ma position était qu'on demandait aux maires de délivrer ces certificats alors qu'ils n'avaient aucun moyen de contrôle sur la durée du séjour ni sur les conditions d'hébergement du visiteur présumé. D'ailleurs, s'ils avaient de réels moyens de contrôle, leur attitude n'aurait pas varié d'une commune à l'autre, ce qui aurait évité le reproche d'inégalité des citoyens devant la loi. »

« Que pensez-vous de la proposition de Pierre Mazeaud, qui sou-

haite confier exclusivement aux préfets le contrôle des procédures ? »

« Pour ne pas faire cautionner aux maires une politique dont ils ne peuvent assurer le contrôle, elle peut être la réponse adéquate. Toutefois, il semble souhaitable de recueillir dans la procédure l'avis du maire et que son avis défavorable puisse être à l'origine d'une enquête diligente par le préfet. Le maire est une autorité de proximité, qui connaît bien les choses sur le terrain. »

« M. Mazeaud estime que le maire, étant élu, est soumis à des « pressions scandaleuses ». »

« Il est extrêmement grave de soupçonner ainsi les maires de ne pas être capables de faire prévaloir l'intérêt général dans leurs décisions. La proximité ne conduit pas à la démagogie. »

Propos recueillis par Jean-Baptiste de Montvalon

Serge Lepeltier, député (RPR) du Cher, maire de Bourges « Le mouvement de protestation est déconnecté des difficultés rencontrées au quotidien dans nos villes »

« Pourquoi estimez-vous nécessaire de légiférer de nouveau sur l'immigration ? »

« L'immigration clandestine reste manifestement un problème. On le constate tous les jours dans nos villes. Tout doit être fait pour réussir l'intégration républicaine des personnes rentrées légalement dans notre pays. C'est pourquoi, sur certains aspects et souvent à la marge, il convient de compléter les textes. »

« Que pensez-vous du projet initial de Jean-Louis Debré concernant les certificats d'hébergement, qui était déjà très en retrait par rapport aux conclusions du groupe de travail auquel vous avez participé au RPR ? »

« Ce projet me semble complètement équilibré sans reprendre la totalité des propositions faites par le groupe de travail que je présidais. Il répond aux questions essentielles de la vérification du départ de l'hébergé à l'issue de la période autorisée par le

certificat d'hébergement et de la possibilité d'une enquête s'il y a doute sur un éventuel détournement de procédure. »

« Deux questions avaient fait débat au sein du groupe de travail. Tout d'abord, fallait-il créer un fichier d'hébergés ? Le groupe ne l'avait pas proposé. Le projet de loi ne le prévoit pas. Deuxième question : qui devait assurer le contrôle ? Comme le projet de loi, le groupe avait proposé que, pour éviter toute dérive, il soit assuré par les services de l'Etat. »

« Avez-vous été surpris que le mouvement de protestation se cristallise sur cet aspect du projet de loi ? »

« Oui, puisque ceux qui critiquent le projet de loi semblent ne pas le contrôler. Il y a pas de création de fichiers d'hébergés, comme cela est souvent avancé. Pourquoi dire qu'en déclarant une sortie de territoire on fait de la délation et on sort de la démocratie, alors que personne

ne s'était ému, en 1982, qu'on doive déclarer une entrée sur le territoire, ce qui peut être aussi, dans ce cas, une autre forme de délation ? Le mouvement de protestation est complètement déconnecté des difficultés rencontrées au quotidien dans nos villes dans la politique indispensable d'intégration. »

« Vous faites partie des maires qui ont refusé systématiquement de délivrer des certificats d'hébergement. Pourquoi ? »

« Ma position était qu'on demandait aux maires de délivrer ces certificats alors qu'ils n'avaient aucun moyen de contrôle sur la durée du séjour ni sur les conditions d'hébergement du visiteur présumé. D'ailleurs, s'ils avaient de réels moyens de contrôle, leur attitude n'aurait pas varié d'une commune à l'autre, ce qui aurait évité le reproche d'inégalité des citoyens devant la loi. »

« Que pensez-vous de la proposition de Pierre Mazeaud, qui sou-

haite confier exclusivement aux préfets le contrôle des procédures ? »

« Pour ne pas faire cautionner aux maires une politique dont ils ne peuvent assurer le contrôle, elle peut être la réponse adéquate. Toutefois, il semble souhaitable de recueillir dans la procédure l'avis du maire et que son avis défavorable puisse être à l'origine d'une enquête diligente par le préfet. Le maire est une autorité de proximité, qui connaît bien les choses sur le terrain. »

« M. Mazeaud estime que le maire, étant élu, est soumis à des « pressions scandaleuses ». »

« Il est extrêmement grave de soupçonner ainsi les maires de ne pas être capables de faire prévaloir l'intérêt général dans leurs décisions. La proximité ne conduit pas à la démagogie. »

Propos recueillis par Jean-Baptiste de Montvalon

Comment Alain Juppé est entré à reculons dans le piège d'une nouvelle loi sur l'immigration

Nouveaux maires, vieux démons

● Octobre 1995, rentrée parlementaire : les députés RPR se retrouvent. On congratule les nouveaux maires, élus de juin 1995. Sur leur nouvelles fonctions, ils ont beaucoup de choses à raconter. Surtout sur l'immigration, les clandestins, les certificats d'hébergement délivrés par les maires. Ils n'ont pas de mal à convaincre leurs collègues et leur président de groupe, Michel Péricard, de créer une commission d'enquête sur ce thème.

C'est chose faite, dès le 13 octobre, avec l'aval du gouvernement. Au sein de cette commission siègent les plus radicaux des députés des deux groupes de la majorité. Jean-Pierre Philibert (UDF-PR, Loire) préside, Suzanne Sauvaigo (RPR, Alpes-Maritimes) rapporte. La gauche, rapidement, déserte. Au fil des auditions, la commission se transforme en « bureau des ré-

clamations » contre l'immigration. Chacun y va de son histoire, de sa revendication, de sa proposition, de son exaspération. « Quand on ouvre la boîte de Pandore, il ne faut pas s'attendre à un vent positif », commente, quelques mois plus tard, le président de l'Assemblée nationale, Philippe Séguin.

● 25 janvier 1996 : biao décidés à faire pression sur le gouvernement, les nouveaux maires RPR ont aussi saisi leur parti. Serge Lepeltier, élu à Bourges, rend publiques ses propositions sur la procédure de délivrance des certificats d'hébergement. Elles sont très dures et accroissent les contraintes qui pèsent sur l'hébergeant : celui-ci doit « justifier de ressources suffisantes », « se porter caution des dettes contractées par l'hébergé au cours de son séjour ». Surtout, elles renforcent les pouvoirs du maire en lui accordant, notamment, le droit de mettre fin au séjour de

l'hébergé. Ils trouvent, place Beauvau, un ministre très compréhensif.

Jean-Louis Debré rêve de Charles Pasqua

● Hiver 1996 : le ministre de l'Intérieur, qui travaille discrètement en liaison avec la commission d'enquête, alors qu'elle n'emprunte jamais le ministère chargé de l'Immigration, Eric Raoult, boucle un avant-projet de loi ultra-répressif : mise en place dans chaque département d'un fichier des hébergés, obligation de déclarer le départ de l'hébergé à la mairie, remise en cause du renouvellement de plein droit de la carte de résident de dix ans, création d'un fichier des empreintes des étrangers en situation illégale. Au premier examen interministériel de l'avant-projet, Jean-Louis Debré est pris de reprendre partiellement sa copie, pour éviter des risques d'inconstitutionnalité. La majorité s'échauffe

● 16 avril 96 : le rapport de la commission d'enquête parlementaire est rendu public. Il est très dur et remet en cause plusieurs droits fondamentaux : limitation d'accès aux soins médicaux des étrangers, brèche dans le droit à la scolarisation, faculté d'expulser certains mineurs. Dans la semaine qui suit, la majorité explose. Pierre Mazeaud (RPR), président de la commission des lois, est prudent : « Les dispositions de la loi Pasqua étaient bonnes, appliquons-les avant d'en envisager d'autres. »

Charles Pasqua lui-même n'est pas convaincu de la nécessité de légiférer. René Monory, président (UDF-FD) du Sénat, grogme : « Les dispositions de la loi Pasqua étaient bonnes, appliquons-les avant d'en envisager d'autres. » Charles Pasqua lui-même n'est pas convaincu de la nécessité de légiférer. René Monory, président (UDF-FD) du Sénat, grogme : « Les dispositions de la loi Pasqua étaient bonnes, appliquons-les avant d'en envisager d'autres. » Charles Pasqua lui-même n'est pas convaincu de la nécessité de légiférer. René Monory, président (UDF-FD) du Sénat, grogme : « Les dispositions de la loi Pasqua étaient bonnes, appliquons-les avant d'en envisager d'autres. »

Alain Juppé refroidit les ardeurs

Xavier Emmanuelli, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence, sent le danger : « A force de faire de la répression, on finit par désigner l'ensemble des étrangers, y compris ceux qui sont en situation régulière. Le danger est alors grand (...) de verser dans le racisme. »

● Le 23 avril, au bout d'une semaine de cacophonie, le premier ministre indique qu'« il n'est pas question de légiférer dans l'immédiat, à chaud, sur l'immigration ». Le rapport Philibert-Sauvaigo est « un élément de réflexion » qui contient de « bonnes choses » et d'autres « contestables ». « Le gouvernement entend agir dans le domaine de l'immigration, en son temps et à son heure, sans vouloir positionner davantage le débat », déclare-t-il. Michel Péricard est chargé de relayer le mot d'ordre auprès du groupe RPR : il est « inutile de légiférer de nouveau ».

L'UDF et la révélation de Saint-Bernard

● Août : l'occupation, puis l'expulsion de l'église Saint-Bernard, à Paris, par des Africains sans papiers, relance la polémique et révèle les incohérences des lois Pasqua. Pour les ultras de la majorité, la preuve est faite qu'une nouvelle législation s'impose.

Dans les partis, on vient également de prendre connaissance des premières projections électorales pour les élections législatives de 1998, qui annoncent une nouvelle poussée du parti de Jean-Marie Le Pen.

● Septembre : l'UDF tire la première. Lors de l'université d'été de La Baule (Loire-Atlantique), François Léotard déclare qu'il est partisan de « ne pas fermer le dossier » de l'immigration : « C'est un non-sens d'avoir diabolisé l'ensemble du rapport. » Philibert-Sauvaigo. François Bayrou, ministre de l'éducation nationale

2019 LE...
FRONT...
La protestation s'étend
des universités et les ly...



La protestation s'étend
des universités et les ly...

La protestation s'étend
des universités et les ly...

La protestation s'étend
des universités et les ly...

La protestation s'étend
des universités et les ly...

La protestation s'étend
des universités et les ly...

La protestation s'étend
des universités et les ly...

La protestation s'étend
des universités et les ly...

La protestation s'étend
des universités et les ly...

La protestation s'étend
des universités et les ly...

La protestation s'étend
des universités et les ly...

La protestation s'étend
des universités et les ly...

La protestation s'étend
des universités et les ly...

La protestation s'étend
des universités et les ly...



La protestation s'étend dans les universités et les lycées

AVANT de rejoindre le cortège de tous les pétitionnaires contre le projet de loi Debré, samedi 22 février de la gare de l'Est à la préfecture de police, les étudiants et les lycéens se sont donné un premier rendez-vous pour vérifier l'état de la mobilisation dans les universités, jeudi soir à 18 heures, place de la Sorbonne. Cette première manifestation est organisée en signe de protestation contre la tenue, non loin de là, au palais de la Mutualité, d'une soirée du Front national consacrée à la question sociale.

« Ce sera le premier test du sur-sout civique de la jeunesse », explique Eric Osmond, porte-parole du Manifeste contre le Front national, dont l'initiative, prévue de longue date, s'est amplifiée avec le lancement des pétitions contre le projet Debré. Les militants de Ras- l'Front et les anarchistes de la CNT ont décidé de se joindre à ce rassemblement « à hauts risques », malgré la volonté des organisateurs d'éviter les incidents avec le service d'ordre du FN.

Dans un premier temps, les syndicats d'étudiants (UNEF-ID et UNEF) avaient adopté le texte des cinéastes et des écrivains. Plusieurs centaines d'étudiants dans les instances universitaires avaient signé sans hésitation dès la semaine dernière. Depuis, ils ont rejoint l'appel général contre la « le-pénalisation de notre société », formule empruntée à Robert Badinter et reprise en tête de l'appel du Comité, « Nous, étudiants, déclarons... », qui circule dans une majorité d'universités à Paris et en

province. Pour éviter toute confusion et prévenir toute tentative de récupération, les dirigeants de l'UNEF-ID et du Comité ne devaient pas fusionner leurs appels. Ils se rejoignent néanmoins sur les mêmes objectifs.

FORT ÉCHO

« Trop, c'est trop. Depuis septembre et les déclarations de Jean-Maurice Le Pen sur l'ingérence des races, l'élection de Vitrolles et l'élection du directeur de Châteauneuf, le discours politique tourne autour du Front national. La ficelle est trop grosse : on voit le FN qui monte et le gouvernement qui sort une loi très dure », note Thomas Perez Vitoria, l'un des porte-parole du comité des étudiants, qui dans son texte demande tout à la fois le retrait de la loi Debré, la démission de Jean-Charles Marchiani, préfet du Var, et la réintégration de Gérard Paquet, le directeur du Théâtre national de la danse et de l'image de Châteauneuf.

Cette double protestation – appel à la désobéissance civique et réaction contre le Front national – semble avoir un fort écho dans les universités. À peine publiée, cette pétition a recueilli plusieurs milliers de signatures. Parti de la Sorbonne, le mouvement s'est étendu à la plupart des établissements parisiens, Censier, Nanterre, Saint-Denis et Assas. « Les étudiants en ont marre de ce climat. Ils attendent une réaction », note un militant de cette université traditionnellement à droite.

La plupart des manifestants

contre « la diminution des postes aux concours de recrutement dans l'éducation », mercredi 19 février, se sont joints au mouvement contre la loi Debré. Au siège de la FIDL (Fédération indépendante démocratique lycéenne), plus de cent signatures sont arrivées en quelques heures, alors que la région parisienne rentre tout juste des vacances scolaires et que deux zones sont encore en congé. « En fait, les Journées de jeudi, vendredi et même samedi matin, vont être décisives, car beaucoup de lycéens ont cours jusqu'à midi, mais c'est très bien parti », y indique-t-on.

Entre les vacances et les examens partiels, le mouvement s'est propagé dans différentes villes de province, comme à Poitiers, Toulouse, Lille et Marseille, où les étudiants ont prévu de participer, seuls ou avec les organisations syndicales, à des rassemblements et des manifestations.

Près de 400 personnes, pour la plupart des lycéens et collégiens, ont défilé mercredi à Metz (Moselle) pour protester contre la montée du Front national avant qu'une délégation ne soit reçue à la préfecture. A Grenoble, les étudiants se joindront à la manifestation prévue lundi par le Comité du 9 décembre, qui avait rassemblé plusieurs milliers de personnes lors de la venue de Jean-Marie Le Pen. En Bretagne, les étudiants devraient rejoindre les associations et les syndicats.

Michel Delberghe et Béatrice Gurrey

Les syndicats se mobilisent contre le projet de loi Debré

DANS UNE DÉCLARATION commune, mercredi 19 février, la CGT, la CFDT, la FEN, la FSU et l'Union nationale des syndicats autonomes (UNSA) ont rappelé leur « condamnation » du projet de loi Debré, en appelant à participer aux manifestations des 22 et 25 février. « À l'heure où le chômage et le précarité sont les questions centrales posées au pays, soulignent les cinq syndicats, le gouvernement veut faire apparaître l'immigration comme la source de toutes ces difficultés. Il ne fait que renforcer la xénophobie et conforter les thèses du Front national. »

Le même jour a été publié un texte signé par plus d'une centaine de syndicalistes deman-

dant « le retrait » du projet de loi Debré. Signé notamment par Annick Coupé (SUD-PTT), Lydia Brovelli (CGT), Michel Deschamps (FSU) et Bruno Dalbert (cheminots CFDT), ce texte, s'inspirant de celui des cinéastes, appelle « à désobéir pour ne pas se soumettre à des lois inhumaines ».

Dès le 14 janvier, la CGT avait été à l'initiative de l'une des premières pétitions contre le projet de loi Debré.

Elle avait invité ses structures à faire signer un texte reprenant une lettre adressée aux groupes politiques de l'Assemblée nationale et du Sénat. Le syndicat y expliquait que « le fichage des demandeurs de visa ainsi que des

hébergeants – qu'ils soient français ou immigrés – qui devront signaler tout départ de leur domicile, le contrôle des véhicules dans une zone de vingt kilomètres en deçà des frontières nationales comme celui dans les entreprises, sont des éléments parmi d'autres qui, lorsqu'ils seront appliqués, mettront François et immigrés dans un sentiment d'insécurité et de défiance préjudiciable à la cohésion du pays ».

Les pétitions devant parvenir à chaque député, la CGT ne peut encore indiquer le nombre de signatures. Pour l'heure, l'écho semble toutefois mitigé.

Frédéric Lemaître

voulue par une partie de la droite

exprime discrètement ses craintes : « Si l'on avait l'impression de rouvrir le débat sur l'immigration et les lois Pasqua, on offrirait une vaste tribune à Le Pen ».

Quelques jours plus tard, aux Journées parlementaires UDF de Deauville, le ton monte. Lors d'un dîner à huis clos des députés, consacré à l'immigration, seuls les plus durs s'expriment et exigent l'application de l'essentiel du rapport Philibert-Sauvalgo. Ils refusent d'entendre les explications de Jean-Claude Gaudin, ministre de l'aménagement du territoire, de la ville et de l'intégration, qui s'efforce de défendre la position du gouvernement et la politique d'intégration. Dès le lendemain, Gilles de Robien est chargé, par son groupe, de réclamer au premier ministre un projet de loi signé du ministre de l'Intérieur sur l'immigration clandestine, dès l'automne. Alain Juppé s'exécute avec prudence : il annonce un texte sur la

répression du travail clandestin en octobre et, « dans un second temps », « une série de dispositions de nature législative, dont plusieurs sont inspirées des conclusions des rapports parlementaires ». Mais il omet de prononcer la précision de date – « ou plus tard ou printemps prochain » – contenue dans son discours écrit.

Une « loi Debré », enfin

● 2 octobre : dans sa déclaration de politique générale, Alain Juppé annonce à l'Assemblée un projet de loi sur l'immigration « qui sera présenté par le ministre de l'Intérieur ». On en connaît vite les grandes lignes, qui paraissent équilibrées à la majorité et déplaisent aux ultras. Adopté au conseil des ministres du 6 octobre, le texte est confié à Pierre Mazeaud, auquel on fait toute confiance pour prévenir les débordements. Il n'y parvient pas totalement.

● En décembre, en première lec-

ture à l'Assemblée nationale, les ultras imposent leurs propositions. La gauche ne livre même pas bataille. Aux sénateurs, qui prennent le relais en février, le gouvernement donne consigne de rééquilibrer le projet de loi, d'autant que la gauche, par la voix de Michel Rocard et de Robert Badinter, donne l'alerte en accusant Jean-Louis Debré de favoriser la « légalisation des esprits ».

● Février 1997 : Vitrolles a semé la panique. Après bien des atermoiements, la gauche et la droite sont à nouveau face à face. Le terrain est familier, les arguments connus. A douze mois des législatives, la majorité et ses dirigeants, tant à Matignon qu'à l'Élysée, veulent croire qu'ils peuvent tirer bénéfice de cette crise. Il leur suffit de démontrer que l'équation n'a pas changé : « droite = fermeture, gauche = laxisme ».

Service France

La Gauche socialiste reproche à Lionel Jospin d'agir sous la pression des événements

« SURPRISE », « décalé », « gêné » : en marge ou pendant la réunion de son bureau national, mercredi 19 février, que plusieurs participants ont pourtant trouvée « colme », les qualificatifs n'ont pas manqué à propos de l'attitude du Parti socialiste face au projet de loi Debré. La posture adoptée face au texte du ministre de l'Intérieur – que Lionel Jospin s'engageait, dès le 16 janvier, à « revoir » en cas de victoire électorale en 1998, rattrapant ainsi le sentiment d'absence laissé par les socialistes à l'Assemblée nationale en décembre 1996 – n'a guère été incriminée. En revanche, l'absence de réaction forte et immédiate après ce que Jean-Christophe Cambadélis, chargé des relations extérieures au secrétariat national, a qualifié sur Radio-Shalom, d'« insurrection civique des intellectuels », a été mise en cause.

Encore sous le coup de la victoire du Front national à Vitrolles – un débat sur l'extrême droite est annoncé pour le 12 mars – le PS semble avoir été d'autant plus pris de court par la protestation des intellectuels qu'il n'a toujours par arrêté une politique alternative de l'immigration, programmée pour le 26 mars. Après la réunion du bureau, François Hollande, porte-parole du PS, a franchi un pas en demandant « le retrait pur et simple » de l'ensemble du projet de loi, tout en confirmant le soutien du PS aux manifestations des 22 et 25 février. L'avant-veille, pourtant, sur France-Inter, tout en évoquant l'abrogation d'un texte aux dispositions « contestées et contestables », M. Jospin avait paru se focaliser sur les certificats d'hébergement et avait même vu dans le projet de loi « quelques dispositions positives ».

Ni la demande d'un retrait pur et simple du projet Debré, ni l'appel à manifester n'ont provoqué

de clivages au sein du bureau national. En revanche, certains intervenants ont regretté le retard à l'allumage entre l'appel du « groupe des 59 » cinéastes (Le Monde du 14 février) et la prise de position de M. Jospin demandant au gouvernement de faire marche arrière sur le certificat d'hébergement (Le Monde du 18 février). Re-prochant à M. Jospin de ne pas avoir de stratégie claire et d'agir « sous la pression des événements », Marie-Noëlle Lienemann, au nom de la Gauche socialiste, a de nouveau mis en avant la nécessité d'avancer le congrès.

UNE PRUDENCE CRITIQUÉE

Porte-parole du courant Changer, Christophe Clergeau, qui a rejoint avec Christine Priotto les signataires du « groupe des 59 », a critiqué la « posture prudente et réservée » de la direction sur l'immigration. Tout en estimant que M. Jospin avait eu une position dénuée d'ambiguïté sur le projet Debré, qu'il qualifie de « raciste », M. Clergeau a regretté qu'« il n'y ait pas eu le choix politique d'en faire un point fort du débat public ». Il a attribué « le réveil » de M. Jospin au « mouvement de rejet citoyen » qui s'est manifesté.

Le débat a rejoint aussi sur la désobéissance civique, défendue par Henri Emmanuelli, pour qui elle s'impose face à des lois « iniques ». Alors que M. Jospin avait distingué l'homme politique, dont le rôle est « de faire la loi », et l'homme privé, qui se garderait bien de « déclarer à un quelconque service » le départ d'un ami étranger, Jean Glavany a mis en garde contre un débat qui lui semble « piégé » et qui témoigne d'une propension à privilégier « la culture de gouvernement » par rapport au « devoir d'opposition et de solidarité ».

« Pour l'instant, assure M. Glavany, nous devons nous conduire en oppo-

sants et nous avons encore bien des armes pour faire reculer le gouvernement. »

Martine Aubry et Pierre Mauroy, soucieux de défendre le caractère « humaniste » du décret de 1982 et souhaitant une conférence des maires socialistes sur leurs pouvoirs, ont rejoint la position de M. Jospin sur la désobéissance civique. Bernard Poinant, président de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains, a récusé toute « coupure » entre le peuple et les « élites ».

« Quand des grands principes sont touchés, le peuple se met en mouvement et cela ne relève pas de la décision d'un bureau national politique ou syndical », a souligné le maire de Quimper, rappelant que François Mitterrand avait, en son temps, désobéi à la loi sur le monopole des ondes en créant Radio-Riposte, ce qui lui avait valu d'être inculpé lors de son élection à la présidence de la République en 1981.

Le fabulien Henri Weber a développé une analyse qui a trouvé grâce aux yeux de M. Jospin, en plaçant pour une « alliance entre le mouvement [des intellectuels] et le social-démocratie ». Le sénateur de Seine-Maritime a affirmé que, « en démocratie médiatique, il faut être capable de répondre dans l'heure », tout en faisant du « retard à l'allumage » apparu après l'appel du « groupe des 59 » une autocritique collective. Il s'agit pour M. Weber d'un « mouvement anti-Le Pen qui se cherche », né de Vitrolles et de Châteauneuf, et dont le PS doit être « l'oligie ». Les socialistes se sont vus ainsi revoqués, au-delà du texte de Jean-Louis Debré et de sa contestation, à leurs ambiguïtés, à leurs contradictions et à leurs réflexes politiques.

Michel Noblecourt

Les communistes sur la corde raide

DEPUIS bientôt une semaine, la mobilisation contre le projet de loi Debré donne lieu, au sein du Parti communiste, à une drôle de cacophonie. Robert Hue participera à la manifestation « citoyenne » du 22 février. Cependant, soucieux de ménager le Parti socialiste, son allié de demain, et de bâtir son image de parti de gouvernement, il n'a pas

souhaité signer l'appel « à désobéir » des responsables politiques lancé, le 18 février, par la Ligue communiste révolutionnaire, et s'est laissé « doubler » par des signatures individuelles, dont celles de Nicole Borvo, membre du secrétariat national, et de Georges Marchais, qui souffre pourtant d'un oedème pulmonaire aigu.

L'opposition résolue du PCF aux certificats d'hébergement confirme le virage effectué lors de la mobilisation en faveur des sans-papiers. En se rendant à l'église Saint-Bernard, le 19 août, M. Hue avait fait un geste d'engagement qui voulait effacer le souvenir du bulldozer de Vitry en 1980. Dans le même temps, le texte en discussion pour le vingt-neuvième congrès annulait la demande, adoptée en 1979, d'un « arrêt de l'immigration » (Le Monde du 18 septembre). La nomi-

nation de Serge Guichard, promoteur de cette évolution, comme seul responsable de « l'immigration et du racisme » dans le nouvel organigramme de la direction, en janvier, témoigne d'une réelle évolution.

« ENGAGEMENT PERSONNEL »

C'est toutefois à « titre personnel » que M. Guichard a signé, le 18 février, l'appel des politiques, comme l'a fait Guy Hermier, membre du bureau national, au nom des refondateurs. Jeudi matin, le bureau national devait confirmer la nouvelle ligne de « l'engagement personnel ».

C'est le signe de la gêne d'une formation qui compte bien gouverner avec les socialistes, en cas de victoire de la gauche aux élections législatives de mars 1998, et qui rechigne comme eux à s'engager dans un appel à la désobéissance civique. C'est un nouveau témoignage, aussi, du refus de s'engager dans une formule qui ressemblerait au « pôle de radicalité » à la gauche du PS, dont M. Hue ne veut pas.

L'aile réformiste du parti se trouve ainsi en pointe du combat sur l'immigration, avec les Verts, qui ont lancé l'appel des élus, et

les formations de la gauche alternative. Maire de Tremblay-en-France et député de Seine-Saint-Denis, François Assens, refondateur, a lancé le 19 février un appel de maires, signé notamment par Roger Mel, député des Bouches-du-Rhône et maire de Gardanne, Maurice Charrier, maire de Vaux-en-Velin (Rhône), Jacques Brumhes, maire de Gennevilliers et député des Hauts-de-Seine, Jacques Isabet, maire de Pantin (Seine-Saint-Denis), mais aussi André Génin, maire de Vénissieux et député du Rhône. Ce dernier était, avec Patrick Braouezec et Muguette Jacquaint, l'un des trois communistes présents, les 18 et 19 décembre 1996, lors du débat à l'Assemblée nationale.

Au même moment, à la Défense, le congrès du PCF était réuni. « Avec le recul, on se dit que l'aurait peut-être été bien d'interrompre l'ordre du jour. On était obsédé par nos travaux, et notre combat o-maque de visibilité politique », reconnaît aujourd'hui M. Guichard. Dans L'Humanité du 20 février, il juge aussi que le projet Debré « o-mis chaque formation ou pied du mur ».

Ariane Chemin

VOLS

DEPART DE PARIS

PALMA	970F
ROME	980F
ISTANBUL	990F
TUNIS	1190F
*LES ANTILLES	2340F
OUAGADOUGOU	2690F
LOME	2890F
MOMBASA	2900F
BANGKOK	3290F
LES COMORES	4200F
NOUMEA	5500F

ALLIER RETOUR

A CERTAINES DATES
HORS SAISON AERIENNES

* DEPART DE LYON, MARSEILLE,
TOULOUSE, BORDEAUX, NANTES,
BRISTOL ET LILLE : 2 840 F

180 AGENCE EN FRANCE
0 805 33 33 33 (1,45F LA MINUTE)
3615 NP (1,29F LA MINUTE)

Nouvelles Frontières

distributeur d'énergie

27 % des décisions de reconduite à la frontière ont été exécutées en 1996

Principal indicateur de la lutte contre l'immigration clandestine, ce taux stagne malgré les durcissements législatifs. Ceux-ci ont eu pour conséquence de transformer en « sans-papiers » de nombreux résidents étrangers en règle

Comme Charles Pasqua en 1993, Jean-Louis Debré justifie son projet de loi par la nécessité de lutter contre l'immigration clandestine. Malgré des mesures de plus en plus répressives, le nombre de reconduites à la

frontière d'étrangers en situation irrégulière oscille entre 10 000 et 12 000 par an depuis 1994 ; ce flux oscillait entre 7 000 et 9 000 au début des années 90. Le taux d'exécution de ces décisions de reconduite

à très peu progressé et reste sous la barre des 30 %. Dans la majorité des cas, l'étranger reste introuvable ; il peut également avoir fait disparaître ses papiers ; il se peut enfin que le consulat de son pays refuse de

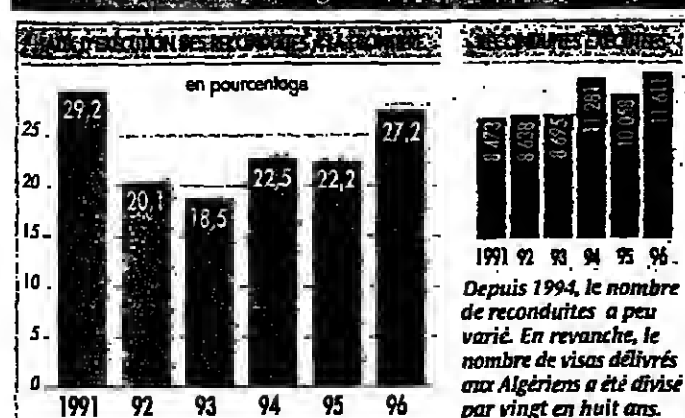
le reconnaître comme l'un de ses ressortissants. En revanche, sans nouvelle disposition législative ni débat public, le gouvernement a procédé à de sévères restrictions en matière de visas accordés

aux ressortissants des pays en voie de développement. Alors que 800 000 visas avaient été accordés à des Algériens en 1993, leur nombre est tombé à moins de 40 000 en 1996.

« LUTTER contre l'immigration irrégulière. » Tous les gouvernements ont brandi cette exigence pour appuyer les neuf réformes de l'ordonnance de 1945 sur les étrangers approuvées depuis le début des années 80. La dixième de ces retouches, prônée par Jean-Louis Debré, n'échappe pas à la règle. C'est au nom de cet impératif que le gouvernement Juppé défend le nouveau durcissement des procédures de délivrance des certificats d'hébergement, de placement en rétention et de contrôle des véhicules. Déjà, en 1993, la loi Pasqua sur l'immigration, qui a transformé profondément l'ensemble de la législation, poursuivait le même but. Quatre ans après, le résultat, au regard de l'objectif fixé, n'est guère probant. La réside sans doute l'explication du fait que le bilan annuel de la politique d'immigration du gouvernement n'a jamais été remis au Parlement, ainsi que l'exige le dernier article de la loi de 1993.

Certes le séisme juridique provoqué par la loi Pasqua a eu pour conséquence de transformer en « sans-papiers » nombre de résidents étrangers en règle. En re-

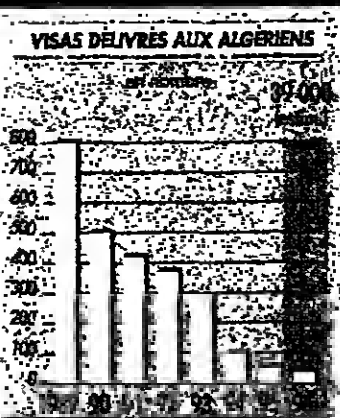
Eloignements forcés et politique des visas



vanche l'examen des statistiques des expulsions et reconduites à la frontière, principal baromètre des résultats en matière de lutte contre l'immigration irrégulière, fait douter de la pertinence de la réponse apportée. Alors qu'au début des années 90 le nombre d'éloignements forcés oscillait entre 7 000 et 9 000, il varie depuis 1994 entre 10 000 et 12 000. Cette augmenta-

tion des chiffres bruts masque un plafonnement du taux d'exécution des reconduites à la frontière et des expulsions décidées par l'administration. Ce taux, le seul à traduire l'efficacité réelle des textes, stagne sous la barre des 30 %.

« Ces résultats consternants (...) affectent directement la crédibilité de notre législation », constate Pierre Mazeaud, rapporteur (RPR)



du projet de loi Debré à l'Assemblée nationale. Dans la majorité des cas, l'étranger reste introuvable (55 % des situations d'exécution des arrêtés de reconduite à la frontière). La personne en instance de reconduite peut aussi refuser de déclarer son identité ou faire disparaître ses papiers afin de faire planer les doutes sur son pays d'origine (30 %). Même si sa nation-

nalité est avérée, il se peut enfin que le consulat refuse de le reconnaître comme l'un de ses ressortissants ou le fasse après le délai légal de rétention. Enfin il arrive que l'étranger fasse tant de scandale en montant dans l'avion que le commandant de bord refuse de le transporter.

PERFECTIONNEMENT CONTINU

Depuis des années, le système a été sans cesse perfectionné pour éviter ces aléas. Des pressions diplomatiques sont exercées pour amener les représentations étrangères à davantage de coopération, tandis que des « accords de réadmission » ont été multipliés dans le même but. Pour contourner l'obstacle de la saturation des transports, un système centralisé de réservation d'avion et de train a été instauré et des conventions ont été signées entre le ministère de l'Intérieur et les compagnies aériennes. Enfin la procédure de placement en rétention a été ressemée pour faciliter les éloignements, même si le Conseil constitutionnel, au grand dam de la majorité, a strictement limité à dix jours le délai de

privation de liberté compatible avec les droits de l'homme.

Quatre ans après la loi Pasqua, le projet Debré entend compléter l'arsenal. Les remises en liberté de « sans-papiers » de Saint-Bernard par des juges pour non-respect de la procédure et la piètre efficacité du système de reconduite servent à justifier un nouveau train de mesures répressives. Au dispositif prévu par le gouvernement, les députés ont même ajouté l'exigence d'un fichier mémorisant les empreintes digitales des millions d'étrangers sollicitant un visa pour la France, qui permettrait l'identification de ceux qui détruiraient leur passeport. Ce projet avait été carcé par les gouvernements socialistes mais remis pour cause de coût faramineux. Les progrès techniques pourraient le rendre aujourd'hui plus abordable.

Si les succès en matière d'éloignements forcés ont été freinés, notamment par les mécanismes de recours juridiques qu'impose le respect de la Constitution et de la Convention européenne des droits de l'homme, l'action gouvernementale ne s'est pas contentée de viser les étrangers sans papiers présents sur le territoire. Beaucoup plus discrètement, un resserrement drastique a concerné l'attribution des visas par les consulats, qui contrôlent ainsi les flux d'entrée en France.

Ces restrictions, appliquées à tous les pays présentant « un risque migratoire », c'est-à-dire ceux du tiers-monde, entravent notamment les visites familiales et les échanges universitaires. Plus discutables encore, les vertigineuses restrictions appliquées à l'Algérie peuvent compromettre la sécurité des personnes menacées par la guerre civile. Alors que 800 000 visas avaient été accordés à des Algériens en 1993, ce nombre était tombé à 100 000 en 1994, année où leur instruction a été centralisée à Nantes en raison de la fermeture au public des consulats après plusieurs attentats. En 1995, seuls 49 000 visas ont été attribués à des Algériens, la statistique provisoire pour 1996 descendant au-dessous des 40 000, soit vingt fois moins que sept années auparavant.

Sylvie Kauffmann

Philippe Bernard

Etats-Unis : l'impossible contrôle dans un pays sans carte d'identité

NEW YORK

de notre correspondante
Malgré le bruit et la fureur, malgré les débats quasi permanents menés autour d'un sujet qui provoque des divisions jusqu'au sein des deux grands partis politiques, les Etats-Unis n'ont pas trouvé la panacée pour arrêter l'immigration clandestine. Les services de l'immigration estiment à près de 4,5 millions le nombre de personnes résidant illégalement dans le pays (sur un total de 268 millions d'habitants), et ce chiffre augmente inexorablement de 300 000 chaque année.

Or la moitié de ces étrangers en situation irrégulière sont entrés légalement aux Etats-Unis, mais y sont restés après l'expiration de leur visa. L'efficacité du système des formulaires de visa en deux volets, dont l'un reste agrafé au passeport, est donc toute relative : même en interrogeant longuement les arrivants, les policiers aux frontières n'ont guère de moyens de vérifier que l'adresse indiquée est authentique, ou que, si elle l'est, elle sera encore trois mois plus tard.

Une fois entré sur le territoire américain, l'étranger peut décider d'y rester,

quel que soit son statut. Dans un pays où la carte d'identité n'existe pas, les risques qu'il encourt d'être appréhendé par la police sont limités. Ils sont pratiquement aussi réduits que les perspectives de régularisation de sa situation : il lui faudra soit épouser une ou un ressortissant américain, soit mettre au monde aux Etats-Unis un enfant qui, automatiquement américain par le droit du sol, pourra, à l'âge de vingt et un ans, demander la naturalisation de sa famille.

« LA MURALLA METALICA »

Dans l'impossibilité de modifier cet état de fait, l'administration Clinton a concentré ses efforts sur la protection de la frontière avec le Mexique en doublant les effectifs des patrouilles frontalières en trois ans. Les immigrants clandestins interpellés sont aussitôt reconduits à la frontière, mais la plupart retentent leur chance un peu plus tard. Depuis 1994, l'érection d'un mur métallique de 30 mètres de haut qui part de l'océan, entre San Diego et Tijuana, a repoussé l'immigration clandestine un peu plus loin vers l'est : « la muralla metalica », comme l'appellent les Mexi-

cains, s'étend déjà sur 35 kilomètres le long de la frontière. Et elle n'est pas achevée.

Une âpre bataille a opposé, l'été dernier au Congrès, partisans et adversaires de restrictions à l'immigration. En pleine campagne électorale présidentielle et législative, elle s'est soldée par un compromis : les velléités des auteurs du texte initial de limiter ouvertement l'immigration légale ont été tuées dans l'œuf par une alliance hétéroclite d'entreprises de haute technologie, grandes consommatrices de main-d'œuvre étrangère, d'associations de défense des droits civiques et de courants conservateurs ouverts à l'immigration.

Le texte finalement adopté le 30 septembre 1996 a été dépourvu des dispositions les plus extrêmes, mais prévoit le doublement des patrouilles sur les frontières du Sud, complique le processus de demande d'asile et celui de la réunification des familles. La législation sur la réforme de l'aide sociale (welfare), adoptée deux mois plus tôt, avait déjà fait une entaille dans le statut des immigrés légaux en permettant aux Etats de leur refuser l'aide alimentaire et la couverture maladie norma-

lement fournies aux personnes démunies. Cette disposition a été très critiquée dans les rangs démocrates et rencontre de multiples difficultés d'application.

De même la « proposition 187 », par laquelle, lors d'un référendum, les électeurs californiens avaient décidé, en 1994, que les immigrés clandestins ne pouvaient prétendre à des services publics comme la santé et l'éducation, n'est toujours pas appliquée car enlisée dans des batailles judiciaires. Particulièrement contestée, la disposition qui devait contraindre les enseignants et professionnels de la santé publique à dénoncer aux autorités les immigrés en situation irrégulière. Traditionnellement considérés comme les plus durs à l'égard de l'immigration, les républicains commencent toutefois à payer électoralement le prix de leurs positions : inquiets pour leur avenir, les immigrés légaux se sont fait naturaliser à un rythme sans précédent ces deux dernières années ; au moment de mettre leur premier bulletin de vote dans des urnes américaines, ils ont massivement voté démocrate.

Une enquête du CNRS pour la CFDT démontre la réalité des discriminations à l'embauche

« MON HYPOTHÈSE de départ était que le racisme n'était pas généré par les situations de travail mais importé dans l'entreprise par un certain nombre d'éléments extérieurs. Je me trompais : le racisme est désormais intégré dans le processus de travail. » Philippe Bataille est chercheur au Centre d'analyse et d'interventions sociologiques (Cais), un laboratoire du CNRS dirigé par Michel Wieviorka. Son constat est le résultat d'une enquête inédite qu'il vient de mener pendant dix-huit mois dans des entreprises et des administrations, à la demande de la CFDT.

En 1994, les dirigeants de la confédération dirigée par Nicole Notat se demandaient si l'expression xénophobe dans la société avait des répercussions dans les entreprises. Pour disposer d'éléments sérieux sur ce sujet, la CFDT décide de demander à une équipe de sociologues d'aller analyser les situations qui lui seront présentées par des équipes syndicales intéressées par cette démarche. Pendant dix-huit mois, cinq types de sites feront l'objet d'enquêtes approfondies : Peugeot Mulhouse, les entreprises de nettoyage et de gardiennage à Saint-Etienne, un

grand magasin d'ameublement d'Île-de-France, le bassin d'emploi d'Alès, dans le Gard, et plusieurs services publics d'une préfecture, un commissariat, un office HLM et une piscine municipale. D'autres sites feront l'objet de « plongées » plus limitées dans le temps. Syndicalisme, l'hebdomadaire de la CFDT, publie les premiers résultats de cette initiative dans son numéro daté du 20 février. Si les syndicalistes et les chercheurs prennent bien garde de ne pas généraliser abusivement les résultats de ce travail, celui-ci apporte néanmoins une mine de renseignements.

A Peugeot Mulhouse, « les gens avaient l'habitude de manger à des tables séparées, les Arabes d'un côté, les Français de l'autre », explique M. Bataille. « Aujourd'hui, ajoutent-ils, quand un jeune Français va par hasard s'asseoir à une table d'immigrés, les gens le ricotent pour qu'il ne mange plus avec les Arabes. Dans les ateliers, on ne dépose plus comme autrefois une queue de cochon sur le poste de travail des ouvriers d'origine maghrébine : on colle un tract du Front national. » Si la direction a sanctionné, à la demande de la CFDT, un agent de maîtrise qui tenait des propos ra-

cistes, les jeunes Français d'origine maghrébine se plaignent d'une discrimination dans les promotions. Phénomène également constaté dans une entreprise automobile de la vallée de la Seine.

DÉRAPAGES RACISTES

Parfois même, les immigrés ne franchissent pas les portes de l'usine. C'est un des résultats les plus spectaculaires de l'enquête : la mise en évidence, dans plusieurs grandes entreprises métallurgiques du bassin d'Alès, d'une discrimination à l'embauche. « Dans une usine qui emploie six cents salariés, quatre Maghrébins seulement ont un contrat à durée indéterminée. Les embauches se font essentiellement par cooptation : on em-

bauche les enfants ou les beaux-frères. » La démonstration semble tellement imparable que tous les acteurs socio-économiques du bassin d'emploi vont prochainement se retrouver autour d'une table pour en tirer les conséquences. Malgré le risque de passer pour le « syndicat des Arabes », la CFDT envisage de négocier dans les entreprises l'embauche privilégiée de Maghrébins.

Dans un autre département, où les partenaires sociaux et l'administration analysaient les futurs besoins en formation, un chef d'entreprise du bâtiment l'a reconnu : « J'ai besoin de spécialistes pour décapier les parquets mais je ne prendrai pas d'Arabes. Les clients ne les laisseront pas entrer. Les Arabes

ne peuvent que rovoier les foyers. »

En revanche, souligne M. Bataille, être immigré est parfois un atout : « Si vous êtes une femme de ménage à Saint-Etienne, mieux vaut ne pas parler français. Cela permettra à l'employeur d'être sûr que vous ne saurez pas lire votre bulletin de paie. » De même, dans les vignobles de Provence, les employeurs préfèrent les femmes musulmanes, qui « travaillent sans lever le nez et sans aucun contact avec les autres. C'est mieux que les étudiants, qui viennent aussi faire le fétu », constate un syndicaliste. Comme le résume M. Bataille, certaines entreprises « mettent en œuvre l'ethnisation des tâches au service de la rationalité écono-

mique ». Eurodisney se vante d'employer dix mille salariés et de brasser 83 nationalités, mais la CFDT observe que les femmes de chambre sont souvent antillaises et que les Africains, même munis d'un diplôme de cuisinier, restent souvent cantonnés à la plonge.

On s'en doute : cette enquête n'a pas toujours été facile. « Ce thème n'était pas typiquement syndical, analyse Michel Caron, responsable de ce dossier à la confédération. Les équipes ne savaient pas comment l'aborder. Certaines ne se sont d'ailleurs pas senties assez fortes ou ont craint de briser un équilibre précaire. Mais, pour nous, le principal résultat de ce travail est qu'il faut rompre le silence sur ces thèmes. Ce silence ne doit plus être un sujet tabou. De plus, on ne peut plus se permettre de fermer les yeux sur les dérapages racistes d'un militant s'il fait bien son boulot syndical par ailleurs. »

Pour M. Bataille, « les équipes syndicales doivent rompre le mur du silence, mais il faut une vraie légitimité syndicale pour affronter ces questions, qui mettent en cause la structure du travail et la circulation des idées. Une équipe qui est légitime sur le terrain classique du syndicalisme peut se le permettre. Une équipe faible perdra le peu de légitimité dont elle dispose. » Ce travail donnera lieu, dans les mois qui viennent, à des publications et à un colloque, mais il est déjà paru suffisamment intéressant à certains responsables de la CGT pour que ceux-ci demandent au CNRS d'entamer une collaboration similaire.

Caroline Monnot

Frédéric Lemaître

INÉDIT. Le FAIT FRANÇAIS dans le monde. Tome 3
LES MOISSONS DE LA FRANCITÉ
Suite de la « France 3^e super puissance ». Ressources, économie des 43 pays d'expression française. Droit de la mer : les zones maritimes sont bien des prolongements « territoriaux » des Etats riverains (France : 2^e domaine territorial mondial). Structure des Etats d'expression française : métropole, les 10 DOM-TOM, la zone franc, conférence franco-africaine (40 nations). ACTT (40 nations), et la possible UDELF (Union des Etats de langue française : 43 nations). 250 p., 98 F. (Tome 1 : 120 F. Les deux tomes : 200 F. franco). Franco chez l'auteur.
MARTINOT DE PRÉVILLE - 49 560 NUEL SUR LAYON

Les députés voudraient le financement des

Le projet de loi Debré...

Le projet de loi Debré...

Le projet de loi Debré...

8 LIGNES DE STYLE... MODELES JUNTAPAS

Le gouvernement ne souhaite pas un bouleversement de la législation existante

Le groupe de travail de l'Assemblée nationale sur le financement des campagnes électorales a commencé ses travaux. Ses membres font re-

marquer que la législation actuelle pénalise les sortants. Ils ajoutent que le couplage des élections législatives et régionales, en mars 1998,

voulu par le gouvernement complique encore les choses, car il sera difficile de distinguer ce qui relève de l'une ou de l'autre.

LE GROUPE DE TRAVAIL sur le financement des campagnes électorales mis en place à l'Assemblée nationale, sous la présidence de Philippe Séguin, s'est réuni, pour la seconde fois, mercredi 19 février. Inquiets des conditions d'application de la législation sur les dépenses électorales, redoutant, selon la formule de Gilles de Robien, président du groupe UDF, que les parlementaires sortants ne soient « à la merci d'une interprétation de la loi », les députés souhaitent que ce groupe parvienne à mettre au point une proposition de loi précisant, voire corrigeant certains aspects de la loi de janvier 1995.

« d'éviter de futures mauvaises surprises à des candidats de bonne foi ». Arnaud Cazin d'Honincthun (UDF, Finistère) a déclaré, lui aussi, que les candidats avaient besoin d'un minimum de « sécurité judiciaire » au moment où ils se lançaient en campagne.

De nombreuses annulations d'élection ont été prononcées à la suite des scrutins municipaux de 1995 et des élections législatives de 1993. Mais Olivier Schrameck, secrétaire général du Conseil constitutionnel, a reconnu, mercredi, que celui-ci, juge de la validité des élections législatives, n'avait pas établi de jurisprudence dans bien des cas de figure. Auditionné lors d'une précédente séance du groupe de travail, Daniel Labé-

Jacques Brunhes (PCF, Hauts-de-Seine) a décrit un certain nombre de situations « insou-

l'abolition de situations « insou-

Nibles » dans le cadre législatif ac-

tuel. Comment, par exemple, trai-

ter le cas d'un candidat aux élec-

tions législatives qui serait en

même temps tête de liste aux élec-

tions régionales ? Faudrait-il im-

puter à son compte de campagne

législatives des dépenses effectuées

pour sa campagne régionale dans

sa circonscription législative ? Fau-

dra-t-il compter dans les dépenses

du candidat Juppé les allers-re-

tours entre Paris et Bordeaux ?

premier ministre, a plaisanté Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie), secrétaire général du groupe de travail ? Au cours d'un échange aigre-doux avec le ministre de l'Intérieur, André Fanton (RPR, Calvados) lui a demandé si les rémunérations de certains membres de son cabinet devraient être prises en compte dans ses dépenses de campagne.

FIBRE MILITANTE

Bernard Derosier (P.S., Nord) a fait valoir que beaucoup d'assistants parlementaires avaient la fibre militante et qu'il n'était pas évident de faire figurer leur rémunération dans les comptes d'un candidat sortant, pour les efforts supplémentaires fournis dans le cadre de la campagne. Enfin, la longueur de la période prise en compte dans les dépenses de campagne semble diviser les socialistes et le RPR. Si les députés oécolais ont tenu à réduire d'un an à compter de 1988, les socialistes ont généralisé alors à tout le monde le plafond de dépenses autorisées soit réduit.

Pierre Mazeaud est chargé de synthétiser ce débat tourbill. Il devait présenter des propositions à l'occasion de la prochaine réunion du groupe de travail au début du mois de mars. L'objectif reste d'aboutir à un texte législatif dans les meilleurs délais.

Fabien Roland-Lévy

LE PRÉSIDENT DU FRONT NATIONAL, Jean-Marie Le Pen, a assigné en référé France-soir pour l'interdire. « Le Pen dans le texte » apparaît dans le magazine « Envoyé spécial » du programme de jeudi 20 février (Le Monde date 16-17 février). M. Le Pen reproche aux auteurs de citer « sans l'autorisation du propriétaire des discours » et de « multiplier » les atteintes à la vie privée, au droit à l'image et de reprendre « des propos déjà condamnés ».

M. Le Pen reconnaît, dans un entretien publié par France-soir du 20 février, qu'il n'a pas vu le magazine, mais il qualifie ce dernier de « vision crypto-totalitaire ». Le tribunal devait ce prononcer dans la matinée de jeudi.

LE PRÉSIDENT DE L'UDF, François Léotard, député du Var et maire de Fréjus, a déclaré, mercredi 19 février sur Europe 1, *qu'il souhaite « une cohérence entre Paris et Toulon »* face au Front national en évoquant l'attitude du préfet du Var, Jean-Charles Marchiani. « *Il faut que le pouvoir fasse attention à ne pas avoir deux discours, a ajouté M. Léotard : un à Paris, très ferme, très clair, du président de la République et du premier ministre, [qui consiste à dire] qu'il y a aujourd'hui en France des tentations xénophobes, antisémites, racistes, qui sont à l'œuvre et sont le fait d'un mouvement politique, le Front national. [Et une autre à Toulon, qui consiste à] accepter qu'un représentant de l'Etat puisse avoir une autre prénique, un autre discours.* »

PARLEMENT

■ **CONTRÔLE SANITAIRE**: les députés ont adopté, mercredi 19 février, en première lecture, le projet de loi du gouvernement sur la qualité sanitaire des aliments, qui vise à renforcer les contrôles sur les denrées et à durcir les sanctions en cas de fraude. La majorité RPR-UDF a voté pour, le PS contre, le PCF s'est abstenu.

DÉPÊCHES

■ LA POSTE: les postiers de la recette principale d'Agen, en grève depuis le 27 janvier dernier, devraient être appelés ce matin à se prononcer sur la reprise du travail. Direction départementale et représentants des organisations syndicales sont parvenus, hier soir vers 22 heures, au terme de cinq heures de discussions, à un accord qui, avec l'aval des grévistes, pourrait être signé dès 14 h 30. Cet accord prévoit notamment le maintien « de la force de travail jusqu'au 31 décembre 1997 ».

■ **TRANSPORTS URBAINS :** la grève se poursuit dans les réseaux de bus de Cannes, Clermont-Ferrand, Nice, Sète et Toulouse, après la reprise du travail au Mans, où les conducteurs ont obtenu une réduction de la durée hebdomadaire du travail de 37 heures à 36 h 30 sans perte de salaire. Un médiateur a été désigné à Clermont-Ferrand par le préfet du Puy-de-Dôme et les négociations ont repris à Toulouse, où elles étaient suspendues depuis le 13 février.

■ **ÉLECTIONS** : le bureau politique de l'UDF, réuni mercredi 19 février, a mandaté son président François Léotard pour « *porter un message* » au premier ministre Alain Juppé, dans lequel il réaffirme de façon « *vraiment forte et unanime* » son opposition au couplage des élections législatives et régionales.

■ **BALANCE DES PAIEMENTS**: le solde des transactions courantes de la balance des paiements s'est élevé, en novembre 1996, à 8 milliards de francs. Sur onze mois, l'excédent cumulé atteint 104,5 milliards, soit une hausse de plus de 25 milliards par rapport au solde de la période correspondante de 1995.

CORRESPONDANCE

A la suite de notre article paru dans Le Monde du 20 février, intitulé « Louis Vianet souhaite que Bernard Thibault lui succède à la tête de la CGT en 1998 », M. Vianet nous a adressé la mise au point suivante :

venir de mes responsabilités lorsque la question se posera et, encore moins, sur ce que sera la nature des décisions qui relèvent de la responsabilité de la CGT et d'elle seule, de la réflexion de ses instances, qui n'ont que faire des spéculations journalistiques. (...) J'oppose donc un démenti formel à cet article.

ROLAND DUMAS s'avait inscrite sur la liste des invités, mais elle n'est pas venue. Trop de travail, a-t-elle annoncé le président de l'Institut Français d'Amérique. Elle n'est pas venue. Elle prépare pas l'agrégation de philosophie en amateur. Elle ne sort plus, ne va plus au cinéma. « Elle bosse », assure l'un proche. A la grande déception des photographes et des caméramans, la fille de l'ancien président n'a donc pas accompagné Danielle Mitterrand et ses deux fils, Jean-Christophe et Gilbert, mercredi 19 février, au Palais-Bourbon. Ce fut une brève et sobre cérémonie, où l'on vit la veuve de l'ancien chef de l'Etat et Philippe Séguin dévoiler une plaque au nom de François Mitterrand, laquelle par le président de l'Assemblée nationale de « député de combat », de « défenseur intransigeant du Parlement ».

Philippe Séguin, député Lassez, un peu, a ensuite restreint à solennellement communiqué à travers les vastes vestibules du Palais-Bourbon : Philippe Séguin, la veuve et les deux fils de l'ancien président de la République, Roland Dumas, président du Conseil constitutionnel, Pierre Joxe, premier président de la Cour des comptes,

Laurent Fabius, président du groupe socialiste à l'Assemblée, Roger Romani, ministre des relations avec le Parlement, une poignée d'amis. Dans l'hémicycle, une petite foule de députés, autour d'étéfard, debouts et silencieux, en certé, dans de la place. L'air s'occupe une temps. François Mitterrand. Au fort contingent de membres du groupe socialiste s'étaient joints quelques figures de la majorité, François Léotard, Gilles de Robien, Michel Péricard, Raymond Marcellin, Robert Galley. Porté par ses béquilles, soutenu par des huissiers, Jacques Chabab-Démas avait fait l'effort de venir et se tenait à l'écart, sur un siège du premier rang.

« RÔLE D'UNE TELLE IMPORTANCE »

M^{me} Mitterrand a fait elle-même glisser le voile qui recouvrait la plaque sur laquelle elle a furtivement promené ses doigts. Elle a machinalement soulevé le couvercle du pupitre, échangé quelques mots à mi-voix avec Philippe Séguin, puis tout le monde a fait demi-tour. En sortant, Danielle Mitterrand s'est approchée de Jacques Chaban-Delmas et l'a embrassé.

« Le rôle qu'on joua François Mitterrand dans les grandes heures de cette assemblée est d'une telle importance que nul n'eût pu se risquer, dans dix ou vingt ans, à son sujet, à dire qu'il n'y a pas eu de consécration. Le premier acte, à déclaré ensuite le président de l'Assemblée nationale, dans une allocution prononcée dans un salon de l'Hôtel de Lassay. Énumérant les 61 interventions à la tribune, entre 1946 et 1958, du député de la Nièvre, ses 105 interventions orales entre 1962 et 1981, nous oublier ses nombreuses propositions de loi, ses résolutions, ses questions écrites, M. Séguin a assuré que ce « prodigieux orateur », ce « travailleur infatigable », n'a jamais cessé de croire à l'importance de l'Assemblée nationale ». Après l'avoir comparé à Jaurès et à Clemenceau, Philippe Séguin a conclu en affirmant que l'homme était le fils d'un dieu avait le droit de nous en faire profiter. L'éloge avait de toute son ampleur prôné la démo- cratie. Les proches de l'ancien président semblaient tout surpris d'avoir trouvé tout mitterrandiste l'heureux.

Fabien Roland-Lévy

ACTUELLEMENT DANS NOS MAGASINS, CONDITIONS EXCEPTIONNELLES PENDANT LE "MOIS DE LA BIBLIOTHEQUE DE STYLE"

Ensemble bureau anglais

Ensemble bureau américain

La maison des BIBLIOTHEQUES

PARIS - 61, RUE FRODEVAUX - 75014 PARIS
 (à 300m de la gare Montparnasse). Magasin ouvert le lundi de 14h à 19h30 et du mardi au samedi de 10h à 19h30 sans interruption. Métro : Gohé - Montparnasse Navette - Edgar Quinet - Issy - Danton Rodière - Adieux : 20, 26, 36, 46, 51, 61, 84, 95, 96 SNCF - Gare Montparnasse - Tél. 01 43 20 13 00.

<p>MEILUN 72000 : 4, rue Hippolyte Rainaldi. Tél. 01 64 37 02 52.</p> <p>ANGERS 49000 : "Espace Sema" 87, av. du Général Foy. Tél. 02 41 48 44 59</p> <p>ALBIAS 82000 : "Cité 82", 4, rue Roger Salengro. Tél. 03 31 33 52 01</p> <p>BRISACQON 22000 : 38, rue d'Artois. Tél. 03 82 82 50 20</p> <p>BOURDEAUX 33000 : NOUVEAU MAGASIN. 8, rue Berlioz. Tél. 05 56 01 90 23</p> <p>BREST 29200 : 23, rue de la 2^e D.R. Tél. 02 98 30 67 83</p> <p>CAEN 14000 : "Intercent Decorty" 21, 23, rue des Jacobins. Tél. 02 31 36 23 14</p> <p>CLERMONT-FERRAND 63000 : 22, rue Georges Clemenceau. Tél. 04 75 55 57 05</p> <p>DIJON 21000 : 100, rue Monge. Tél. 03 80 45 02 45</p> <p>GRENOBLE 38000 : 59, rue Saint-Laurent. Tél. 04 76 40 33 57</p> <p>LA ROCHELLE 17000 (Passe-Standard), "Confidat" 71, rue du Recteur St-Clément Le Batton. Tél. 05 46 30 57 77</p> <p>LILLE 59000 : 85, rue Empereur. Tél. 03 20 55 60 97</p> <p>LYONS 69000 : 3, rue Jules Guesde. Tél. 04 53 32 25 50</p> <p>LYON 69000 : 9, rue de la République (Métro Hôtel de Ville/Louis Pradel). Tél. 04 78 28 38 51</p> <p>MARSEILLE 13000 : 109, rue Paradis. Intercent. Tél. 04 91 57 02 04</p> <p>MONTPELLIER 34000 : 1, rue Sémur (près gare). Tél. 04 67 58 11 00</p> <p>NANTES 44000 : 7, rue de l'Île Napoléon. Tél. 01 89 44 04 44</p>	<p>VERSAILLES 78000 : 64-70, rue des Châteaux. Tél. 01 39 53 66 89</p> <p>NANCY 54000 : 8, rue Saint-Michel. Tél. 03 83 37 84 54</p> <p>NANTES 44000 : 2 bis, rue du Châtea. Tél. 02 40 47 74 36</p> <p>NICE 06000 : 2, rue Offenstein. Tél. 04 93 58 84 25</p> <p>ORLÈANS 45000 : "Darcy et Lemaire" 37, rue de la République. Tél. 02 37 51 91 82</p> <p>PAU 64000 (Jardin) : Place de Tarbes. Tél. 05 59 84 54 26</p> <p>PERPIGNAN 66000 : 17, cours Lacaze-Escarlip. Tél. 04 26 35 61 54</p> <p>POitiers 86000 : 47, rue de Maulin à Metz. Tél. 05 49 41 88 46</p> <p>QUIMPER 29000 : "Maison" 17, av. de la Liberté. Tél. 02 98 30 43 33</p> <p>RENNES 35000 : "Amphore", 1, rue St-Jac. Tél. 03 26 67 87 44</p> <p>RENNES 35000 : 59, bd de la Tour d'Auvergne. Tél. 02 98 30 56 07</p> <p>ROUEN 76000 : LA PRIMAVERE (Passe-Standard). Av. de Rodier - RN 86. Tél. 05 65 69 56 84</p> <p>ROUEN 76000 : 45, rue des Châteaux. Tél. 02 35 71 96 22</p> <p>STRASBOURG 67000 : 11, rue des Bouchers. Tél. 03 88 30 73 78</p> <p>TOLOUSE 31000 : 1, rue des Tiers Ceint. Tél. 05 61 12 52 40</p> <p>TOLOUSE 31000 : 3, rue Henri Barthes. Tél. 05 61 38 63 60</p> <p>VALENCIENNES 59000 : "La Boquerie" Place de la Pierre (près Cathédrale). Tél. 03 24 75 43 75 71</p>
---	---

Magasin ouvert du Mardi au Samedi inclus.

Bibliothèques Louis-Philippe

CATALOGUE GRATUIT EN RENVOI ET COUPON À LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES 75680 PARIS CEDEX 14

Veuillez m'envoyer gratuitement à mon choix, engagement, votre catalogue général et votre nouveau "catalogue virtuel" contenant tous les détails (hauteurs, largeurs, profondeurs, matières, finitions, coloris), commenté sur les plus modèles avec les tarifs complétés.

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Ville _____

Code Postal _____ Téléphone _____

Exemple de conditions "Mois du Style"

4 Exemplaires d'un lot TOSCAINE offerts par simple participation de 4 exemplaires et d'un sac assorti d'angle.

PRIX CATALOGUE : 25.990 F.

PRIX "MOIS DU STYLE" : 21.501 F.

Exemple de crédit avec 2 501 F comptant.

Financement 19 000 F : Sur 12 mois - 3 616,66 F par mois. Coût de crédit : 605,76 F.

Prix total de l'achat à crédit : 21 904,82 F.

*Tél 136 16 sur 96/27 susceptible de varier en fonction de la réglementation en vigueur. Notre attention de servir par le formulaire après * Exemple de crédit sans assurance facultative

« pris ses distances » avec la secte en décembre 1988. Les enquêteurs estiment qu'il aurait été le principal fournisseur de médicaments pour les membres de l'OTS.

La justice est persuadée du rôle très important joué par le chef d'orchestre Michel Tabachnik et par un pharmacien de Brest, Claude Giron. Des contacts ont été renoués entre d'anciens membres de la secte et des pressions seraient exercées sur des témoins

HORIZONS

ENQUÊTE

Le tourbillon des pétitions



Une semaine après avoir été lancé par les cinéastes, l'appel à la désobéissance civique contre la loi Debré touche désormais toutes les couches de la population. Chacun trouve dans cette contestation un motif à exprimer sa révolte pour renouer avec l'action et la solidarité

COMPTER ? Mais comment compter ? Par où commencer ? Avec ces damnées feuilles à la douceur de soie qui prennent un malin plaisir à s'enrouler sur elles-mêmes, sirot charriées par le fax qui ne cesse de cliqueter, avec son lancinant tempo de métro-
nôme... Et s'il n'y avait que le fax, ce fax dont le rouleau s'épuise et qu'il faudrait recharger, et plus vite que ça, car la machine crie famine et réclame qu'un la nourrisse ! Mais il y a aussi le téléphone, et ses cousins, le répondeur, le portable, toute cette quincaillerie de la communication moderne dans laquelle, en période de frénésie, on se prend les pieds et les doigts, et comme vous le savez, on n'a que deux oreilles pour entendre et une seule bouche pour parler, alors à quel bon tout ça ?
Il arrive que l'on s'écroule un peu, à moins qu'à bout de fatigue l'on ne pique un fou rire, ce qui est tout de même plus sympathique. Car c'est de la bonne humeur qu'on finit par récolter, ainsi, au bout du fax, au bout du fil : le bonheur tout bête de la solitude rompue, les retrouvailles avec l'action, la solidarité, des générosités imprévues, dans ce caillou de messages qui s'amoncellent à une vitesse qui a pris tous leurs destinataires par surprise. A peine plus d'une semaine après avoir été lancé par des cinéastes, l'appel à la désobéissance civique contre la loi Debré sur l'immigration, signé au départ par 59 personnes, ressemble à une petite rivière qui, grossie par l'orage, serait sortie de son lit. Après les cinéastes vinrent les écrivains, et aussi ces « 121 noms difficiles à prononcer », et les autres, en vrac. Des médecins, des chercheurs, des étudiants, des avocats, des artistes, et bien d'autres, en vérité. Des révoités, des piqués au vif, des à fleur de peau. Des à qui Vitrolles, Châteauneuf ou Saint-Bernard font mal comme une maladie secrète que l'on porte en soi et qui fait peur. Divine surprise ! Il aura suffi de quelques lignes où se lisaient le dégoût, la révolte de quelques-uns, et ce mot si enfantine de désobéissance, pour que par

milliers d'autres trouvent le chemin de leur colère.
Dan Frank, l'un des écrivains qui, parmi les premiers, emboîta le pas des cinéastes, a déjà grillé deux répondeurs. Ils gisent dans un coin de son bureau comme deux jouets cassés. Le troisième n'est pas loin de rendre l'âme. Il dit, avec un sourire gourmand : « Ça chauffe bien, en ce moment. » Et c'est vrai, ça somme de partout. Un peu penaud, il se désolait de délaissier ses garçons, avec qui il aurait aimé passer plus de temps. Mais c'est la vie. Et l'on ne se refait pas. Sa maison est devenue un standard, une plaque tournante de la subversion pétitionnaire. « Je ne fais plus que ça. Je suis là, chez moi. Pour moi, comme d'habitude, je travaille à la maison, c'est plus facile que pour d'autres. Il y a une solidarité formidable. Je croyais que ces capacités de mobilisation-là étaient mortes. Je pensais qu'on serait cinquante. Et puis ça arrive de partout. On se dit qu'il y a là un élan, une poussée générale. Tout ce monde nous permet de mesurer qu'on peut faire des choses. Cesser de toujours s'interroger sur comment s'engager et de se dire que cela ne sert à rien. Cesser d'en avoir marre de soi-même, de ne pas supporter son impuissance, sa passivité. »
Il y a ces inconnus, d'un petit village de la Creuse, qui avec leurs noms envoient un petit mot gentil : « Bravo ! » Il y a cette lettre à l'écriture surannée et élégante, comme lorsqu'on a écrit ses premiers mots à la plume d'acier trempée dans l'encre, et où l'on peut lire : « La quasi-totalité des FTP-MOI des bataillons Carmagnole-Liberté ou leurs parents ont été en situation irrégulière, certains pendant quelques mois, d'autres pendant des années. (...) Ceux qui avaient pu obtenir des papiers ont accueilli, caché et nourri des amis souvent recherchés pour délit d'opinion. A ce jour, une cinquantaine de nos camarades déco-

rés de la Légion d'honneur au de l'Ordre national du mérite vous assurent de leur profond soutien... » Quand il entend dire que c'est « la gauche caviar » qui pétitionne pour se faire des émotions, Dan Frank, c'est ainsi, ça le met « hors de lui ». Il n'est pas le seul. Avec son associée, M^{me} Françoise Cotta, M^{me} Charline Elkind a lancé une autre pétition, en direction de ses chers confrères avocats. Ils ne sont pas loin de mille à l'avoir signée. Pas seulement les habitués de ces dossiers d'étrangers où les avocats ont pris la triste habitude de se « taper la tête contre les murs de l'absurde », mais aussi des bâtonniers, des membres des conseils de l'ordre, venus de tous les barreaux de France. « On a tort de penser que les avocats sont des veaux et les Français des bœufs », sourit M^{me} Cotta. En Alsace, ce sont plus de 110 médecins, pour la plupart généralistes, qui ont répondu à l'appel de trois d'entre eux. « Les patients sympathisent. »
Un employé d'une ANPE de l'Eure a eu l'idée de transmettre la pétition dans les agences pour l'emploi. « Les gens signent à tour de bras, dit Claire Villiers, responsable du syndicat CFDT. En vingt ans, je n'avais jamais vu ça. Il faut dire que chez nous, on sait ce que cela veut dire, "céder" une population. La répression n'est jamais loin. La loi nous fait obligation de signaler les étrangers en situation irrégulière : même si, la plupart du temps, elle n'est pas respectée. On entend de telles horreurs, on voit passer de telles annonces. Quand les patrons veulent embaucher des gens parlant parfaitement français, aux conditions de la fonction publique et déguisés des obligations militaires, on sait bien ce que cela veut dire : trouvez-moi ce

que vous avez de moins cher et de plus blanc... » Près de Romans, une quarantaine de personnes ont pris l'habitude de se réunir dans un café de philosophie. Parmi elles Martine Djouad, pour qui faire circuler la pétition a été une démarche toute naturelle. Cette jeune femme qui passe le concours de professeur des écoles, a un mari d'origine algérienne, naturalisé, par son mariage, en 1981. Elle se souvient des huit mois d'attente, alors, avant de recevoir les précieux papiers. Elle pense aux autres, à ceux qui s'alignent et pour qui, aujourd'hui, ces huit mois paraissent bien courts. Chômeurs, informaticiens, techniciens commerciaux, « ménagères de moins de cinquante ans », son groupe d'amis - de gauche et de droite - a commencé à faire circuler la pétition, au marché, ou plus discrètement dans leurs entreprises. « Ce sont des gens présents à la vie, dans leurs villages. Comme tout le monde, ils mettent leur bulletin de vote dans l'urne. Mais cela ne suffit pas quand on a plus l'impression d'être entendu. »
A l'Insee, les statisticiens ne se sont pas fait prier pour entrer à leur tour dans le mouvement : « Pour nous, c'est aussi une façon de venger l'honneur de la profession, de ne pas accepter que l'on fasse dire n'importe quoi aux chiffres de l'immigration », dit Michèle Garo, au nom du collectif qui s'est mis en place. Oubliant pour une fois leurs querelles intestines, les psychanalystes, toutes sociétés de psychanalyse confondues, ont fait parvenir 570 signatures à Michel Guibal, analyste parisien, qui souligne qu'il s'agit là d'une première en France. Il voit en cet afflux, et à titre personnel, l'expression « d'une sensibilité particulière » de sa corporation « aux phénomènes de résurgence de la mémoire ». Or il paraît qu'en ce moment, dans leur pratique, les analystes ont une furtive ten-

dance aux évocations du nazisme. « Cela s'inscrit dans le social et nous finissons par l'entendre dans nos cures. »
AINS, au-delà de l'article 1 de la loi Debré - celui qui a servi de chiffon rouge et qui visait à contraindre les personnes accueillant des étrangers à déclarer leur départ -, chacun, pour des raisons personnelles, a trouvé dans la contestation du texte un motif à exprimer son angoisse ou sa révolte. Les danseurs de Montpellier, déjà solidaires lors de la crise de Châteauneuf, ont été particulièrement touchés « parce que les campagnes emploient beaucoup d'artistes étrangers ». Les médecins hospitaliers, parce qu'ils en ont assez de constater, dans l'indifférence générale, le sort fait à leurs collègues étrangers, purement et simplement rejetés ou traités comme des médecins de deuxième zone, alors qu'ils estiment que l'on a besoin d'eux, quelle que soit leur nationalité. Les musiciens de rock, parce qu'ils n'ont toujours pas digéré la condamnation de NTM.
Les artistes-plasticiens aussi, qui estiment « qu'un vent réactionnaire souffle en France, et que les cas de censure dans l'art contemporain se multiplient, car c'est un domaine où il est facile de bâillonner », selon l'expression de Chloé Coursaget, du comité des artistes. Les artistes et professionnels de l'action culturelle de Seine-Saint-Denis, outrés par le mépris affiché par Eric Raoult, ministre délégué à l'immigration et à la ville, et ses ironiques assignations à résidence envoyées à des artistes à qui il conseillait de venir flâner l'air des banlieues avant d'oser prendre la parole sur les questions d'immigration. « On ne l'a pas attendu pour travailler en banlieue ! », s'indigne une représentante du comité « d'amicité en Seine-Saint-Denis », qui constate

une mobilisation très forte (« les gens appellent sans arrêt ») des professionnels installés à Bobigny, Saint-Denis, Aubervilliers... « C'est un embrasement, qui gagne les spectateurs, ceux qui fréquentent les théâtres, mais aussi les maisons de la culture et les centres culturels des jeunes. »
A la Ligue des droits de l'homme, en moins de quarante-huit heures, plus de 3 000 signatures « d'anonymes » ont été recueillies pour la région parisienne et plus de 5 000 en province. « Les gens se sont d'abord mobilisés en raison de l'article 1, puis contre l'ensemble de la loi. Nous recevons aussi de l'argent, envoyé spontanément. Les gens tiennent à signer, ils veulent perdre leur anonymat, explique Christophe Leroux. La plupart des signatures sont argumentées. Les gens expliquent que cette loi porte atteinte au statut du citoyen français, parce qu'elle est attentatoire aux libertés ; 30 % des signataires se déclarent de droite et justifient leur engagement au nom du gaullisme. On dépasse ici les clivages traditionnels. Tous les âges, toutes les professions sont concernées. La prise de conscience a été brutale : l'élection de Vitrolles n'y est pas étrangère. Les signataires refusent toute récupération politique. Ils agissent comme des citoyens qui ne sont simplement pas prêts à laisser passer ça. »
Brouillonnes, touffues, diffuses, les initiatives s'additionnent. Les fax s'empilent. On fait ses comptes dans tous les coins. Quelques dizaines ici, des centaines ailleurs, et le gouvernement qui recule, déjà, en acceptant de substituer à l'article « scélérat » une invention du casque bleu Pierre Mazeaud : les pétitionnaires, dans un premier temps abusés par l'engagement suscité par leur entreprise, se méfient désormais de ce succès qui pourrait monter à la tête de quelques-uns, des risques de récupération et de divisions internes. Le sentiment forcé d'avoir raison, d'être dans le juste contre l'injuste, incite désormais à la prudence. Ils ne voudraient pas gâcher maintenant l'aventure qu'ils se sont inventée.
Agathe Logeart et Acacio Pereira
Dessin : Serguei

صحن من الامل

Pour les pétitionnaires

par Sami Naïr

LA gent intellectuelle française étonnera toujours. Depuis plusieurs années, elle oscille entre l'apologie de la pensée unique et sa dénonciation. Attitude contradictoire, qui garantit un résultat cohérent : quoi que vous fassiez, vous êtes sûr d'être pris à contre-pied. La question de l'immigration est au cœur de cette pensée unique. Un consensus mou existe sur ce thème qui fait que, en dehors de quelques intellectuels indignés ou spécialistes de l'action caritative, aucun de nos grands mentors de l'esprit ne s'est prononcé sur une politique qui, depuis quinze ans, fait des étrangers et des immigrés les bêtes noires de la société française.

Or, pour la première fois depuis le début des années 80, un vaste mouvement de protestation surgit, qui rassemble des gens venus d'horizons divers dans le refus d'obéir à des « lois inhumaines » et dans la dénonciation de la dérive des principes fondateurs de la République française elle-même. Cinéastes, comédiens, metteurs en scène de théâtre, écrivains, journalistes, traducteurs, universitaires, chercheurs, acteurs, musiciens, éditeurs, libraires, psychanalystes, responsables associatifs, dessinateurs, avocats, architectes, et j'en passe, disent aujourd'hui : assez ! Assez de démagogie, assez d'humiliations, assez de sadisme juridico-policié qui font des étrangers et des immigrés les premiers cobayes de la mise au pas que certains apprentis sorciers étourdissent involontairement au reste de la société française, si on les laisse faire.

Où, les pétitionnaires ont aujourd'hui donné un coup d'arrêt salvateur à cette dynamique. Ils n'ont pas seulement dit non aux lois Pasqua et au projet Debré, mais aussi et surtout à tous les partis qui gèrent l'immigration comme une marchandise politique dans leurs joutes électorales vides de sens, sinon celui de la voracité du pouvoir.

Ce mouvement était déjà inscrit en germe dans la mobilisation autour des sans-papiers de l'église Saint-Bernard, en août 1996. Déjà là, il était clair qu'une partie inattendue de la société française ap-

paraissait en dehors des partis politiques et affirmait sa solidarité avec les immigrés. Mais comme d'habitude, les partis politiques et le pouvoir crurent l'affaire réglée après que les habes eurent violé le sanctuaire sacré.

Il fallait être singulièrement aveugle pour ne pas voir que le mouvement de solidarité, loin de disparaître, ne faisait que plonger profondément au cœur de la société pour réapparaître, ailleurs et sous d'autres formes, plus déterminé encore. Depuis cette époque, il est évident que quelque chose a basculé en France. La dissidence actuelle en témoigne clairement. Mais voilà aussi, pour la première fois, des récriminations contre ce mouvement venues non des traditionnels soutiens de l'ordre, mais de quelques intel-

lectuels. La politique du silence est très précisément ce que recherche le pouvoir actuel, qui pioche dans le programme du FN en feignant de le dénoncer et fait de l'insubordination de la xénophobie une règle de comportement politico-électorale.

L'action des pétitionnaires est en réalité un vrai, un grand, un profond mouvement historique et symbolique. Pas seulement parce qu'elle dénonce l'infamie progressivement imposée aux étrangers et aux immigrés en France, mais aussi et surtout parce qu'elle brise le consensus mou qui s'est établi ici entre les partis politiques de droite et ceux de gauche. Consensus dont le contenu est fondé sur une donnée simple : il n'est pas possible de se battre contre la montée du néofascisme en défen-

Les partis politiques se sont montrés, depuis quinze ans, incapables de conjurer le chômage, la dégradation de la vie quotidienne, l'érosion des valeurs de la République. Ils ont fait de la question des étrangers et des immigrés une malédiction

tuels qui s'offusquent de voir leurs semblables s'insurger contre le projet Debré au prétexte qu'une telle ire dissimulerait mal l'isolement et la coupure des pétitionnaires d'avec le peuple. Certains parlent de mouvement « élitaire », d'autres y voient un écran de fumée face à un « vrai » problème de la société française, qui est celui de la « fracture » sociale. En somme, si vous prenez position contre la politique actuelle en matière de droits de l'homme et d'immigration, c'est soit que vous êtes coupé du « peuple » (qui est supposé « penser » autrement), soit que vous vous rendez coupable d'une manipulation « médiatique » supplémentaire, puisque le « vrai » problème n'est pas l'immigration. Certains vont même plus loin. Ils vous disent : moins on parle d'immigration, mieux ça vaut, car plus on en parle, plus on fait le jeu du Front

national. La politique du silence est très précisément ce que recherche le pouvoir actuel, qui pioche dans le programme du FN en feignant de le dénoncer et fait de l'insubordination de la xénophobie une règle de comportement politico-électorale.

C'est très précisément cette lâcheté que les pétitionnaires dénoncent et réclament. Réclament plongés dans la vie quotidienne, ils savent pertinemment qu'avec les lois Pasqua et le projet Debré pas un seul citoyen ne pourra se targuer d'être en dehors de leur champ d'application. Vous ne pouvez plus inviter d'ami étranger sans devoir vous débattre dans des difficultés kafkaïennes, vous ne pouvez plus héberger un immigré sans risquer d'être condamné à l'expulsion, bref, vous devenez à la fois auxiliaire de la police des frontières, délateur et parfois bourreau. Il faut être tout à fait coupé de la réalité pour ne pas sentir autour de soi les effets de cette politique répressive.

L'immigration, après quinze années de démagogie et d'hypocrisie, est devenue dans les faits une affaire de responsabilité collective. Et c'est cela que refusent les pétitionnaires. En réalité, ceux qui leur reprochent leur prise de position méconnaissent une contradiction fondamentale qui oppose une partie de la population alimentée par les discours de haine et d'exclusion, qui subit le chômage, la dégradation de la vie quotidienne, l'absence d'avenir, l'insécurité devant la montée de la guerre de « tous contre tous » engendrée par le libéralisme triomphant - et qui se reploie sur elle-même et accepte la transformation de l'étranger et de l'immigré en bouc émissaire - et, d'autre part, la tension contraire d'une grande partie des élites culturelles, qui ne veulent pas renoncer à l'humanisme et à l'idéal républicain d'universalité et de citoyenneté solidaire.

Il ne s'agit pas là seulement de deux courants, il s'agit au fond de deux angoisses qui, depuis plusieurs années, ont divorcé l'une de l'autre. Le mouvement pétitionnaire est, en ce sens, une tentative, certes partielle mais combien significative, de combler la séparation entre ces deux angoisses. Il dit à la société ce que les partis ne sont pas capables de proclamer : que la solidarité avec les victimes de la répression injuste est une valeur, il féconde ainsi, au-delà et contre tous les calculs politiques, l'opinion publique dans un sens qu'elle n'a plus coutume d'entendre : l'universalité pratique et effective.

Les partis politiques se sont montrés, depuis quinze ans, incapables de conjurer le chômage, la dégradation de la vie quotidienne, l'érosion des valeurs de la République. Ils ont fait de la question des étrangers et des immigrés une malédiction. Est-ce une tare si, pour s'opposer à cela, des femmes et des hommes, agissant en citoyens, prennent en charge, contre la répression dans le silence, la souffrance des victimes ?

Sami Naïr est professeur de science politique à l'université Paris-VIII.

L'erreur

par Yvon Quiniou

CE mouvement de protestation contre le projet de loi Debré est bien entendu animé de bons sentiments, qui peuvent aller jusqu'à forcer la sympathie. Mais j'ai la douloureuse conviction qu'il se trompe, de trois manières : sur le fond, la forme et l'enjeu.

Sur le fond : on ne saurait, directement ou indirectement, prendre le parti de l'irrégularité, voire en faire l'apologie. Il y a ici un critère simple, emprunté à Kant, celui de l'universel : que devient cette attitude si on l'universalise, en dehors des cas précis où on la déclare légitime ? Au oom de quoi condamner (moralement) le patron qui en toute irrégularité exploite des travailleurs clandestins et profite de leur détresse en toute impunité ?

La comparaison qui est parfois faite avec les lois de Vichy qui appelaient à la dénonciation des juifs ne tient pas : celles-ci visaient les juifs en tant que tels, citoyens réguliers de l'Etat français. Elles étaient racistes et ne tendaient en rien à préserver le fonctionnement d'un Etat de droit. Or celui-ci ne se divise pas : s'il est valable dans certains cas, il doit l'être dans tous.

Sur la forme : en se polarisant sur cette situation juridique et les comportements inhumains qu'elle peut entraîner et qu'il s'agit bien d'éviter, les protestataires croient aider à faire tomber le racisme ambiant. En réalité, comme l'a très bien observé dans ces colonnes Emmanuel Todd, ils risquent d'aliéner une réflexion anti-intellectuelle et anti-élites auprès de l'immense masse de ceux qui souffrent de la crise socio-économique.

Enfin, sur l'enjeu : c'est la crise socio-économique du capitalisme, aggravée par la construction de l'Europe de Maastricht, qui engendre le chômage, la misère, l'ex-

clusion, la montée des préjugés xénophobes, les replis identitaires et religieux, le poids croissant de l'irrational dans les consciences dont sont victimes les immigrés eux-mêmes.

On ne voit pas qu'une partie de ceux qui protestent aujourd'hui aient protesté ou soient prêts à protester contre le capitalisme lui-même. Certains d'entre eux sont même des apologistes du libéralisme et ils alimentent ainsi de la main droite (celle qui vote) ce qu'ils condamnent de la main gauche.

Le leurre d'un combat que je trouve, avec malaise je l'avoue, trop sentimental et pas assez politique, voire en déficit d'ambition critique

C'est donc sur le seul terrain de lutte qui soit véritablement efficace que les deux mains devraient se rejoindre : contre la domination économique de l'argent sur les activités, préserver et enrichir les droits sociaux de l'Etat-providence, à défaut d'une autre solution, socialiste, visible à court terme. Et puisque la question de l'immigration est en son fond une question sociale, il faudrait dans cette optique que tous se rejoignent pour exiger la pleine égalité pour réussir leur intégration.

Par exemple, en demandant que leur soit reconnu le droit de vote aux élections locales. Alors là, oui, il y aurait de quoi s'enthousiasmer et échapper au leurre d'un combat que je trouve, avec malaise je l'avoue, trop sentimental et pas assez politique, voire en déficit d'ambition critique.

Yvon Quiniou est professeur de philosophie, membre de la rédaction de la revue Actuel-Marx.

Une idée certaine de la France

Suite de la première page

Créant même de nouvelles catégories de sans-papiers, le projet Debré promet inévitablement de nouveaux Saint-Bernard.

Il y a plus grave encore peut-être. MM. Juppé et Debré n'ont cessé de répéter ces derniers temps que cette loi a pour but unique la lutte contre l'immigration clandestine. Mais l'article 4 bis vise exclusivement l'immigration régulière, dont il instaure une véritable déstabilisation. Désormais, le renouvellement de la carte de résident de dix ans, qui était jusqu'ici automatique et de plein droit, pourra être refusé, de manière discrétionnaire, « si la présence de l'étranger constitue une menace pour l'ordre public ». L'appréciation de ladite « menace » relevant de l'arbitraire administratif, et n'étant pas liée à la commission d'une infraction pénale, c'est l'ensemble des étrangers installés durablement en France qui vont menacés la sécurité de leur séjour.

La preuve ? M. Mégret affirmait tout récemment au New York Times la volonté de son parti de « renvoyer les Arabes, les Africains et les Asiatiques chez eux ». « Lorsque nous serons au pouvoir, précise-t-il, nous supprimerons le renouvellement de leur carte de séjour » (Le Monde du 13 février). S'il est voté, l'article 4 bis permettrait au Front national de réaliser cet objectif sans même toucher à la législation : considérant - je cite - qu'« Arabes, Africains et Asiatiques » soufflent notre identité nationale », il trait de soi pour lui que leur présence menace l'ordre public.

Le constat est évident : aggravée par l'Assemblée nationale, à qui elle doit cet article 4 bis, cette loi se situe, sous une forme euphémisée, dans la logique léniniste. Elle est hantée tout entière par la peur de l'autre : l'étranger y est traité comme un danger et l'immigration comme une menace.

Je parlerai vrai : je partage largement le jugement formulé dans ces colonnes par Jean-Marie Colombani dans son éditorial du 16 février, intitulé à juste titre « Résistance ». Gauche et droite, depuis bientôt quinze ans, nous

l'économie, l'emploi et la sécurité, et que s'il est nécessaire de la combattre, c'est d'abord parce qu'elle est dangereuse pour les clandestins eux-mêmes, trop souvent victimes d'employeurs sans scrupules.

Si la droite veut poursuivre la voie de la catastrophe, c'est sa responsabilité. Je pense, pour ma part, qu'il est grand temps de faire apparaître sur ces questions une différence radicale de la gauche.

Ne faut-il pas commencer par marteler l'imposée majeure du pré-tendu problème de l'immigration : le racisme, toujours présent, au

Réveillée par le sursaut civique des 59 cinéastes et de tous leurs cosignataires, la gauche doit relever la tête et contre-attaquer sur le terrain même de l'immigration, en changeant totalement de discours et de politique

avons tous peu ou prou courbé l'échine devant ce discours xénophobe et raciste et, dans le vain espoir de retenir nos électeurs les plus fragiles, nous n'avons pas osé dénoncer purement et simplement son mensonge et son imposture. Nous avons banni notre politique d'immigration à une lutte obsessionnelle contre l'immigration clandestine, sans proclamer que son importance est en vérité minime.

L'arrêt de l'immigration ayant été décidé en 1974, on attendait lors de la régularisation de 1982 entre 300 000 et 800 000 sans papiers ; il ne s'en est trouvé que 130 000. Aujourd'hui, il ne reste pas plus de 20 000 à 30 000 irréguliers par an, soit 0,4 pour mille de la population de la France. Il fallait oser déclarer fermement qu'elle ne représente aucun danger réel pour l'identité nationale,

moins résiduellement, dans la société française ? On fait semblant de discuter d'immigrés, d'étrangers, mais on sait bien que ce n'est pas le ressortissant de la Suisse, des Etats-Unis ou de l'Australie que l'on veut surveiller. C'est l'autre, celui qui n'est pas mon semblable, celui que M. Mégret ose se gêner pas pour désigner : l'Arabe, le noir, le jaune, le juif. S'agit-il même de l'étranger au sens juridique ? Ils ne sont pas si rares, ceux de nos concitoyens pour qui, même pourvu d'une carte d'identité nationale française, un Africain, un Maghrébin, un Asiatique ne sera jamais aussi français qu'un Auvergnat, un Picard ou un Breton. catholique de préférence.

Il faut répéter sans relâche que la nation France n'a aucun fondement ethnique, et qu'elle se définit par le pacte républicain éta-

blissant un vivre ensemble fondé sur le respect de l'autre, reconnu comme mon semblable, indépendamment du pigment de sa peau, de sa religion ou de ses opinions, simplement parce que c'est un homme. La France ne s'est construite que d'immigrations successives, comme tous les autres pays du monde.

La vie n'est faite que d'échanges, et c'est aussi vrai du corps national que de notre corps biologique. La terre entière n'est aujourd'hui que déplacements et migrations. Les marchandises, les mots, les sons, les images et les chiffres ne cessent de parcourir notre globe en tous sens. Et les hommes, eux, ne devraient pas bouger ? L'immigration et l'émigration ne sont pas un danger pour la France ni pour l'Europe mais, au contraire, une nécessité vitale.

A condition qu'il s'agisse d'une politique responsable, il nous faut établir une immigration limitée, calculée et contrôlée, précisément adaptée à nos besoins et à nos moyens et négociée, chaque année, avec les pays d'origine. De même, il faut négocier et organiser la possibilité pour de jeunes Français de s'expatrier, comme les y encourageait le président de la République.

Réveillée par le sursaut civique des 59 cinéastes et de tous leurs cosignataires, la gauche doit relever la tête et contre-attaquer sur le terrain même de l'immigration, en changeant totalement de discours et de politique. Au lieu de se montrer embarrassée d'avoir doté de papiers 130 000 irréguliers en 1982 (alors que l'Italie vient encore d'en régulariser 250 000), qu'elle retrouve le sens des valeurs qu'elle avait alors, qu'elle exige le retrait du projet Debré et s'engage pour elle-même à la mise en œuvre des solutions raisonnables et justes avancées par les médiateurs.

Michel Rocard

AU COURRIER DU « MONDE »

LA FRANCOPHONIE EN PÉRIL ?

L'admiration et l'estime que je porte à l'écrivain Tahar Ben Jelloun tranchent à pousser les devoirs de l'amitié jusqu'à la contredire.

Non, le projet de loi défendu par Jean-Louis Debré n'est pas incompatible avec la francophonie. Non, la francophonie n'est pas un « gadget politique » garantissant à la France des intérêts économiques.

Je comprends l'émotion des intellectuels, artistes et créateurs dès qu'il est question de liberté. C'est leur honneur et leur fonction de douter de l'ordre établi, et de rêver sans cesse la cité idéale. Mais c'est leur devoir aussi de ne pas travestir la réalité.

Le certificat d'hébergement, le gouvernement actuel ne l'a pas inventé. Il date de 1962. Et il constitue une garantie pour ceux qui n'ont pas de garanties financières leur permettant d'être accueillis chez nous.

Ce qui est en cause, ce n'est pas la visite en France de la maman de Tahar Ben Jelloun, c'est la lutte contre l'immigration clandestine, qui est tout à la fois une inhumaine et scandaleuse situation pour les clandestins eux-mêmes et un poison mortel pour notre pacte républicain.

(...) Un vrai reproche, enfin, à Tahar Ben Jelloun et à quelques autres. La démocratie est chose trop précieuse dans le monde pour accepter de laisser dire et écrire partout, parce que cela fait bien, que nous en serions revenus à Vichy. Il y a un projet de loi. Le Parlement délibérera et votera. Le Conseil constitutionnel - ne doutons pas qu'il soit saisi - exercera un contrôle dont les libertés n'ont jamais eu à se plaindre.

Et la francophonie, Dieu merci, ne sortira pas si peu que ce soit affaiblie d'un nécessaire et utile débat démocratique. Le beau texte de Tahar Ben Jelloun le prouve avec éloquence.

Margie Sudre, secrétaire d'Etat chargée de la francophonie.

JEAN CAVAILLÈS PHILOSOPHE

Dans l'article que *Le Monde* du 28 janvier a consacré à l'opéra d'Armand Gatti *L'Inconnu n° 5* des fossés des fusillés du pentagone d'Arras, il est question dans le titre lui-même, et à nouveau dans la suite, de « Jean Cavallès, mathématicien, et fusillé par les nazis ». Dans *Le Monde* du 29 janvier, on explique à nouveau, en première page cette fois, que l'œuvre d'Armand Gatti est construite « autour de la figure du mathématicien et résistant Jean Cavallès » ; et la même chose est répétée dans l'article de la page 11, où il est dit que Gatti rend hommage « au mathématicien Cavallès, assassiné par les nazis ».

Je me demande d'où peut bien provenir cet acharnement à présenter Jean Cavallès comme un mathématicien, en donnant l'impression d'oublier à chaque fois qu'il était philosophe (et en disant cela, je ne veux évidemment pas dire simplement qu'il était également ou même qu'il était d'abord philosophe).

Autant que je sache, Cavallès était agrégé de philosophie et docteur ès lettres, même s'il est vrai qu'il était aussi titulaire d'une licence de mathématiques. (...) Sa discipline était, jusqu'à preuve du contraire, la philosophie, et il n'a jamais enseigné autre chose qu'elle (ou, accessoirement, les lettres), sauf si l'on considère qu'un philosophe qui enseigne ou écrit sur la logique ou la philosophie des mathématiques passe, du même coup, automatiquement, de la catégorie des philosophes à celle des mathématiciens. (...) Les amis mathématiciens qu'il a eus pourraient certainement témoigner du fait que Cavallès était un des rares philosophes de son époque à avoir une connaissance et une compréhension réelles et approfondies des mathématiques. (...)

Jacques Bourvesse, Paris

Les chif

Ces plantes transgéniques qui font peur

ON SAVAIT LE DÉBAT sur les plantes génétiquement modifiées nécessaire, difficile, parfois contradictoire. Par une simple décision gouvernementale, il est soudain devenu, par surcroît, absurde. Le 12 février, le premier ministre interdisait la mise en culture de maïs transgénique ; une semaine auparavant, la France avait autorisé sa consommation humaine et animale (*Le Monde* du 14 février).

Devant ce paradoxe, les réactions n'ont pas tardé. La plus symbolique : celle du généticien Axel Kahn, qui a aussitôt démissionné de la présidence de la commission du génie biomoléculaire (CGB), chargée de contrôler les risques liés à l'utilisation des organismes génétiquement modifiés (*Le Monde* du 15 février). La plus étonnante : celle de la puissante Association générale des producteurs de maïs (AGPM), pour qui cette décision constitue « un dévouement des avis scientifiques émis en France par la CGB, et, en Europe, par les trois comités scientifiques qui avaient conclu en l'absence de risque pour la santé et le milieu naturel ». La plus satisfaisante : celle de Greenpeace, qui juge cette décision « bonne mais insuffisante », et estime qu'« il faut aller jusqu'au bout en interdisant l'introduction de ces céréales ». La plus radicale : celle, annoncée mercredi 19 février, du groupe de distribution Casino, qui a « interdit à ses fournisseurs la présence totale ou partielle d'organismes génétiquement modifiés » dans les produits vendus sous sa marque.

L'objet de ce tollé ? Une variété de maïs rendue génétiquement résistante à la pyrale (insecte ravageur de cette culture) par la firme Ciba-Geigy et commercialisée aux États-Unis et au Canada. En fait, il ne s'agit là que du révélateur d'une prise de conscience qui, au-delà du maïs, concerne toutes les plantes transgéniques. Des variétés de grande culture que les généticiens « bricolent » depuis dix ans pour leur donner de meilleures qualités agronomiques, mais qui restaient, jusqu'à présent, confinées dans les laboratoires.

INTÉRÊTS CONTRADICTOIRES

Si cette prise de conscience s'opère de façon brutale et chaotique, c'est que ces « nouveaux aliments » sont aujourd'hui produits pour le commerce. Depuis la mise en vente en 1994, aux États-Unis, d'une tomate génétiquement modifiée pour mûrir moins vite, une quinzaine de variétés de grande culture (colza, maïs, coton, pomme de terre, soja...) ont reçu des instances américaines des autorisations de mise sur le marché. En Europe, le premier feu vert concernant directement l'alimentation humaine - relatif au maïs de Ciba-Geigy - date du 18 décembre 1996 et devrait accélérer l'examen de plusieurs autres demandes en attente. Dès lors qu'elles vont couvrir nos champs et remplir nos assiettes, les plantes transgéniques mettent en jeu les intérêts parfois contradictoires du producteur (détenteur des semences), de l'agriculteur, du consommateur et, enfin, du défenseur de l'environnement. Ce débat émerge en pleine crise de la « vache folle », et sur fond de guerre commerciale avec les États-Unis, ce qui ne manque pas de compliquer encore la situation. L'Europe le voudrait-elle qu'elle ne pourrait en effet s'opposer à l'importation des dizaines de semences génétiquement recombinées, déjà vendues sur le continent américain, sans violer les accords de l'Organisation mondiale du commerce sur le libre échange des biens et des services.

Affrontés aux pressions économiques et aux soupçons grandissants vis-à-vis des effets des progrès de la science, les experts et les politiques n'ont guère d'autre solution que de tenter d'imposer ces nouveaux produits tout en rassurant le plus grand nombre. Tâche ardue. D'autant plus que, d'une part, la manipulation du vivant par gé-

nie génétique est une technique récente, dont les modalités et les conséquences restent difficiles à comprendre pour les non-spécialistes. Et que, d'autre part, il est clair que les principaux avantages des plantes transgéniques ne concernent pas encore le grand public, mais seulement quelques semenciers et groupes agrochimiques.

L'existence de ces manipulations génétiques oblige d'autre part à poser, pour l'agriculture et l'environnement, un certain nombre de questions. Si chaque agriculteur sait évaluer le prix de son désherbage, il lui sera nettement plus difficile d'estimer, du moins dans un premier temps, ce que lui coûtera l'emploi de plantes résistantes aux herbicides (contrôle des repousses, dépendance à l'égard des semenciers ou des firmes phytosanitaires).

En ce qui concerne l'environnement, deux types de risques sont envisagés. Le premier proviendrait des nouvelles propriétés biologiques conférées à la plante, qui, mal contrôlées, pourraient à long terme perturber les écosystèmes. Le second, plus sérieux encore, concerne le « flux de

gènes ». Plusieurs études, dont les résultats ont été publiés en 1996, ont en effet démontré que des plants de colza modifiés pour résister à un herbicide peuvent transférer cette résistance, en quelques générations, à des variétés sauvages apparentées. Cette constatation a conduit l'Institut national de recherche agronomique (INRA) à suspendre l'inscription au catalogue officiel d'un colza rendu résistant à l'herbicide Basta (*Le Monde* du 9 novembre 1996).

Plus généralement, et même si les dangers évoqués sont loin de ressembler à un scénario-catastrophe, le recul manque pour prédire avec certitude l'impact que pourraient avoir sur l'environnement ces nouvelles cultures transgéniques. S'il est donc compréhensible que l'opinion publique s'en émeuve, il est moins justifié que cette émotion se cristallise sur le maïs transgénique de Ciba-Geigy - a priori l'une des plantes transgéniques les moins perturbantes pour le milieu naturel, cette variété ne pouvant s'hybrider avec aucune autre culture.

Catherine Vincent

Ethique par Letter



Les chiffres du chômage et la réalité

QU'EST-CE QU'UN CHÔMEUR ?

Certaines questions sont indécises, et celle-là particulièrement dans un pays qui compte, officiellement, un peu plus de trois millions de demandeurs d'emploi. Elle ne s'en pose pas moins après la publication, lundi 17 février, par les experts de l'ancien Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC), dissous par Edouard Balladur en 1994, d'un rapport qui évalue à cinq millions le nombre de « personnes privées d'emploi », et qui suggère aux pouvoirs publics une approche plus sereine et moins politique des statistiques du chômage (*Le Monde* du 19 février).

Ce rapport a alimenté un débat de polémique entre le gouvernement et les socialistes, mercredi, à l'Assemblée nationale. Aux députés qui accusaient Alain Juppé de « bidouiller les statistiques » et le sommaient de faire « toute la lumière » sur les chiffres, au bureau national du PS qui soulignait que « la lutte contre le chômage est un impératif trop important pour être traité en trompe-l'œil », le ministre du travail, Jacques Barrot, a répliqué que ce chiffre de cinq millions était le fruit d'un « amalgame hautement discutable ». C'est pourtant une estimation que le candidat Jacques Chirac avait reprise, durant sa campagne électorale, pour illustrer l'importance de la « fracture sociale ».

M. Barrot a ajouté que la France disposait d'indicateurs « durables dans le temps » et « conformes aux

conventions internationales

, avant de conclure que ce débat sur le nombre réel de chômeurs était « trop sérieux pour être laissé à des polémiques basement partisans ». Partisans, les arrière-pensées de la majorité et de l'opposition le sont sans conteste. Cette polémique révèle néanmoins un problème de fond, mis en évidence par les membres de CERC-Association (Connaissance de l'emploi, des revenus et des coûts) : quelle que soit la qualité du travail des experts (Insee, ANPE, ministère du travail), les deux sources actuelles - les statistiques mensuelles du gouvernement ; l'enquête annuelle de l'Insee auprès des ménages - décrivent imparfaitement la diversité des situations face à l'emploi.

SUSPICION SUR LES STATISTIQUES

Entre les chiffres et les réalités du sous-emploi, un écart s'est creusé, et avec lui s'est installée dans l'opinion une suspicion sur la validité des statistiques, qui pollue le débat démocratique. Les un million et demi de salariés réduits à un travail à temps partiel, faute d'un emploi à plein temps, sont-ils pleinement inclus dans le monde du travail ? Les bénéficiaires d'un contrat emploi solidarité percevant un demi-Smic pour vingt heures par semaine sont-ils à moitié en activité ou à moitié au chômage ? Ou classer les dizaines de milliers de personnes dispensées de recherche d'emploi, les préretraités ou ceux qui n'ont

travaillé que quelques heures dans le mois et ne sont donc pas considérés comme des chômeurs au sens du Bureau international du travail (BIT) ?

Alors que les conditions d'indemnisation se sont durcies depuis 1992 et que le nombre de demandeurs d'emploi non indemnisés s'est accru, le gouvernement a resserré la définition du chômage pour la rapprocher de la norme internationale. Les demandeurs d'emploi ayant travaillé plus de 78 heures dans le mois sont désormais exclus du baromètre officiel. Discutable sur le fond, cette décision prise en mai 1995, après un arrêt du Conseil d'État, a entraîné de fortes perturbations statistiques : l'année 1996 a été marquée par une évolution très contrastée du chômage (à la hausse et à la baisse), rendant son interprétation difficile. De plus, le transfert des inscriptions de l'ANPE aux Assedic risque, selon les membres de l'ex-CERC, d'entraîner l'« évaporation » d'environ 10 % des chômeurs à la veille des élections législatives (soit 300 000 personnes). Cette situation est d'autant plus inquiétante que, obsédés par le chiffre mensuel, qu'il faut à tout prix faire baisser, les gouvernements successifs ont calé leur politique sur cet indicateur conjoncturel. Cette tyrannie de l'immédiat explique en partie l'empilement de dispositifs dont les pouvoirs publics ont maintenant bien du mal à évaluer le rapport coût/efficacité.

Ce flou statistique n'est pas

propre à la France. En Grande-Bretagne, le secrétaire d'État à l'emploi, Eric Forth, vient de déclarer au *Financial Times* (13 février) que la baisse réelle du chômage est deux fois moins importante que ne l'indiquent les chiffres officiels. Le BIT et l'OCDE commencent à intégrer, dans leur évaluation du chômage, le sous-emploi ou les chômeurs découragés. Sans doute ne peut-il y avoir de statistique vraie. Sans doute la bataille des chiffres, qui a débuté avec l'émergence de la notion moderne de chômeur, se poursuivra-t-elle. Il n'en reste pas moins que l'on attend toujours des pouvoirs publics des indicateurs décrivant mieux une réalité de plus en plus mouvante.

Jean-Michel Bezat

RECTIFICATIF

MULHOUSE

Contrairement à ce que nous avons écrit dans *Le Monde* du 19 février, sur la foi d'une enquête de la Cimade (service œcuménique d'entraide), la municipalité de Mulhouse n'a jamais réservé aux seuls Français la délivrance des certificats d'hébergement. La mairie précise qu'« aucune discrimination n'est faite quant à la nationalité des familles d'accueil, qui doivent simplement justifier d'un logement correct et de ressources suffisantes ».

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Telex : 206 806 F
Internet : <http://www.lemonde.fr>

EDITORIAL

Etre lucide sur la Chine

Il y a du pathétique dans la manière dont vient de disparaître Deng Xiaoping. Le fringant réformiste a fini dans la peau d'un géronte maintenu en survie politique artificielle jusqu'à son dernier souffle par un régime aux pratiques d'un autre âge. Autant son retour en grâce de 1977 après sa douloureuse éclipse lors de la révolution culturelle avait été impérial, autant sa sortie a manqué de brio. Le concepteur iconoclaste de l'« économie socialiste de marché » aurait probablement mérité un jugement plus clément de l'Histoire s'il n'y avait eu... ces sanglantes journées du printemps 1989.

M. Deng laisse aujourd'hui un pays sans doute moins solide que ses succès économiques ne le laissent supposer. L'utopie totalitaire de Mao n'avait certes pas été un modèle de stabilité. Elle avait cependant calmé les forces centrifuges de l'Empire. Ces forces renaissent aujourd'hui. Les couches dirigeantes du « capitalisme rouge » se fragmentent en clientèles concurrentes ; les régions côtières s'érigent en îlots de prospérité semi-indépendants ; et les inégalités se creusent. Ce n'est pas le moindre paradoxe pour cet homme d'État allergique au désordre que de léguer un pays s'affranchissant insensiblement du joug d'un centre fort, et ce en dépit d'accès d'autoritarisme qui n'expriment rien d'autre que l'anxiété d'un pouvoir déclinant.

Il faut probablement voir là l'une des raisons de la crispation de la Chine à l'égard de l'étran-

ger. En quête d'une nouvelle légitimité après la débâcle de la « pensée Mao Zedong », les nouveaux maîtres de Pékin sont en train d'élaborer un nouveau syncrétisme doctrinal à partir d'une double tradition : le confucianisme, réhabilité par petites touches ; et le nationalisme, une dérive dont s'inquiètent des États voisins désormais soumis à un déploiement de puissance chaque jour plus pressant.

L'Occident perçoit confusément le danger mais a quelques difficultés à en tirer toutes les conséquences. L'heure y est aux contorsions. Grisés par les promesses d'un marché parfois mythifié, les dirigeants occidentaux hésitent à fâcher Pékin. Ils se forcent à croire que les réformes économiques déboucheront *in fine* sur une certaine normalité politico-diplomatique, raisonnement qui les a déjà conduits à passer par pertes et profits le massacre de Tiananmen. Toute autre attitude, affirmant-ils, contribuerait à durcir davantage Pékin. Marché de dupes ? Bill Clinton, même s'il s'est lui aussi rallié au réalisme des Européens, admet que cette approche conciliatrice n'a guère servi la cause des droits de l'homme. Si on peut douter de l'efficacité d'une stratégie d'endiguement, qui ressusciterait en Extrême-Orient un climat de guerre froide, on doit espérer des Occidentaux un minimum de clairvoyance.

L'engagement constructif à l'égard de Pékin ne peut être un renoncement à la défense de certains principes, à commencer par l'attachement aux libertés publiques.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Directeur adjoint : Dominique Alviary ; Directeur général : Noël-Jean Bergeron ; Directeur général adjoint :
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Paul Besset, Bruno de Cans, Pierre Gascar, Laurent Gbaguidi, Erik Izakovicz, Michel Kailash, Raphaël Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Royane
Rédacteur en chef technique : Eric Aran
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
Médiateur : Thomas Perceval
Directeur éditorial : Eric Plouffe ; Directeur délégué : Anne Chaussonnet
Conseiller de la rédaction : Alain Pollak ; Directeur des relations internationales : Daniel Vermet
Conseil de surveillance : Alain Milat, président ; Gérard Courtois, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauriol (1969-1983), André Laurens (1983-1992), André Fontaine (1992-1995), Jacques Lescroart (1995-1996)
Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1904
Capital social : 415 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde » ; Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investissements, Le Monde Presse, Jena Presse, Le Monde Prévoyance

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

M. Daniel-Rops et « Le Grand Meaulnes »

En raison d'un mouvement de grève dans les imprimeries parisiennes, *Le Monde* n'a pas paru du vendredi 14 février au lundi 17 mars 1947. L'article ci-dessous a été publié dans le numéro daté 17 janvier 1947.

« C'EST UNE EXPÉRIENCE maintes fois décrite que de reprendre dans la maturité des œuvres qu'un a aimées du sein de la jeunesse, et auxquelles les ombres du souvenir ajoutent des prestiges qu'il vaut mieux parfois ne pas contrôler. » Cette phrase de M. Daniel-Rops se lit au seuil de la préface qu'il a donnée à une réédition de quelques nouvelles de Tchekhov. Certaines de ces œuvres, ajoute-t-il, ressemblent à des maisons incendiées qu'un coup de vent suffit à jeter à bas ; d'autres résistent mieux, mais c'est à coups d'échafaudages.

Parmi les œuvres dont il ne reste qu'une façade, M. Daniel-Rops

place *Le Grand Meaulnes*, et dans celles qui tiennent grâce aux échafaudages *Les Nourritures terrestres*. Ce propos sera sans doute pris comme un blasphème. S'il l'est, il faudra se ranger à côté de M. Daniel-Rops. M. André Gide n'est pas en cause ; ma génération n'a rien demandé aux *Nourritures terrestres* et, si elle a placé M. André Gide au rang des grands écrivains français, c'est pour des livres du ton de *Si le grain ne meurt*.

Mais *Le Grand Meaulnes*... Quand on demandait à Léon Hennique, qui fit partie de l'Académie Goncourt, ce qu'il pensait du *Grand Meaulnes*, il répondait que l'année où ce livre manqua de peu le prix il avait voté pour M. Valéry Larbaud, et que *Le Grand Meaulnes* était une œuvre mal composée et gentille.

Robert Coipel

(17 janvier 1947.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur Compuserve : GO LEMONDE

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

DISPARITIONS

Antonio de Almeida

Un chef d'orchestre d'une grande curiosité

ANTONIO DE ALMEIDA, chef d'orchestre français, est mort subitement à Pittsburgh (États-Unis), lundi 17 février. Il était âgé de soixante-neuf ans.

Né le 20 janvier 1928, à Neuilly-sur-Seine, d'un père diplomate portugais et d'une mère américaine, Antonio de Almeida étudia la musique en Argentine. Il y apprit la théorie et la composition avec Alberto Ginastera et le violoncelle avec Washington Castro. Plus tard, il étudia à l'université Yale avec Paul Hindemith. Parallèlement à ses études musicales, Antonio de Almeida étudia la chimie nucléaire à l'institut de technologie du Massachusetts, dont il dirigea l'orchestre des étudiants, et suit les cours de Tanglewood, ville où s'installe, l'été venu, l'Orchestre symphonique de Boston. C'est là qu'Antonio de Almeida rencontre Serge Koussevitzky et Leonard Bernstein, qui lui mettront le pied à l'étrier.

Les fêtes s'étaient décidément penchées sur son berceau, puisque Sir Thomas Beecham le nomme ensuite chef associé de l'Orchestre philharmonique royal, que ce grand chef a fondé à Londres. En 1960, Antonio de Almeida fait ses débuts à New York dans l'Orchestre de Gluck. Il dirige ensuite un peu partout, partageant sa carrière entre des postes de directeur musical ou de chef invité (Stuttgart 1960-1964 ; Opéra de Paris 1964-1968 ; Houston 1969-1971 ; Nice 1976-1978

et Moscou depuis 1992) et des activités d'infatigable fouineur de bibliothèque. Antonio de Almeida était en effet l'un des meilleurs - si ce n'est le meilleur - connaisseur de l'œuvre d'Offenbach, et on lui doit l'exhumation de nombreuses œuvres du répertoire français au concert et au disque dans les domaines lyrique et symphonique.

DANDY ANTICORFORMISTE

Depuis 1982, Antonio de Almeida s'était attelé à la publication de l'édidoo intégrale sur papier de la musique d'Offenbach ainsi qu'à celle d'un catalogue raisonné de l'œuvre du compositeur. La curiosité d'Almeida l'avait d'abord entraîné à enregistrer des symphonies de Haydn à la tête d'effectifs beaucoup plus réduits que d'habitude, puis des poèmes symphoniques français oubliés (dont Viviane, d'Ernest Chausson) et, tout récemment, pour l'éditeur Naxos, les symphonies de Malipiero, de Tournemire et d'Henri Sauguet - sans oublier les symphonies guatémaltèques -, à la tête de l'Orchestre symphonique de Moscou.

Antonio de Almeida n'était pas à proprement parler un « grand chef d'orchestre », c'était un musicien qui dirigeait, un honnête homme dont la culture musicale excédait de beaucoup celle de la plupart de ses collègues du moment. De loin en loin, il appelait *Le Monde* pour s'entretenir quelques minutes d'une de

ses passions, pour exprimer son accord ou son désaccord avec une analyse, pour demander un conseil pour l'engagement d'un soliste qu'il n'avait pas entendu lui-même, mais dont il se souvenait avoir lu une critique positive dans les colonnes de son quotidien de prédilection. Qu'on lui propose alors de recueillir ses propos, et il se dérobait, « pas maintenant, plus tard », répondait-il invariablement.

Antonio de Almeida disait regretter l'époque où les musiciens les plus célèbres laissaient leur habit de star dans le vestiaire des salles de concert pour redevenir des citoyens comme les autres dans leur vie privée, cette époque où n'importe quel jeune musicien pouvait rencontrer avec facilité les modèles qui l'inspiraient ; il disait aussi regretter l'effervescence de la vie musicale parisienne d'autrefois et constatait avec tristesse que, par la faute d'une mauvaise gestion humaine et professionnelle, les musiciens français ne pouvaient donner leur meilleur au sein d'orchestres dont il constatait qu'aucun n'égalait en qualité les meilleures formations étrangères. Antonio de Almeida était une sorte de dandy, comme Beecham, son grand modèle, un artiste qui dirigeait ce que son bon plaisir et son anticorformisme lui dictaient de diriger. Un esprit libre.

Alain Lompech

■ DENG XIAOPING, patriarche du régime chinois, est mort, mercredi soir 19 février, à Pékin, à l'âge de quatre-vingt-deux ans (lire pages 2 à 4 et notre supplément).

■ CHIEN SHIUNG WU, physicien américain d'origine chinoise, est mort, dimanche 16 février, à New York, des suites d'une crise cardiaque. Elle était âgée de quatre-vingt-trois ans. Née à Shanghai le 31 mai 1913, Chien Shiung Wu émigre en 1936 aux États-Unis, où elle passe son doctorat de physique avant de commencer à enseigner à l'université de Princeton. En 1944, elle rejoint la prestigieuse université Columbia, où elle travaille sur le Projet Manhattan, nom de code donné au programme de recherche sur la bombe atomique. C'est une expérience qu'elle dirige en 1956 dans un domaine moins militaire qui vaut à Chien Shiung Wu d'être dans l'histoire de la physique. Suivant une idée de ses collègues américains d'origine chinoise Tsung Dao Lee et Chen Ning Yang, elle observe la désintégration d'atomes de cobalt par radioactivité bêta. Lors de cette réaction, les atomes émettent des

particules qui tournent sur elles-mêmes et forment deux groupes appelés « droite » et « gauche » suivant leur sens de rotation. Or Chien Shiung Wu et son équipe s'aperçoivent que les particules gauches sont plus nombreuses que leurs homologues inversées, ce qui prouve l'asymétrie de la nature à l'échelle des particules élémentaires. Ces travaux sur ce que les physiciens appellent la non-conservation de la parité valurent, en 1957, le prix Nobel à Lee et à Yang. En 1973, sept ans avant de prendre sa retraite, Chien Shiung Wu réussit une autre première en devenant la première femme à diriger la Société américaine de physique.

■ LÉLIA GOUSSEAU, pianiste, est morte vendredi 14 février, à l'âge de quatre-vingt-huit ans. Née à Paris le 11 février 1909, Lélia Gousseau avait obtenu son premier prix de piano en 1925, dans la classe de Lazare-Lévy, et l'année suivante celui d'histoire de la musique, dans celle de Maurice Emmanuel, au Conservatoire de Paris. Elle retrouva cette maison pour y enseigner le piano de 1961 à 1978 et eut comme élève Anne Quiré-

lec, Pascal Devoyon et Emile Naoumoff. Elle enseigna ensuite à l'École normale de musique à Paris et lors de classes de maître à l'étranger. En 1937, Lélia Gousseau avait remporté un prix au concours Chopin de Varsovie et, en 1939, le 1^{er} Prix Albert-Roussel. Lélia Gousseau donna de nombreux récitals et joua sous la direction de Paul Paray, Dimitri Mitropoulos, André Cluytens, Manuel Rosenthal, etc.

Une infinité a terni les dernières années de sa carrière, mais des compositeurs lui ont écrit des pièces pour la main gauche (dont Marcel Mihalovici, Maurice Ohana, Antoine Tisné, Alain Louvier et Yvonne Desportes). Lélia Gousseau était une pianiste dont le jeu donnait une clarté d'altère, une tenue exemplaire à la musique qu'elle jouait. Ni sec, à la manière d'un certain style de jeu français, ni perdu dans une recherche excessive de nuances, le piano intelligent de Lélia Gousseau était l'honnêteté même dans l'acceptation la plus noble du terme, et l'on ne peut que regretter que les quelques enregistrements qu'elle fit ne soient plus disponibles.

JOURNAL OFFICIEL

Au journal officiel daté lundi 17-mardi 18 février est publié :

■ Fonds communs de placement : un décret relatif aux fonds communs de placement à risques.

Au journal officiel du mercredi 19 février est publié :

■ Taxe d'apprentissage : un décret relatif à la taxe d'apprentissage, pris en application de la loi du 6 mai 1996 portant réforme du financement de l'apprentissage.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Alix

est née le 18 février 1997.

« Aussi tremblante qu'un oiseau, aussi chaude, aussi vivante que l'étoile ».

Florence et Pascal GALINIER-DUPRAT.

Ryan et Andy FELKAJ

souhaitent la bienvenue à leur petite sœur

Inès

née à Paris, le 7 février 1997.

148, rue de Lourmel, 75015 Paris.

Cinq mois déjà !

Nés le 21 septembre 1996, à la maison le 14 janvier 1997.

Marguerite et Félix

agrandissent joyeusement la famille !

Bravo à la réa néonatale de Béclère.

Frédérique HARSANT,

Eva STRZELECKA

et Théo.

9, rue Camille-Pelletan, 92130 Nanterre.

Décès

Aïni BENNAÏ

est née le 25 août 1981 à Genève.

Elle nous a quittés le vendredi 15 février 1997.

Sa merveilleuse beauté et l'extrême vivacité de son intelligence sont un hymne à la vie.

Elle aimait tout le monde et voulait l'amour et la paix pour l'humanité et la compassion pour les animaux.

Elle a été enterrée par des adolescents de son âge et infirmes de personnes qui l'aimaient.

Étaient présents au cimetière : des musulmans, des chrétiens et des juifs.

Merci à ceux qui l'ont aimée, soignée et accompagnée.

Merci à tout l'hôpital Robert-Debré.

Si ma vie continue, je la dédicierai à l'enfance et à l'adolescence.

Docteur Ghita El Khayat, sa maman.

THÈSES

Tarif Étudiants

65 F la ligne H.T.

- M. Marc Dumont

a la douleur de faire part du décès de

M^{me} Yolande DUMONT, née PETITPREZ,

sa mère, survenue le 15 février 1997.

Les obsèques auront lieu le 21 février, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame de Boulogne (Hauts-de-Seine).

78, quai de la Loire, 75019 Paris.

- Les docteurs Bruno et Françoise Allier.

M^{me} Dominique Fontaine-Lucas,

ainsi que leurs enfants et petits-enfants.

Le médecin-général Pierre Rigollet.

Sa famille et ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

leur mère, grand-oncle, arrière-grand-mère et sœur.

M^{me} Raymond FONGEAT,

née Suzanne RIGOLLET,

avocate honoraire,

à la cour d'appel de Paris.

survenue à Toulon, le 2 février 1997.

La cérémonie religieuse a eu lieu dans l'intimité à Toulon.

6 bis, rue Campagne-Première, 75014 Paris.

18, rue des Maraichiers, 75020 Paris.

27, boulevard Pierre-Sofia, 06500 Nice.

- Le président,

et le conseil d'administration de l'Association

des étudiants protestants de Paris.

Les membres de l'Association et les anciens du foyer du 46, rue de Valenciennes,

ont la tristesse de faire part de la disparition de

Gabrielle LATOUR,

et se souviennent avec émotion de la part qu'elle a prise dans la vie du foyer de 1935 à 1980.

- M. Henri Lussia-Berdou,

son époux,

sa fille et Claude Silberzahn,

sa fille et Anne,

ses petits-enfants,

Ses arrière-petits-enfants,

André Lussia-Berdou

et ses enfants,

ont la peine de faire part du décès de

Denise LUSSIA-BERDOU,

survenue le 19 février 1997.

L'incinération aura lieu dans l'intimité, au crématorium de Marseille, le 21 février.

6 bis, rue Campagne-Première, 75014 Paris.

18, rue des Maraichiers, 75020 Paris.

27, boulevard Pierre-Sofia, 06500 Nice.

survenue à Toulon, le 2 février 1997.

La cérémonie religieuse a eu lieu dans l'intimité à Toulon.

6 bis, rue Campagne-Première, 75014 Paris.

18, rue des Maraichiers, 75020 Paris.

27, boulevard Pierre-Sofia, 06500 Nice.

survenue à Toulon, le 2 février 1997.

La cérémonie religieuse a eu lieu dans l'intimité à Toulon.

6 bis, rue Campagne-Première, 75014 Paris.

18, rue des Maraichiers, 75020 Paris.

27, boulevard Pierre-Sofia, 06500 Nice.

survenue à Toulon, le 2 février 1997.

La cérémonie religieuse a eu lieu dans l'intimité à Toulon.

6 bis, rue Campagne-Première, 75014 Paris.

18, rue des Maraichiers, 75020 Paris.

27, boulevard Pierre-Sofia, 06500 Nice.

survenue à Toulon, le 2 février 1997.

La cérémonie religieuse a eu lieu dans l'intimité à Toulon.

6 bis, rue Campagne-Première, 75014 Paris.

18, rue des Maraichiers, 75020 Paris.

27, boulevard Pierre-Sofia, 06500 Nice.

survenue à Toulon, le 2 février 1997.

La cérémonie religieuse a eu lieu dans l'intimité à Toulon.

6 bis, rue Campagne-Première, 75014 Paris.

18, rue des Maraichiers, 75020 Paris.

27, boulevard Pierre-Sofia, 06500 Nice.

- Paris, New York, Jérusalem.

Joffrey et Trudy Grinblat,

son fils et sa belle-fille,

Dina et Yvonne Shalem,

sa petite-fille et son époux,

David Bezborodko,

Paul Grinblat,

Son Robert,

Riva et Henry Guterman,

Boris et Anne-Marie Bezborodko,

Rachel Grinblat-Gray,

ses frères, sœurs, beau-frère et belles-sœurs,

Ainsi que ses arrière-petits-enfants,

Ses cousins, cousines, neveux et nièces,

Les autres membres de sa famille,

Et ses amis,

ont la tristesse de faire part de la disparition de

Miriam GRINBLAT,

née BEZBORODKO,

survenue, le 16 février 1997, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Les obsèques ont eu lieu le mercredi 19 février, au cimetière parisien de Bagneux.

68-10 10th Street, Apt 4D

Forest Hills, NY 11375

USA.

survenue, le 16 février 1997, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Les obsèques ont eu lieu le mercredi 19 février, au cimetière parisien de Bagneux.

68-10 10th Street, Apt 4D

Forest Hills, NY 11375

USA.

survenue, le 16 février 1997, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Les obsèques ont eu lieu le mercredi 19 février, au cimetière parisien de Bagneux.

68-10 10th Street, Apt 4D

Forest Hills, NY 11375

USA.

survenue, le 16 février 1997, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Les obsèques ont eu lieu le mercredi 19 février, au cimetière parisien de Bagneux.

68-10 10th Street, Apt 4D

Forest Hills, NY 11375

USA.

survenue, le 16 février 1997, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Les obsèques ont eu lieu le mercredi 19 février, au cimetière parisien de Bagneux.

68-10 10th Street, Apt 4D

Forest Hills, NY 11375

USA.

survenue, le 16 février 1997, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Les obsèques ont eu lieu le mercredi 19 février, au cimetière parisien de Bagneux.

68-10 10th Street, Apt 4D

Forest Hills, NY 11375

USA.

Anniversaires de décès

M^{me} Mathilde ARIÉ.

nous quitte le 21 février 1983.

Son souvenir est demeuré vivant dans le cœur de sa fille Rachel (Elle).

- Il y a dix ans,

Christophe GIACHERO

nous quitte.

Proches et amis ont une pensée émue.

- Il y a dix ans,

Maître Michel MASSON

5/11/26 - 2002/87.

Odie Masson,

son épouse,

Sophie et Laurent Samson,

Catherine Masson,

Jérôme et Roselyne Masson,

Antoine Masson et Gina de Rosa,

ses enfants et leurs conjoints,

Guille, Nils, Clémence, Paul, Agathe,

Célestine, Hugo, Lucas et Louise,

ses petits-enfants,

perdent à lui,

« Viens la nuit sous le heurte »

Les jours s'en vont je demeure »,

Apollinaire.

- Il y a neuf ans, le 21 février 1988,

Faulette SCOTT-CHARRIER

nous quitte.

« Aimer, ce n'est pas se regarder

l'un l'autre, c'est regarder ensemble

dans la même direction. »

Antoine de Saint-Exupéry.

- Le 21 février 1987 disparaissait le

professeur Jean STOTZEL.

En ce dixième anniversaire, tous ses

amis auront une pensée pour lui.

Conférences

« Qu'est-ce que le protestantisme ? », conférence-débat au temple de l'histoire du Louvre, 143, rue Saint-Honoré, 75001 Paris.

Mardi 26 février 1997, à 20 h 30, avec Laurent Gagnebin, Alain Houzoux, Louis Péro, pasteurs.

Concert

Les moines du monastère de Gyuto, réfugiés en Inde, donneront un unique concert.

« Chants secrets du Tibet ».

à la Maison de la Mutualité (24, rue Saint-Victor, 75005 Paris), vendredi 21 février, à 20 h 30. Location 100 F, sur place ou à la boutique libanaise, 15, rue de Turenne, Paris-6^e. Tél. : 01

Martine Orange

EDF appelé à devenir un acteur dans les télécommunications

« IL RESTE beaucoup d'options ouvertes pour permettre à un troisième opérateur de se développer [dans le téléphone], a indiqué François Fillon, ministre délégué à la poste, aux télécommunications et à l'espace, dans un entretien au quotidien économique *Les Echos* du 20 février. EDF devrait ainsi exploiter, à l'instar de la SNCF, ses infrastructures alternatives. EDF sera un acteur du marché des infrastructures de télécommunications, le gouvernement le souhaite », a précisé le ministre. M. Fillon affirme vouloir favoriser l'émergence de nouveaux acteurs dans les télécommunications, afin d'éviter un duopole Général des eaux-France Télécom.

DÉPÊCHES

■ **AIR INTER EUROPE**: selon un porte-parole de la compagnie aérienne, environ deux vols sur trois (63 %) devaient être assurés, jeudi 20 février, en dépit de la grève surprise de trois syndicats de pilotes (USPNT, SPIT, SNPNAC) lancée la veille. Les syndicats protestent contre ce qu'ils estiment être « les méthodes de voyou utilisées par Christian Blanc ». PDG du groupe Air France. - (AFR)

■ **TRANSPORT AÉRIEN**: la Commission européenne a proposé, mercredi 19 février, une directive permettant l'immobilisation des avions dangereux de compagnies aériennes de pays n'appartenant pas à l'Union européenne sur les aéroports communautaires (*Le Monde* des 16 et 17 février).

■ **VIRGIN**: le groupe britannique Virgin a remporté, mercredi 19 février, la privatisation d'InterCity West Coast, l'une des principales lignes de chemins de fer de Grande-Bretagne. C'est la deuxième société ferroviaire de passagers attribuée à Virgin dans le cadre de la privatisation de British Rail. Le groupe prévoit de remplacer toute la flotte en service par 40 trains pendulaires à grande vitesse à partir de 2002.

■ **VOLVO**: le constructeur automobile suédois a annoncé, mercredi 19 février, une hausse de 34,7 % de son bénéfice net en 1996 à 12,4 milliards de couronnes (9,4 milliards de francs). Volvo ne doit son résultat qu'au programme de cessions dans lequel il est engagé.

■ **PHILIPS**: le groupe électronique néerlandais a annoncé, mercredi 19 février, qu'il proposera à ses actionnaires, le 21 mars, l'entrée à son conseil de surveillance de Louis Schweitzer, PDG de Renault.

■ **APPLE**: le vice-président du groupe informatique américain chargé des ventes, Marco Landi, a démissionné, portant à une demi-douzaine le nombre de défections chez Apple au cours des deux semaines écoulées.

■ **THOMSON-SPS**: la filiale de maintenance informatique de Thomson-SPS a été rachetée par la société américaine Libra Global Services, qui a également annoncé, mercredi 19 février, l'acquisition de Decision Systems International (DSI), filiale du groupe italien Olivetti.

■ **COMPAGNIE BANCAIRE**: la filiale de Paribas a terminé l'année 1996 en perte de 1,23 milliard (contre un bénéfice de 602 millions en 1995), après une provision pour risques immobiliers de 2,5 milliards. Hors immobilier, la contribution de toutes les filiales progresse. Le Cetelem, spécialiste du crédit à la consommation, enregistre un résultat net de 1,3 milliard, en hausse de 16 %.

■ **ALLIANZ**: le numéro deux européen de l'assurance, derrière Axa-UAR, a dégagé un bénéfice net en hausse de 10 % à 2,2 milliards de marks en 1996, soit 7,4 milliards de francs. Il devrait conserver le premier rang en termes de rentabilité.

Les industriels européens redoutent un pôle unique de l'électronique de défense française

Une entente Lagardère-Alcatel autour de Thomson-CSF paraît difficile

L'idée de créer un pôle unique d'électronique de défense en France est caressée par l'Elysée et Matignon. Lagardère et Alcatel Alsthom

n'en veulent pas. Une telle alliance entre l'ensemble des acteurs français du secteur risque en outre de compliquer considérablement les

restructurations européennes, suspendues depuis un an à la décision du gouvernement français sur Thomson-CSF.

L'IDÉE de créer un pôle unique d'électronique de défense est caressée à l'Elysée et à Matignon. C'est le sens de l'invitation faite aux industriels concernés, au premier rang desquels les groupes Lagardère, Alcatel Alsthom et Dassault, à l'occasion de la relance de la procédure de privatisation de Thomson-CSF. Ce « Yalta » de l'électronique de défense est-il envisageable ? Lagardère et Alcatel Alsthom n'en veulent pas, notamment pour des raisons personnelles, car les deux PDG se sont durement affrontés lors de la première tentative de privatisation. L'Etat pourrait néanmoins imposer ses vues. Son poids dans les commandes des deux candidats et du groupe privatisable - dans l'armement, le nucléaire, les transports, les télécommunications - lui donne de solides arguments.

Pour autant, il n'est pas dit qu'un tel rapprochement fasse sens industriellement. Au niveau national, d'abord, les activités de Lagardère, Aerospatiale et Alcatel Alsthom sont directement concurrentes et non complémentaires, notamment dans les satellites et les missiles. Surtout, l'alliance entre l'ensemble des acteurs français du secteur risque de compliquer considérablement les restructurations européennes.

Le gouvernement a beau jeu de déclarer qu'il est « ouvert à la participation des acteurs français et européens du secteur de la construction par états autour de Thomson-CSF d'une grande entreprise électronique de défense », nos partenaires appréhendent l'émergence d'un géant français.

Depuis près d'un an, les industriels européens avaient pourtant

suspendu tout mouvement stratégique dans l'attente de la décision du gouvernement français sur Thomson. L'échec du rapprochement d'Aerospatiale et de l'allemand Daimler-Benz Aerospace (DASA), au travers de deux filiales communes mort-nées dans le domaine des satellites et des missiles, n'est pas étranger à l'incertitude qui prévaut depuis douze mois du côté français. DASA pouvait-il vraiment se lier les mains en fusionnant ses missiles et satel-

lites avec ceux d'Aerospatiale, alors que cette dernière risquait d'être marginalisée par le rachat de Thomson par Matra ? De son côté, le britannique GEC et sa filiale de défense GEC-Marconi pouvaient s'interroger sur ses alliances en France. Comment faire évoluer ses liens avec Matra au sein de leur filiale commune, Matra Marconi Space, tout en laissant la porte ouverte à une éventuelle coopération avec Thomson-CSF en cas de victoire d'Alcatel Alsthom ? L'autre

groupe britannique, British Aerospace, se posait des questions du même genre. Devait-il amorcer un rapprochement avec GEC ou avec un américain, alors que la perspective d'une victoire de Matra, son allié européen dans les missiles, lui promettait d'être au cœur des restructurations françaises et européennes.

En France, la délégation générale pour l'armement (DGA) reconnaît que « les coups suivants doivent être acceptables pour nos

partenaires européens ». Elle estime que la concentration européenne doit être plus ou moins poussée selon les secteurs. Si elle appelle au rapprochement des bureaux d'études aéronautiques militaires et des fabricants de chars, elle estime qu'il y a de la place pour deux missiles et deux fabricants de satellites.

A l'instar de son homologue américain, elle conteste le bien-fondé de l'intégration verticale entre avionneurs et électroniciens en raison des risques de dépendance entre fa-

bricaient et fournisseur. Surtout, elle estime qu'il serait difficile de rapprocher les Européens si, en préalable, British Aerospace et GEC s'alliaient.

C'est à un tel résultat qu'aboutirait la création d'un bloc franco-français autour de Thomson-CSF, avec Alcatel Alsthom, Aerospatiale et Dassault, estimait de la même manière Noël Forgeard, PDG de Matra-Défense Espace, dans un entretien au *Journal du dimanche* du 22 décembre 1996. Dans un éditorial baptisé « La défense », le quotidien britannique *Financial Times* du 10 février estime lui aussi que la victoire d'Alcatel ne serait que la continuation « de trente ans d'autarcie nationale qui ont isolé la France du reste de l'industrie de défense européenne ».

UNE « FORTERESSE FRANCE »

De son côté, Alcatel reproche à Matra de ne plus être maître de ses activités de défense, apportées à deux sociétés conjointes franco-britanniques, Matra-BAE Dynamics et Matra Marconi Space. Situation qui, selon lui, hypothèque l'avenir de Thomson au profit de son partenaire britannique.

Compte tenu de ce contexte, la perspective d'une « forteresse France » alimente les rumeurs de constitution d'une alliance concurrente en Europe. DASA a été obligé de faire taire les rumeurs qui faisaient état d'un rapprochement avec British Aerospace, faisant valoir la poursuite de pourparlers approfondis avec Aerospatiale-Dassault.

Christophe Jakubyszyn et Philippe Le Cœur

Une satisfaction également partagée

LA PRIVATISATION prochaine de Thomson-CSF a été saluée, mercredi 19 février, par la Bourse de Paris, où sont cotées 42 % des actions du groupe d'électronique de défense, l'Etat détenant 58 % seulement de son capital. Le titre Thomson-CSF a terminé la séance à 182 francs, en hausse de 3,7 %. La formule de la cession de gré à gré, qui valorise mieux l'entreprise, avait la préférence des milieux boursiers.

Des deux candidats en lice, c'est Alcatel Alsthom qui a subi la baisse la moins sévère, à 585 francs (-0,68 %), tandis que l'action Lagardère cédait 2,69 % à 162,50 francs. La Bourse semble persuadée que l'offre d'Alcatel Alsthom, auquel se sont récemment joints Dassault et Aerospatiale, est désormais mieux placée que celle de son rival.

Outre-Manche le *Financial Times*, qui militait la semaine passée pour la candidature du groupe Lagardère, imaginait jeudi 20 février un scénario surprise : celui d'une troisième candidature - la meilleure selon lui - qui ne serait autre que celle... du britannique GEC-Marconi. Dans sa *Lex column*, le quotidien de la City imaginait déjà une future société Thomson-Marconi cotée à Londres comme à Paris.

■ **THOMSON-CSF**: le groupe privatisable « a pris acte » de la décision du gouvernement en relevant des « points positifs ». Le souhait d'être privatisé rapidement avait pourtant conduit la direction du groupe à espérer une offre publique de vente (OPV). « Il y a urgence, il faut éviter un nouvel échec, car les discussions sur les regroupements s'intensifient en Europe », ont expliqué mercredi 19 février les responsables de Thomson-CSF. Le groupe se réjouit néanmoins que le gouvernement se dirige vers la « constitution rapide autour de Thomson-CSF d'un pôle industriel d'électronique professionnelle et de défense de taille mondiale, compétitif sur le plan international », à l'exclusion de « tout démantèlement de l'entreprise ».

■ **GRUPPE LAGARDÈRE**: dans un communiqué publié mercredi en fin d'après-midi, le groupe Lagardère s'est déclaré « serein et confiant », indiquant que « le gouvernement français a pratiquement confirmé tous les éléments du projet que nous avions présentés l'an dernier et qui nous avaient valu la victoire sur notre concurrent ». Le groupe dirigé par Jean-Luc Lagardère précisait : « Après une année où nous avons permis de bâtir le dossier Thomson-Matra que nous maîtrisons parfaitement et que nous réactualisons aujourd'hui, nous savons qu'il est inutile et dommageable de gesticuler si l'on n'a pas quelque chose d'important, précis et déterminant à dire. Ce temps viendra et nous nous exprimons alors très clairement et très complètement. »

■ **ALCATEL ALSTHOM**: le groupe s'est déclaré « satisfait » par la voix du directeur général d'Alcatel Télécom, Jozef Cornu, interrogé en marge d'une réunion de presse. Ce dernier a jugé improbable l'hypothèse d'un rapprochement des deux candidatures, que semble souhaiter le gouvernement. « Il faut une solution qui ait un sens industriel, je ne suis pas sûr que ce Yalta ait un sens », a estimé mercredi M. Cornu. Une telle solution, a-t-il ajouté, « aboutirait à paralyser Thomson-CSF », car « il faut qu'il y ait quelque chose qui décide ».

■ **AEROSPATIALE**: le groupe aéronautique, qui devrait s'associer à la candidature d'Alcatel Alsthom, s'est « félicité » de la procédure de gré à gré retenue par le gouvernement, estimant « qu'elle permet d'examiner les moyens de mettre en œuvre pour renforcer ses liens très importants existant déjà avec Thomson-CSF ». Aerospatiale souligne que la procédure choisie par l'Etat pour privatiser Thomson-CSF « ne peut que renforcer les chances de l'industrie aéronautique et spatiale, civile et militaire française et européenne, dans un contexte de compétition internationale d'une grande acuité, marquée par des regroupements industriels massifs ».

Thomson Multimédia attendra

LE GOUVERNEMENT étant parvenu à relancer la privatisation de Thomson-CSF, la filiale d'électronique de défense du groupe Thomson, va-t-il, dans la foulée, remettre sur les rails celle de sa filiale d'électronique grand public, Thomson Multimédia (TMM) ? La réponse est non. Du moins, tant qu'il n'aura pas touché l'argent de la vente des 58 % qu'il détient dans Thomson-CSF, c'est-à-dire au bas mot 12 milliards de francs.

Il faut d'abord engranger la privatisation de Thomson-CSF avant de lancer la privatisation de TMM, explique-t-on au ministère de l'économie et des finances, où on laisse entendre que le fruit de la vente de Thomson-CSF servira

à couvrir les besoins en recapitalisation de TMM, évalués à au moins 10 milliards de francs.

Ce délai laissé à TMM doit également permettre au fabricant, financièrement mal en point (3 milliards de francs de pertes nettes en 1996, dont 1,2 milliard de provisions, environ 16 milliards de dettes) d'avancer dans ses restructurations et de présenter une structure si possible plus saine.

Des mesures ont déjà été engagées : arrêt de la production de téléviseurs à Prescott au Canada (150 personnes) et fermeture du site de Muar, en Malaisie (2 000 personnes, produits audio). D'autres sont à venir : fermeture des sites allemands de Celle

(650 personnes, téléviseurs) et de Hanovre (150 postes) ; transfert d'ici à avril 1998 à l'usine mexicaine de Juarez des activités téléviseurs des sites américains de Bloomington et d'Indianapolis (1 500 personnes au total). Si TMM parvient à se redresser, le groupe pourrait négocier l'ouverture progressive de son capital à des intérêts privés à l'image du constructeur informatique Bull. Le groupe sud-coréen Daewoo, qui, associé au groupe Lagardère avait été retenu, puis finalement écarté, lors de la première tentative de privatisation de Thomson, demeure pour sa part toujours intéressé par l'acquisition de TMM.

Ph. L. C.

TECHNIP 1996

RÉSULTAT NET EN PROGRESSION DE 21,3 %

Le Conseil d'Administration de TECHNIP réuni le 13 février 1997 sous la présidence de Pierre VAILLAUD, a pris connaissance de l'estimation des résultats consolidés du Groupe pour 1996.

Données consolidées (en millions de francs)	1996	Progression sur l'exercice 1995
Chiffre d'affaires	10 140	8,6 %*
Résultat net part du Groupe	534	21,3 %

(données provisoires)

* Afin de mieux traduire l'activité du Groupe, les produits financiers sur contrats sont rattachés au chiffre d'affaires à compter du 1^{er} janvier 1996. L'exercice 1995 a été retravaillé.

• Ce résultat représente 31,60 francs par action après dilution, contre 26,70 francs par action en 1995.

• Le chiffre d'affaires consolidé, qui s'établit pour l'année 1996 à 10,1 milliards de francs, a été réalisé à 35 % en Europe de l'Ouest et reste à 85 % sous forme de contrats clés en mains ou assimilés.

Les évolutions se présentent comme suit :

► Reprise de l'activité en Europe :

Répartition géographique du chiffre d'affaires	1996 en %	1995 en %
Europe de l'Ouest	35	26
C.E./Europe de l'Est	8	5
Moyen-Orient	20	32
Asie	16	22
Afrique	6	7
Amériques	15	8

► Activité soutenue dans le secteur de l'industrie :

Répartition par activité du chiffre d'affaires	1996 en %	1995 en %
Raffinage et traitement de gaz	41	40
Amont pétrolier	4	0
Pétrochimie et engrais	34	37
Industries, infrastructures et autres	21	14

• La part restante à réaliser des contrats en cours, qui ne retient que les seuls contrats en vigueur (backlog), se situe au 1^{er} janvier 1997 à 12,2 milliards de francs (contre 12,0 milliards de francs au 30 juin 1996). Ce montant ne tient pas compte d'importants contrats signés mais dont le financement n'est pas encore finalisé.

Les comptes de la société qui sont actuellement en cours d'audit par les commissaires aux comptes seront arrêtés par le Conseil d'Administration en mars 1997.

TECHNIP

CONCEPTION & RÉALISATION DE GRANDS PROJETS INDUSTRIELS

utent un pôle unique
fense française

LA BOURSE DE TOKYO a vivement progressé jeudi, s'inscrivant au-dessus des 19 000 points. L'indice Nikkei a gagné 452,59 points (2,43 %), à 19 051,71 points.

L'OR a ouvert en baisse jeudi à Hongkong, à 344,50 dollars l'once, contre 345,75 dollars, mercredi, en clôture. Les investisseurs ont réagi tranquillement à la mort de Deng Xiaoping.

LE DOLLAR était en baisse jeudi en fin de journée sur le marché des changes de Tokyo. Le billet vert s'échangeait à 123,72 yens, contre 124,55 yens mercredi soir à New York.

LES COURS du pétrole brut ont continué à progresser mercredi sur le marché à terme new-yorkais. Le baril de brut de référence a gagné 27 cents, à 22,79 dollars.

LA BOURSE DE LONDRES a terminé sur un nouveau record de clôture mercredi, en raison de facteurs techniques liés au marché à terme. L'indice Footsie a gagné 0,58 %, à 4 357,4 points.

LES PLACES BOURSIERES

CAC 40	CAC 40	CAC 40	MIDCAC
Claude	1 mois	1 an	1 mois

La consolidation continue à Paris

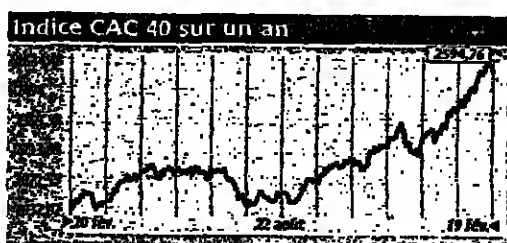
POUR LA TROISIÈME séance consécutive, les prises de bénéfices affectaient la tendance jeudi 20 février à la Bourse de Paris à la veille de la liquidation mensuelle gagnante pour l'Instant de près de 6 %.

En recul de 0,96 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait une heure un quart plus tard une perte de 0,81 %. Aux alentours de 12 h 15, les valeurs françaises affichaient un recul de 0,77 % à 2 572,22 points.

Le marché était actif avec un chiffre d'affaires de 2,5 milliards de francs sur le marché à règlement mensuel.

Du côté des valeurs, le Crédit lyonnais était recherché. Selon des informations de marché, la banque devrait dégrader en 1997 un bénéfice compris entre 3,4 et 3,7 milliards de francs après 300 millions de francs en 1996. Le titre est en hausse de 5,9 % dans un marché étreint portant sur 1,2 % du capital.

Publicis était en hausse de



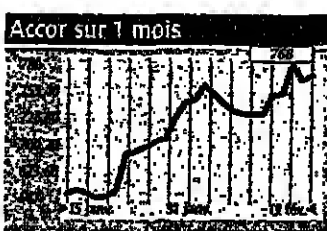
5,7 %. Galeries Lafayette de 2,3 % et Sidel de 1,7 %. Klépierre diminuait de 2,2 % et la Compagnie Bancaire de 1,5 %, les pertes enregistrées l'an dernier en raison

d'éléments exceptionnels, ayant été anticipées par les analystes. Du côté des baisses, on relevait celles de Primagaz (-5,3 %) et d'Eramet (-3,2 %).

Accor, valeur du jour

APRÈS avoir évolué en nette hausse après la publication de son chiffre d'affaires, Accor a terminé la séance de jeudi sur une légère progression de 0,52 % à 766 francs. La Société générale de Belgique a annoncé avoir cédé sa participation de 9,2 % dans le groupe hôtelier à « de grands investisseurs institutionnels, notamment britanniques et américains » au prix de 756 francs par titre. Ce désengagement de la Générale de Belgique devrait relancer les spéculations sur le caractère opéable

du groupe, alors qu'ITT Sheraton fait actuellement l'objet d'une OPA de 10,5 milliards de dollars lancée par Hilton.



PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

HAUSSES, 12h30	Cours au 20/02	Var. %	Var. %
Crédit Lyonnais	189	+6,64	+45,65
Publicis	466	+2,82	+33,50
Peugeot	576	+2,49	+1,56
Klépierre	799	+2,46	+13,68
Galeries Lafayette	2300	+2,32	+19,17
Nordord (Nys)	450	+2,04	+22,61
Suez	532	+1,91	+19,82
Banque Paribas	688	+1,77	+12,05
UIC	2940	+1,76	+51,39
Devel-PEL (L)	3510	+1,52	+32,25
Primagaz	575	-4,92	-3,31
Banque	2585	-4,05	-15,29
Sigbo	830	-3,89	-22,05
Fluor-Life	481	-3,09	-1,83
Gaumont	376	-2,84	-12,35
Compagnie Europ.	1250	-2,73	-30,30
Eramet	30150	-2,72	-11,54
Union Assur.Fidél.	647	-2,70	-1,93
Nova Advertis	665	-2,49	-1,45
Unior Sador	8615	-2,49	-14,10

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SEANCE, 12h30	Cours au 20/02	Var. %	Capitulation
SENECAL	2000	+1,15	15742000
CEP Communication	32580	+0,88	2892147
Alcatel	24337	+0,72	15742000
Alcatel	16386	+0,61	14551188
East (L)	16583	+0,58	13891581
Oréal	46065	+0,56	9256765
Carrefour	26028	+0,52	9131223
EF Aquitaine	16282	+0,49	8993034
ACF-Ass.Gou.Franc	44507	+0,47	8871503
Total	17465	+0,46	29460400

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

HAUSSES, 12h30	Cours au 20/02	Var. %	Var. %
Crédit Lyonnais	189	+6,64	+45,65
Publicis	466	+2,82	+33,50
Peugeot	576	+2,49	+1,56
Klépierre	799	+2,46	+13,68
Galeries Lafayette	2300	+2,32	+19,17
Nordord (Nys)	450	+2,04	+22,61
Suez	532	+1,91	+19,82
Banque Paribas	688	+1,77	+12,05
UIC	2940	+1,76	+51,39
Devel-PEL (L)	3510	+1,52	+32,25
Primagaz	575	-4,92	-3,31
Banque	2585	-4,05	-15,29
Sigbo	830	-3,89	-22,05
Fluor-Life	481	-3,09	-1,83
Gaumont	376	-2,84	-12,35
Compagnie Europ.	1250	-2,73	-30,30
Eramet	30150	-2,72	-11,54
Union Assur.Fidél.	647	-2,70	-1,93
Nova Advertis	665	-2,49	-1,45
Unior Sador	8615	-2,49	-14,10

INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ	Cours au 20/02	Var. %	Var. %
Ind. gen. SBF 120	1806,64	+0,75	+0,75
Ind. gen. SBF 250	1743,79	+0,67	+0,67
Ind. Second Marché	1881	+0,58	+0,58
Ind. MidCAC	1561,32	+0,50	+0,50

INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ	Cours au 20/02	Var. %	Var. %
Ind. gen. SBF 120	1806,64	+0,75	+0,75
Ind. gen. SBF 250	1743,79	+0,67	+0,67
Ind. Second Marché	1881	+0,58	+0,58
Ind. MidCAC	1561,32	+0,50	+0,50

Hongkong en vive hausse à mi-séance

LA BOURSE de Hongkong était en hausse de 2 %, jeudi à la mi-séance, après l'annonce du décès de Deng Xiaoping mercredi soir. « La mort de Deng a été largement ignorée par le marché », a déclaré Michael Ng, directeur des opérations de Sassoon Securities. Après une chute en début de séance, l'indice Hang Seng a pris 142,84 points, à 13 249,19 points, dans le quart d'heure qui a suivi l'ouverture, et avait engrangé 256,96 points, à 13 363,28 points, à la fin de la matinée. Selon les autorités boursières, l'activité du marché de Hongkong est normale. « Nos marchés fonctionnent de manière ordonnée et efficace », ont-elles affirmé dans un communiqué.

La Bourse de Tokyo a fortement progressé, s'inscrivant au-dessus des 19 000 points pour la première

fois depuis plus d'un mois. L'indice Nikkei a gagné 452,59 points, soit 2,43 %, à 19 051,71 points.

La veille, Wall Street a replongé en clôture, reculant de 0,67 %, à 7 020,15 points. En Europe, les performances ont été contrastées : la Bourse de Londres a inscrit un nouveau record, à 4 357,40 points, alors que celle de Francfort se replait de 1,29 %, à 3 233,75 points.

INDICES MONDIAUX

Cours au 20/02	Var. %	Var. %
Ind. CAC 40	+2,43	+2,43
Ind. Nikkei	+2,43	+2,43
Ind. Hang Seng	+2,00	+2,00
Ind. DAX 30	+1,29	+1,29
Ind. FTSE 100	+0,67	+0,67
Ind. SBF 120-250	+0,75	+0,75
Ind. MidCAC	+0,50	+0,50
Ind. Second Marché	+0,58	+0,58
Ind. SBF 120-250	+0,75	+0,75
Ind. MidCAC	+0,50	+0,50
Ind. Second Marché	+0,58	+0,58

NEW YORK Les valeurs du Dow-Jones

1902	1802	1902	1802
Alcoa	71,12	70,25	70,25
Allied Signal	74,12	74	74
American Express	68	69,75	69,75
AT & T	40	40,25	40,25
Bell	7,57	7,57	7,57
Boeing Co	109,75	109,87	109,87
Caterpillar Inc.	80,37	79,87	79,87
Chevron Corp.	67,25	68	68
Coca-Cola Co	62	61,50	61,50
Disney Corp.	76,37	77,62	77,62
Du Pont Nemours & Co	108,25	109,12	109,12
Eastman Kodak Co	92,87	94,25	94,25
Exxon Corp.	103,12	104,12	104,12
Gen. Motors Corp.	57,75	59	59
Gen. Electric Co	107,50	107,50	107,50
Goodyear T & Rubber	55,50	54,25	54,25
IBM Corp.	143,75	145,25	145,25
Int'l Paper	42,25	43	43
J.P. Morgan Co	108,25	109,50	109,50
McDonald's Corp.	46,37	46,87	46,87
Merck & Co Inc.	98,12	99,37	99,37
Minnesota Mng & Mfg	84,37	85,50	85,50
Philip Morris	133,12	133,37	133,37
Procter & Gamble Co	127,12	129,37	129,37
Sears Roebuck & Co	54,12	54,62	54,62
Teneco	102,12	102,50	102,50
Union Carb.	46,75	46,62	46,62
US Steel	76,75	76,75	76,75
Westingh. Electric	17,52	17,75	17,75
Woodward	15,62	15,62	15,62

LONDRES Sélection de valeurs du FT 100

1902	1802	1902	1802
Allied Lyons	4,36	4,31	4,31
Barclays Bank	11,10	11,22	11,22
B.A.T. Industries	5,45	5,28	5,28
British Aerospace	12,32	12,35	12,35
British Airways	6,17	6,16	6,16
British Gas	2,47	2,47	2,47
British Petroleum	6,81	6,89	6,89
British Telecom	4,38	4,38	4,38
B.T.R.	7,43	7,43	7,43
Cadbury Schweppes	4,89	4,89	4,89
Eurotunnel	0,76	0,76	0,76
Fortis	34,25	34,25	34,25
Glaxo Wellcome	10,41	10,27	10,27
Granada Group Plc	9,30	9,30	9,30
Grand Metropolitan	4,61	4,57	4,57
Guinness	4,47	4,39	4,39
Hanson Plc	0,89	0,90	0,90
Imperial Chemical	6,43	6,43	6,43
H.S.B.C.	14,91	14,98	14,98
Imperial Chemical	7,62	7,56	7,56
Legal & Gen. Grp	4	4,09	4,09
Martins and Spencer	4,87	4,90	4,90
National Westminster	8,05	8,14	8,14
Peiminter Orienta	6,53	6,54	6,54
Reuters	6,62	6,55	6,55
Sandhill and Sautch	1,04	1,03	1,03
Shell Transport	10,79	10,95	10,95
Tate and Lyle	4,48	4,43	4,43
Unilever Ltd	15,91	16,02	16,02
Zeneca	17,87	17,77	17,77

FRANCFORT Les valeurs du DAX 30

1902	1802	1902	1802
Allianz Holding N	82,80	83,23	83,23
Basf AG	63,63	64,20	64,20
Bayer AG	70,45	70,72	70,72
Bay HypoWechselb.	50,60	52,50	52,50
Bayer Vereinsbank	63,30	63,90	63,90
Beiersdorf	114	116	116
Commerzbank	43,85	43,70	43,70
Daimler-Benz AG	122,95	123,80	123,80
Deutsche Bank	718	719,50	719,50
Deutsche Telekom	68,18	68,35	68,35
Deutsche Telekom	32,30	32,72	32,72
Deutsche Telekom	34,60	34,62	34,62
Henkel AG & Co	86,80	86,94	86,94
Hoechst AG	74,70	76,50	76,50
Karsstadt AG	5,33	5,22,50	5,22,50
Linde AG	1083	1125	1125
MTL Linde AG	25,10	25	25
Man AG	641,50	652	652
Mannesmann AG	678	691,50	691,50
Metro	139,80	136,10	136,10
Muench. Rue N	4120	4205	4205
Preussag AG	411,50	414,50	414,50
RWE	74,10	76,30	76,30
Sap AG	288,50	284,50	284,50
Schering AG	142,30	144,65	144,65
Siemens AG	85,80	85,52	85,52
Thyssen	332	327,10	327,10
Veolia AG	94,85	95,95	95,95
Viel AG	690,50	704	704
Volkswagen VZ	627	627	627

LES TAUX

PARIS	PARIS	NEW YORK	NEW YORK	FRANCFORT	FRANCFORT
Jour le Jour	10 ans	Jour le Jour	Bonds 10 ans	Jour le Jour	Bonds 10 ans

Recul du Matif

LA MASSE MONÉTAIRE allemande M3 a progressé de 11,7 % au mois de janvier, selon les statistiques publiées jeudi matin 20 février par la Bundesbank. Ce mauvais chiffre semble exclure une prochaine baisse des taux directeurs de la banque centrale allemande. Le contrat notional du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français, a ouvert en baisse jeudi. Après quelques minutes de transactions,

Péchéance mars cédait 34 centimes, à 132,28 points. Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à 10 ans s'inscrivait à 5,38 %, soit 0,16 % au-dessus du rendement du titre allemand de même échéance. La veille, le marché obligataire américain avait terminé la séance en baisse, malgré l'annonce d'une modeste progression (+0,1 %) des prix à la consommation aux Etats-Unis au mois de janvier.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,30 %)

Achat	Vente	Achat	Vente
1902	1802	1902	1802
Jour le Jour	132,28	132,28	132,28
1 mois	3,34	3,34	3,34
3 mois	3,35	3,35	3,35
6 mois	3,36	3,36	3,36
1 an	3,37	3,37	3,37
PIBOR FRANCS	3,3725	3,3725	3,3725
Pibor France 1 mois	3,3725	3,3725	3,3725
Pibor France 3 mois	3,3725	3,3725	3,3725
Pibor France 6 mois	3,3725	3,3725	3,3725
Pibor France 9 mois	3,3725	3,3725	3,3725
Pibor France 12 mois	3,3725	3,3725	3,3725
PIBOR ECU	4,1192	4,1192	4,1192
Pibor Ecu 3 mois	4,1192	4,1192	4,1192
Pibor Ecu 6 mois	4,1192	4,1192	4,1192
Pibor Ecu 12 mois	4,1192	4,1192	4,1192

MATIF

Échéances 1902	volume	dernier	plus	plus	premier
		prix	haut	bas	prix
NOTIONNEL 10 %					
Mars 97	155874	132,28	132,28	132,28	132,28
Juin 97	1870	131,30	131,40	131,20	131,20
Sept. 97	151	129,20	129,20	129,20	129,20
Déc. 97					
PIBOR 3 MOIS					
Mars 97	14817	96,69	96,69	96,69	96,69
Juin 97	39153	96,68	96,72	96,67	96,72
Sept. 97	9748	96,67	96,70	96,65	96,70
Déc. 97	3200	96,61	96,65	96,60	96,63
ECU LONG TERME					
Mars 97	2048	96,52	96,58	96,44	96,68

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Échéances 1902	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
Février 97	17105	2600	2631	2592	2627
Mars 97	601	2600,50	2635	2600	2600,50
Avril 97	1	2602	2632	2602	2602
juin 97	105	2600,50	2592	2579	2588

AUJOURD'HUI

LE MONDE / VENDREDI 21 FÉVRIER 1997

AUTOMOBILISME Presque trois ans après la mort d'Ayrton Senna sur le circuit italien d'Imola, s'est ouvert, jeudi 20 février, au tribunal de Bologne (Émilie), le procès de six

personnes, inculpées selon la terminologie transalpine « d'homicide coupable », à la suite d'un rapport d'expertise mettant en cause la rupture de la colonne de direction dans

la monoplace du pilote brésilien. ● **PATRON** de l'écurie de formule 1 britannique incriminée, Frank Williams, qui se déplace en fauteuil roulant, a été autorisé à ne pas assister

à la première audience, où devaient être abordées des questions de procédure. ● **LE TRIBUNAL** doit ensuite siéger dix-sept fois jusqu'au 14 mai pour tenter de déterminer les res-

ponsabilités des inculpés. ● **POUR LA PRESSE** anglaise, la mort du pilote pourrait avoir été provoquée par les débris d'un précédent accrochage abandonnés sur la piste.

Le procès sur les causes de la mort d'Ayrton Senna s'est ouvert

Près de trois ans après la mort du champion brésilien de formule 1, la justice italienne va tenter de démêler les responsabilités des dirigeants de l'écurie Williams et des gestionnaires du circuit, dans un climat passionnel

ROME de notre correspondant

Pratiquement trois ans après la mort, le 1^{er} mai 1994, du pilote brésilien Ayrton Senna, sur le circuit italien d'Imola, le tribunal de Bologne va tenter, à partir de jeudi 20 février, de déterminer les responsabilités dans la disparition du triple champion du monde de formule 1. Six personnes sont au banc des accusés sous l'inculpation d'homicide involontaire par négligence. Tout d'abord le patron de l'écurie Williams, Frank Williams, son directeur technique, Patrick Head, et Adrian Newey, le concepteur de la Williams-Renault au volant de laquelle Ayrton Senna a quitté la piste dans la fameuse courbe Tamburello et a violemment heurté le mur de clôture lors du Grand Prix de Saint-Marin.

FORMULE 1

Dans le box figureront également Federico Bendinelli, administrateur délégué de la Sagis, la société gérant le circuit, Giorgio Poggi, directeur de piste, et le Belge Roland Bruynseraede, représentant de la FIA (Fédération internationale de l'automobile) et responsable de l'homologation. Tous les moyens techniques et audiovisuels seront utilisés pour tenter d'expliquer la sortie de piste brutale, à plus de 300 km/h. La Williams-Renault est en effet allée tout droit, comme si la direction ne répondait plus. Aucune trace de freinage n'a été relevée.

Un laboratoire de visualisation scientifique a réalisé un montage synchronisé des images et de toutes les données techniques qui sont enregistrées au stand afin de reconstituer, seconde par seconde, la dynamique de l'accident. Des images à haute résolution seront projetées au cours du procès afin d'analyser tout le déroulement du processus, de la trajectoire mor-

telles jusqu'à l'immobilisation de la monoplace sur la piste après le choc. En revanche, l'écrasement contre le béton n'a pas été filmé par la RAI (télévision italienne) puisque le point d'impact était hors champ. Malheureusement également, la caméra fixée sur la Williams-Renault de Senna n'était pas en action au moment du choc. Avec les données informatiques sur le comportement du

moteur qui, elles, ont été enregistrées, tout cela sera-t-il suffisant pour découvrir la vérité ? Beaucoup de questions vont tourner autour des raisons qui ont pu provoquer la torsion puis la fracture du métal de la colonne de direction qui a été révélée dans le rapport des experts : fatigue de celui-ci, choc provoqué par une légère bosse de la piste, fêlure originelle ?

Beaucoup d'autres hypothèses ont été envisagées. D'abord une perte de conscience d'Ayrton Senna, qui aurait confiné un jour qu'il avait l'habitude de retenir sa respiration pendant le premier tour de course afin de mieux sentir sa voiture et d'augmenter sa concentration. Or, l'accident s'est produit au début du deuxième tour.

Affectés par la mort, la veille, lors des séances d'essai, du jeune autrichien Roland Ratzenberger, les pilotes, y compris Ayrton Senna, étaient très nerveux en raison d'un faux départ : un carambolage s'était produit lorsque la Benetton-Ford du Finlandais Jyrki-Jarvi Lehto a calé sur la grille de départ.

Dimanche 16 février, le quotidien de Londres The Sunday Times a publié une photo où apparaît un débris sur la piste qui pourrait provenir de la Benetton endommagée. Ce bout de carrosserie pourrait-il avoir provoqué l'accident ? La Sagis, société gérant le circuit d'Imola, a publié un communiqué affir-

Rupture de la colonne de direction

Un rapport de 700 pages, élaboré par une commission de huit spécialistes, d'anciens techniciens de Ferrari, des universitaires, des spécialistes des routes, a conclu, le 24 février 1995, que la cause de l'accident d'Ayrton Senna était sans doute due à une rupture de la colonne de direction. S'est-elle brisée au cours du choc, ou avant ? Les experts ont permis d'établir que la colonne en question avait été modifiée afin que le pilote puisse sortir plus facilement du cockpit. Une partie avait été remplacée par un matériel d'une section moins importante. La fracture s'est justement produite à l'endroit de la soudure. Selon l'analyse réalisée sur l'extrémité des deux morceaux, il a pu être établi qu'environ 40 % du métal était tordu, alors que les 60 % restants montraient une rupture nette.

mant que « la photo publiée ne représente pas un élément nouveau » et que celle-ci a été prise « à 700 mètres du lieu de l'accident ».

Une seule chose semble sûre, comme l'a dit un autre triple champion du monde, l'écossais Jackie Stewart : « L'accident n'est pas dû à une faute de pilotage. Un pilote comme Senna ne peut pas commettre d'erreur dans une portion de circuit comme celle-ci. » Après ses 41 victoires sur 161 Grands Prix disputés, Ayrton Senna espérait battre le record de 51 victoires d'Alain Prost, son grand rival français, qui avait acquis la saison précédente son quatrième titre mondial dans la même écurie Williams-Renault. Le champion brésilien est mort pratiquement sous le coup, après que sa tête eut été frappée par la roue avant droite et que son casque eut été transpercé par le bras de suspension.

Michel Bôle-Richard

L'EPO pourchassée

Les organisateurs des championnats du monde de ski nordique, qui s'ouvrent jeudi 20 janvier à Trondheim (Norvège), veulent faire de l'événement « une fête du ski propre ».

« Mais copier une autre nation serait déjà accepter d'être en retard sur elle, estime Pierre Gay-Perret. Je préfère m'inspirer des qualités de chocune et les adapter à mes athlètes. » C'est ainsi qu'il a reformé cette saison les équipes de France juniors féminines et masculines. « Leur suppression, il y a quatre ans, pour laisser aux comités régionaux le soin de s'occuper des meilleurs jeunes était une erreur. Les athlètes ont besoin de ce statut qui les différencie des autres. Ils puisent dans une reconnaissance une motivation pour poursuivre la compétition, car ils n'ont ni salaire ni sponsor. » La pénurie de flocons ces dernières saisons a cruellement touché les berceaux traditionnels du ski de fond comme le Jura, les Vosges et même le Dauphiné. Elle a stoppé net des vocations, démotivées les bénévoles, interdit les compétitions et incité les sponsors locaux potentiels à se désengager. Hormis les podiums, Pierre Gay-Perret ne souhaite qu'une chose. « Que chaque année, la neige tombe bas et tôt dans la saison. »

Patricia Jolly

Le ski de fond français cherche à remonter la pente

AU DÉBUT de la décennie, l'examen des résultats du ski de fond français au niveau mondial conduisait à un constat affligeant : rien ou si peu. Sophie Villeneuve et Hervé Bolland faisaient figure de braves petits soldats bien entraînés face aux armées venues de Scandinavie, de l'ancien empire soviétique, voire d'Italie. À la suite des Jeux olympiques de Lillehammer, le malaise était tel que Bernard Regard, directeur technique du ski nordique, toutes disciplines confondues, a préféré remettre sa démission plutôt que de voir la plupart des athlètes se fourvoyer dans le défaitisme et la critique des moyens mis à leurs dispositions. « C'est du passé, dit le responsable du secteur haut-niveau au centre de ski nordique de Prémanon-Les Rousses (Jura). Tout va beaucoup mieux. » Sophie Villeneuve et Annick Pierrel ont en effet affiché leurs ambitions en se classant respectivement huitième et dixième (5 km classique) puis sixième et septième (10 km poursuite) lors des épreuves de Coupe du monde organisées les 11 et 12 janvier à Hakuba (Japon) sur le site olympique des Jeux de Nagano. Avec Anne-Laure Condevaux et Karine Philippot, elles avaient déjà signé, à la mi-décembre, une troisième place dans une épreuve de relais de Coupe du monde (4 x 5 km libre) à Brusson (Italie), une performance inédite. Chez les

messieurs, à l'âge de vingt et un ans seulement, Vincent Vittoz se classe régulièrement entre la dixième et la vingtième place dans une discipline où l'expérience et la maturité jouent un rôle prépondérant.

Successeur de Bernard Regard, Jacques Gaillard, n'est pourtant pas un sorcier. Il a simplement mis sur l'expérience de ceux qui restaient - Sophie Villeneuve ou Hervé Bolland - conjuguée à l'énergie de la poignée de jeunes qui pointent. Il s'est aussi entouré de gens audacieux. Il a confié, il y a trois ans, à Pierre Gay-Perret, la direction des équipes de France de fond.

CRÉER UN ESPRIT COLLECTIF

Ce fondeur-guide de haute montagne, âgé de trente-deux ans, n'est pas un spécialiste de l'entraînement, mais il a pris la mesure de la dimension psychologique que doit posséder un fondeur au cours de sa propre existence. Amateur d'expéditions, il a traversé le Groenland à ski, ensuite la Mongolie, puis il s'est attaqué à un sommet de 8 000 m avec un groupe d'amis fondeurs dans l'Himalaya. Plus qu'à la préparation psychologique, il s'attache à développer l'esprit collectif dans une discipline individuelle.

Hervé Bolland qui, à trente-trois ans, ressent le besoin de se prendre en charge

poursuit sa préparation solitaire avec son accord. Sophie Villeneuve, exilée en Norvège pendant cinq ans pour des raisons personnelles, est de retour. Elle a retrouvé une équipe « décomposée ».

« Au départ nous avions devant nous quatre années, jusqu'aux Jeux olympiques de Nagano (février 1998), dit Pierre Gay-Perret. Le ski de fond français a toujours eu les moyens de faire du bon travail, mais il fallait ressouder le groupe équipe de France en lui donnant confiance, en parlant un peu chaque jour. Cela fait, on s'est fixé des objectifs. Cette année, il s'agit de marquer des points en Coupe du monde, c'est-à-dire de terminer chaque fois dans les trente premiers. »

Pierre Gay-Perret semble bien tenir sa petite équipe. Ex-technicien de ski de fond chez Salomon, il a beaucoup travaillé avec les champions norvégiens dont il maîtrise la langue : il parle aussi l'anglais, l'allemand et l'italien. Ils lui ont enseigné leur ski nordique : un sport dur où le moindre relâchement physique ou mental ne pardonne pas, où il faut mieux se trouver devant des compétitions juniors.

Du coup, il se persuade qu'être scandinave ne garantit pas la réussite en fond : « Car ils sont nombreux à être forts et les structures nationales ne pratiquent pas la demi-mesure. A la

moindre faiblesse, on se trouve relégué ou second plan sans aide. » Des Italiens, ils admireront la colossale structure de base, le nombre de cadres techniques capables de détecter et former des quantités de jeunes.

« Mais copier une autre nation serait déjà accepter d'être en retard sur elle, estime Pierre Gay-Perret. Je préfère m'inspirer des qualités de chocune et les adapter à mes athlètes. » C'est ainsi qu'il a reformé cette saison les équipes de France juniors féminines et masculines. « Leur suppression, il y a quatre ans, pour laisser aux comités régionaux le soin de s'occuper des meilleurs jeunes était une erreur. Les athlètes ont besoin de ce statut qui les différencie des autres. Ils puisent dans une reconnaissance une motivation pour poursuivre la compétition, car ils n'ont ni salaire ni sponsor. » La pénurie de flocons ces dernières saisons a cruellement touché les berceaux traditionnels du ski de fond comme le Jura, les Vosges et même le Dauphiné. Elle a stoppé net des vocations, démotivées les bénévoles, interdit les compétitions et incité les sponsors locaux potentiels à se désengager. Hormis les podiums, Pierre Gay-Perret ne souhaite qu'une chose. « Que chaque année, la neige tombe bas et tôt dans la saison. »

Patricia Jolly

Les favoris

Le classement actuel de la Coupe du monde de ski nordique par disciplines est le suivant :
● **Ski de fond. DAMES** : 1. E. Vælle (Norv.), 592 pts ; 2. S. Belmondo (It.), 589 ; 3. K. Neumannova (Rép. tch.), 346 ; 4. S. Villeneuve (Fr.), 125 ; 5. A. Pierrel (Fr.), 100.
● **MESSEIERS** : 1. B. Dæhlie (Norv.), 448 ; 2. F. Valbusa (It.), 382 ; 3. M. Myllylä (Fin.), 370.

(...)33. V. Vittoz (Fra.), 55.
● **Saut** : 1. R. Petek (Slov.), 1 097 pts ; 2. D. Thoma (Aut.), 984 ; 3. A. Goldberger (Aut.), 817 ; 4. J. G. (Fr.), 126 ; 5. D. Mollard (Fr.), 70 ; 6. L. Chevalier (Fra.), 7.
● **Combiné nordique** : 1. S. Lajunen (Fin.), 875 pts ; 2. M. Stecher (Aut.), 805 ; 3. J. Mantila (Fin.), 664 ; 4. J. G. (Fr.), 305 ; 5. L. Roux (Fr.), 246 ; 6. S. Guillaume (Fr.), 181 ; 7. N. Bal (Fr.), 66.

La sélection française

● **Fond. DAMES** : Anne-Laure Condevaux (relais) ; toutes épreuves : Karine Philippot, Annick Pierrel, Sophie Villeneuve. **MESSEIERS** : Hervé Bolland (30 km libre), Vincent Vittoz (30 km libre, 10 km et 50 km).
● **Saut** : Lucas Chevalier, Nicolas Dessum, Jérôme Gay, Didier Mollard.
● **Combiné** : Nicolas Bal, Sylvain Guillaume, Fabrice Guy, Ludovic Roux.

Le programme des championnats du monde de ski nordique, à Trondheim (Norvège)

■ **Vendredi 21. 10 h 30** : 30 km libre messieurs ; 14 heures : 15 km libre dames.
■ **Samedi 22. 10 h 30** : saut du combiné nordique ; 14 heures : saut K 90 (petit tremplin).
■ **Dimanche 23. 10 h 30** : 5 km classique dames ; 13 heures : fond du combiné nordique.
■ **Lundi 24. 10 h 30** : 10 km classique messieurs ; 13 heures : 10 km libre poursuite dames.
■ **Mardi 25. 10 h 30** : 15 km libre poursuite messieurs.
■ **Mercredi 26. 10 h 30** : saut du combiné nordique par équipes ; 14 h 15 : fond du combiné nordique par équipes.
■ **Jeudi 27. 10 h 30** : relais 4x5 km dames ; 13 h 30 : saut par équipes K 120 (grand tremplin).
■ **Vendredi 28. 10 h 30** : relais 4x10 km messieurs.
■ **Samedi 1^{er} mars. 10 h 30** : 30 km classique dames ; 14 heures : saut spécial K 120 (grand tremplin).
■ **Dimanche 2. 10 h 30** : 50 km classique messieurs.

La relève du combiné nordique

LA FRANCE a découvert le combiné nordique en 1992, aux Jeux olympiques d'Albertville, avec les sourires de deux blonds Jura-siens, Fabrice Guy et Sylvain Guillaume, respectivement médaillés d'or et d'argent. On n'avait pas mesuré l'ampleur de la tâche qu'ils venaient d'accomplir : la concurrence, dans un sport qui allie saut à ski sur tremplin de 90 m et course de ski de fond de 15 km, est sévère. L'après-Albertville fut donc rude pour l'équipe nationale de six « combinards » liés à la vie à la mort par un entraînement draconien et confrontés brutalement aux excès de la médiatisation.

Fabrice Guy a glissé vers l'anonymat au fond des classements. La relative indifférence qui a entouré Sylvain Guillaume, « seulement deuxième » à Albertville, l'a meurtri avant de lui redonner l'envie de se battre pour maîtriser la nouvelle technique du saut « en V », apparue en 1993, et de remporter une épreuve de Coupe du monde la

saison passée. Francis Repellin, Pierre Heinrich ou Christophe Borello ont rattrapé, les uns après les autres, entre 1992 et 1994, avec un sentiment d'inachevé. La course entre eux et leurs copains médaillés leur a suggéré qu'ils n'avaient peut-être pas assez fait.

Aujourd'hui leur ancien entraîneur, Jacques Gaillard, supervise toutes les disciplines nordiques pour la Fédération française de ski (FFS). Son ex-adjoint, Eric Lazzaroni, a repris le flambeau en 1994. Il gère une équipe disparate. Avec lui, les « vieux », Guy et Guillaume, ont remonté doucement la pente. Mais l'entraîneur se consacre surtout aux deux jeunes, Ludovic Roux (17 ans) et Nicolas Bal (18 ans), auxquels il impose une préparation rigoureuse : « Le combiné nordique ne tolère aucun relâchement physique ni mental, explique Lazzaroni, le combat contre soi et les autres est trop intense. »

P. J.

Peu de vocations pour le saut

A L'ÂGE de trente ans, Nicolas Jean-Prost, doyen de l'équipe de France de saut à ski, a jugé qu'il avait fait son temps. Il dirige désormais un des magasins de sport familiaux aux Rousses (Jura) et aide à la formation des jeunes sur les sautoirs de Prémanon. Mais il ne pouvait laisser ses anciens compagnons partir seuls pour Trondheim. Il a aidé Didier Mollard à supporter la vie en groupe, conseiller Nicolas Dessum, en baisse au classement de la Coupe du monde, encourager Lucas Chevalier et rassurer Jérôme Gay, qui souffre encore d'une entorse. Car Nicolas Jean-Prost n'a pas été remplacé.

« On trouve peut-être 250 ou 300 sauteurs en France », estime Franck Salvi, l'entraîneur de l'équipe nationale. Saut dans les Vosges, où les tremplins sont devenus inutilisables, forçant les athlètes à s'entraîner de l'autre côté de la frontière, en Forêt-Noire, les installations ne manquent pourtant pas : 4 tremplins à Prémanon,

4 à Courchevel (Savoie), 5 que se partagent Chamonix et Les Houches (Haute-Savoie) et ceux du stade neuf de Chaux Neuve-Le Brassin (Jura).

Mais la discipline suscite peu de vocations. Elle est exigeante, la maîtrise de ses techniques prend des années, et il faut l'aborder dès le plus jeune âge. « Nous manquons de clubs disposant de petits tremplins, assure Franck Salvi. Les grands tremplins ne servent malheureusement à rien pour l'initiation des jeunes, qui devraient constituer la relève. »

Peu nombreuse, cette relève manque d'émulation, ce qui rend délicat son passage sur le circuit de la Coupe du monde. « Nous laissons nos jeunes prendre du retard en les autorisant trop longtemps à sauter sans corriger leurs défauts, constate Franck Salvi. S'ils sont doués, ils se retrouvent trop vite au meilleur niveau national. »

P. J.

CALVITIE



Des cheveux naturels et définitifs grâce aux techniques médicales les plus modernes.

RENSEIGNEMENTS ET DOCUMENTATION SUR SIMPLE DEMANDE
Tél. : 01 53 83 79 79 - Fax : 01 53 83 79 70 - 3617 INFO CHAUVÉ
Centre Médico-Chirurgical Franklin Roosevelt
49, avenue Franklin Roosevelt - 75008 Paris

Quand les dinosaures parcouraient les plages du Quercy

La découverte de plusieurs empreintes suscite les convoitises locales et oppose les scientifiques

Voici quelque 145 millions d'années, le Quercy avait un climat plutôt subtropical, et le caillou, dans la région de Crayssac (Lot), était constitué

d'un ensemble de plages ; de nombreux dinosaures y ont laissé des traces. Les pistes de plusieurs d'entre eux - des sauropodes -, découvertes en août 1996, viennent de faire l'objet de moulages avant la destruction de la carrière qui les abrite.

CRAYSSAC (Lot)

Accroché sous une tente de fortune, Brigitte Lange-Badré passe l'après-midi à l'aspirateur. La paléontologue de l'université Pierre-et-Marie-Curie (Paris-VI) dégage patiemment les traces, laissées par des dinosaures, il y a environ 145 millions d'années, dans ce qui est aujourd'hui une carrière de pierre. A l'époque du jurassique supérieur, cette colline en partie excavée, perdue sur la rive du Quercy, était une plage au climat subtropical où de nombreux animaux préhistoriques ont laissé leurs empreintes. Ce site de Crayssac (Lot) est connu des paléontologues comme l'un des plus riches d'Europe, sinon du monde.

Brigitte Lange-Badré explique qu'elle y travaille par intermittence, depuis près de vingt ans.

Sur les tremblements de terre causés par l'exploitation de cette carrière, elle a découvert de nombreuses empreintes. Pour l'heure, il s'agit de sauvegarder un de ces nombreux trésors archéologiques déjà recensés mais tenus secrets, avant que l'exploitation de la carrière ne vienne définitivement détruire la dalle de calcaire de 100 mètres carrés où s'entre-croisent des lignes indéchiffrables pour des yeux de néophytes. Pourtant, les curieux passent sans arrêt dans la carrière en ce dimanche qui a retrouvé le soleil. On vient en famille, à VTT ou avec la grand-mère pour tenter de voir cette richesse ignorée de presque tous les habitants, avant que les médias locaux et nationaux ne se fassent l'écho de cette découverte annoncée comme « sensationnelle ».

La paléontologue rouspète un peu contre ces visites impromptues, perturbant cependant moins le chantier que la pluie des derniers jours, qui obligea la petite équipe



Le sol de la région de Crayssac est marqué par de nombreuses carrières. C'est un véritable gruyère qui abrite d'incroyables trésors paléontologiques. Chaque année amène son lot de découvertes. Il y a deux ans, ce furent des empreintes de ptérosaures (reptiles volants), aujourd'hui, ce sont celles de troupes de sauropodes (saureurs).

de fouille à « écopier » sous son abri de toile pendant cinq jours. Sous le soleil, enfin de retour, l'odeur des résines et des silicones employés pour le moulage des empreintes qui étend son empreinte verte sur la pierre jaunie emplit l'air. Le temps presse. « Le carrier fera sauter la dalle à la fin de cette semaine », explique Brigitte Lange-Badré. Il faut donc garder une trace de la trace.

PTÉROSAURE CONTRE SAUROPODE

« C'est cruel », reconnaît la paléontologue, qui se félicite néanmoins de la découverte de ce site, en août 1996. Ce sont des paléontologues amateurs du cru, qui travaillent avec elle de longue date, qui l'ont prévenue de ces traces enfouies dans la pierre. « Je n'ai pu venir qu'en octobre. Dès que j'ai vu la dalle, j'ai compris que c'était important », raconte M^{me} Lange-Badré.

Là, imprimées dans le sol, apparaissent les traces emmêlées de deux troupes de sauropodes, des saureurs d'une dizaine de mètres de long qui passaient vraisemblablement par là pour leur migration. « C'est la première fois que l'on découvre des traces de sauropodes en France », affirme la paléontologue. Traces dont il existe, par ailleurs, des ensembles en Suisse et au Portugal.

Dans son laboratoire de géobiologie de l'université de Poitiers, Jean-Michel Mazin fait la moue. Pour ce chercheur du CNRS, le véritable « scoop scientifique » a été établi il y a déjà deux ans dans une carrière voisine par l'équipe de paléontologues dont il fait partie : des centaines d'empreintes de ptérosaures, ces reptiles volants qui ne laissent pas de définition que peu de traces au sol. L'équipe de Jean-Michel Mazin avait répertorié quatre types différents de ces lointains ancêtres des oiseaux, ou plutôt des chauves-souris, puisqu'il semble que ces curieux animaux volants se déplaçaient sur leurs quatre pattes.

Brigitte Lange-Badré reconnaît qu'il s'agit là d'une découverte d'importance susceptible de « lever l'ambiguïté » qui plane sur les ptérosaures, mais elle tient à bien séparer la carrière des dinosaures volants de celle de ses sauropodes. Comme diraient les bergers lotois : chacun dans sa carrière, et les dinosaures seront bien gardés !

Jean-Michel Mazin s'alarme, néanmoins, de la médiatisation suscitée par sa découverte. « Cela risque d'en-

traîner un afflux de curieux incontrôlables », s'inquiète le chercheur de Poitiers, qui revendique une médiatisation « douce et contrôlée ». « Ses » ptérosaures ont déjà fait l'objet de trois documentaires diffusés dans une émission scientifique d'Arte (« Archimède ») et d'un reportage pour le magazine « Faut pas rêver » de France 3. Mais ils ne feront - c'est juré - jamais la « une » des magazines de presse populaire ou de chaînes trop grand public. Plus grave, M. Mazin s'oppose à M^{me} Lange-Badré, craignant, dit-il, une « tentative d'OPA » sur les dinosaures de Crayssac.

TERRAIN « MINÉ »

Outre la querelle entre scientifiques, la concurrence effrénée qui se manifeste autour des traces de la petite bourgade lotoise laisse également pressager une querelle de clocher pour la maîtrise des éventuelles retombées touristiques de telles découvertes. Au lendemain de l'annonce de la découverte de Brigitte Lange-Badré, un hebdomadaire du département soulignait que le maître de la commune voisine de Luzoch se disait déjà prêt à accueillir le moulage et à agrandir son musée archéologique local.

Mais un projet de musée est également développé sur le canton voisin dont fait partie Crayssac. Les élus s'avancent désormais prudemment sur ce terrain qu'ils savent « miné » plus sûrement qu'une carrière. « Les projets ne sont pas concurrentiels, mais complémentaires », plaide Jean-Claude Bakly, le maire de Luzoch. « Nous manquons surtout cruellement de subsides pour les faire aboutir », fait, pour sa part, remarquer Alain Fontaine, conseiller régional et élu de la commune d'Espère, dans le canton d'à côté.

Stéphane Thépot

Le squelette fossilisé d'un amphibien carnivore vieux de 220 millions d'années vient d'être découvert à Gofford, au nord de Sydney (Australie). Selon le paléontologue Stephen Godfrey, de la Fondation Ex-Terra, à Alberta (Canada), ce fossile mis au jour lors de travaux de terrassement aurait « une grande valeur scientifique ». Cet amphibien du trias précéderait le plus vieux dinosaure de quelque 10 millions d'années. Doté d'une forte mâchoire, l'animal, long d'environ deux mètres, ressemblerait à une salamandre japonaise géante. (AFP)

Les oeufs d'un crustacé parviennent à éclore même privés d'oxygène

La notion de mort biologique est remise en cause

L'OXYGÈNE est indispensable à la vie de la plupart des êtres, animaux ou plantes terrestres habitant notre planète, car il intervient dans les processus énergétiques. Sa suppression totale pendant une longue période se traduit en général par une dénaturation des protéines, une dégradation des tissus et l'arrêt des fonctions vitales.

Aussi l'expérience réalisée par le biologiste américain James Clegg, du Bodega Marine Laboratory (université de Californie), parue dans la revue américaine *Journal of Experimental Biology* (vol. 200, p. 467), a-t-elle suscité la curiosité de ses confrères. Il a, en effet, prélevé des oeufs d'un petit crustacé très connu des aquaculteurs, *Artemia franciscana*, et les a placés dans des fioles hermétiques remplies d'eau et maintenues à une température de 20 à 23 °C. Jusqu'à, rien de très bouleversant, si ce n'est que James Clegg a soigneusement enlevé l'oxygène dissous dans le liquide. Après quatre ans de ce traitement, le chercheur a réoxygéné ces oeufs qui, à sa grande surprise, ont donné naissance pour 60 % d'entre eux à des larves ne présentant pas de différences significatives par rapport aux larves habituelles.

Plus étonnant encore, James Clegg n'a pas, pendant toute cette longue période, constaté de signes d'activité métabolique, même minime, de la part des oeufs. Excepté, bien sûr, le premier jour. Malgré des techniques d'analyse très fines faisant appel au carbone 14, il n'a pu observer de changements quantitatifs dans les réserves d'hydrates de carbone - tréhalose, glycogène ou glycérol - qui auraient pu être la manifestation d'une activité cellulaire. Alors que, habituellement, on peut constater une activité métabolique, très ténue chez certains organismes vivants qui se sont adaptés à des variations importantes, voire à une disparition momentanée d'oxygène.

Mieux encore. Les protéines constitutives des oeufs d'*Artemia* n'auraient pas été dégradées pendant les quatre années de l'expérience. Leur structure et leur relèvement n'auraient pas été modifiés, ce qui a permis à l'embryogénèse de redémarrer lorsque ces oeufs ont été remis dans un liquide réoxygéné.

Pour expliquer cette conservation cellulaire et cet état de « sommeil » particulier, qui remet en cause la notion de vie et de mort biologiques, James Clegg avance deux hypothèses. Il a noté la pré-

sence dans les embryons d'une grande quantité de protéines p26. Or celles-ci offrent de grandes similitudes avec les protéines dites de choc thermique fabriquées par les cellules en réponse à un stress. Ces protéines p26 pourraient « se lier » aux protéines constitutives de l'embryon, et les protéger, explique le chercheur. Autre particularité, les oeufs du petit crustacé contiennent de grandes quantités d'hydrates de carbone (tréhalose et glycérol), connus pour être de bons stabilisants des protéines.

LE MAÎTRE DES MARAIS SALANTS

Cependant, l'étonnante survie d'*Artemia* en l'absence d'oxygène ne surprend pas trop les spécialistes de biologie marine de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (Ifremer). C'est, disent-ils, un crustacé branchiopode. Une classe dont les caractéristiques sont assez primitives et qui est apparentée à certains animaux fossiles trouvés dès le cambrien, il y a plus de 500 millions d'années. D'ailleurs *Artemia* vit habituellement dans les marais salants et est connu pour être un champion toutes catégories de la survie en milieu extrême. Quand tout va bien, il pond des oeufs « normaux », transparents, qui se transforment en larves. Quand l'eau s'évapore, il en pond d'autres, différentes, protégées par un chorion imperméable, qui peuvent rester longtemps en dessiccation en attendant des jours meilleurs.

Utilisés pour l'aquaculture, ils sont vendus déshydratés en boîtes de 1 kilogramme et forment alors une poudre marron sèche. Plongés dans l'eau, ils éclosent et produisent des larves pour autant que la température du milieu soit convenable. Pour faciliter l'éclosion, « les aquaculteurs ont l'habitude de dissoudre les chorions avec de l'eau de javel pure, sans que cela n'affecte l'embryon qui est dedans », précise Jean Robin, chercheur à l'Ifremer de Brest.

Autre particularité de ce crustacé habitant des flaques salées peu profondes : il peut survivre à des taux de salinité très élevés, de 280 à 300 grammes de sel par litre d'eau (l'eau de mer contient en moyenne 35 grammes de sel par litre). « De ce point de vue, souligne Guy Charmantier, du Laboratoire d'écophysiologie des invertébrés de l'université Montpellier-II, *Artemia* présente une adaptation presque unique dans le règne animal ».

Christiane Galus

L'avenir des carrières

La petite commune de Crayssac est connue pour être un véritable « gruyère ». On y dénombrait pas moins de vingt-sept carrières de pierre, essentiellement exploitées par des familles d'origine portugaise, qui en tirent de manière très artisanale les belles pierres de taille utilisées pour la construction des maisons traditionnelles de la région. Jusqu'à présent, ces carrières étaient considérées comme des verrues dans le paysage. Elles sont désormais en passe de devenir des « mines » de trésors préhistoriques.

Les paléontologues font les yeux doux aux carrières. Pas question de demander au préfet le classement d'un gisement archéologique, au risque de suspendre l'exploitation de la carrière et de mettre en péril de petites entreprises économiquement fragiles, mais qui font encore la seule richesse « industrielle » de la commune, en attendant un hypothétique développement du tourisme basé sur « la chasse aux dinosaures ».

Christian Goudineau, professeur au Collège de France

« L'essor incroyable de l'archéologie préventive n'a pas été accompagné des mesures nécessaires »

PROFESSEUR au Collège de France, où il est titulaire de la chaire d'Antiquités nationales, Christian Goudineau a rédigé un rapport sur l'archéologie nationale, en 1990, à la demande du ministre de la Culture, Philippe Douste-Blazy, alors premier ministre. Une analyse complète des problèmes qui menaçaient déjà une profession aujourd'hui en crise. Il commente la situation actuelle.



CHRISTIAN GOUDINEAU

« En réponse à la grève menée depuis le 21 janvier par les archéologues, le ministre de la Culture, Philippe Douste-Blazy, a proposé l'ouverture d'un grand débat et la tenue d'assises nationales. Que pensez-vous de cette idée ?

« Il faut éviter de parler dans le vide. Le pouvoir politique doit faire son travail, dégager une doctrine, en tirer la logique, des axes et des propositions précises. A partir de là, on pourra discuter. Trop de temps a été perdu. Aux dirigeants de démontrer que le mot « gouverner » a un sens. Je suggère respectueusement au ministre de lire, ou de faire lire, les très nombreux documents dont disposent ses services, d'ouvrir les tiroirs où reposent d'innombrables rapports, notes, propositions ou motions. Il y trouvera toute la matière nécessaire pour faire ce qui, apparemment, a été impossible à ses prédécesseurs : traiter le problème au fond.

« Que disaient ces documents ?

« Le premier rapport fut demandé à Jacques Soustelle en 1974. Il soulignait la nécessité d'une archéologie d'urgence ou de sauvetage, proposait que les agents régionaux du service des fouilles du ministère de la Culture à l'époque secrétariat d'Etat soient consultés à l'avance lors de l'étude de chantiers importants, et que cette consultation soit prévue par la loi. Il suggérait, enfin, la mise en place d'un fonds d'intervention alimenté par l'Etat et par un pourcentage sur le montant des travaux. Ce rapport fut le premier d'une longue série, une bonne vingtaine. Tous connurent un sort identique : l'enterrement furtif et silencieux. A l'exception de celui de Jacques Soustelle, sans doute en raison de la mauvaise conscience générale sur le sujet à l'époque. L'Etat déga-

gea quelques crédits et renforça un peu l'administration chargée de l'archéologie.

« Au fil du temps, ces crédits augmentèrent et cette administration prit du poids. Mais on resta à mille lieues du compte. Aujourd'hui, la sous-direction de l'archéologie au ministère de la Culture compte - à Paris et dans les services régionaux - deux cent soixante-dix conservateurs et ingénieurs d'étude. Etonnant que cent cinquante postes y aient été créés depuis 1982. A l'époque, Jack Lang avait estimé qu'il en fallait quatre cents.

« Pourtant, l'archéologie française de sauvetage est citée en exemple.

« Ce n'est pas du fait de l'Etat, mais des archéologues eux-mêmes. Quelques responsables des services archéologiques régionaux, appuyés parfois par des associations ou des collectivités territoriales qui, dans les années 70, surent faire convaincre certains aménageurs qu'ils avaient intérêt à modifier leur image de casseurs de patrimoine. En s'entendant avec les archéologues sur les délais et les financements, les entrepreneurs pouvaient voir se lever l'hypothèque archéologique au terme de fouilles convenablement menées. Puis, l'Etat, après de longues réticences, a pris le train en

marque, et le système s'est développé sans qu'on cherche à le réguler, à l'organiser.

« Ce système a permis des avancées dans la connaissance et les techniques de fouilles.

« Oui. Les archéologues fouillaient deux mois par an pendant des années sur quelques mètres carrés. Du jour au lendemain, ils ont dû traiter plusieurs hectares en quelques mois, et cela sur des sites qui, souvent, concernent plusieurs millénaires d'histoire. La révolution s'est faite, et bien faite. En quinze ans, des pans entiers de nos connaissances, du paléolithique au Moyen Âge, ont été entièrement renouvelés. On a redécouvert le Bas-Empire, ou les grandes exploitations rurales galloises, qui n'avaient jamais été fouillées.

« Dans ces conditions, d'où vient le mécontentement des archéologues ?

« L'essor incroyable de l'archéologie préventive (plus de trois mille opérations l'an dernier !) n'a pas été accompagné des mesures nécessaires. Les bases légales du système sont quasi inexistantes. La seule loi réglementant l'archéologie française remonte à 1941, une époque ignorant les fouilles préventives. Ces dernières ne peuvent s'appuyer que sur une phrase du code d'urbanisme de 1977 et un décret de 1986, relatifs à la prise en

compte du patrimoine archéologique. Ces deux textes permettent, tout au plus, de faire pression sur les aménageurs, mais ne leur imposent aucun financement. Du vu à Rodez que la mauvaise volonté de l'un d'entre eux suffisait à tout remettre en cause.

« Les bases légales de ces fouilles sont quasi inexistantes »

« Pour recevoir et gérer les financements (environ 400 millions de francs par an, provenant pour l'essentiel des aménageurs) et pour accueillir les personnels engagés sous contrats pour les fouilles préventives (près de deux mille actuellement), l'Etat a utilisé une association de type loi de 1901, créée en 1973 pour autre chose. Enfin, les conservateurs régionaux, trop peu nombreux, accablés par la gestion, ne peuvent plus guère assurer le suivi et le contrôle des opérations.

« Quelles peuvent être les solutions ?

« Il faut, évidemment, une réforme législative. Le modèle

existe : c'est la convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique - dite convention de Malte - signée et ratifiée par la France en 1994. Tout y est prévu, à l'exception du mode de financement, laissé à l'appréciation des Etats. Ce texte concerne la recherche scientifique, ainsi que la protection et la transmission du patrimoine. Deux aspects difficiles à concilier chez nous, où l'on a souvent l'impression que, pour l'Etat comme pour les aménageurs, la fouille suffit. Mais il faut aussi publier, ce que les archéologues de l'Association pour les fouilles archéologiques nationales (AFAN) ont rarement le temps et les moyens de faire. Il faut aussi prévoir des protections juridiques, créer des réserves archéologiques pour que les « archives du sol » ne disparaissent pas à jamais.

« On doit traiter les problèmes de l'enseignement de l'archéologie, de l'encadrement scientifique, des actions vis-à-vis du public, etc. Tous sujets qui supposent une concertation interministérielle à haut niveau. Reste, enfin, le statut de l'AFAN, qui ne peut demeurer en l'état. Finissons-en avec le bricolage ! »

Propos recueillis par Catherine Chauveau et Jean-Paul Dufour

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 2708

7 2 9 10 1

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12

13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24

25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36

37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48

49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60

61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72

73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84

85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96

97 98 99 100 101 102 103 104 105 106 107 108

109 110 111 112 113 114 115 116 117 118 119 120

121 122 123 124 125 126 127 128 129 130 131 132

133 134 135 136 137 138 139 140 141 142 143 144

145 146 147 148 149 150 151 152 153 154 155 156

157 158 159 160 161 162 163 164 165 166 167 168

169 170 171 172 173 174 175 176 177 178 179 180

181 182 183 184 185 186 187 188 189 190 191 192

193 194 195 196 197 198 199 200 201 202 203 204

205 206 207 208 209 210 211 212 213 214 215 216

217 218 219 220 221 222 223 224 225 226 227 228

229 230 231 232 233 234 235 236 237 238 239 240

241 242 243 244 245 246 247 248 249 250 251 252

253 254 255 256 257 258 259 260 261 262 263 264

265 266 267 268 269 270 271 272 273 274 275 276

277 278 279 280 281 282 283 284 285 286 287 288

289 290 291 292 293 294 295 296 297 298 299 300

301 302 303 304 305 306 307 308 309 310 311 312

313 314 315 316 317 318 319 320 321 322 323 324

325 326 327 328 329 330 331 332 333 334 335 336

337 338 339 340 341 342 343 344 345 346 347 348

349 350 351 352 353 354 355 356 357 358 359 360

361 362 363 364 365 366 367 368 369 370 371 372

373 374 375 376 377 378 379 380 381 382 383 384

385 386 387 388 389 390 391 392 393 394 395 396

397 398 399 400 401 402 403 404 405 406 407 408

409 410 411 412 413 414 415 416 417 418 419 420

421 422 423 424 425 426 427 428 429 430 431 432

433 434 435 436 437 438 439 440 441 442 443 444

445 446 447 448 449 450 451 452 453 454 455 456

457 458 459 460 461 462 463 464 465 466 467 468

469 470 471 472 473 474 475 476 477 478 479 480

481 482 483 484 485 486 487 488 489 490 491 492

493 494 495 496 497 498 499 500 501 502 503 504

L'Europe commence à Salonique

Nid de nostalgies, le chef-lieu de la Macédoine compte sur son rang, en 1997, de « capitale de la culture » pour se refaire une jeunesse

LES PHILHÉLÈNES, intellectuels occidentaux partisans de l'indépendance grecque, inventèrent jadis le tourisme politique, qui de nos jours se porte bien, du Mexique au Caucase. Cette manière de voyager fut pratiquée par une élite pressée de saluer le pacha de Janina et d'admirer la rade de Navarin où les Européens défrièrent les Ottomans en 1827. La Grèce, depuis lors banalisée sous l'égide de la triade « soleil, sable et sexe », reste l'un des choix favoris du *Vulgum turisticum gallicus* : près de 600 000 visiteurs par an, soit la troisième destination française en Méditerranée, derrière l'Espagne et l'Italie. L'Hellade vient au sixième rang, sur cinquante pays proposés, pour les terres étrangères que nos concitoyens souhaitent banter au cours des cinq années à venir.

La Macédoine fait figure de parente pauvre dans ce palmarès. Sa métropole ne mérite plus d'être appelée *Salonique*, nid d'espions comme ce film de Pabst au plateau d'enfer en 1936 : Pierre Blanchard, Pierre Fresnay, Louis Jouvet, Charles Dullin, Jean-Louis Bauxant, Viviane Romance... Il n'y a plus de raison qu'on trouve ici blondes espionnes germaniques déguisées en journalistes américaines ou bruns capitales français hommes-à-femmes. L'« atmosphère touchée et cosmopolite » du grand port après le départ des Turcs s'est dissipée irrémédiablement.

Salonique d'ailleurs préfère oublier son passé oriental. Elle ne veut plus être appelée *Thessaloniki* car « *selanik* est une corruption turque... » du nom d'origine. Dénigrée « capitale européenne de la culture » pour 1997 (après Copenhague en 1996, et après Athènes qui avait inauguré la série en 1985), elle a endossé cette distinction comme le moyen de refaire carrière, telle une actrice oubliée et redécouverte. Les festivités programmées sont variées, depuis la première d'*Antigone* de Mi-

lis Theodorakis par l'Opéra de Belgrade jusqu'aux trésors religieux des monastères du mont Athos qui jusqu'à présent n'ont jamais pu être vus, outre les moines, que par les visiteurs masculins de la Sainte-Péninsule.

Cela n'impressionne pourtant guère le chaland français, plutôt aisé et âgé, séjournant à Salonique : « Je suis venue ici parce que mon père avait fait la campagne d'Orient, en 1916, et qu'il en parlait toujours : la Macédoine, les Balkans, les rues de Salonique pleines de réfugiés, de gitanes et de soldats... », explique une retraitée nicoise rencontrée au Musée du conflit macédonien.

SOUVENIRS SÉPARABLES

Dans un fauteuil de l'Elektra Palace, face à la mer Egée, une autre bourgeoise d'âge canonique, confie, en sirotant son Nescafé-frappé-melito, en « français » un simple café glacé : « Ce qui m'intéresse ici ce sont mes racines. Ma famille, juive d'Espagne, a passé cinq cents ans en Macédoine, je suis la première à être née en France. Quand mon père est venu travailler à Paris dans les spectacles, parce qu'on lui avait seriné le proverbe "Heureux comme juif en France", Salonique était la seule ville où monde à majorité juive. »

La villa de la famille Modiano se visite, comme de rares autres de-

meures Belle Époque surmontant au milieu du maillage bétonné serré des années 50. Des pèlerins juifs pestent contre « ces Grecs qui ont profité de l'occupation nazie pour supprimer le cimetière israélite au cœur de Salonique, transporter les tombes en banlieue et agrandir l'université sur les terrains libérés ». On ne peut refaire les nécropoles ou rouvrir les synagogues car les juifs ne représentent plus en 1997 qu'un millier de personnes, sur 800 000 Saloniquais.

Cette communauté-relique n'en a pas moins manifesté son mécontentement devant « les deux seules décisions » la concernant, prises par la capitale culturelle européenne : rénovation du Musée de la présence israélienne et soirée musicale juive. La cité essaie plutôt de motiver les touristes chrétiens, à coups d'« églises byzantines transformées en mosquées par les Turcs ».

Les « fezz-rouges » n'ont plié bagage qu'en 1912 et la question de la Rotonde n'est même pas réglée. Cet énorme monument circulaire, construit comme tombeau vers l'an 300 par Galère, berger devenu empereur, fut ensuite église puis mosquée, après l'ajout d'un minaret-crayon, aujourd'hui l'une des rares traces visibles des cinq siècles islamiques de la ville. Mélima Mercour, alors ministre socialiste de la culture, jura que la Rotonde retour-

Ci-dessus : dans les années 10, des images de propagande grecque appelaient à la résistance contre les Turcs qui occupaient encore Salonique. **En contre :** billet d'entrée de la maison natale de Néhéméh Ali à Cavala.



nerait au Christ mais des élus et des archéologues ont juré de la faire mentir *post mortem*, en militant pour que l'édifice soit aménagé en « espace culturel laïque ».

Les voyageurs français mus par des souvenirs sévères ou militaires croisent d'autres visiteurs animés par des sentiments voisins : Turcs kénalistes ou Égyptiens royalistes. Dans la maison natale d'Ataturk, conservée au sein du consulat turc, les pièces qui entendent vagir le Razi ont été enrichies de son snobisme blanc, de son chapelet islamique et de sa casquette anti-islamique. Les rares musulmans vivant dans le chef-lieu macédonien sont froissés que rien n'ait été prévu en 1997 pour « au moins rappeler qu'Ataturk était du coin ».

Reminiscences patriotiques ou personnelles, teintées ou non de turqueries, tissent le motif des visiteurs habituels de Salonique, ce nid de nostalgies bien éloigné des nourritures immédiates d'autres sites grecs. La distinction européenne donne à la cité une chance d'élargir son public.

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

★ Livres : *La Guerre dans les Balkans*, de John Reed, Seuil, 130 F ; *L'Honneur en Orient*, Edouard Aikén-Provence, 160 F ; *Capitaine Conan*, de Roger Verrel (LGF-Poche, 26 F), dont Bertrand Tavernier a tiré un film. Renseignements : Office hellénique du tourisme, 3, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, tél : 01-42-60-65-75 ; télécopie : 01-42-60-10-28.

PARTIR

■ **DÉCOUVERTE DU VIETNAM.** Le quatrième Raid Vietnam propose de découvrir ce pays, du 5 au 25 avril, au guidon d'une moto tout-terrain, au volant d'une jeep ou en 4x4. Quatorze étapes pour 2 600 kilomètres sur les routes du Tonkin (d'Hanoi à la baie d'Along) puis sur la route Mandarine et la piste Ho-Chi-Minh (de Hué à Ho Chi Minh-Ville via Da Nang), laissent aux participants le temps de dialoguer avec la population et de visiter des sites. Trois options : la boucle nord (5 au 17 avril, 16 380 F pour une personne, 29 800 F pour deux), la boucle sud (16 au 25 avril, 14 980 et 26 900 F) ou la totalité du raid (24 800 et 39 800 F). ★ Vietnam Evénements, tél. : 01-45-23-36-56.

■ **L'HIVER À AMSTERDAM.** Avec leurs milliers de petites ampoules brillant au fenêtres, les maisons de poupées d'Amsterdam, au bord des canaux, accentuent le côté décor de théâtre de la « Venise du Nord ». Au cœur de la ville, l'hôtel Swisshotel Amsterdam Ascot (4 étoiles) propose, jusqu'au 21 mars, un forfait « Châmes de l'hiver » comprenant l'hébergement en chambre double, petits déjeuners et un Pass Includant des entrées au Rijksmuseum ou au Musée Van Gogh et une promenade sur les canaux. Environ 695 F la nuit pour deux personnes en chambre double (2 nuits minimum) et 586 F sur la base de 3 nuits minimum. ★ Renseignements au 0-800-882-882.

■ **CARAÏBES.** Voisine d'Haïti, la République dominicaine offre ses plages et, à Saint-Domingue, une séduisante vieille ville coloniale, sans oublier tous les autres charmes de l'île. Une destination méconnue programmée par Vacances Air Transat, filiale française d'un groupe canadien spécialiste de Cuba. À découvrir lors d'un circuit accompagné (9 jours, 6 550 F), en séjours balnéaires (9 jours, de 6 000 F à 9 800 F) ou d'une croisière de 6 jours à bord du *Bolero* (Festival Cruises).

■ **IRLANDE : CAP À L'OUEST.** La mise en place de deux vols hebdomadaires Paris-Shannon (Corsair) permet à Bennett Voyages de proposer, jusqu'au 20 avril, des formules pour découvrir l'ouest de l'Irlande à l'occasion d'un week-end prolongé (mercredi/dimanche), d'une nuit-semaine (dimanche/mercredi) ou d'une semaine complète : avion et voiture à partir de 1 520 F par personne pour 4 jours sur la base de 2 personnes, forfait avion, voiture et bed and breakfast à partir de 1 940 F par personne pour 2 avec 3 nuits en chambre double), autours (8 jours avec étapes réservées, 3 080 F par personne en chambre double, de Paris), séjour dans un château (Dromoland Castle) pour 2 260 F par personne (4 nuits en chambre double avec petit déjeuner) jusqu'au 31 mars (3 340 F en avril) et l'avion et la voiture. ★ Renseignements au 01-48-01-87-77.

Initiation saharienne

Les régions présahariennes du Maroc et de Tunisie occupent le devant de la scène depuis la fermeture aux touristes, voilà quatre ans, du Sud algérien (Tassili N'Ajjer et Hoggar). Avec la récente annulation des circuits au Niger, les deux pays d'Afrique du Nord tiennent plus que jamais la vedette. Les incidents survenus durant les fêtes de Noël ont conduit les voyageurs à suspendre toute programmation au départ d'Agadès : « Des bandits de grand chemin dérobent les voyageurs », précise Michel Gosselin, d'Explorer, « un de nos clients a reçu une balle dans la jambe », rapporte Hervé Salomon, de Comptoir des déserts. D'accès facile (trois heures d'avion pour Ouarghazate ou Tozeur), la bordure septentrionale du Sahara se découvre à pied, à dos de chameau ou en 4x4 pour un budget raisonnable (de 5 000 à

6 500 francs la semaine, de Paris, en pension complète). Si le décor n'est pas aussi grandiose qu'au Sahara central, la lisière du désert est jalonnée de villages fortifiés (Maroc) et d'oasis plantées de palmiers et de vergers, lieux de rencontre des populations nomades. Les généralistes proposent des virées en véhicules tout terrain, par exemple République Tours, Fram ou encore Nouvelles Frontières (6-8 passagers par véhicule, guide, pension complète à l'hôtel ou en bivouac, autour de 3 500 F la semaine). Pour apprécier le silence, les nuits à la belle étoile, les dunes ondulant à l'infini, il faut éviter les pistes fréquentées. Notamment, au Maroc, les axes reliant Ouarghazate à Zagora et Erfoud, ou les alentours de Tozeur et Nefta, en Tunisie. Rien ne remplace la lenteur pour s'initier au désert. Les spécialistes de la randonnée le savent. Ils proposent tous, à quelques variantes près, des itinéraires à pied et des méharées au sud

de Douz, en Tunisie. Là, au nord du Grand Erg oriental, le sable domine à perte de vue. La voiture devient accessoire, inutile de parcourir des kilomètres pour retrouver un même panorama. Marche matin et soir. Pause pique-nique-sieste à midi. Arrivée au bivouac avant la nuit, le temps de choisir un creux de dune pour dérouter, à l'écart, son sac de couchage. De jour en jour, cette mise en scène installe la paix au sein du groupe (10 personnes environ). La qualité du guide détermine celle du voyage. L'astuce consiste à ne pas croiser d'autres marcheurs. Premier scénario, les chameaux de bât portent les bagages : avec Aliberti (tél. : 01-40-21-16-21, 8 jours, 4 550 F ; 15 jours, 6 250 F), Explorer (tél. : 01-53-45-85-85, 8 jours, 5 900 F) ou encore Terres d'Aventure (tél. : 53-73-77-77, 8 jours, 5 850 F). Deuxième formule : les méharées (Comptoir des déserts), les chameaux sont alors montés. Pas de selle, mais une

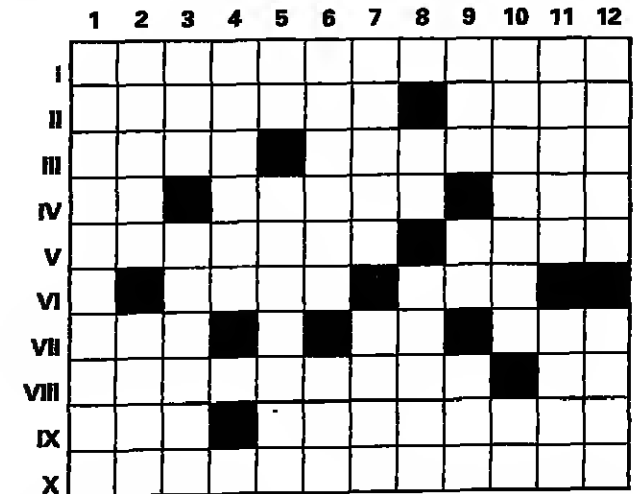
converture derrière la bosse, sur laquelle on s'assoit (tél. : 01-40-26-19-40, 8 jours, de 4 900 F à 5 400 F). La variété des paysages marocains implique de choisir son mode de déplacement. A pied, avec des chameaux de bât, le périmètre est limité. Terres d'Aventure rejoint Tazzarine, en taxi depuis Ourghazate, pour une randonnée vers Ferg Chebbi (15 jours, 7 200 F). Comptoir des déserts démarre en 4x4 de Marrakech pour relier la caravane à Mhamid (12 jours, 7 500 F). Aliberti propose 5 treks avec transferts en minibus (de 4 850 F à 6 950 F, 8 ou 15 jours). Explorer, enfin, privilégie le 4x4, comme relais entre les marches, afin d'accéder aux plus beaux sites (Promenades sahariennes, 11 jours, 7 500 F). La saison bat son plein. Le mercure oscille de 10 degrés, la nuit, à 28 degrés lorsque le soleil est au zénith.

Florence Evim

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97028

505 Jeux de mots : 3615 LEMONDE, lisez 505 (2,23 F/min).



HORIZONTALEMENT
1. Travaille en chambre, tant que la Chambre le laisse travailler. - II. Elle doit dépasser les bornes. Des petites graines qui font toutes sortes de tisanes. - III. Figer par l'admiration. Ont déjà subi des transformations. - IV. Son roi a inspiré Lalo. Doit logiquement être suivie. Remplacé par Thalys. - V. Distinguée. On ne peut rien lui cacher. Il met son nez partout. - VI. Richelieu y conclut l'Edit de grâce. Sa tête est mise à toutes les sauces. - VII. Parcourt la France à toute vitesse. Saint retourné. Nous évite bien des longueurs. -

VIII. A servi à bâtir le Colisée. En tête. - IX. Descendue à l'envers. Le très bon client du Monde. - X. La preuve que les bases n'étaient pas bonnes.

VERTICALEMENT
1. Autorise les parents à sortir le soir. - 2. Doit gérer des excédents. Son pied nous permet d'attendre. - 3. L'aventure à notre porte. Se remplit à l'extrême dans les classiques. - 4. Là où Bibi fricote. - 5. Marque le doute. Montagne à la dérive. - 6. Laissez échapper des gaz. Pouille. - 7. Ramasse ce qui a été jeté. Sujet d'inquiétude pour le

1 horizontal. - 8. Nobel japonais. La meilleure arme pour se défendre. - 9. Fatigué et tout retourné. Marque de dégoût. Possessif. - 10. Vraiment bon à rien. Le bien venu. - 11. Rejetées en bloc. L'argent des jeunes. - 12. Groupe scolaire. A la tête dans les étoiles.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 97027

HORIZONTALEMENT
1. Prolongation. - II. Ouverture. Ma. - III. Lien. Aérées. - IV. Incomptable. - V. Téd. Evidé. Réa. - VI. Ironie. Tuto. - VII. Cassa. Suroit. - VIII. Eit. Rentés. - IX. Rd. Planète. - X. Défenderesse.

VERTICALEMENT
1. Pollicard. - 2. Ruinera. Dé. - 3. Overdose. - 4. Léna. Nalpe (plane). - 5. Or. CEI. FLN. - 6. Nl. Oves. Ad (da). - 7. Guano. Urne. - 8. Arête. Réer. - 9. Téra. Tonte. - 10. Ebrutés. - 11. Omelette. - 12. Naseau. 5AE.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437 ISSN 0305-2097 Imprimeur du Monde 12, rue M. Gumbourg 94882 Ivry cedex. PRINTED IN FRANCE

L'ART EN QUESTION N° 5

En collaboration avec Réunion des Musées Nationaux

L'offrande au Soleil

Le prêtre musicien de Karnak, le crâne rasé et les pieds nus, chante un hymne au Soleil, en s'accompagnant de sa grande harpe cintrée posée à même le sol. Il est agenouillé aux pieds du dieu à tête de faucon, coiffé du disque solaire d'où jaillit le cobra. L'inscription donne le nom du prêtre, le titre et le premier verset de cet hymne : « Adarér Ré à son lever ».

Quel souverain signa l'ordonnance qui permit d'ouvrir, au sein du Musée royal du Louvre, les nouvelles salles d'égyptologie au premier étage de la cour Carrée ?

Charles X

Louis-Philippe I^{er}

Napoléon I^{er}

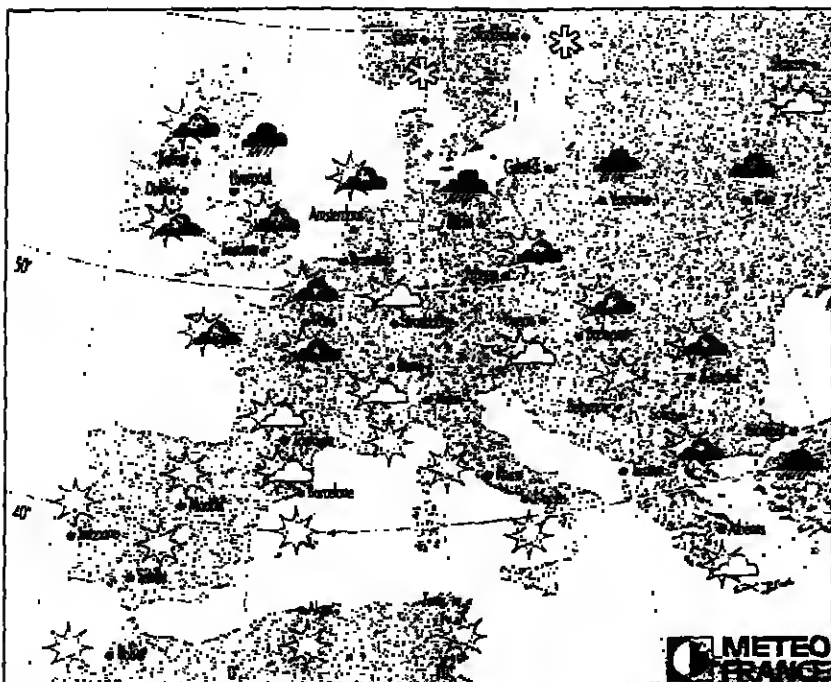
Réponse dans *Le Monde* du 28 février

Solution du jeu numéro 4 (*Le Monde* du 14 février). Emile Zola n'a pas contribué à la souscription qui a permis de faire entrer *Olympia* d'Edmond Manet dans les collections nationales car, écrit-il à Claude Monet, il refuse « de se mettre d'ou-



Stèle du prêtre Djedkhonsouiefankh, Thèbes, 1000-800 avant J.-C. Peinture sur bois Musée du Louvre

SPECTACLES
Réservez vos places de concerts, spectacles, théâtres, expositions... sur Minitel
3615 LEMONDE



Prévisions pour le 21 FÉVRIER vers 12h00

- Ensoleillé (B)
- Éclaircies peu nuageux (N)
- Nuageux, courants d'air (N)
- Brouilles et brouillard (C)
- Très nuageux ou couvert (C)
- Pluie ou bruine (P)
- Averses (P)
- Orages (P)
- Vent fort
- Neige

LE 21 FÉVRIER
Temps/Températures
minima/maxima

FRANCE métropolitaine	
ALACCIO	E/5/16
BIARRITZ	N/8/17
BORDEAUX	N/6/16
BOURG	N/7/12
CAEN	N/6/10
CHERBOURG	N/5/10
CLERMONT-F	N/4/15
DIJON	N/1/12
GRENOBLE	N/0/13
LILLE	N/3/11
LIMOGES	N/4/13
LYON	N/3/13
MARSEILLE	E/5/17
NANCY	N/4/10
NANTES	N/5/13
NICE	E/7/16
PARIS	N/5/12
PAU	N/4/16
PERPIGNAN	E/7/17
RENNES	N/6/13
ST-ETIENNE	N/3/14
STRASBOURG	N/3/9
TOULOUSE	N/6/16
TOURS	N/4/13

FRANCE outre-mer

CAYENNE	P/24/27
FORT-DE-FR.	E/26/27
NOUMEA	N/27/28
PAPEETE	P/26/27
POINTE-A-PIT.	E/25/26
ST-DENIS-REU.	E/25/27

MILAN

MILAN	E/12/18
MOSCOW	N/1/14
NAPLES	E/4/12
OSLO	E/12/13
PALMA DE M.	N/1/16
PRAGUE	E/5/18
ROME	N/1/14
SEVILLE	E/5/18
SOFIA	N/1/12
ST-PETERS.	E/12/13
TENERIFE	E/17/18
VARSOVIE	P/1/16
VIENNE	N/1/14

AMERIQUE

BRASILIA	E/18/28
BUENOS AIRES	E/13/23
CARACAS	N/22/26
CHICAGO	P/1/17
LIMA	E/15/21
LOS ANGELES	E/9/13
MEXICO	E/8/22
MONTREAL	P/1/14
SAN FRANC.	N/7/14
SANTIAGO	E/6/21

Temps doux pour la saison sur l'ensemble des régions

UN ANTICYCLONE centré du sud de la France à la Méditerranée protège notre pays des perturbations atlantiques, qui évolueront plus au nord sur les îles Britanniques. Les vents d'ouest à sud-ouest apportent de la douceur sur l'ensemble des régions.

Bretagne, Pays de la Loire, Basse-Normandie. - Sur la Basse-Normandie, les nuages resteront nombreux une bonne partie de la journée. Le vent de sud-ouest soufflera à 70 km/h en rafales sur les côtes de la Manche. Ailleurs, les éclaircies seront belles le matin, mais le ciel deviendra plus nuageux ensuite. Il fera doux, avec de 12 à 13 degrés l'après-midi.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - En Ile-de-France et Centre, les passages nuageux n'empêcheront pas le soleil de faire de belles apparitions, surtout le matin. Ailleurs, le ciel sera le plus souvent très nuageux. Le vent de sud-ouest soufflera modérément et apportera de la douceur. Il fera de 11 à 13 degrés au meilleur moment de la journée.

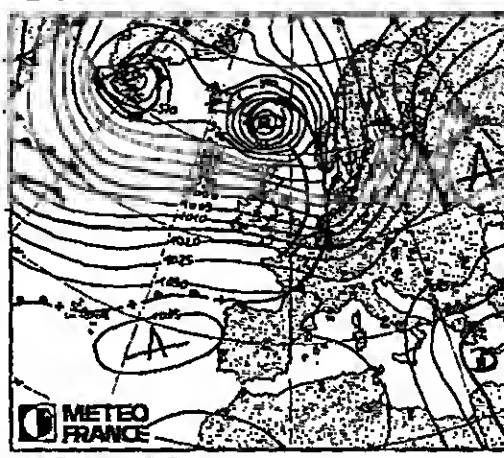
Champagne, Lorraine, Alsace,

LE CARNET DU VOYAGEUR

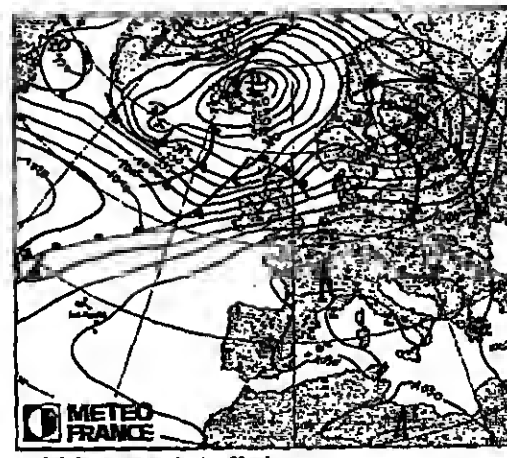
FRANCE. Bison futé a classé le samedi 22 février journée « rouge » sur les routes des régions alpines, qui devraient connaître les plus grosses difficultés de la saison d'hiver en raison des « départs importants et très concentrés » des académies de la zone A et des retours de la zone B.

GRANDE-BRETAGNE. A partir du 1^{er} mars, les membres de l'Executive Club de la compagnie British Airways qui séjourneront dans les hôtels de la chaîne Hyatt bénéficieront d'un kilomètre gratuit supplémentaire.

PEROU. Des inondations et glissements de terrain frappent depuis le 17 février la province d'Abancay, à 1000 km au sud-est de Lima. Les villages de Cochab et Pumamarca ont été « rayés de la carte », selon un député originaire de la région sinistrée. M. Denis Vargas, qui a fait état de plusieurs dizaines de victimes. Des pluies diluviennes s'abattent aussi sur les provinces de Sicuani et de Canchis, et sur le département de Cuzco, à 1600 km au sud-est de Lima. (AFP)



Situation du 20 février



Prévisions pour le 22 février

VENTES

Art indonésien à Drouot

RARES SUR LE MARCHÉ, une centaine d'objets d'art indonésien passeront en vente à Drouot lundi 24 février. Indonésiens dès le début de leur période historique, les îles de Sumatra, Java, Bali, Timor, Bornéo etc., ont vu leur culture spécifique s'épanouir à partir du VII^e siècle. L'hindouïsme et le bouddhisme sont assimilés, le sanscrit est la langue littéraire et sacrée. Java et Sumatra deviennent des centres intellectuels et religieux où des sages chinois et indiens viennent enseigner.

Élevé entre 760 et 830, le temple de Borobudur est un des plus célèbres exemples de l'achèvement de l'art indonésien. De structure complexe inspirée par les diagrammes symboliques du bouddhisme tantrique, ce temple à l'ar-

chitecture unique s'ordonne en cloch galeries concentriques ornées de bas-reliefs illustrant les multiples épisodes de la vie de Bouddha, sculptés dans un style libre et vivant. Une tête de bouddha en andésite, datée du IX^e siècle, présente les caractéristiques de cette période dite « fava central » (vers 650-950) : visage arrondi, yeux mi-clos, paupières légères, nez discret (60 000 à 80 000 francs). De même époque, une tête de Kala, symbole védique du soleil et de la lumière, représentée sous la forme d'un être terrifiant, en andésite également, est estimée 20 000 à 25 000 francs ; une divinité hindouiste 20 000 à 30 000 francs.

Les artistes javanais excellent aussi dans la production de bronzes, abondante tout au long de leur histoire. Provenant de Sumatra, une lampe à huile du XIV^e siècle en bronze à patine de fouille est annoncée 10 000 à 15 000 francs.

Calendrier

● Antiquités
Le Chesnay (Yvelines), centre commercial de Parly 2, jusqu'au samedi 1^{er} mars, lundi, de 11 à 20 heures, du mardi au vendredi, de 11 à 22 heures, samedi de 10 à 20 heures, dimanche, de 11 à 19 heures, 70 expositions, entrée libre.

Dampierre (Yvelines), du vendredi 21 au dimanche 23 février, de 10 à 19 heures, 50 expositions, entrée : 30 francs.

Marignane (Bouches-du-Rhône), tennis couvert du Bolmon, samedi 22 et dimanche 23 février de 9 à 19 heures, 40 expositions, entrée : 15 francs.

Nersac (Charente), salle des fêtes, samedi 22 et dimanche 23 février, de 10 à 19 heures, 50 expositions, entrée : 20 francs.

Béziers (Hérault), parc-expo,

samedi 22 et dimanche 23 février, de 10 à 19 heures, 30 expositions, entrée : 23 francs.

Verdun (Meuse), salle polyvalente de Pré-Féveque, samedi 22 et dimanche 23 février, de 10 à 19 h 30, 50 expositions, entrée : 20 francs.

Hagondange (Moselle), salle Paul-Lamun, samedi 22 et dimanche 23 février de 9 à 19 heures, 60 expositions, entrée : 10 francs.

● Brocantes
Rennes (Ile-et-Vilaine), parc-expo, samedi 22 et dimanche 23 février, 150 expositions.

Cahors (Lot), hall Valentré, samedi 22 et dimanche 23 février, 30 expositions.

Strasbourg (Bas-Rhin), les puces de Wacken, samedi 22 et dimanche 23 février, 150 expositions.

Esblay (Seine-et-Marne), samedi 22 et dimanche 23 février, 80 expositions.

● Collections
Soyaux (Charente), bourse autos, motos, jouets anciens, lycée automobile, samedi 22 et dimanche 23 février.

Cholet (Maine-et-Loire), salon des collectionneurs, parc-expo, La Mellerie, samedi 22 et dimanche 23 février, 50 expositions.

Genas (Rhône), bourse multicollecion, salle Jacques-Angelet, samedi 22 et dimanche 23 février, 60 expositions.

Lyon (Rhône), salon du disque de collection, espace Tête d'Or, samedi 22 février, 30 expositions.

Poitiers (Vienne), salon de l'arme ancienne, parc-expo, samedi 22 et dimanche 23 février, 120 expositions.

CHASSE

Découverte d'un marcassin « à propulsion nucléaire »

LA NATURE nous a appris que les sangliers pouvaient charger. C'est qu'elle ne nous avait pas dit, c'est que certains d'entre eux pouvaient aussi être « chargés ». La preuve en a été donnée récemment aux membres d'une société de chasse de la commune vosgienne de Saint-Jean-d'Ormont, qui se sont livrés à la fin du mois de novembre à une chasse au sanglier. Une dizaine de « cochons » furent tués et un jeune confiné aux services vétérinaires départementaux pour analyse.

La bête des Vosges fut contrôlée positive. Lourde de « chargée ». Non pas de quelques substances chimiques propres à donner du ressort à l'animal, mais, plus gravement, de césium 137, un élément radioactif que l'on n'aime guère voir traîner dans la nature. A en croire les services vétérinaires du département et les spécialistes de l'Office de protection contre les rayonnements ionisants (OPRI), la viande de ce sanglier présentait un taux de radioactivité en césium 137 de 1 300 à 1 700 becquerels par kilo. Un chiffre largement supérieur aux 1 250 becquerels par kilo que la réglementation européenne retient comme niveau maximum acceptable pour la population suite... à un grave accident nucléaire.

La surprise des chasseurs fut grande en découvrant ce césium qui rendait « la viande impropre à la consommation ». Pourtant, comme l'a dit le maire de Saint-Jean-d'Ormont, cela avait commencé comme « une belle partie de chasse ». « J'en avais moi-même tué trois. Aujourd'hui, je comprends pourquoi ils auraient si vite. Ils étaient à propulsion nucléaire », a-t-il conclu un brin ironique.

Une fois passés les remous de cette tarification nucléaire, force revient maintenant aux « chasseurs » de césium et d'autres éléments radioactifs lancés sur le terrain de découvrir les origines du mal. Si, comme le précise le président de l'OPRI, Roland Masse, « cette affaire ne pose pas de problème sanitaire », la localisation des radionucléides qui ont contaminé ce marcassin doit être absolument faite.

Pour Pheure, Roland Masse et

Daniel Robeau, de la direction de la protection à l'Institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSN), mettent plutôt en cause le nuage de Tchernobyl qui, en son temps, a survolé largement le sud-est et l'est de la France, répandant de nombreux radionucléides que la pluie a pu ensuite concentrer sur quelques dizaines de mètres carrés. De telles zones à 100 000, voire 200 000 becquerels par mètre carré, ont été identifiées dans le Mercantour, et personne n'exclut qu'il en existe ailleurs, en particulier dans les Vosges.

La découverte dans les chairs du marcassin d'un autre radio-isotope à vie courte, le césium 134, semblerait, jusqu'à plus ample information, accréditer cette thèse et écarter celle, un moment envisagée, de retombées des essais atmosphériques d'armes nucléaires dans les années 60 ou celle, à vérifier, d'un abandon d'une source radioactive industrielle. A moins que la victime n'ait été contaminée par un de ces maïs à bas prix venus de pays eux-mêmes contaminés, et dont les graines auraient été répandues là pour, en quelque sorte, sédentariser ces animaux qui, par leur comportement naturel, favorisent de telles contaminations, car ils fouillent le sol et dégustent avec appétit des plantes - champignons, baies, etc. - qui, hélas, concentrent aisément ces matières radioactives.

J.-F. A.

■ LOTO : les tirages numéro 15 du Loto effectués mercredi 19 février ont donné les résultats suivants : premier tirage : 10, 19, 20, 24, 37, 47, complémentaire 33. Les rapports pour 6 bons numéros sont de 8 063 965 F ; 5 bons numéros et le complémentaire, 128 585 F ; 5 bons numéros, 7 665 F ; 4 bons numéros, 161 F ; 3 bons numéros, 15 F.

deuxième tirage : 3, 7, 16, 17, 32, 37, complémentaire 36. Les rapports pour 6 bons numéros sont de 5 602 490 F ; 5 bons numéros et le complémentaire, 375 255 F ; 5 bons numéros, 6 255 F ; 4 bons numéros, 126 F ; 3 bons numéros, 13 F.

MAISON GALLET
RECHERCHE TABLEAUX
ANTIENS, MODERNES,
OBJETS D'ART, MEUBLES
ANTIENS, SCULPTURES,
époque ou de style. Estimation
gratuite. Partage de succession.
Déplacements Paris/Province
71, bd Malesherbes
75008 Paris. M¹ St Augustin
01.43.87.36.00

Chaque semaine
retrouvez notre rubrique
"SALONS - ANTIQUITES
- BROCANTES"
Pour vos annonces
contactez le
01.44.43.76.26
(Fax : 01.44.43.77.30)

CULTURE

LE MONDE / VENDREDI 21 FEVRIER 1997

VARIÉTÉS L'histoire de la pop music est jalonnée par des groupes, souvent éphémères, formés par les directions du marketing des plus importants éditeurs de musique. Le

genre a même connu ses lettres de noblesse avec les vedettes de Tamla Motown, dès la fin des années 50. Aujourd'hui, tous les labels ont créé des groupes de jeunes hommes, qui

chantent et dansent des tubes spécialement étudiés pour conquérir les jeunes publics. ● EN FRANCE, seuls les trois compagnons du groupe 2 Be 3 ne paraissent pas s'étonner

de l'incroyable engouement qu'ils suscitent. ● CINQ jeunes filles britanniques, les Spice Girls, sont l'antidote trouvée à cette hégémonie masculine. A ceux qui pourraient croire

qu'elles sont, elles aussi, préfabriquées par des managers peu scrupuleux, elles rétorquent en signant leurs chansons et en affirmant des personnalités singulières.

Les « boys bands », groupes fétiches des adolescentes

L'industrie de la musique pop a de longue date fabriqué des formations éphémères pour chanter des tubes. Aujourd'hui, les « groupes de garçons », surfant sur la vague de la dance music, monopolisent les meilleures ventes de disques

IL SUFFIT d'égrener le classement du Top 50 ou de jeter un oeil à la moindre émission de variétés pour constater l'invasion : Backstreet Boys, Worlds Apart, Boyzone, East 17, G-Squad, 3 T, MN8, Alliage, 2 Be 3... Comme si tous les minets des comédies télévisées pour adolescents pré-pubères s'étaient mis subitement à la chanson, les hit-parades grouillent de « boys bands », ces groupes de beaux garçons chargés d'émouvoir un public de jeunes filles en fleur à coup d'oeillades suggestives, de chorégraphies musclées et de refrains spécialement calibrés par l'industrie du disque. Car ces triomphes - chiffrés en millions de disques vendus - n'ont rien de spontané. Fabriqués de toutes pièces par un show-business bien décidé à maîtriser l'énorme marché adolescent, ces groupes sont les fruits de « casting » méticuleux. Choisis pour leur aptitude à danser, à chanter et à personifier les amoureux modèles d'une jeune génération, les membres des « boys bands » ont appris à donner ce qu'exigeaient d'eux les producteurs, stylistes et chorégraphes appointés par leur maison de disques. Le phénomène est vieux comme la pop. L'histoire de la musique populaire est jalonnée, des Montkees à David Cassidy, des Bay City Rollers aux Rubettes, de stars calibrées par des producteurs et lancées à l'assaut du public adolescent. Le genre a même en

ses lettres de noblesse avec l'usine à hits (Temptations, Jackson 5, Supremes...) de Tamla Motown, fondée à Detroit à la fin des années 50, ou avec les productions (Ronettes, Crystals...) créées par Phil Spector au début des années 60. Le format de groupe en vogue aujourd'hui a été élaboré dans la seconde moitié des années 80 par les créateurs des New Kids on the Block, cinq gamins originaires de Boston recrutés par petites annonces. Chantant des mélodies légères, dansant sur les rythmes du moment (rap, soul, dance), ils imitaient chacun un prototype de boy next door (le romantique, le sportif, le voyou...). Sur ce modèle, l'Angleterre proposa ensuite les groupes Take That puis East 17 qui connurent dans les années 90 un succès tel qu'il mit l'eau à la bouche de toute la profession.

PROFITS ENORMES

Au début de 1996, la séparation de Take That (accompagnée de suicides de fans et d'une chute en Bourse de Berstelman, maison mère de leur compagnie discographique RCA) précipita les offres de remplacement. Aujourd'hui, chaque maison de disques possède son « boys band ». Les profits générés peuvent être énormes. En France, on s'est adapté au phénomène. La filiale française de la compagnie EMI a lancé avec succès les éphémères musclés de 2 Be 3. Glen, la maison de produc-

tion de Gérard Louvin, directeur des variétés de TF1, a auditionné trois cents candidats avant de choisir le quatuor d'Alliage. Souvent, un petit scénario vient crédibiliser la constitution du groupe. Fabrice Nataf, directeur du label Vogue (propriété de BMG), a lui choisi de ne rien cacher de ses secrets de fabrication. Avec jubilation, il ra-

conte comment il a donné naissance à G-Squad, formation vedette des « boys bands » français. « J'ai demandé à une chorégraphe d'organiser un casting. Après avoir vu une soixantaine de candidats, elle m'a présenté en vidéo une vingtaine de sélectionnés. J'en ai choisi cinq en fonction de leurs qualités de danseur, chanteur et de leur apparence physique. J'ai changé leur vrai prénom en Mika, Andrew,

Marlon, Chris et Gerald. J'ai décidé du nom du groupe. Un styliste les a habillés streetwear. Des éditeurs m'ont proposé des chansons. Nous avons enregistré le premier single. Raïda dingue de toi, qui s'est vendu à deux cent mille exemplaires. » Apparemment, le fait d'être manipulé comme des marionnettes ne traumatise pas ces jeunes gens :

« Il n'est pas dit que certains ne réussissent pas en solo. A leurs débuts, Michael Jackson et George Michael ont aussi fait partie de « boys bands ». On reproche aux membres de G-Squad de ne pas utiliser leur vrai prénom ? Mais, que je sache, MC Solaar et Eddy Mitchell sont aussi des pseudonymes. » Sensible à l'air du temps, Fabrice Nataf - comme plusieurs de ses confrères - a décidé de constituer un « girls band » pour exploiter en France le phénomène Spice Girls.

« Quatre petites Black, une Blanche, très mignannes. » Elles s'appellent Baby Norton. Un premier single, On s'enfuit, sortira bientôt. dans un premier temps, plutôt G-Squad que NTM. »

Chaque jour, les vedettes du genre reçoivent plusieurs centaines de lettres de fans capables aussi de vraies poudreries. D'après Zoé, qui travaille depuis plusieurs années à la promotion en France de East 17, « quel que soit le groupe, on retrouve toujours les mêmes filles. Elles peuvent être des centaines. Elles constituent de véritables réseaux qui leur permettent d'être au courant de tous les mouvements des groupes. Quoique nous fassions, elles nous retrouvent toujours. Certaines dépendent des fortunes en taxi pour nous suivre dans Paris. Parfois, elles se regroupent pour se payer une suite dans le même hôtel que le groupe ». Qui ne repousse pas toutes les avances. « Il m'est souvent arrivé de retrouver du monde dans leur chambre, reconnaît Zoé. Un de mes rôles consiste à vérifier qu'il ne s'agit jamais de mineurs. » Car le scandale est le pire ennemi du « boys band ». S'ils ne veulent pas tuer la poule aux oeufs d'or, ces jeunes gens doivent se conformer strictement au rôle de gentils garçons écrit pour eux par leur producteur. Récemment, Brian Harvey, l'un des chanteurs de East 17, a avoué qu'il aimait consommer de l'ecstasy. Devant le tapage médiatique, l'entreprise East 17 l'a licencié sans ménagement.

Stéphane Davet

Un Dance Machine uniquement « boys »

Signe des temps, l'immense kermesse juvénile de Dance Machine consacrera entièrement sa dixième édition à la fine fleur des « boys bands ». Organisée par la chaîne de télévision M6 au Palais omnisports de Bercy, la soirée baptisée « 100 % Boys » devrait accueillir, samedi 22 février, dix-sept mille adolescents, dont une majorité de jennes filles. Sont programmés, en play-back, 2 Be 3, Boyzone, Worlds Apart, East 17, Alliage, 3 T, Mark Owen (ancien Take That), G-Squad, MN8, Poetic Lover et Down Low. Fabriqués par des producteurs suivant les mêmes principes que les tubes de dance music, ces groupes de jennes mâles offrent à leurs fans plus de possibilités d'identification. Si M6 diffusera en différé son « 100 % Boys », le 1^{er} mars, l'événement servira de lancement à la chaîne Fun TV, qui ouvrira son antenne le 22 février sur le satellite.

« Hier, les garçons étaient à Miami, explique Fabrice Nataf. Ils iront au Japon puis à Québec. Beaucoup d'artistes aimeraient être à leur place. Ils sont très conscients de leur situation. Contrairement à beaucoup d'auteurs-compositeurs-interprètes, trop intrigués pour bien vivre leur succès, G-Squad vit sa réussite avec appétit. L'avenir pourrait même être radieux pour eux, quand la mode sera passée :

« Hier, les garçons étaient à Miami, explique Fabrice Nataf. Ils iront au Japon puis à Québec. Beaucoup d'artistes aimeraient être à leur place. Ils sont très conscients de leur situation. Contrairement à beaucoup d'auteurs-compositeurs-interprètes, trop intrigués pour bien vivre leur succès, G-Squad vit sa réussite avec appétit. L'avenir pourrait même être radieux pour eux, quand la mode sera passée :

GÉRER L'ADORATION

Commercialisés comme des barils de lessive, ces groupes connaissent des rythmes de travail effrénés : cours de danse et de chant, marathon promotionnel et séances innombrables de dédicaces constituent leur pain quotidien. Une des tâches les plus pressantes consistent à gérer l'adoration souvent hystérique qu'ils suscitent. Profil du fan type : une jeune fille entre douze et dix-huit ans, d'origine populaire et souvent banlieusarde. D'après Fabrice Nataf, « un psychanalyste expliquait récemment que ces filles orphelines à l'âge où elles savaient qu'elles allaient bientôt quitter leur père. Les premiers garçons vers lesquels elles se tournent doivent ô lui, fois être sexy et rassurants. En clair,

Les Spice Girls font chavirer la pop

IL FALLAIT y penser : à l'hégémonie des « boys bands », les Britanniques ont trouvé la parade. Girl power ! Le pouvoir des filles ! Une formule inimitable puisée en fabriquant leur « girls band », les cinq jeunes Anglaises des Spice Girls sont le phénomène pop du moment.

Plusieurs de leurs exploits figurent dans le livre Guinness des records. Resté en 1996 sept semaines en haut des hit-parades outre-Manche, leur premier single, Wannabe, a fait d'elles « le premier groupe féminin dans le premier simple s'est placé directement à la première place du hit-parade britannique ». Récemment à la onzième place des classements outre-Atlantique, ce même single est devenu « le mieux placé à sa sortie dans les hit-parades américains pour un disque de musique originaire depuis les premiers 45-tours des Beatles ». Depuis, le groupe collectionne les premières places dans vingt-sept pays et une brousse de disques de platine.

Persone n'échappe plus à la question « quelle est votre Spice Girl préférée ? ». Victoria Adams, vingt et un ans, ténébreuse ; Melanie Jayne Chisolm, dite « Mel C », vingt ans, garçon manqué, fan de football, originaire de Liverpool ; Emma Lee Bunton, vingt et un ans, blonde espiègle, adorée des timides ; Melanie Brown, dite « Mel B », vingt et un ans, métisse fan de rap, la plus extravertie de la bande ; Geri Estelle Halliwell, vingt-quatre ans, dite « Sexy Spice », la scandaluse qui posa nue avant de se mettre à chanter. Sur le papier, elles semblent le fruit du coup de génie d'un renard du show-business.

NOUVEAU MENTOR

Mais les Spice Girls pimentent leur histoire d'un scénario original. Jeunes filles, elles rêvaient de réussir dans le monde du spectacle et répondaient aux annonces d'auditions. Certaines obtiendront d'ailleurs des petits rôles... A force de fréquenter le même circuit, elles finissent par bien se connaître.

Un jour, sans se concerter, elles répondent à la même annonce parue dans The Stage. Un producteur, Chris Herbert, rêve de s'attaquer au marché des adolescentes, tenu jusque-là par des groupes mas-



DESIGN NATAF FORTIER

culins. Ce casting les réunira. Sous l'autorité dictatoriale de leur manager, elles répètent jusqu'à saturation. La légende dit que les cinq filles décident de plaquer alors leur pygmalion pour s'isoler dans une maison près de Londres, où elles élaboreront leur plan d'attaque. « Signées » par Virgin, elles choisissent un nouveau mentor, Simon Fuller, le manager d'Amie LeMox. Des producteurs et compositeurs spécialistes de la pop soul la plus commerciale donnent un sérieux coup de main à la bande, qui cosigne tous les titres de son album. Savoir comment des apprentis chanteuses, sans aucune connaissance musicale, peuvent avoir participé à la composition d'une telle pléiade de tubes reste un mystère. Joyeux mélange de peeps et de mélodies sucrées, Spice est en tout cas un album supérieur à ses concurrents masculins.

Les filles jouent à fond le gimmick de leur indépendance. Elles doivent leur popularité à leur image de femmes déterminées autant qu'à leurs chansons. Récemment, « Mel C » déclarait qu'« être féministe dans les années 90 n'empêche pas de porter du mascara et des talons hauts ». Probablement, les Spice Girls entameront le tournage d'un film, mi-fiction mi-documentaire, où devraient apparaître une kyrielle de vedettes boyhoodiennes. Bien décidées à exploiter le filon jusqu'au bout, elles ne changeront pas de ligne directrice.

Parfois, le vernis se craquelle. Il y a quelques semaines, la déclara-

tion d'amour de Geri à l'attention de Margaret Thatcher (« Une vraie Spice Girl en chef ») a provoqué le courroux de ses partenaires et la fin d'une lune de miel avec le milieu « branché ». Jarvis Cocker, leader du groupe Pulp et porte-parole acerbe d'une certaine élite rock, ne rétorqua-t-il pas que « Margaret Thatcher et les Spice Girls étaient les pires choses qui soient arrivées à l'Angleterre depuis vingt ans » ?

S. D.

Trois garçons dans le vent

DEVANÇANT le scepticisme de son interlocuteur, Philip fait mine de refuser le qualificatif de « boys band » qui semble si bien coller à la peau de 2 Be 3 (prononcer « two be three » ou « to be free », « être libre »). « Nous n'avons rien à voir avec ces groupes préfabriqués. Nous nous connaissons depuis douze ans, 2 Be 3 en tant que tel existe depuis six ans. « Boys band », je veux bien, mais alors dans le sens où les Beatles étaient aussi un groupe de garçons ! Il n'y a pas de main morte... »

On a un peu de mal à le croire tant ce trio affiche les signes extérieurs du groupe monté par une maison de disques pour affoler les minettes. A toute occasion, Franck, âgé de vingt-deux ans, blond aux yeux bleus, Philip, vingt-trois ans, brun aux yeux verts, et Adel, vingt et un ans, homme du Grand Sud à la peau mate, aiment montrer leur torse de jennes Chippendales de la dance music.

Le succès de leur single, Partir un jour (écoulé à plus de 350 000 exemplaires) et de l'album du même nom (72 000 exemplaires vendus en une semaine) doit autant à leur performance physique qu'à une série de chansons sim-

ples recyclant gentiment les clichés des musiques de club.

N'hésitant pas à présenter leur passeport pour qu'on vérifie l'authenticité de leurs prénoms, fournissant les preuves vidéo de leur amitié d'enfance, ils finissent par convaincre de la crédibilité de leur conte de fées. N'a-t-il pas récemment fourni matière à l'émission « Tout est possible » de TF1.

UN CONCEPT

Sans être sûr qu'il s'agisse d'un trio de véritables chanteurs, on admettra qu'ils dansent ensemble depuis un bout de temps. « Très jeunes, nous nous sommes passionnés pour le hip-hop et toutes les formes de street dance, explique Franck. Nous participions aux activités de la MIC de Brétigny-sur-Orge dans le cadre d'une association de lutte contre la délinquance. »

Ils seront aussi réunis par leur passion pour le sport. Franck s'affirme champion de viet-vo-dao, Philip a été champion de France de gymnastique par équipe (Nationale 2). Touche-à-tout, Adel s'est surtout consacré à la danse. Tout en terminant sagement leurs études, ils mettent au point un spectacle qu'ils présenteront dans

plusieurs discothèques. La vogue de la dance music, sa valorisation du look et des performances athlétiques leur donneront envie d'élargir leur créneau.

C'est à cette époque que Laurent Mangano, directeur artistique chez EMI, cherche à produire un boys band. Le trio répond à l'appel de casting et se fait engager dans son intégralité. Une parolière, Pénélope Marcellin, apparemment amie du groupe, et deux producteurs, Laurent Marinbert et Nicolas Varak, façonneront ensuite en studio le concept 2 Be 3 qui touchera le gros lot.

Emervillés par la déferlante qu'ils ont déclenchée (près de cinq cents lettres reçues par jour), les trois copains de Longjumeau bégayent leur discours sur l'amitié sans faille, la simplicité naturelle et l'hétérosexualité. « Ce n'est pas parce qu'on a un torse bronzé et des abdos qu'on est homo... Cela dit, on est ravi de plaire aussi aux hommes. » Et, pour mettre fin aux rumeurs qui prétendent que ce ne sont pas eux qui chantent, le trio travaille ses vocalises avec un professeur avant le deuxième album.

S. D.

Ouvrez les portes du Grand Palais



En 1997, avec la carte Sesame,

- évitez la file d'attente,
- visitez gratuitement toutes les expositions présentées aux Galeries nationales du Grand Palais
- aussi souvent qu'il vous plaira
- avec l'invité de votre choix... pour 500 F.

Renseignements et abonnements
au 01 44 13 17 47

L'Amérique de l'apocalypse nucléaire dans l'objectif de Robert Adams

Le photographe présente à Saint-Etienne une série mythique de clichés

OUR LIVES AND OUR CHILDREN. Musée d'art moderne, La Terrasse, 42270 Saint-Etienne. Tél. : 04-77-79-52-52. Tous les jours, de 10 heures à 18 heures, jusqu'au 23 mars.

SAINT-ETIENNE
de notre envoyé spécial
Soixante-quatre images exactement, des petits formats en noir et blanc, apparemment gris et anodins, à « lire » dans une chronologie précise, constituent un des chefs-d'œuvre de la photographie. A tirer des larmes. *Our Lives and our Children* (nos vies et nos enfants) est une série réalisée en 1970 par le photographe américain Robert Adams. Montrée une première fois dans l'exposition « Passage de l'image », au Centre Pompidou, elle se développe aujourd'hui sur les cimaises du Musée d'art moderne de Saint-Etienne.

Robert Adams, soixante ans, vit dans les montagnes Rocheuses du Colorado, au cœur des Etats-Unis. A seize kilomètres de Denver (470 000 habitants) a été implantée l'usine d'armement atomique de Rocky Flats. Plusieurs incendies se sont produits, à partir de 1957. « L'un des premiers incendies a laissé échapper une quantité inconnue de plutonium suspendu en fumée », écrit Robert Adams. Des taux anormaux de cancers et de malformations congénitales ont depuis été décelés parmi les habitants des banlieues du nord-ouest de Denver. Lors de l'incendie de 1969, soit un an avant les prises de vue, les pompiers ont dû re-

courir à l'eau, « pratique interdite parce que susceptible d'entraîner une réaction nucléaire en chaîne ». Voilà pour le contexte. Robert Adams est un artiste qui se demande comment le décor naturel américain a été dénaturé par la vie moderne. Jusqu'à la série *Our Lives and our Children* - titre d'un livre épuisé (Aperture, 1983) - ses paysages étaient contemplatifs et vides. Ici, il use de l'instantané pour montrer directement des gens, des enfants, des familles, tous photographiés autour d'un supermarché situé dans une banlieue de Denver, proche de l'usine.

ACCUMULATION DE REGARDS
La série est rythmée en six temps qui vont de simples gestes de consommation et de vie, comme ils peuvent se répéter partout, à l'apocalypse. Les visages et les corps sont identifiables et anonymes, tous pris en extérieurs, dans un univers urbain normalisé : des enfants seuls ou dans les bras de leur mère, une femme avec son chien, une famille au pique-nique, des passants avec leur caddy, un couple enlacé, et beaucoup de citadins en train de marcher. Progressivement, le spectateur ressent un repli sur soi porté par des gestes quasi primitifs de protection ou de tendresse. La tension est accentuée par la frénésie des sujets à vouloir sortir du cadre, à avancer. Comme si tous, dans ces instantanés de corps suspendus et parfois un peu flous, cherchaient à fuir une sorte de catastrophe finale.

Dans les dernières images, le

chaos se produit. Non sous la forme d'un nuage radioactif - ce travail n'a rien à voir avec du reportage - mais plutôt d'une allégorie de la catastrophe : les enfants entourent un peu plus leur mère, se protègent comme ils peuvent, les visages se transforment en masques portant les stigmates de la souffrance et de la mort. Il n'y a plus de décor ou de ville. Juste des faces livrées au ciel pollué.

Comment montrer l'horreur invisible ? Les photojournalistes recourent à l'illustration. Ils portent leur objectif sur un fait ou ses conséquences avec, pour ressorts, le spectaculaire ou la sentimentalité afin de susciter de la compassion chez le spectateur. La référence en la matière reste l'essai qu'Eugene Smith a consacré aux victimes de la pollution au mercure, à Minamata au Japon. Robert Adams est allé plus loin. Dans le paradoxe, prodigieusement saisi, d'une population qui incarne l'Amérique de la consommation et, à ce titre, porte atteinte à son environnement, mais qui, ici, devient la victime de son attitude consumériste.

Pour fixer un monde voué à l'explosion, Robert Adams use de la série. L'accumulation de regards, la répétition des gestes, la façon dont le ciel - par où viendra l'apocalypse - prend le pas sur le décor, cette lente progression du banal au drame transfigure la description pour annoncer un cataclysme qu'on ne voit pas. Les tirages d'une tonalité pâle, les lumières aveuglantes, le soleil de plomb - autant d'éléments sym-



L'une des soixante-quatre images de la série « Our Lives and our Children » (« Nos vies et nos enfants ») réalisée en 1970.

boliques du nuage radioactif - accentuent le portrait d'une communauté vouée à l'effacement.

L'œuvre de Robert Adams va bien au-delà de la lecture écologiste à laquelle on l'a trop souvent réduite. Ses écrits remarquables dans lesquels il se présente en défenseur des « valeurs traditionnelles » (*Essais sur le beau en photographie*, Fanlac, 1996) et ses photographies de paysage ont permis à certains de le taxer d'académisme, de passéisme, voire de religiosité. Robert Adams utilise la tradition du paysage comme repère à partir duquel il a développé une œuvre visionnaire : traduire, au moyen du style documentaire, en partant de l'objectivité des faits et des choses, la décomposition d'une époque qu'il considère comme « apocalyptique ».

Michel Guerrin

Le Festival de cinéma de Berlin entre désert et violences urbaines

BERLIN
de notre envoyé spécial
Le *Patient anglais*, de Anthony Minghella, et *Le jour et la nuit*, de Bernard-Henri Lévy, ont créé l'événement au Festival de Berlin, pour des raisons tout à fait appposées. Sans doute dépassés par l'ampleur du film de Bernard-Henri Lévy, les organisateurs du festival ont dû faire face, lundi 17 février, en dernière minute, à une délégation de trente-trois personnes venues spécialement assister à la présentation du film. Parmi elles, Alain Delon, Lauren Bacall, Arielle Dombasle, Francisco Rabal et le ministre de la culture, Philippe Douste-Blazy.

Le lendemain de la projection officielle, le quotidien allemand *Der Tage Spiegel* ironisait sur ce chantage qui accompagnait Bernard-Henri Lévy et se demandait comment son film avait pu attirer en sélection officielle, parlant d'« un ratage en première mondiale, pour les organisateurs comme pour le metteur en scène ». *Le jour et la nuit* avait déjà été très mal accueilli par les journalistes lors de la projection de presse, la veille de sa présentation

officielle qui s'est révélée tout aussi houleuse (*Le Monde* du 19 février). Seule la scène finale, où le personnage interprété par Delon meurt dans sa montagne, a été appréciée à sa juste valeur, et donc saluée par une salve d'applaudissements. Il est vrai qu'elle signifiait la fin d'un film interminable.

Le Patient anglais n'aura pas généré autant de rires. Précédé d'un accueil critique enthousiaste aux Etats-Unis, et bien parti pour remporter l'Oscar du meilleur film, on pouvait beaucoup attendre du film de Anthony Minghella. Adapté de *L'homme flambé*, de Michael Ondaatje, *Le Patient anglais* raconte l'histoire d'un homme retrouvé brûlé vif dans le désert du Sahara au moment où la seconde guerre mondiale touche à sa fin, après que son avion a été abattu. Une jeune infirmière (remarquablement interprétée par Juliette Binoche) prend en affection ce malade en phase terminale et s'installe avec lui, quelque part en Italie, dans une villa transformée en hôpital militaire. Ce patient anglais va peu à peu laisser apparaître les différentes traces de son passé, détruit par sa passion pour une femme rencontrée au Caire, à la veille de la guerre.

Anthony Minghella fait clairement référence à Lawrence d'Arabie et au *Docteur Jivago*, en essayant d'ancrer le plus possible ses personnages dans une immensité désertique comme pour mieux montrer leur impuissance à maîtriser le destin, avec le même goût que David Lean pour les histoires d'amour impossibles (la scène de la grappe où Ralph Fiennes aban-

donne momentanément Kristin Scott-Thomas rappelle celle de la maison de glace dans *Le Docteur Jivago*).

SCÉNARIO ÉPIQUE
Malheureusement, Minghella n'arrive pas à accrocher l'attention du spectateur avec la même force que David Lean. Non que les quatre personnages principaux du *Patient anglais* ne soient pas à la hauteur - le quatuor Binoche, Fiennes, Scott-Thomas, William Dafoe est l'un des plus intéressants que l'on ait pu voir au cinéma depuis longtemps -, mais la faiblesse de ce film intéressant réside dans ses personnages secondaires, presque tous inconsistants, ce qui fait que les acteurs donnent toujours l'impression d'évoluer dans un cadre trop vaste pour eux. En ne tirant pas tout le parti d'un scénario épique, Minghella livre un film assommant.

Dans les sections parallèles, le Panorama Spécial et le Panorama Art et Essai, était montrée une série de films américains indépendants, *Silver to the Underground*, de Kristine Peterson, *Chocolate Babes*, de Stephen Winter, *All over me*, de Alex Sichel, et *Arresting Genie*, de Hannah Weyer, qui tournaient tous autour d'une jeunesse désorientée,

Samuel Blumenfeld

Les grands musées nationaux exposeront les MNR à la mi-avril

LE MINISTRE DE LA CULTURE, Philippe Douste-Blazy, a annoncé, mercredi 19 février, sur l'antenne de France-Culture l'exposition prochaine des « œuvres récupérées » (MNR) après la guerre par les musées nationaux à des fins d'identification. « Chacun des grands musées nationaux dépositaires des œuvres récupérées organisera, à partir de la mi-avril, une exposition temporaire de ces MNR pour permettre aux éventuels ayants droit de les identifier », a déclaré le ministre. Cette décision concerne essentiellement le Musée du Louvre, le Musée d'Orsay, le Musée national de céramique de Sèvres et le Musée national d'art moderne du Centre Pompidou. Celui-ci avait déjà annoncé qu'il exposerait trente-neuf œuvres à partir du 9 avril (*Le Monde* du 19 février). M. Douste-Blazy a indiqué qu'un projet de loi pour une ouverture plus rapide des archives pourrait être présenté « pour le printemps ». « Il faut complètement assumer cette période noire de la France », a-t-il remarqué, évoquant la période de Vichy et la loi actuelle qui ne permet l'ouverture des archives qu'au bout de cinquante ans.

■ CHATEAUVAUX : le conseil d'administration du Théâtre national de la danse et de l'image (TNDI) de Chateaufort, initialement prévu vendredi 21 février pour examiner les candidatures au poste de directeur artistique, a été reporté au 7 mars. Le 14 février, le préfet du Var, Jean-Charles Marchiani, avait demandé à l'administrateur judiciaire du TNDI le report de ce conseil qui devait désigner le successeur de Gérard Paquet, licencié à la demande du maire (FN) de Toulon, Jean-Marie Le Chevallier.

danse

biennale

20 et 21 février 21h
Arisaka (Ce Aquas-Gala) & Isabelle et Florence Lafitte (duo des parois)
"Néga/cible B.D" (travail)
01 45 60 79 05
PREMIER DE JURY
Arc-en-ciel

LES RENDEZ-VOUS CHORÉGRAPHIQUES DE SCEAUX

A. PRELJOCAJ
Roméo et Juliette
21 et 22 fév. - 20h45 / 23 fév. - 17h

T. VERGES
Salto mortal
28 fév. et 1^{er} mars - 20h45

M. MARIN
Aujourd'hui peut-être
4 mars - 20h45

M. MARIN
May B
8 mars - 20h45

J. BOUVIER/R. OBADIA
Les Chiens
première en région parisienne
21 et 22 mars - 20h45

J. NADJ
Le Cri du Caméléon
24, 25 et 26 mars - 20h45

LES GEMEAUX / SCÈNE NATIONALE
01 46 61 36 67

L'ŒUVRE

DIMANCHE PROCHAIN

de **PIERRE CHARRAS**
mise en scène **GÉRARD MARO**

CLAUDE GIRAUD
YVES PIGNOT - ANHNICK ROUX - ALEXIS HETZER - SYLVIE FEIT

LE MARDI A L'ŒUVRE - TARIF UNIQUE 80€

01 44 53 88 88

cité de la musique

carte blanche aux

Rita Mitsouko

et aux

Fabulous Trobadors

21, 22 et 23 février

Porte de Pantin

réservations

01 44 84 44 84

Théâtre Gérard Philipe de Saint-Denis - CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL

TEP Du 3 février au 16 mars 97

Mise en scène
Claude Régy

Maeterlinck
La mort de Tintagiles

RESERVATION
01 48 13 70 00

FREE A PARIS

... (textes illisibles) ...

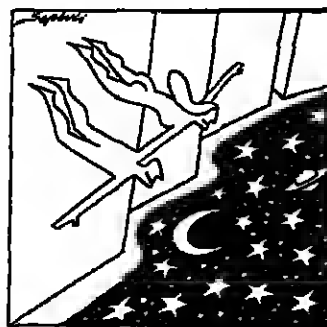
EXCLUSIVITÉS

... (textes illisibles) ...

Chansons à la Cité de la musique

Carte blanche aux Rita Mitsouko et aux Fabulous Trobadors

LA PLACE unique occupée par les Rita Mitsouko dans le paysage musical tient, entre autres, à leur façon de croiser et rassembler les tendances avant-gardistes du rock et de l'héritage de la chanson populaire. Après avoir poussé loin des recherches rythmiques liées aux musiques électroniques américaines et à la techno, Catherine Ringer et Fred Chichin ont entrepris de mettre en valeur les mots et les ambiances acoustiques. Entourés de neuf instrumentistes, dont un trio à cordes, les Rita réorchestrent d'anciens succès et présenteront de nouvelles chansons. Leurs invités (Bianca Li, Marianne Mathews, Solo) sont dédiés à se risquer hors des sentiers



battus. Le même exercice sera demandé au duo toulousain des Fabulous Trobadors, rappeurs-troubadours occitans qui, avec leur voix et leurs tambourins, philosophent sur le quotidien et la citoyenneté régionale. A leurs côtés, des personnalités du hip-hop et des musiques traditionnelles comme Dee Nasty, Garbar Empega, Nenat ou Baa.

★ Cité de la musique, 221, avenue Jean-Jaures, Paris 19^e. M^o Porte-de-Pantin. Rita Mitsouko : 20 heures, les 21 et 22 ; 16 h 30, le 23. Fabulous Trobadors : 22 h 30, les 21 et 22 ; 15 heures, le 23. Tél. : 01-44-84-44-84. De 100 F à 160 F.

UNE SOIRÉE À PARIS

Régis Gizavo
L'accordéon fureteur et la voix ample, il interprète des compositions émouvantes ou réjouissantes, inspirées du répertoire traditionnel de sa région natale, située au sud de Madagascar. Accompagné du percussionniste argentin Minito Garay, il présente sur scène son album *Miké* (Indigo) et reçoit le guitariste Solo Razasindroko, qui joue avec Miazina Makaba, et Jean-François Bernadini, du groupe I Muvrini. *Hot Brass*, 21, avenue Jean-Jaures, Paris 19^e. M^o Porte-de-Pantin. 20 h 30, le 20. Tél. : 01-42-00-14-14. 80 F.
Catherine Diverx
Catherine Diverx ouvre la 9^e édition de la Biennale du Val-de-Marne : on ne peut faire meilleur choix. La pièce s'appelle *Stances*, composée d'une partie pour neuf danseurs et d'un solo dansé par la chorégraphe. La promesse d'une soirée remarquable. Le 20, la soirée est dédiée à la lutte contre le sida (80 F).
Villejuif (94). Théâtre Romain-Rolland, 18, rue

Emile-Marlin.
M^o Paul-Vaillant-Couturier. 20 h 30, les 20, 21 et 22. Tél. : 01-49-58-17-17. 100 F et 160 F.
Quatuor Alban Berg
Les Berg n'ont pas attendu l'année Schubert pour explorer ses quatuors à cordes. Ils en sont des interprètes idéaux. *Quatuors à cordes D 887 et D 810 « la Jeune Fille et la mort »*.
Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8^e. M^o Alma-Marceau. 20 h 30, le 20. Tél. : 01-49-52-50-50. De 60 F à 290 F.
Trio Nueva Finlandia
Les liens avec le jazz finlandais se resserrent. Des formations françaises étaient au festival de Tampere, des tournées s'organisent sur l'idée d'échange. A l'Institut finlandais, le Trio Nueva Finlandia, précédé d'une bonne réputation, pourrait attirer des amateurs de découvertes.
Institut finlandais, 60, rue des Ecoles, Paris 5^e. M^o Odéon. Chury, Saint-Michel. 20 h 30, le 21 ; 21 heures, le 22. Tél. : 01-40-51-89-09. Entrée libre.

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS
LA COLLINE OUBLIÉE
Film franco-algérien d'Abderrahmane Bouguermoul, avec Djamilia Amzal, Mohamed Chabane, Samira Abtout, Abderrahmane Kamal, Abderrahmane Oudiane, Farouk Hadjoudj (1 h 45).
VO : 14-Juillet Beaubourg, 3^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; Elysées Lincoln, 8^e (01-43-59-36-14) ; Sept Parissiens, 14^e (01-43-20-32-20).
CRÉATURES FÉROCES
Film américain de Robert Young, Fred Schepisi, avec John Cusack, Jamie Lee Curtis, Kevin Kline, Michael Palin, Ronnie Corbett, Carey Lowell (1 h 33).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{re} ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6^e (01-43-25-59-83) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Gaumont Ambassade, dolby, 8^e (01-43-59-19-08) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; Gaumont Opéra Français, 9^e (01-47-70-33-88) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13^e (01-47-07-55-88) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Sept Parissiens, dolby, 14^e (01-43-20-32-20) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (01-45-75-79-79) ; Majestic Pasty, 16^e (01-42-24-46-24) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Pathe Wepler, dolby, 18^e (réservation : 01-40-30-20-10).
LARRY FLYNT
Film américain de Miles Forman, avec Woody Harrelson, Courtney Love, Edward Norton, Brett Harrelson, Donna Hanover, James Cromwell (2 h 10).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{re} ; 14-Juillet Beaubourg, 3^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Odéon, dolby, 6^e ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 8^e (01-43-59-04-67) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; UGC Opéra, dolby, 9^e ; La Bastille, dolby, 11^e (01-43-07-48-60) ; UGC Gobelins, 13^e ; Gaumont Ambassade, dolby, 14^e (01-43-27-46-50) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Sept Parissiens, dolby, 14^e (01-43-20-32-20) ; UGC Maillo, 17^e ; Pathe Wepler, dolby, 18^e (réservation : 01-40-30-20-10).
LEVEL FIVE
Film français de Chris Marker, avec Catherine Bellodjia, la participation de Nagisa Oshima, Kenji Tokitsu, Junichi Ushiyama (1 h 46).
Gaumont les Halles, dolby, 1^{re} (01-40-39-59-40) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Le Saint-Germain-des-Près, Julie G. de Beauregard, 6^e (01-42-22-87-23) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Le Balzac, 8^e (01-45-61-10-60).
MACADAM TRIBU
Film franco-zaïrois-portugais de José Laplaine, avec Lydia Ewandé, Hassane Kouyaté, Sidy Camara, Assitou Kante, Gabriel Magma Konaté, Maimouna Hélène Diarra (1 h 27).

VO : Espace Saint-Michel, 5^e (01-44-07-20-49).
1971
Film britannique de Ken McMullen, avec Ana Padrao, Roshan Seth, John Lynch, Jack Cliff, Maria de Meideros, Dominique Pinon (1 h 30).
VO : Action Christine, 6^e (01-43-29-11-30).
SELECT HOTEL (**)
Film français de Laurent Bouhnik, avec Julie Gayet, Jean-Michel Fête, Serge Blumental, Marc Andreoni, Sabine Bail, Eric Aubrun (1 h 25).
Gaumont Opéra Impériale, 2^e (01-47-70-33-88) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6^e (01-46-33-79-38) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Gaumont Ambassade, dolby, 8^e (01-43-59-19-08) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11^e (01-43-57-90-81) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Bienvenue Montparnasse, dolby, 15^e (01-39-17-10-03) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; 14-Juillet-sur-Seine, dolby, 19^e (réservation : 01-40-30-20-10).
TIETA DO BRASIL
Film brésilien de Carlos Olegues, avec Sonia Braga, Marília Pêra, Chico Anysio, Claudia Abreu, Zézé Motta (1 h 55).
VO : Latine, 4^e (01-42-78-47-86) ; 14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6^e (01-46-33-79-38) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Ecuriel, dolby, 13^e (01-47-07-28-04) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Sept Parissiens, 14^e (01-43-20-32-20) ; 14-Juillet-sur-Seine, dolby, 19^e (réservation : 01-40-30-20-10).
UN BEAU JOUR
Film américain de Michael Hoffman, avec Michelle Pfeiffer, George Clooney, Mae Whitman, Alex O. Linz, Charles Ourning, Jon Robin Baiz (1 h 48).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{re} ; UGC Rotonde, dolby, 6^e ; UGC Carillon, dolby, 8^e ; Gaumont Marignan, dolby, 8^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; George-V, dolby, 8^e ; UGC Opéra, dolby, 9^e ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13^e (01-45-80-77-00) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (01-45-75-79-79) ; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 01-40-30-20-10).
EXCLUSIVITÉS
L'AMOUR EST À RÉVENDRE (**)
Où films courts
Français (35 mm).
14-Juillet Beaubourg, 3^e (réservation : 01-40-30-20-10).
AU LOIN S'EN VONT LES NUAGES
d'Alki Kaurismäki, avec Kari Uutinen, Kari Väänänen, Eino Salo, Sakari Kuosmanen, Markku Peltola, Matti Oksanen.
Finlandais (1 h 36).
VO : Saint-André-des-Arts 1, 6^e (01-43-26-49-18) ; Oerfret, dolby, 14^e (01-43-

ART

Une sélection des vernissages et des expositions

VERNISSAGES

Années 30 en Europe, 1929-1939
Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris 16^e. M^o Léna, Alma-Marceau. Tél. : 01-53-67-40-00. De 10 heures à 17 h 30 ; samedi et dimanche jusqu'à 18 h 45. Fermé lundi. Du 22 février au 25 mai. 50 F.
Hannah Collins
Centre national de la photographie, hôtel Salomon de Rothschild, 11, rue Beryeres, Paris 8^e. M^o Étoile, George-V, Ternes. Tél. : 01-53-76-12-32. De 12 heures à 19 heures. Fermé mardi. Du 26 février au 5 mai. 30 F.
Auguste Praxh, 1809-1879, sculpteur romantique
Musée d'Orsay, 1, rue de la Harpe, Paris 5^e. M^o Saint-Sulpice, Luxembourg. Tél. : 01-42-34-25-95. De 13 heures à 19 heures ; nocturne jeudi jusqu'à 20 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 16 mars. 31 F.
Ologues de l'ombre
Espace Electra, Fondation Electra de France, 6, rue Recamier, Paris 7^e. M^o Sevres-Babylone. Tél. : 01-42-84-23-60. De 11 h 30 à 18 h 30. Fermé lundi. Jusqu'au 6 avril. 20 F.
La Offence
Musée national des Arts et Traditions populaires, 6, avenue du Mahatma-Gandhi, Paris 16^e. M^o Sablon. Tél. : 01-44-77-00-00. De 10 h 30 à 17 h 15. Fermé mardi. Jusqu'au 7 avril. 23 F.
L'Empreinte
Centre Georges-Pompidou, galerie Sud, Centre Georges-Pompidou, Paris 4^e. M^o Rambuteau. Tél. : 01-44-76-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 12 mai. 27 F.
Face à l'histoire (1993-1996)
Centre Georges-Pompidou, grande galerie (5^e étage), galerie Nord, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. M^o Rambuteau. Tél. : 01-44-76-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 7 avril. 45 F.
Figures d'extase, art baroque en Colombie
Hôtel de la Monnaie, 11, quai Conti, Paris 1^{er}. M^o Odéon, Saint-Michel, Pont-Neuf. Tél. : 01-40-46-55-35. De 11 heures à 19 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 16 mars. 35 F.
Dominique Gauthier
Les Filles du Calvaire, art contemporain, 17, rue des Filles-du-Calvaire, Paris 3^e. M^o Filles-du-Calvaire. Tél. : 01-42-74-47-05. De 11 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 8 mars. Entrée libre.
Thomas Hirschhorn
Galerie Chantal Crousel, 40, rue Quincampoix, Paris 4^e. M^o Rambuteau. Tél. : 01-42-77-38-87. De 11 heures à 19 heures et de 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 8 mars. Entrée libre.
Hommage à Sugai (1919-1996)
Galerie Fall, 127, rue Vieille-du-Temple, Paris 3^e. M^o Filles-du-Calvaire. Tél. : 01-44-78-07-64. De 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 h 30. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 15 mars. Entrée libre.
Musée Cernuschi, 7, avenue Velasquez, Paris 8^e. M^o Monceau, Villiers, bus 30. Tél. : 01-45-63-50-75. De 10 heures à 17 h 40. Fermé lundi. Jusqu'au 17 mai. 30 F.
Jean Kermarrec, Robert Bourdieu
Galerie Baudouin Lezon, 38, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, Paris 4^e. M^o Hôtel-de-Ville. Tél. : 01-42-72-09-10.

Chapon, Paris 3^e. M^o Arts-et-Métiers. Tél. : 01-42-77-19-61. De 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 1^{er} mars. Entrée libre.
Leonard de Vinci, le Codex Leicester, Part de la science
Musée du Luxembourg, 19, rue de Valenciennes, Paris 6^e. M^o Saint-Sulpice, Luxembourg. Tél. : 01-42-34-25-95. De 13 heures à 19 heures ; nocturne jeudi jusqu'à 20 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 16 mars. 31 F.
Ologues de l'ombre
Espace Electra, Fondation Electra de France, 6, rue Recamier, Paris 7^e. M^o Sevres-Babylone. Tél. : 01-42-84-23-60. De 11 h 30 à 18 h 30. Fermé lundi. Jusqu'au 6 avril. 20 F.
La Offence
Musée national des Arts et Traditions populaires, 6, avenue du Mahatma-Gandhi, Paris 16^e. M^o Sablon. Tél. : 01-44-77-00-00. De 10 h 30 à 17 h 15. Fermé mardi. Jusqu'au 7 avril. 23 F.
L'Empreinte
Centre Georges-Pompidou, galerie Sud, Centre Georges-Pompidou, Paris 4^e. M^o Rambuteau. Tél. : 01-44-76-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 12 mai. 27 F.
Face à l'histoire (1993-1996)
Centre Georges-Pompidou, grande galerie (5^e étage), galerie Nord, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. M^o Rambuteau. Tél. : 01-44-76-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 7 avril. 45 F.
Figures d'extase, art baroque en Colombie
Hôtel de la Monnaie, 11, quai Conti, Paris 1^{er}. M^o Odéon, Saint-Michel, Pont-Neuf. Tél. : 01-40-46-55-35. De 11 heures à 19 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 16 mars. 35 F.
Dominique Gauthier
Les Filles du Calvaire, art contemporain, 17, rue des Filles-du-Calvaire, Paris 3^e. M^o Filles-du-Calvaire. Tél. : 01-42-74-47-05. De 11 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 8 mars. Entrée libre.
Thomas Hirschhorn
Galerie Chantal Crousel, 40, rue Quincampoix, Paris 4^e. M^o Rambuteau. Tél. : 01-42-77-38-87. De 11 heures à 19 heures et de 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 8 mars. Entrée libre.
Hommage à Sugai (1919-1996)
Galerie Fall, 127, rue Vieille-du-Temple, Paris 3^e. M^o Filles-du-Calvaire. Tél. : 01-44-78-07-64. De 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 h 30. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 15 mars. Entrée libre.
Musée Cernuschi, 7, avenue Velasquez, Paris 8^e. M^o Monceau, Villiers, bus 30. Tél. : 01-45-63-50-75. De 10 heures à 17 h 40. Fermé lundi. Jusqu'au 17 mai. 30 F.
Jean Kermarrec, Robert Bourdieu
Galerie Baudouin Lezon, 38, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, Paris 4^e. M^o Hôtel-de-Ville. Tél. : 01-42-72-09-10.

De 11 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 8 mars. Entrée libre.
Made in France : 1947-1997, cinquante ans de création en France
Centre Georges-Pompidou, Musée, 3^e et 4^e étages, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. M^o Rambuteau. Tél. : 01-44-76-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 29 septembre. 35 F.
Charlemagne Palestine, Jean Dupuy
Galerie J. et J. Donguy, 57, rue de la Roquette, Paris 11^e. M^o Bastille. Tél. : 01-47-00-10-94. De 13 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 8 mars. 26 F et 45 F.
Panamarenko
Galerie Krief, 50, rue Mazanin, Paris 6^e. M^o Odéon. Tél. : 01-43-29-32-37. De 10 h 30 à 13 heures et de 14 heures à 19 heures ; samedi de 10 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 18 mars. Entrée libre.
Ernest Pignon-Ernest
Galerie Lelong, 13, rue de Téhéran, Paris 8^e. M^o Miroisier. Tél. : 01-45-63-13-18. De 10 h 30 à 18 heures ; samedi de 14 heures à 18 h 30. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 15 mars. Entrée libre.
Rétrospective Soto
Galerie nationale du Jeu-de-Paume, 1, place de la Concorde, Paris 8^e. M^o Concorde. Tél. : 01-47-03-12-50. De 12 heures à 19 heures ; samedi, dimanche de 10 heures à 19 heures ; mardi jusqu'à 21 h 30. Fermé lundi. Jusqu'au 9 mars. 38 F.
James Rosenquist
Galerie Thadéeus Ropac, 7, rue Debelteyme, Paris 3^e. M^o Filles-du-Calvaire. Tél. : 01-42-72-99-00. De 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 8 mars.
Soudan, royaumes sur le Nil
Institut du monde arabe, niveau 1 et 2, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, Paris 5^e. M^o Jussieu, Cardinal-Lemoine, Sully-Morland. Tél. : 01-40-51-38-35. De 10 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 31 août. 45 F.
Le Style années 30
Galerie Jean-Jacques Dutko, 13, rue Bonaparte, Paris 6^e. M^o Saint-Germain-des-Près. Tél. : 01-43-26-96-13. De 10 h 30 à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 30 avril. Entrée libre.
Jean Tinguely
Centre Georges-Pompidou, forum, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. M^o Rambuteau. Tél. : 01-44-76-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 21 avril. Entrée libre.
Tous les savoirs du monde
Bibliothèque nationale de France, galeries Mazarin et Mazarine, 58, rue de Richelieu, Paris 2^e. M^o Bourne, Quatre-Septembre, Palais-Royal. Tél. : 01-47-03-

81-70. De 10 heures à 19 heures ; dimanche de 12 heures à 16 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 6 avril. 45 F.
Bibliothèque nationale de France
François-Mitterrand, 11, quai François-Mauriac, Paris 13^e. M^o Oussé-de-la-Gare. Tél. : 01-53-79-53-79. De 10 heures à 19 heures ; dimanche de 12 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 6 avril. 45 F.
Vermeer : l'Astronome et le Géographe réunis
Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par la pyramide, Paris 1^{er}. M^o Palais-Royal, Musée-du-Louvre. Tél. : 01-40-20-51-51. De 10 heures à 17 h 45 ; nocturnes lundi et mercredi jusqu'à 21 h 45. Fermé mardi. Jusqu'au 16 mars. 26 F et 45 F.
Peter Weiss et Paris
Goethe-Institut, centre culturel allemand, 17, avenue d'Iéna, Paris 16^e. M^o Léna. Tél. : 01-44-43-92-30. De 10 heures à 20 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 11 avril. Entrée libre.

EXPOSITIONS ILE-DE-FRANCE

Anne cadée, Anne dévolée : Boulevard, Pléssy, Rainoso, Scamla, Webster
Fondation d'art contemporain Daniel et Florence Guerlain, 5, rue de la Vallée, 78 Les Mesnuls. Tél. : 01-34-86-19-18. De 11 heures à 19 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 31 mars. 30 F.
Charles Belle, Christophe Cuzin
Maison d'art contemporain Chailloux, 5, rue Julien-Chailloux, 94 Fresnes. Tél. : 01-46-68-58-31. De 14 heures à 19 heures ; samedi de 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 18 heures ; dimanche de 10 heures à 13 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 23 mars. Entrée libre.
Sylvain Delange, Jean-Claude Loubières
CRÉAC, 93, avenue Georges-Gosnat, 94 Ivry-sur-Seine. Tél. : 01-49-60-25-06. De 14 heures à 19 heures ; dimanche de 11 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 9 mars. Entrée libre.
Quelques esquisses monumentales de Maurice Denis
sortent des réserves
Musée départemental Maurice-Denis, 79 Saint-Germain-en-Laye. Tél. : 01-39-73-77-87. De 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 17 h 30 ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30. Fermé lundi et mardi. Jusqu'au 15 avril. 35 F.
Un après-midi avec Mallarmé et Gauguin
Musée départemental Stéphane-Mallarmé, pont de Valvins, 4, quai Stéphane-Mallarmé, 77 Valvins-sur-Seine. Tél. : 01-64-23-73-27. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 30 juin. 15 F.

(Publicité)
Dernière le 1^{er} mars
kinkali
Bédouet - Adrien
Première ce soir
Molly S.
Friel - Lavelli
Theatre national / de la Colline
01 44 62 52 52

VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{re} ; Action Christine, dolby, 6^e (01-43-29-11-30) ; UGC Rotonde, 6^e ; UGC Tivoli, dolby, 8^e ; La Bastille, 11^e (01-43-07-48-60) ; 14-Juillet-sur-Seine, dolby, 19^e (réservation : 01-40-30-20-10).
LES « LUMIÈRE » OE BERLIN
de Wim Wenders, avec Udo Kier, Nadine Böttner, Christoph Wirth, Otto Kuntze.
Allemand, couleur et noir et blanc (1 h 20).
Reflet Médicis 1, 5^e (01-43-54-42-34).
NI OËVE NI D'ADAM (*)
de Jean-Paul Crevier, avec Guillaume Verdier, Morgane Helinaux, Frédéric Gagnon, Hélène Chamblon, Luc Tissot, Lucie Noguier. Français (1 h 30).
Espace Saint-Michel, 5^e (01-44-07-20-49) ; Le République, 11^e (01-48-05-51-33).
POUR RIRE
de Lucas Belvaux, avec Ornella Muti, Jean-Pierre Léaud, Antoine Chappey, Tonie Marshall, Philippe Fretun, Bernard Mazzinghi. Français (1 h 40).
Les Trois Luxembourg, 6^e (01-46-33-97-71) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Le Balzac, 8^e (01-45-61-10-60) ; Les Montparnasse, 14^e (01-39-17-10-03) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; UGC Normandie, 14^e (01-45-75-79-79) ; Pathe Wepler, dolby, 18^e (réservation : 01-40-30-20-10).
ROMAINE
d'Agnès Obadia, avec Agnès Obadia, Martine Deluinaux, Eva Jonsson, Laurence Côte, Gérard Laroche, Jean-Luc Gaget. Français (1 h 22).
Grand Pavois, 15^e (01-45-54-46-85) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Le Cinéma des cinéastes, 17^e (01-53-42-40-20) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; TOUT LE MONDE DIT I LOVE YOU de Woody Allen, avec Alan Alda, Woody Allen, Drew Barrymore, Lukas Haas, Goldie Hawn, Gaby Hoffmann. Américain (1 h 41).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{re} ; 14-Juillet Beaubourg, 3^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; L'Arlequin, dolby, 6^e (01-45-44-28-80) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Danton, dolby, 6^e ; La Pagode, dolby, 7^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Champs-Élysées, dolby, 8^e ; Max Linder Panorama, THX, dolby, 9^e (01-48-24-88-68) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Majestic Bastille, 11^e (01-43-57-90-81) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13^e (01-47-07-55-88) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Studio 28, 18^e (01-46-06-36-07) ; réservation : 01-40-30-20-10).
REPRISES
LA RENARDE
de Michael Powell, avec Jennifer Jones, David Farrar, Cyril Cusack. Britannique, 1950 (1 h 50).
VO : Reflet Médicis, salle Louis-Jouvet, 5^e (01-43-54-42-34).

47-07-55-88 ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (01-43-27-84-50) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Miramas, dolby, 14^e (01-39-17-10-03) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (01-45-75-79-79) ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (01-48-28-42-27) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Majestic Pasty, dolby, 16^e (01-42-24-46-24) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; UGC Maillo, 17^e ; Pathe Wepler, dolby, 18^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet-sur-Seine, dolby, 19^e (réservation : 01-40-30-20-10).
UN AIR DE FAMILLE
de Cécile Klapich, avec Jean-Pierre Bacri, Jean-Pierre Darroussin, Catherine Fort, Agnès Jaoui, Claire Maurier, W. Yordanoff. Français (1 h 30).
UGC Forum Orient Express, dolby, 1^{re} ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6^e (01-43-25-59-83) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; UGC Montparnasse, 6^e ; Publicis Champs-Élysées, dolby, 8^e (01-47-07-26-23) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; UGC Normandie, 14^e (01-45-75-79-79) ; Pathe Wepler, dolby, 18^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet-sur-Seine, dolby, 19^e (réservation : 01-40-30-20-10).
Y AURA-T-IL DE LA NEIGE ?
de Sardinia Veyssat, avec Dominique Reymond, Daniel Guval, Jessica Martinez, Alexandre Roger, Xavier Colonna, Fanny Rochet. Français (1 h 30).
Gaumont Opéra 1, 2^e (01-43-12-91-40) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6^e (01-43-25-59-83) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; 14-Juillet Parnasse, 6^e (01-43-26-58-00) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Gaumont Ambassade, dolby, 8^e (01-43-59-19-08) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; 14-Juillet Bastille, 11^e (01-43-57-90-81) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13^e (01-47-07-55-88) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Studio 28, 18^e (01-46-06-36-07) ; réservation : 01-40-30-20-10).

(*) Films interdits aux moins de 12 ans. (**) Films interdits aux moins de 16 ans.

COMMUNICATION

LE MONDE / VENDREDI 21 FÉVRIER 1997

PUBLICITÉ Les agences de publicité française Publicis et américaine True North sont parvenues à un accord, jeudi 20 février, pour régler leur différend. Les deux

agences avaient décidé de se séparer en février 1996. Elles vont désormais développer séparément leurs réseaux internationaux. ● EN EUROPE, Publicis contrôlera 100 % de

son réseau. De son côté, True North va acquérir les agences FCB d'Athènes, Lisbonne, Londres et Paris, où Publicis dispose de ses propres agences. ● L'ASIE et l'Amé-

rique sont les principaux axes de développement de Publicis. True North va céder la majorité dans des agences en Inde, Thaïlande, Australie et Nouvelle-Zélande, Argentine

et Afrique du Sud. Publicis s'est implanté récemment au Canada, au Brésil, au Mexique, à Singapour et aux Philippines et veut poursuivre son implantation aux États-Unis.

Publicis règle son conflit avec l'américain True North

La signature d'un accord entre les deux associés permet au groupe publicitaire français de prendre totalement le contrôle de son réseau d'agences en Europe et de développer ses activités dans le reste du monde

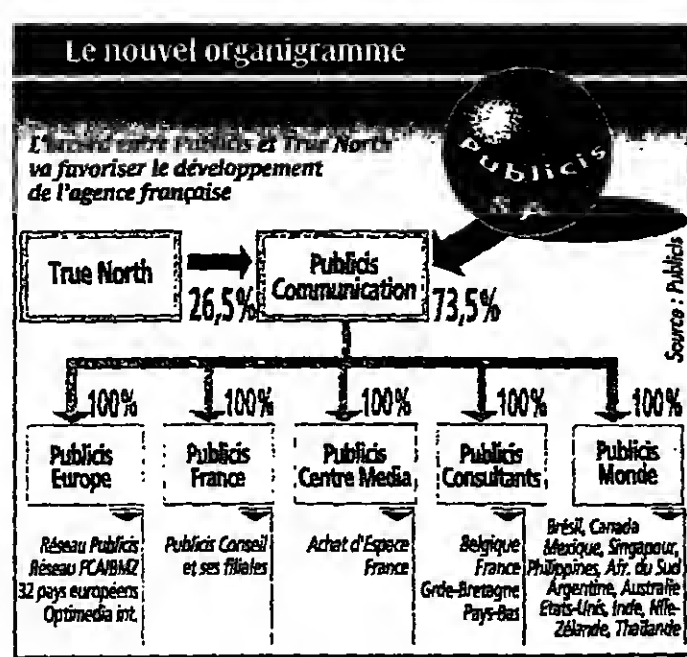
« C'EST UN ACCORD superbe », Maurice Lévy, président du directoire de Publicis SA, savonne pleinement la fin des divergences entre sa société et l'américain True North. L'annonce de l'accord, jeudi 20 février, les deux agences de publicité sonne comme un communiqué de victoire du côté français. Le conflit qui opposait les deux anciens associés depuis 1993 et qui avait abouti à une séparation en mars 1996 vient d'être réglé définitivement, les deux entreprises renonçant à toute action contentieuse au arbitrale de toute nature. Une issue à l'avantage du groupe français, qui contrôlera désormais 100 % de ses opérations publicitaires en Europe et aura les clés de son propre réseau mondial d'agences.

Publicis conservera sa participation de 20 % dans True North, société cotée à la Bourse de New York, et l'agence de Chicago possèdera de son côté 26,5 % de Publicis Communications, société non cotée qui gère l'activité publicitaire de Publicis, au lieu des 20,8 % qu'elle possédait jusqu'à présent. En ce qui concerne l'Europe, Publicis Communications prend 100 % du réseau - qui sera baptisé Publicis Europe - qu'il détenait en joint venture avec True North depuis 1988. En échange de ses 49 %, l'Américain acquiert les agences FCB de Paris, Londres, Lisbonne et Athènes, où le groupe français a ses propres

agences. « Publicis renforce considérablement sa position de leader en Europe », commente Maurice Lévy, évoquant la participation de Publicis dans Optimedia, le cinquième réseau européen de centrales d'achat, et le rachat en 1993 de l'agence Feldman, Calteux et Associés (FCA) qui est à l'origine du conflit avec True North.

« Nous allons désormais pouvoir nous concentrer de manière énergique sur notre développement mondial », déclare Maurice Lévy

Pour le reste du monde, True North cèdera à Publicis ses intérêts dans l'agence The Partnership en Afrique du Sud, ainsi que la majorité dans des structures en Argentine, en Australie, en Nouvelle-Zélande, en Inde et en Thaïlande. Ces implantations vont s'ajouter aux acquisitions récentes faites par le groupe français au Canada, au Mexique, au Brésil, et tout récemment à Singapour et aux Philippines. « Nous



allons désormais pouvoir nous concentrer de manière énergique sur notre développement mondial », déclare Maurice Lévy, dont l'ambition est nettement de « s'installer parmi les dix premiers réseaux mondiaux ».

L'accord conclu avec True North ouvre au groupe fondé en 1927 par Marcel Bleustein-Blanchet des perspectives d'acroissement de sa rentabilité, mais aussi des possibilités de synergies nouvelles. « Notre endettement

reste à zéro, notre trésorerie disponible est de 600 millions de francs, notre autofinancement est de plus de 500 millions de francs, explique le patron de Publicis. Notre capacité de financement et d'investissement est donc intacte, sans aucune contrainte pour agir vite et saisir les opportunités ».

Publicis a réalisé en 1996 un chiffre d'affaires de 21,9 milliards de francs, en progression de 7 % par rapport à 1995 (Le Monde du 18 février). Publicis réalise 35 %

de son chiffre d'affaires en France, 59 % en Europe et 6 % aux États-Unis.

L'année 1996 a été marquée par l'acquisition de nouveaux budgets publicitaires (Hewlett-Packard, Immat, etc.) et le développement du budget Coca Light.

« élever notre masse critique aux États-Unis par des acquisitions qui viendront s'ajouter à nos agences de New York et de Dallas ». Actuellement, Publicis Bloom, filiale américaine du groupe français, figure aux alentours de la trentième place des agences de publi-

Les étapes du contentieux

La brouille entre les deux groupes publicitaires a pour point de départ le rachat de FCA (Feldman, Calteux et Associés) par Publicis, en 1993 (Le Monde du 20 octobre 1993). À l'époque, la direction de True North, holding de tête de FCB, avait d'abord soutenu cette opération avant de se refuser à la ratifier. L'objectif de True North était de prendre le contrôle de Publicis-FCB Europe, société commune détenue par Publicis (51 %) et FCB (49 %). À la création de l'alliance entre FCB et Publicis, en mai 1988, les deux agences de publicité se sont réparties les territoires : l'Europe pour Publicis, les États-Unis pour FCB et le reste du monde en fonction des forces en présence. Mais en 1993, entre 40 % et 50 % des bénéfices de FCB proviennent des activités européennes.

FCB qui veut « corriger les contours de son alliance avec Publicis » engage une procédure d'arbitrage, en septembre 1994. En réplique, Publicis dénonce le contrat d'alliance entre les deux groupes en janvier 1995. En août, la groupe français obtient le retrait de la procédure d'arbitrage. L'accord est « définitivement tombé » en février 1996. Il faudra un an pour régler définitivement les contentieux. Désormais, les deux agences développeront séparément leurs réseaux.

Le chiffre d'affaires 1996 n'intègre pas les acquisitions réalisées en 1996 et 1997, qui représentent un chiffre d'affaires d'environ 1,7 milliard de francs. Publicis souhaite compléter son implantation en Amérique latine et en Asie (Taïwan, Corée et Chine) d'ici à la fin de 1997. Il se donne jusqu'à la fin de 1998 pour

citée aux États-Unis. L'acquisition de BCP-Publicis à Montréal et Toronto en septembre 1996 devrait servir de « tête de pont » à une offensive outre-Atlantique. Pour prendre pied au Japon, M. Lévy estime cependant qu'il aura « besoin de plus de temps ».

Jean-Jacques Bozonnet

Mise en place d'un groupe de travail sur la publicité dans les décrochages locaux des chaînes hertziennes

FAUT-IL autoriser ou non la publicité nationale sur les décrochages locaux de la chaîne généraliste M6 ? Cette question a occupé une bonne partie de l'attention des sénateurs, mercredi 19 février, lors de la première journée d'examen du projet de loi défendu par le ministre de la culture, Philippe Douste-Blazy, et visant à adapter la législation de 1986 sur la communication audiovisuelle à la nouvelle donne du numérique.

La pièce s'est pour l'essentiel jouée en coulisses. L'affiche promettait un affrontement entre la Lyonnaise des eaux - actionnaire de M6 - qui souhaitait obtenir une autorisation de diffusion d'écrans publicitaires nationaux, et sa concurrente, la Générale des eaux, hostile à une mesure qui handicaperait ses télévisions régionales. Argot, pouvoir, publicité, télévision, presse, morale : les ingrédients étaient réunis pour un drame shakespearien moderne. Pourtant, dans les coulisses, la représentation a davantage tourné au burlesque.

Le drame s'est d'abord mué en exercice d'autorité parentale au sein de la famille Baylet, propriétaire de La Dépêche du Midi. Le fils, Jean-Michel, sénateur (Rassemblement dém. du Tarn-et-Garonne), avait prévu de monter sa tribune pour défendre l'amendement de Michel Pelchat (Républicains et indépendants, Essonne) qui mit le

feu aux poudres en proposant d'autoriser la diffusion d'écrans publicitaires nationaux dans les décrochages locaux, à la condition que ceux-ci soient diffusés simultanément sur le programme national et le programme local.

La prise de parole programmée de M. Baylet devait constituer un temps fort, car La Dépêche du Midi est actionnaire de Télé-Toulouse, l'une des télévisions régionales de la Générale des eaux. Adversaires et amis de M. Baylet spéculaient. Mais, mercredi après-midi, il n'en était plus question. M. Baylet mère, suite à l'intervention d'une partie de la presse régionale inquiète pour ses propres recettes publicitaires, avait fermement demandé à son fils de ne pas intervenir sur ce sujet.

AMENDEMENT DE CONCILIATION Pendant ces tractations familiales, la commission des affaires culturelles avait adopté, à l'issue de longues heures de discussions, un amendement dit de « conciliation », présenté par Jean-Pierre Camoin (RPR, Bouches-du-Rhône), reprenant une partie des dispositions de M. Pelchat, mais les tournant autrement. M. Pelchat assurait avoir le soutien de La Dépêche du Midi et de Ouest-France. En face, La Voix du Nord et Le Républicain lorrain avaient mobilisé certains élus du Nord et de l'Est contre ces dispositions.

Les amendements sur les radios

Les amendements à l'article 7 votés à propos des radios visent à renforcer le rôle du CSA et à faciliter les procédures d'attribution des fréquences (Le Monde du 19 février). Il est rappelé que le CSA doit agir en appréciant « la variété des services offerts au public et la nécessité d'éviter les abus de position dominante ainsi que les pratiques entravant la libre concurrence ». L'organisme de régulation « publie un appel aux candidatures. Il fixe le délai dans lequel les candidatures doivent être déposées ». En ce qui concerne la gestion des fréquences, le CSA arrête les plans de fréquence au vu des travaux d'une commission technique « à laquelle participent les opérateurs ».

Le CSA devrait aussi être doté de nouveaux instruments juridiques, qui lui permettront notamment « de se prononcer dans un délai de deux mois » lorsqu'il est saisi d'un projet de modification. Enfin le CSA devra être tenu informé « en cas de procédure de redressement d'une entreprise de communication audiovisuelle ».

Caroline Monnot

"St Jeannot, riez pour nous"

RIRE & CHANSONS

Jean Roucas
tous les jours
12 H. 13 H.
sur Rire et Chansons

Participez en direct à ce rendez-vous quotidien en téléphonant au 01 42 48 30 50.
Rire et Chansons : Paris 97.4 - Lyon 94.9 - Marseille 99.4
Brest 90.3 - St-Etienne 101.3 - Besançon 91
Fontenay 95.2 - Mecon 107.2 - Chalon 91.9
Clermont 91.3 - Perpignan 90.1

RIRE & CHANSONS

Parles de chèvres

France 2

INNOVATION SPECIAL

QU'EST-CE QUE...

RECEVEZ LE MONDE

3 MOIS 536 F

TARIFS HORS FRANCE

Paroles de chèvres

par Alain Rollat

QUEL EST DONC ce séma-
phore dont les bras crévent
l'écran ? D'où sort-il, cet épou-
vantail qui prétend dialoguer avec
les arbres ? De quel message cet
noir vété, est-il habité ? N'est-ce
pas l'énigmatisme déjà aperçu
chez Michel Field, l'autre samedi
sur Canal Plus, en train de faire un
bras d'honneur aux chantes d'In-
ternet ? Qu'est-il venu proclamer,
ce soir, sur France 3, dans « Un
siècle d'écrivains », ce prophète
shakespeareien ? Quelle ouïe
baliverne ? Quoi ! Alphonse Dau-
det, la chèvre de M. Seguin... Plus
de doute, alors... C'est bien lui,
plein cadre. En chair et en os, des-
cendu de son olympisme piémontais.
Lui, le « messager de l'éternel
présent », le partageur de la pa-
role, « l'homme qui compte, c'est
lui qui compte », le « poète surchoi-
ffé » dont parlait Charles de Gaulle
est de retour. Alléluia ! L'éveilleur
de résistance nous est revenu. Gloire
à Armand Gatti, cinéaste, dramaturge,
fils d'immigré, maquisard, torturé,
ressuscité, anarchiste, soixante-
treize ans, quarante-cinq pièces,
recordman des scénarios censurés,
aventurier du verbe errant...
Écoutez bien, jeunes gens de
Taratata, de Vitrolles et d'ailleurs,
cette voix d'actualité : « Ce n'est
pas l'homme qui compte, c'est la
parole (...). C'est quoi un militant ?
Quelqu'un qui se prend pour un
militant. C'est quoi un héros politi-
que ? C'est la chèvre de M. Se-
guin. Celui qui lutte. Qui ne tient
aucun compte des avertissements,
des mises en garde. Il se bat toute la
nuit, et c'est fini. Pas question de
gagner ou de perdre. La question,
c'est de se battre (...). Au commen-
cement est le Verbe, et le Verbe est
Dieu. Nous invitons tous ces enfants
d'immigrés, ces transplantés, ces
désertés de la parole et du travail,
nous les invitons tous à être
Dieu... » Que la télévision est belle
quand elle communique avec le
verbe fait chair !
Mais quelle est donc cette autre
voix qui se permet d'ironiser sur
les faux prophètes ? « Le grand
événement annoncé n'a pas eu
lieu : Dieu n'est pas mort. J'ai
même l'impression qu'il est de
mauvaise humeur... Est-il courrou-
cé par les rumeurs excessives sur sa
mort ? » Qui parle ainsi, au
« Cercle de minuit », sur
France 2 ? Images d'archives en
provenance d'Iran. C'est la chèvre
mise à prix par les ayatollahs : Sal-
man Rushdie, noiraude indo-bri-
tannique allergique à tout piquet.
Elle se bat jour et nuit, depuis huit
ans, contre l'ombre d'une folie sa-
tanique. Plus détachée que ja-
mais. Contemplant nos champs
de ruines contemporains du haut
de quelque arche éternelle :
« C'est terrifiant : le mur de Berlin
est tombé, mais les gens ont tel-
lement peur du vide qu'ils ont
construit plein de petits murs à la
place des grands. Ils ont remplacé
la grande muraille par de multiples
murets, ces enclaves où ils s'enfer-
ment... » Elle aussi se bat pour
nous : « Une société libre, c'est une
société dans laquelle on a le droit
d'être en profond désaccord les uns
les autres sans pour autant cesser
de vivre ensemble... La chèvre est
le destin de l'homme.

L'éternelle interrogation

L'émission « Les Grandes Enigmes de la science », sur France 2, se penche sur la fin de la vie.
Une approche pédagogique qui stimule la curiosité



LA MORT est un fait social et
biologique. De tout temps, les
hommes, résignés à cette évidence,
l'ont refusée pourtant comme une
fin en soi. Face à cette attente an-
goissée, ils ont adopté des attitudes
diverses, respect des ancêtres dis-
parus, espérance d'une vie meil-
leure au-delà, ou réincarnation.
Mais ils se sont rarement posé la
question : « Comment finit la
vie ? » « Les Grandes Enigmes de la
science » tente d'y répondre. Lancé
en 1994 par François de Closets,
Claude Carré et Roland Porcicé, ce
magazine joue sur deux ressorts : la
curiosité et le reportage.
La curiosité, car, au lieu d'ex-
poser l'état des connaissances les plus
récentes sur un sujet précis, l'ac-
cent est mis sur les lacunes, les
trous noirs, les énigmes, ce qui évi-
demment pique au vif un large pu-
blic. Le reportage, car le télé-specta-
teur, emmené sur des lieux de
fouilles, des sites archéologiques ou
des laboratoires, a l'impression de
vivre la recherche scientifique
comme une aventure. Un bon
cocktail apparemment, puisque
cette émission, à la périodicité irré-
gulière – une quinzaine depuis dé-
cembre 1994 –, capte plus de deux
millions et demi de personnes, un
bon score pour un samedi, en dé-
but d'après-midi. Seule ombre au
tableau, l'omniprésence sur le de-
vant de la scène de François de Clo-
sets.
Revenons à notre émission, pro-
posée une première fois en février
1995 et réactualisée pour cette ou-
velle diffusion. Tout débute à Sto-

maux, vient l'homme avec ses fu-
gurances métaphysiques sur sa
propre finitude et ses pratiques fu-
néraires. Arrive enfin la question
fondamentale : « Alors que les êtres
vivants sont conçus pour défer
l'usage du temps, pourquoi le vieil-
lissement, pourquoi la mort ? »
Question évidemment sans ré-
ponse mais qui génère une autre
interrogation : « La mort résulte-
t-elle de l'usage de notre organisme
ou est-elle, au contraire, pro-
grammée dans nos gènes ? » A partir
de l'exemple sans précédent de Jeanne
Calment, doyenne de l'humanité
qui doit fêter ses cent vingt-deux
ans le 21 février, les scientifiques
s'interrogent sur la durée de la vie
humaine et les mécanismes du
vieillessement.
Le rythme de l'émission s'accé-
lère et, tel un feu d'artifice, on
bombarde le téléspectateur d'expé-
riences positives : programme
Chronos, du Centre du polymor-
phisme humain, qui doit mettre en
évidence les gènes des centenaires,
molécule DHEA étudiée par le pro-
fesseur Etienne Beaulieu, qui retar-
derait les effets du vieillissement...
L'émission se clôt sur une note
pleine d'espérance : la science
pourra un jour faire reculer la mort
pour que la vie finisse le plus tard
et le mieux possible.

Armelle Cressard

* « Les Grandes Enigmes de la
science » : Comment finit la vie ?
France 2, samedi 22 février à
13 h 40.

TF 1	France 2	France 3	Arte	M 6	Canal +	Radio
20.45 LES BEUFS-CAROTTES Émission fortifiée. Série de Pierre Lory, avec Jean Richard (100 min). 579895	20.55 ► ENVOYÉ SPÉCIAL Magazine présenté par Bernard Benjamin. Le Pen dans le saccage Rouille ou la double vie de Vélizy ? P.S. : la musique qui rend sourd (25 min). 7400865 23.00 Expression directe. Magazine CGC.	20.50 SILVERADO Film de Lawrence Kasdan, avec Kevin Costner, Scott Glenn (105 min). 88294833	20.40 SOIRÉE THÉMATIQUE : LA FAMILLE EST MORTE, VIVE LA FAMILLE ! De quel film parle-t-on ? 20.45 A nos chers enfants. Documentaire (107, 45 min). 809778 Dans une résidence pour personnes âgées, quatre exemples de structures familiales françaises. 21.30 Débat (112). Invités : Franz Schultheis, Willy Palm, René Séverin, Claude Bruneau, Renée Gossez, Monique Kähle, Dominique Fortin, Aline Paillet, Rudolf Ehrman-Traut. 22.10 Une enfance gay. Documentaire de Nathalie Bergers et Leslie Gladys-Asaka (50 min). 4732136 Portraits de jeunes Américains élevés par des couples homosexuels. 23.00 Débat (102). 23.45 Alice Guy-Bloch Film de Katia Raganelli, avec Eva Mattes, Angela Huber (1995, v.o., 105 min). 2687196 Biographie filmée de la première femme réalisatrice qui tourne plus de six cents films entre 1896 et 1920. Cet hommage de Katia Raganelli est « illustré » par trois films courts d'Alice Guy-Bloch. 1.30 Biochimie du coup de foudre. Documentaire (rediff., 65 min). 4482063	20.45 DE LA PART DES COPAINS Film de Terence Young, avec Charles Bronson 1970, 105 min. 213300 La femme et la fille d'un Américain, ancien mauvais surcous, sont prises en otage par des truands. 22.30 ROBE DE SANG Téléfilm de Toke Heister, avec Madchen Amick (100 min). 6544092 Une jeune étudiante se confectionne une robe de soirée dans une cage rouge qu'elle voit les portes s'ouvrir lors des sacrifices rituels. Par le réalisateur de Massacre à la tronçonneuse. 0.10 Concert privé. Bibi Stokke. (rediff., 75 min). 4058268 1.25 Best of trash. Une sélection de clips trash, noisy, metal, core, indus... 2.50 E & M. Magazine (rediff.). 3.15 lazz & Magazine. 4.25 Hot forme. Magazine (rediff.). 4.50 Barbara Stre- isand. Documentaire. 5.40 Culture pub. Magazine (rediff., 30 min).	20.35 SWIMMING WITH SHARKS Film de George Huang, avec Kevin Spacey, Frank Whaley (1995, v.o., 95 min). 882339 Une œuvre étonnante. 22.05 Flash d'information. 22.15 RANGOON Film de John Boorman, avec Patricia Arquette (1994, v.o., 95 min). 571223 Le style flamboyant de Boorman, qui n'a pas vraiment la tête polémique, reste au service d'aventures dramatiques. 23.50 Ça tourne à Manhattan Film de Tom DiCillo (1995, v.o., 89 min). 5984440 1.20 Fausses pistes. Téléfilm de Jim McBride, avec Rosanna Arquette (rediff., 105 min). 30732680	France-Culture 20.30 Lieux de mémoire. La baguette. 21.32 France Culture au Théâtre du Rond-Point. Les solitaires. Bernard Noël Le Passant de l'histoire. 22.40 Nuits magiques. 0.05 Du jour au lendemain. Claude Roy. (Poèmes à pas de loup). Chimères croisées 1994-1995. Musique : Les cimés du musi- c-hall. Journée du 12 avril 1995. Jaime Pena et son orchestre. 1.20 Les Nuits de France Culture (rediff.). France-Musique 20.00 Concert. Les orchestres parisiens. Concert donné le 24 novembre 1996, salle Olivier-Messiaen à Radio-France. 22.30 Musique pluriel. Présenté par Claude de Berio. 0.00 Tapisage nocturne. Présences 97. Estrad au concert donné le 13 février, salle Olivier-Messiaen, le Quinette Just à 5, dir. Patrick Caratini. Œuvres d'Albin, Levaillant, Camille. 1.00 Les Nuits de France-Musique. Radio-Classique 20.40 Les Solitaires de Radio-Classique. L'univers de Rachmaninov. Symphonie n° 1 op.13, de Rachmaninov par l'Orchestre de Philadelphie. 3 Mazurkas de Chopin. Saint François de Paule marchant sur les flots de Lia, par l'Orchestre philharmonique de Rotterdam. Œuvres de Rachmaninov, Kavel. 22.40 Les Solitaires de Radio-Clas- sique. (Suite). Œuvres de Rachmaninov, Tchaïkovski, Scriabine. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

RECEVEZ LE MONDE
chez vous pendant 3 mois
3 MOIS
536 F

BULLETIN - RÉPONSE
Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :
☐ 3 MOIS - 536 F ☐ 6 MOIS - 1 038 F ☐ 1 AN - 1 890 F
au lieu de 546 F* au lieu de 1 092 F* au lieu de 2 184 F*
* prix de vente au numéro
Je joins mon règlement soit :
☐ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde
☐ par carte bancaire N° _____ Signature : _____
Date de validité _____ Code postal : _____
Nom : _____ Prénom : _____ Adresse : _____
Localité : _____ Pays : _____
TARIFS HORS FRANCE

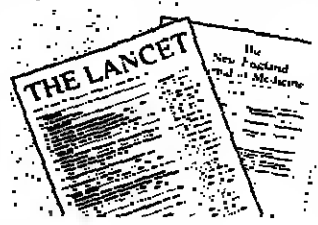
	Belgique Pays-Bas Luxembourg Suisse	Autres pays de l'Union européenne	USA - CANADA
1 an	2 086 F	2 380 F	3 892 F
6 mois	1 123 F	1 260 F	2 096 F
3 mois	572 F	700 F	1 048 F

Pour tout autre renseignement concernant : le portage à domicile, la suspension de
votre abonnement pendant les vacances, un changement d'adresse, le paiement par
prélèvement automatique mensuel, les tarifs d'abonnement pour les autres pays
étrangers.
Téléphonez au 01-42-17-32-90 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi
Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à :
LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue du Général-Lacaze -
93000 Charenty-le-Pont.

TV 5 20.00 Cont France l'amour Film de Jacques Rivière (1985, 100 min). 44149020 21.40 30 millions d'arrms. 21.55 Météo 22.00 Les continents. 22.05 Journal France 2 22.35 La Marche du siècle. Hommages de croisière : entre 1896 et 1920. Cet hommage de Katia Raganelli est « illustré » par trois films courts d'Alice Guy-Bloch. (France 3 du 12/02/97)	France 20.30 La Légende des sciences. Découverte 21.20 La Dernière Science. Sécher et fromages (55 min). 5461640 22.15 Passion Film de Jean-Luc Godard (1982, 85 min). 6884316 23.40 Don Sergio... l'homme qui a réinventé l'automobile.	Ciné Cinéfil 20.30 Sérénade aux nuages Film d'André Cayatte (1946, N., 90 min). 8540778 22.00 La Ragazza Film de Luigi Comencini (1963, N., v.o., 110 min). 5239310	Ciné Cinémas 20.30 Vera Cruz Film de Robert Aldrich (1955, 90 min). 8542136 22.00 Fellini-Roma Film de Federico Fellini (1971, v.o., 120 min). 1945372 0.00 Mitrà Tannenbaum Film de Martine Dugouyon (1993, 125 min). 16518228	Paris Première 20.00 et 0.25 20 h Paris Première. Invité : Serge Moët. 21.00 Le Criminel (The Stranger) Film d'Orson Welles (1946, N., v.o., 95 min). 2659048 22.35 et 1.45 L.T.S. 23.05 Concert à la basilique de Reims. Par l'orchestre symphonique Léon Bardin, dir. Jean-Marie Pulsant. Enregistré en la basilique de Reims (180 min). 1882584	Série Club 20.40 Elery Queen. 20.45 Elery Queen. A plume et à sang. Meurtres au réveil. 21.35 et 1.40 Le Grief. 22.30 Zéro un Londres. Le passager clandestin. 23.00 Flash. Le charbon. 23.45 Chapeau melon et bottes de cuir. Le noir coché. 0.40 Un ours pas comme les autres. La musique adoucit les ours.	Festival 20.35 Antoine et Sébastien Film de Jean-Marie Poirier (1975, 95 min). 55443223 22.10 Do the Right Thing Film de Spike Lee (1989, v.o., 115 min). 3689136 0.05 Sonvenir. Téléfilm de David L. Lasker (1974). 1.15 On the Air. 1.40 The New Statesman. Hell et merci bien (25 min).	Téva 20.55 Le Grand Déballage. Téléfilm de Michael Schultz, avec Barbara Besson (1995 min). 50858929 22.30 Murphy Brown. La remplaçante. 23.00 Documentaire (80 min).	Voyage 19.55 et 23.25 Chronique de Macha Béranger. Nouveaux Jersy. La Dombe. 22.05 Carnet de route. Zanzibar. 22.35 L'Heure de partir. Le Nord. 23.35 Suivez le guide (120 min).	Eurosport 15.00 Tennis. Film de Jean-Marie Poirier (1975, 95 min). 55443223 19.00 Boxe thaïlandaise. France - Thaïlande. 20.00 In Extrem Gliss. Le magazine du snowboard. 20.25 Basket-ball. Top à Sébastien (rediff.). 3.15 lazz & Magazine. 4.25 Hot forme. Magazine (rediff.). 4.50 Barbara Stre- isand. Documentaire. 5.40 Culture pub. Magazine (rediff., 30 min).	Muzzik 20.00 Estrellas españolas de la Opera : Victoria de Los Angeles. Les grandes voix espagnoles de l'Opera. 21.00 Le Corsaire. Ballet et chorégraphie de Marius Petipa. Avec le Ballet du Kirov (90 min). 54321 22.30 Jeff Madisson. Concert enregistré au Toucan Jazz Festival 95 (90 min). 21587 23.20 Jouer de blues. Souffleur de rêves. 0.15 Roméo et Juliette. Ballet d'Anthony Laurence. Chorégraphie de Kenneth McMillan. Avec Alessandra Ferri, Wayne Eagling (140 min). 5705112	Signification des symboles : ► Signifié dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ». ■ On peut voir. ■ Ne pas manquer. ■ Chef-d'œuvre ou classique. ♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.
--	--	---	---	--	--	---	--	--	---	---	--

Les flèches du « Lancet » contre le « New England »

L'hebdomadaire britannique met en cause la « cuisine éditoriale » et l'intégrité morale de la publication américaine. Objet du litige : les effets des médicaments anorexigènes



LA CRISE est ouverte entre les deux plus prestigieux hebdomadaires médicaux de la planète, le britannique *The Lancet* et l'américain *New England Journal of Medicine*. Le premier, dans sa dernière édition, soulève officiellement de sérieux doutes sur l'intégrité morale du second. Dans un texte adressé aux médias, les responsables de la revue londonienne, créée il y a cent soixante-quatre ans, rompent avec les règles du savoir-vivre qui prévalent entre ces titres hautement respectés par la quasi-totalité de la communauté médicale mondiale, rappellent notamment le contenu d'un éditorial daté du 7 septembre 1996, dans lequel *The Lancet* s'étonnait de la légèreté de son concurrent américain.

Propriété de la société médicale du Massachusetts, de onze ans plus

vieux que *The Lancet*, *The New England Journal of Medicine* avait en effet commis, quelques jours auparavant, une grave erreur en publiant un éditorial accompagnant un article important rédigé sous l'autorité du professeur Lucien Abenhaim (université McGill, Montréal) et concluant aux dangers de la consommation de médicaments anorexigènes. Les conclusions de cet article devaient conduire à une série de décisions sanitaires visant,

en France et en Europe notamment, à réduire l'accès à ces médicaments. Or, fort curieusement, l'éditorial signé de Joanne Manson (Harvard Medical School) et Gerald Faich (université de Pennsylvanie) relativisait de beaucoup les conclusions du professeur Abenhaim et de ses collègues. Mieux, il soulignait les grandes vertus des anorexigènes et leur intérêt pour combattre l'obésité.

Il n'y aurait eu que de docteurs débats si les auteurs de cet éditorial n'étaient connus pour avoir été rémunérés, à divers titres, par les fabricants ou les distributeurs du principal des anorexigènes concernés (le Pondéral), inventé et promu par la firme pharmaceutique française Servier. Cela devait conduire à des explications embarrassées.

The New England Journal of Medicine, quelle que soit sa qualité, pouvait avoir été trahi par des collaborateurs occasionnels. Mais l'heure n'est plus à la bienveillance académique. L'hebdomadaire britannique vient de tirer une nouvelle fois en publiant la lettre d'un spécialiste de cardiologie concernant la cuisine éditoriale de l'hebdomadaire de la Côte est des États-Unis. Le docteur Peter Wilmsbust, de Stevensburg, énonce, détails à l'appui, que la revue américaine n'a pas reconnu officiellement dans le passé des situations problématiques de conflits d'intérêts. L'affaire pourrait paraître mineure à qui ignore le poids, financier notamment, des ces revues qui peuvent ou ne peuvent pas modifier les habitudes de prescription. Il reste à savoir si ces deux titres oseront poursuivre au grand jour un tel combat.

Jean-Yves Nau

EN VUE

■ La veuve de Fernando Marcos, ancien président des Philippines, vient d'ouvrir un site sur Internet pour justifier, auprès de ses partisans, ses extravagances et l'action de son mari. Au sujet des milliers de paires de chaussures trouvées dans son armoire, en février 1986, au moment où le couple dut en vitesse quitter le palais présidentiel de Malacanang, à Manille, Imelda se défend catégoriquement : « C'est tout de même moins grave, a-t-elle dit, que s'ils avaient découvert des squelettes dans mes placards. »

■ Le prince Henri d'Orléans, fils du comte de Paris, commercialisera, le 15 mars, un parfum baptisé « Royalissime », en hommage à la reine Marie-Antoinette dont il est un fervent admirateur. Le prince a dressé, avec l'aide d'un « nez », le portrait d'« officier » de la souveraine guillotinée, construit autour de la jonquille et d'un bouquet de fleurs jaunes. Jadis, il avait lancé un premier parfum, « Lys Bleu », qui est demeuré confidentiel.

■ L'ambassade des États-Unis a refusé un visa à la mère de Yigal Amir, l'auteur de l'attentat contre Yitzhak Rabin. M^{me} Amir devait prendre la parole, le 23 février, au cours d'une réunion, pour livrer « sa vérité » sur l'acte de son fils. Selon le *Jerusalem Post*, le déplacement aurait été financé par la revue *George*, dirigée par John Kennedy Junior, le fils du président assassiné en 1963.

■ Un Sioux cul-de-jatte, Seth Big Crow, vient d'intenter un procès à la brasserie américaine Hornell

dont la marque est illustrée par un portrait de Crazy Horse coiffé de plumes, vainqueur, en 1976, avec *Sitting Bull*, du général Custer à Little Big Horn. Ce choix apparaît au plaignant d'autant plus choquant que le chef indien fit, en son temps, campagne contre les ravages de l'alcool sur son peuple. Seth Big Crow, lui-même, a été amputé d'une jambe, après avoir été blessé d'un coup de feu par son frère, au cours d'une querelle d'ivrogne.

■ L'archipel de Tuvalu dans le Pacifique réalise 10 % de son budget national avec le téléphone rose. Pour disposer du droit d'utiliser les lignes, les prestataires de services érotiques verseront, en 1997, à cet État du Pacifique, l'un des plus petits du monde (26 kilomètres carrés), deux millions de dollars. « C'est la chose la plus dégradante qui nous soit jamais arrivée », a déclaré Rosette Alefalo, chef de l'une des nombreuses communautés chrétiennes de l'archipel, dont la devise est « Tuvalu pour Dieu ».

■ Selon Karl Heinz Mueller, porte-parole de l'Office vétérinaire fédéral, les éleveurs de porcs suisses ayant renoncé aux farines animales pour rassurer les consommateurs, rendus inquiets par l'épidémie de la « vache folle », et pourrissant, depuis, les bêtes avec des farines de soja, ont observé une baisse de l'activité sexuelle des truies qui, en conséquence, ne coïtent plus assez. Toutefois, les experts de l'université de Berne ont estimé qu'il était trop tôt pour imputer cette diminution de la fécondité au régime végétarien.

DANS LA PRESSE

FRANCE SOIR

Valérie Domain
■ Le Pen la censure... Jean-Marie Le Pen, qui criait à l'injustice lorsqu'on ne l'invitait pas suffisamment sur les plateaux, semble aujourd'hui vouloir les déserters. Quant aux chaînes de télévision, même si elles proclament des rendez-vous spectaculaires au front national, elles paraissent parfois frileuses lorsqu'il s'agit de s'y frotter. Cette dernière attaque de Jean-Marie Le Pen visant à interdire le reportage d'un « Envoyé spécial », qu'elle soit ou non un coup d'épée dans l'eau, fait

en tout cas partie d'une stratégie de communication bien réglée. Le Pen veut-il faire oublier des déclarations gênantes ou aime-t-il à ce point qu'on parle de lui ?

RTI
Michèle Cotta
■ Image rose, image sanglante : la quelle des deux images de Deng Xiaoping restera-t-elle dans l'histoire ? L'histoire tout court retiendra que pour sortir du communisme, il n'y a que deux voies : l'anarchie politique, la décomposition économique comme en Russie, la dictature politique déclenche l'essor économique comme dans la

Chine de Deng Xiaoping. Les industriels du monde entier, eux, ont déjà fait leur choix : c'est en Chine qu'ils placent désormais leurs capitaux.

JOURNAL DE GENÈVE

Rascal Praplan
■ Le véritable orphelin, ce n'est pas l'économiste, mais bien plutôt le Parti communiste chinois dont Deng Xiaoping a assuré la continuité au pouvoir... Accessoirement, ce sont aussi les pays occidentaux qui perdent un « allié » avec l'ouverture, Deng a rendu la Chine plus dépendante envers le reste du monde. Donc un tout petit peu plus sûre. Pour nous comme pour les Chinois.

TF 1

16.15 L'Homme qui tombe à pic. Série.
17.10 Mérose place. Feuilleton.
18.00 K 2000. Série.
18.50 L'Or à l'appel. Jeu.
19.50 et 20.40 Météo.
20.00 Journal, L'Info du jour, Trafic Infos.
20.38 L'image carton bleu.

France 2

17.25 Le Prince de Bel Air. Série.
17.50 Kirk. Série.
18.20 Madison. Série.
18.50 Qui est qui ? Jeu.
19.25 et 1.35 Studio Gabriel.
Invités : Karen Cheryl, Jean Guidon.
20.00 Journal, A Cheval, Météo, Point route.

France 3

18.50 Un livre, un jour. Les Français sont aussi comme ça. Avec André Hanis et Bernard Godely.
18.55 Le 19-20 de l'information.
19.10 Journal régional.
20.00 Météo.
20.05 Fa si la chanter. Jeu.
20.35 Tout le sport.
20.45 Consommé.

La Cinquième

18.25 Le Monde des animaux. La société des insectes : l'assemblée des mouches. 18.55 Le Journal du temps.
Arte
19.00 Tracks.
19.30 1/2. Les vieux sont l'avenir de l'homme : Profession : pêcheur professionnel sur bords du Rhin.
20.00 Brut. Magazine (30 min).
20.30 à 1/2 Journal.

M 6

18.05 Central Park West. Série.
19.00 Lois et Clark. Série.
19.54 Six minutes d'information.
20.00 et 6.15 Mister Biz.
20.35 Capital 6. Magazine.
Le business des fourmilières.

Canal +

15.40 C Net (rediff.).
15.55 Dumb and Dumber. Film de Peter Farrelly (1994, 100 min).
17.35 Pas si vite (rediff.).
17.40 Carland Cross.
En clair jusqu'à 20.30.
18.35 Nulle part ailleurs.
Invités : Bernard Givaudan, Fountain of Wayne.

Radio

France-Culture
20.30 Radio archives. Ca bouge dans la rue.
21.32 Black and Blue. Les comédiens du balou.
22.40 Paris magnétiques. Paris-Amsterdam avec la cinéaste Jean der Heide.
0.05 Du jour au lendemain. François Châtelet, (M6, Monde, Mosaï). 0.48 Musique : Les chœurs du music-hall. Journée de l'orchestre. 1.00 Les Nuits de France Culture (rediff.).

LES ANNÉES TUBES

Développement présenté par Jean-Pierre Foucault.
Avec Elie Kakou, B. B. 3, Hervé Vilard, Gilbert Bécaud, Boris, Duvet, Chico et les Coyotes, Cyprien Love, 31, Enrico Macias, Banarama... (125 min). 750376

QUAI N° 1

Les Compagnons de la Lucie. Téliquin (95 min).
De Jean-Pierre Duen.
Morie, commissaire de la Brigade ferroviaire, retrouve d'anciens amis, qui meurent les uns après les autres... 4008191

THALASSA

Magazine. Les trois dames de Borneo (160 min).
L'île de Borneo ne possédait pas de ports capables d'accueillir les gros cargos, ce sont les infrastructures portuaires qui se développent vers les navires. 7703087

► SAPHO

Téliquin de Serge Moati, avec Mireille Darc, Arnaud Giovanetti (95 min).
Belle reconstruction d'époque, mais cette adaptation du roman d'Alphonse Daudet, transposée dans les années 20, se veut trop explicite et le téliquin perd un peu de la richesse des sous-entendus qui faisaient toute la force du livre. 314063

LES DESSOUS DE LA NOUVELLE-ORLÉANS

Téliquin de O. Noll Nozack, avec Susan Lucci (105 min).
Un célèbre prédicateur est retrouvé assassiné devant un hôtel. 750841

FOOTBALL

En direct. Championnat de France de Division 1 (27^e Journée) : Rennes - Nantes. 20.30 Coup d'envoi !
A la mi-temps, le Journal du Foot (135 min).
22.30 Les KO de Canal +.
22.45 Flash d'information.
22.50 et 3.35 Surprises.

France-Musique

20.00 Concert.
Franco-Allemand. Donné le 10 février à la Philharmonie de Berlin, le Chœur de la Radio hongroise et l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Georg Solti.
Clavier de Weiner, Zoltan Kodaly.
22.30 Musique pluriel. Présences 97.
Clavier de Berlin.
23.07 Miroir du siècle. Parfums de salon.
Clavier de Poulenc, Durey, Milhaud, Wiener, Honegger, Auric.
0.00 Jazz-club. Concert enregistré le 19 février à l'Albany Jazz Club à Paris. Claire Fischer, piano. 1.00 Les Nuits de France Culture.

SANS AUCUN DOUTE

Magazine présenté par Julien Courbet.
Invité : Bernard Kouchner.
Avec Marie Lecca, maître Dufour, Bergès (110 min). 2008334
0.40 et 1.45, 3.00, 4.00
TF 1 nuit.
0.55 et 2.05, 5.10
Histoires naturelles.
Documentaire. Star Fish (50 min). 6003390
3.30 C'est à la dérive. Série. (58) (rediff.). 4.30 L'Amnésie. Documentaire. 5.08 Musique (15 min).

BOUILLON DE CULTURE

Magazine présenté par Bernard Pivot. Et si l'on s'amusait un peu ! Invités : Macha Makieff et Jérôme Deschamps, Jean d'Ormesson, Jean-Pierre Oue, Jo Soares (65 min). 3657608
23.40 Journal, Bourne, Météo.
23.50 Plateau Ciné-Club.
23.55 Yeulen. 11 min.
Film de Souleymane Chouk.
Avec Ismaïla Kane (1987, v.o., 100 min). 1700421
2.05 Envoyé spécial (rediff.). 5.08 Aux marches du palais. Série. (rediff.). 5.20 La Complice. Abracadabra. 3.45 Chipp et Charly (15 min).

FAUT PAS RÉVER

Magazine. Invité : Anne Brochet. Émirats : les fauconniers des princes ; France : les maîtres du temps ; Montre : marchands de couleurs (60 min). 5499421
22.50 Journal, Météo.
23.20 Sciences sur les traces du crime (60 min). 1726792
0.20 Libre court.
Hara Kiri de Y. Fajenberg (10 min). 6756434
0.30 Séamus. Magazine (rediff.). 0.58 Musique. Série. 1.00 Musique gratuite. Magazine. Les Divins. Ruggero Rahmani et Lolo Greco dans un extrait de Don Juan de Brancati. Inc. au dans Don Juan d'Alfred Cassan. Une Lemper dans Séamus (15 min). 5255247

GRAND FORMAT : L'ÉCOLE DE L'ASIE

Documentaire de Jean-Paul Coligny (95 min).
L'évolution des relations entre l'Orient et l'Occident à travers l'histoire de l'Ecole française d'Extrême-Orient, un produit de l'expansion coloniale, naît il y a un siècle.
Un épisode de Grand Format en relation avec l'expédition Angkor et dix siècles d'art khmer, au Grand Palais à Paris.
23.45 ► Compagnons secrets.
Téliquin de Pierre Beauchet, avec Bernard Verley (1996, 90 min). 5255247
1.15 Les Dessous des Cartes (rediff.).
1.25 Éloge du coup de foudre.
Documentaire (rediff., 90 min). 8186723

POLTERGEIST

Le scaboteur de cristal. Série O (55 min).
Pour sauver sa fille mourante, un homme conclut un pacte avec une force maléfique.
23.25 La Chute d'Al Capone.
Téliquin de Michael Pressman, avec Keith Carradine (95 min). 1185421
1.00 Best of groove.
2.30 Jazz à l'écoute. 3.30 Préhistoire. Carla Bruni. 4.30 City de St Tropez. Documentaire. 4.35 E. N. 6 (rediff.). 5.20 Couilloux. Muriel Di Biase. 5.50 Turbo (rediff.). 6.35 Mister Biz (rediff., 25 min).

► PETITS MEURTRES ENTRE AMIS

Film de Danny Boyle (1993, 87 min). 76150
0.30 Prisonniers de la brosse.
Film de Willy Rozier (1999, 90 min). 2449394
2.00 Les Femmes McMullen. Film d'Edward Burns (1995, v.o., 95 min). 4681803
3.35 Mémoires d'un jeune com.
Film de Patrick Aurillac (1995, 85 min). 6008342
5.20 Copain, Copine III. Film d'Howard Zief (1993, v.o., 99 min). 1083445

Radio-Classique

20.40 Les Solistes de Radio-Classique. Le chef d'orchestre Jean Jouvenot. Clavier de Hayden, Bach, Brahms, Bruckner, Wagner.
22.40 Les Solistes de Radio-Classique. (Série). Archives : le pianiste Robert Casadesu. Clavier de Schumann, Mozart, Debussy. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

TV 5

20.00 Un château au soleil. Feuilleton (14).
21.00 Bon Week-end. 15^e émission.
RTBF du 20/1/96.
21.35 Météo des cinq continents.
22.00 Journal France 2.
22.30 Toratata.
Invités : Khedra, Jimmy Cliff, Jimmy Cliff.
France 2 du 20/02/97.
23.45 Ca cartonne.
Invitée : Vanessa Demancy.

Paris Première

20.00 La Semaine. 20 h Paris Première.
21.00 Un siècle de chansons. (34) 1958-1968 : Les Idoles (50 min). 2265782
21.50 et 1.50 Le J.T.S.
22.20 Prince Igor.
Opéra d'Alexandre Borodine. Mise en scène d'André Serban. Avec le Royal Ballet, le Chœur et l'Orchestre de la Royale Opéra, dir. Bernard Haitink (120 min). 30835421

Ciné Cinémas

21.00 L'Affaire Pilican. Film d'Alan J. Pakula (1993, 135 min). 2257818
23.15 Quel de neuf. Bob ? Film de Frank Oz (1991, v.o., 100 min). 6058042
0.55 L'Échelle de Jacob. Film d'Adam Yv (1990, 105 min). 7571537

Série Club

20.45 Au-delà du réel. L'aventure continue. Le paradis.
21.35 et 1.30 Le Gerfaut. Série d'Henrich Mann. Scénario de Martine Constant. Chorégraphie de Roland Petit. Avec la Compagnie du ballet national de Marseille (85 min). 502649613

Voyage

19.55 Chronique d'André Bercoff. Mémoires de plébain.
20.00 Suivez le guide.
22.05 Carnet de route. Pearl River Delta.
22.35 L'Heure du parc. Le Nord.
23.35 Suivez le guide. Tracé, gardien de la jungle : Norvège ; Jersey ; La Donbes (120 min).

Eurosport

10.25 et 13.30 Ski nordique. En direct. Championnats du monde. Ski de fond. Mesures à Trondheim (125 min). 97570841
13.55 Ski nordique. En direct. Championnats du monde. Ski de fond. Mesures à Trondheim (165 min). 1504911
15.00 Tennis. En direct. Tournoi d'Anvers 1^{er} jour. 80 min. 5855404
20.00 Tennis. En direct. Tournoi d'Anvers (120 min). 755315
22.00 Karaté. Tournoi France - États-Unis - Russie.
23.00 Sports fun.
23.30 Dragsters. Épreuve à Portorož (EU, 30 min).

Chânes d'information CNN

Information en continu, avec, en soirée : 20.00 et 23.00 World Business Today. 20.30 et 23.15 Sport. 20.35 No Comment. 20.25 et 21.40, 22.20, 1.40 Europe. 20.45 et 22.45 Mag R.E. 21.45 Artissimo. 21.50 Vica. 22.35 et 1.45 Économia. 0.10 et 1.50 Analysis (10 min).

Euronews

Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.45 et 21.15, 015 Eurocom. 20.10 et 21.15 Sport. 20.35 No Comment. 20.25 et 21.40, 22.20, 1.40 Europe. 20.45 et 22.45 Mag R.E. 21.45 Artissimo. 21.50 Vica. 22.35 et 1.45 Économia. 0.10 et 1.50 Analysis (10 min).

LCI

Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.45 et 21.15, 015 Eurocom. 20.10 et 21.15 Sport. 20.35 No Comment. 20.25 et 21.40, 22.20, 1.40 Europe. 20.45 et 22.45 Mag R.E. 21.45 Artissimo. 21.50 Vica. 22.35 et 1.45 Économia. 0.10 et 1.50 Analysis (10 min).

Planète

20.35 Mario Luraschi : mes chevaux magiques. Les médiums.
21.00 et 22.25 Bob Denard, corsaire de la république. (1 et 2).
23.25 Les Maronnies.

France Supersérie

20.30 Cap'tain Café.
21.25 Concert à l'église St-Etienne-du-Mont. Chœur Oratorio de Paris et l'Orchestre de Paris, dir. Jean Soubasse et Jean-Jacques Kantorov (85 min). 18745041

Ciné Cinéfil

20.30 La Tosca. Film de Carl Koch (1940, 11, 100 min). 5292889
22.10 Madress. Film de Frank Capra (1932, N, v.o., 75 min). 51574976
23.25 Le Retour du Mouton rouge. Film d'Henri Schwab (1997, N, v.o., 80 min). 7749870

Canal Jimmy

20.30 Star Trek. Un coin de paradis.
21.30 The New Statesman. Un plouf du tonnerre.
22.45 Destination série. Spécial French Quarter.
22.50 Chronique du front.
22.55 Dream On. Nuit blanche.
22.55 Selfméd.
Gai et aux corallines.
23.20 The Ed Sullivan Show.
23.50 La Semaine sur Jimmy.
0.00 New York Police Blues.

LE CABLE CHEZ VOUS

TV CABLE

ANN 2000 distributeur agréé

TEL. 01 4651 2000

2000 : la structure
à une créance

Enquête sur des
affaires

Enquête sur des
affaires

Enquête sur des
affaires

Enquête sur des
affaires

Enquête sur des
affaires

Enquête sur des
affaires

Isola 2000 : la structure de défaisance du Lyonnais renonce à une créance de 253 millions de francs

Le Consortium de réalisation veut ainsi faciliter la reprise de la station par Pierre et Vacances

L'IMPÉRITÉ de la gestion des anciens dirigeants de la station de sports d'hiver Isola 2000 (Alpes-Maritimes) a désormais un coût : 253 millions de francs. Tel est le montant de la créance à laquelle le Consortium de réalisation (CDR), la structure de défaisance du Crédit lyonnais, vient de renoncer explicitement au profit du groupe Pierre et Vacances, candidat à la reprise de la station.

Mercredi 19 février, les représentants du groupe d'immobilier touristique dirigé par Gérard Brémont ont produit, devant la cour d'appel d'Aix-en-Provence, appelée à examiner les offres des repreneurs potentiels, un document confirmant l'existence d'une telle transaction, que la rumeur annonçait depuis plusieurs semaines. Cette pièce consiste en une télécopie, adressée le 11 février à M. Brémont et par laquelle la direction du CDR « confirme bien volontiers avoir cédé » la « totalité » de la créance détenue à l'égard de la Société d'aménagement et de promotion de la station Isola (SAPSI).

PLAN DE « CONTINUATION »

Les 253 millions d'origine provenaient des caisses de la Société de banque occidentale (SBO), filiale du Crédit lyonnais, dont le CDR est aujourd'hui chargé de liquider l'essentiel des actifs. Les conditions dans lesquelles ces sommes furent englobées à Isola, de 1991 à 1995, alors que la station était dirigée par Sophie Deniau et le promoteur Dominique Bouillon, font l'objet d'une information judiciaire sur laquelle le renouement du CDR n'influera pas (lire ci-contre).

Un porte-parole du CDR a confirmé au *Monde* que le Consortium n'entendait pas se désister de

sa constitution de partie civile dans le dossier instruit par le juge Eva Joly. Mais la disparition, dans les comptes d'Isola, de la plus grosse part du passif, en empêchant la mise en liquidation de la station, pourrait être de nature à épargner de nouvelles poursuites contre les anciens dirigeants de la SAPSI - notamment pour banqueroute.

Devant la cour d'appel d'Aix-en-Provence, les critiques ont fusé, mercredi, à l'encontre du plan de « continuation » conduit par Pierre

serait dédommagé - à hauteur d'« environ 24 millions de francs ». « Nous sommes partisans du plan de continuation », a déclaré au *Monde* le porte-parole du CDR, parce qu'il permet de limiter les dégâts. Le CDR ne cache pas avoir redouté les conséquences d'une action en responsabilité engagée contre la SBO par les créanciers d'Isola. Le 6 décembre, le tribunal de commerce de Nice avait estimé que la banque s'était montrée « plus que négligente » dans le suivi

vembre, a subitement été contestée par le parquet, qui l'avait initialement soutenue. Ce délai supplémentaire a permis l'émergence de la Société financière de Montagne-Sud (FMS), au nom de laquelle le plan de continuation est aujourd'hui présenté. Créée le 13 décembre, la FMS a discrètement acquis les parts de la SAPSI détenues auparavant par l'éphémère société Isola Renaissance, qui les avait elle-même mystérieusement obtenues de la SBO, la holding luxembourgeoise contrôlant Isola, dont le capital appartenait à M. Bouillon et à M^{me} Deniau.

Une enquête sur des « abus de biens sociaux »

Ouverte le 19 juillet 1995 et confiée au juge d'instruction Eva Joly, l'information judiciaire sur les comptes d'Isola 2000 a entraîné la mise en examen de ses principaux dirigeants, parmi lesquels le promoteur Dominique Bouillon, et de Sophie Deniau, belle-fille du garde des sceaux, Jacques Tonbon (Le *Monde* des 19 et 20 décembre 1996). C'est une plainte contre X... pour « abus de confiance », déposée le 31 mars 1995 par la Société de banque occidentale (SBO), filiale du Crédit lyonnais, qui en est à l'origine. Mais l'information ouverte par le parquet de Paris visait, en outre, le chef d'« abus de biens sociaux ». Si bien qu'un retrait de la plainte initiale - qui semble de toute façon exclu - ne suffirait pas à éteindre les poursuites.

et Vacances. Les avocats du candidat rival à la reprise, l'imprimeur vauvrosien Bernard Riccobono, l'administrateur judiciaire et le représentant des créanciers ont dénoncé la faiblesse des garanties proposées, et se sont étonnés du manque de précision de l'offre de Pierre et Vacances.

Ainsi, les conditions de l'accord avec le CDR n'ont été révélées qu'oralement, au cours de l'audience : la créance de 253 millions de francs a été rachetée pour un franc, la transaction étant assortie d'une clause de « retour à meilleure fortune » prévoyant qu'en cas de redressement de la station, le CDR

du dossier Isola, ouvrant la voie à une possible condamnation pour « soutien abusif », qui aurait contraint le CDR à rembourser les autres créances - environ 54 millions au total. « Le plan de Pierre et Vacances rembourse à notre place, indique-t-on au CDR. Cette solution est la moins mauvaise pour le contribuable ».

Ces propos apaisants ne suffisent pas à dissiper les soupçons entourant la mise en œuvre du plan de continuation, qualifié de « plan de cession déguisé » par M. Riccobono. L'offre de ce dernier, adoptée par le tribunal de commerce de Nice, le 22 no-

UN DÉTAIL TROUBLANT

A cet imbroglio juridique s'ajoute un détail troublant : la présence abondante, dans les carnets personnels de M. Bouillon, saisis par la police, des initiales du fondateur de FMS, Jean Diaz, qui pourrait donner à penser que l'ancien dirigeant d'Isola éprouvait un intérêt certain pour ce plan de reprise.

Président de la Fédération nationale des promoteurs-construc-teurs, ancien directeur général de la COGEDIM, M. Diaz figure toujours parmi les administrateurs de la FMS, après sa prise de contrôle par Pierre et Vacances, le 6 février. Dans les notes de M. Bouillon, dont la teneur avait été révélée par Le *Monde*, les initiales « J. D. » voisinaient notamment, à la date du 18 novembre 1996, avec la mention « note Tonbon ». A la date du 13 novembre 1996, M. Bouillon avait écrit : « J. D. », puis : « Appeler Jacques qui voit le président du tribunal de commerce de Nice qui dit "ne pas être satisfait de la solution" ».

Hervé Gattegno

Réincarnations

par Pierre Georges

LE DALAI-LAMA n'a pas perdu de temps. A peine connue la mort de Deng Xiaoping, le chef spirituel et politique tibétain, en exil aux Etats-Unis, a eu cette phrase : « Personnellement, je prie pour qu'il ait une bonne réincarnation et je souhaite offrir mes condoléances aux membres de sa famille ».

Prier pour une « bonne réincarnation » du défunt maître de Pékin, de l'occupant-chef et d'un des principaux responsables de ce que l'on qualifie récemment de « génocide culturel », c'est sans doute pratiquer admirablement le pardon des offenses et tourments. Par obligation métaphysique, le dalai-lama ne pouvait cependant faire moins.

Deng Xiaoping est mort. Et, sans doute, pas dans cet état de pureté suffisante pour atteindre au Nirvana bouddhiste. Revive donc Deng Xiaoping, sous une autre forme, animale ou humaine ! Ce n'est d'ailleurs pas l'homme Deng qui était mauvais. Mais le système communiste chinois qui restait « totalitaire » et qui a poussé son leader à commettre, selon le bel euphémisme du dalai-lama, « inévitablement des erreurs ».

Formidable prière pour un ennemi défunt ! Voici donc Deng Xiaoping promis à une longue marche vers le Nirvana et à une nouvelle vie. Y sera-t-il buffe, ou cafard, ou homme, chinois ou tibétain, moine ou paysan ? Cela on l'ignore comme l'on ignore le nombre de réincarnations, de vies qu'il devra vivre pour obtenir la libération finale.

Mais ce n'est probablement pas gagné d'avance ! Le dalai-lama qui a vu mourir un certain nombre de leaders chinois, même si ceux-ci savent durer,

avait eu probablement des intentions identiques à l'égard du Grand Timonier. Au défunt Mao, il avait souhaité une bonne réincarnation, comme l'on dirait bon voyage vers de nouvelles aventures spirituelles. A l'égard du vivant, par contre, il s'était montré un peu plus circonspect.

A preuve, cet étonnant miniportrait livré à un collègue du journal, Bruno Philip : « Ah ! Mao ! Great leader, great leader ! Il me traitait comme son propre fils quand je l'avais rencontré à Pékin. Il me faisait asseoir à sa droite, me nourrissait avec ses baguettes. Je me rappelle encore l'odeur de cigarettes de ses baguettes. Ça m'échappe encore des années plus tard. » Et de poursuivre : « Une fois, autour d'une table où était assis, entre autres Chou En Lai, il m'avait désigné deux importants généraux de l'armée populaire de libération basés au Tibet : "Ils sont là pour vous aider. S'ils ne le font pas, faites-le moi savoir et je prendrai les dispositions qui s'imposent". »

De toute évidence les généraux chinois adhérent le Tibet de la plus pressante manière ! Interrogé par Bruno Philip : « Mais vous l'avez cru, votre sainteté ? » - le dalai-lama eut cette réponse admirable : « C'est-à-dire... Quand je repense à la révolution culturelle et à la "bande des quatre", je me dis que Mao était un grand acteur. Il avait une double langue, un double langage. »

Mao grand acteur ! Voici bien une piste pour sa réincarnation. Qui sait si sous un nom d'emprunt, voire de souche, et dans une recherche de pureté, il n'a pas signé une de ces pétitions qui ulcèrent le pauvre Jean-Louis Debré !

Les turbulences aériennes des rugbymen de Brive secouent le club

QUE S'EST-IL passé dans le vol Cardiff-Brive du dimanche 26 janvier ? S'agissait-il seulement du retour - forcément agité - d'une équipe de rugby triomphante, celle de Brive, qui avait conquis de haute lutte, la veille, le titre de champion d'Europe face aux Gallois de Cardiff ? Ou bien l'équipage « à-t-il été témoin et victime des débordements dangereux d'une bande de soûlards terminant en plein ciel dans les pires excès leur troisième mi-temps ?

Ces questions sont posées depuis la révélation par le quotidien *Ouest-France*, mercredi 19 février, plus de trois semaines après les faits, d'incidents pendant le vol, et de dégâts qui auraient été constatés dans l'ATR 42 loué à la compagnie finistérienne Brit Air (Le *Monde* du 20 février). Alors que, selon le quotidien régional, ces dégâts s'élèveraient à 300 000 francs et auraient nécessité une longue remise en état, Pierre Dauzier, président du club omnisports

de Brive et PDG d'Havas, affirme que cet avion a servi le même jour à ramener, de Monaco, les joueurs du PSG après un match. Les footballeurs parisiens et leurs dirigeants affirment, de leur côté, que l'avion qu'ils ont utilisé était « nickel ».

Le Syndicat national du personnel navigant (SNPNC) a demandé, mercredi, à Bernard Pons, ministre des transports, de « diligenter une enquête afin que toute la lumière soit faite sur l'affaire ». Le SNPNC s'est montré sensible aux déclarations d'un représentant de la compagnie aérienne, selon lequel l'incident qui accompagnait l'équipe briviste avait « dû survenir des mois et des gestes irrespectueux ».

Plusieurs témoignages viennent cependant contredire les révélations d'*Ouest-France*. Un journaliste de *L'Equipe*, présent dans l'appareil, n'a « rien vu de vraiment extraordinaire » pendant le vol. Jean-Jacques Madrias, vice-

président du club, a admis que l'avion avait été sali, parce que « ce n'était pas le déplacement d'un club du troisième âge ». Pour Patrick Sébastien, le président de la section rugby et animateur de télévision, « c'était un chiot tout à fait normal. Nous avons participé à trois finales en un an, notre victoire fait plaisir à ceux qui ont le rugby, mais elle dérange les autres ». L'équipe de Brive doit rencontrer, samedi 22 février, à Brive, le club néo-zélandais d'Auckland, vainqueur du championnat des provinces de l'hémisphère Sud.

Bernard Lapasset, président de la Fédération française de rugby, a qualifié, mercredi, d'« extrêmement graves » les accusations portées contre les joueurs de Brive, précisant que, si elles étaient prouvées, des « sanctions » seraient prises.

Christophe de Chenay

Robert Hue et Jean-Pierre Chevènement veulent un référendum sur l'euro

L'AMBIANCE leur plaît. La grande salle de la Mutualité, à Paris, pleine de trois mille personnes, leur rappelle celle de Gardanne, lors de leur premier meeting « unitaire » de soutien à Roger Mel, le 9 octobre 1996, avant sa victoire à l'élection législative partielle des Bouches-du-Rhône. Les « camarades-citoyens », ravis, crient : « Allez ! Allez ! » « Nous sommes contents d'être ensemble. Nous allons faire de grandes choses », dit M. Chevènement. C'est un grand succès, un événement majeur. Une dynamique de rassemblement est en train de se construire », se félicite pour sa part M. Hue.

Après de multiples avatars, le Parti communiste a finalement accepté de mener, avec le Mouvement des citoyens, une campagne commune pour un référendum sur la monnaie unique, qu'il avait mise un temps sous le boisseau (Le *Monde* du 10 décembre 1996). Mercredi soir 19 février, le meeting parisien était l'occasion, pour les deux hommes, de répondre à Lionel Jospin, qui a accepté de poser quatre conditions au passage à l'euro, et envisagé, le 18 février sur France-Inter, une consultation du Parlement, le moment venu, sur le sujet. « Ces conditions n'ont aucune chance d'être remplies, a indiqué le

secrétaire national du PCF. Pourquoi faire semblant de croire que c'est seulement après une éventuelle victoire de la gauche aux élections législatives, en 1998, que l'on pourra s'en assurer ? Et de poser une « cinquième » condition : « Que fait-on dès lors que les quatre n'ont aucune chance d'être remplies ? »

« UN PROJET ANTIMONÉTARISTE » Rappelant que les deux partis luttent ensemble contre le Front national, le président du Mouvement des citoyens (MDC) a estimé que « la monnaie unique est un projet antimonétariste », qui, en « creusant le chômage et en sapant l'idée républicaine », sème « le terreau d'un néovichisme ». « Il faut bâtir

une alternative véritable : il suffit pour cela de faire le chemin - trente kilomètres - qui mène de Vitrolles à Gardanne ! », s'est exclamé le maire de Belfort, évoquant la défaite du candidat de la gauche, Jean-Jacques Anglade (PS), le 9 février.

Spectre du « pôle de radicalité », oblige, les deux orateurs ont rappelé que le PS « reste pour le MDC et pour le PCF un partenaire ». Le message de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), qui s'étonnait de ne point avoir été conviée, a été lu en vitesse. Et on a laissé la parole, sur l'estrade, à quelques gaullistes de souche...

Ariane Chemin

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LÉGIOMNE

Cours relevés le jeudi 20 février, à 12 h 30 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES			
Tokyo Nikkei	12595,10	+0,69	-1,59
Hong Kong index	13106,30	+0,03	-2,56
Tokyo, Nikkei sur 3 mois			
20416,30			
20389,45			
1998			
18002,35			
17089,20			
OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES			
	Cours au 1902	Var. en %	Var. en % fin 96
Paris CAC 40	2594,76	-0,87	+12,05
Londres FT 100	—	—	+5,91
Zurich	—	—	+15,30
Milan MIB 30	—	—	+2,56
Frankfurt Dax 30	3245,21	-0,94	+12,34
Bruxelles	—	—	+12,42
Suisse SBS	—	—	+9,79
Madrid Ibes 35	—	—	+8,21
Amsterdam CBS	—	—	+14,26

Tirage du *Monde* daté jeudi 20 février 1997 : 462 911 exemplaires 1

Liberté, Egalité, Fraternité pour tous

A travers des portraits de personnalités l'histoire d'un siècle d'immigration en France

Un cahier spécial de 16 pages
A lire demain dans *Le Monde*

SCIENTES ET AVENIR

Insectes : pourquoi ils nous fascinent

Vaccins : le pour et le contre

EN VENTE DÈS AUJOURD'HUI



DÉPÊCHEZ-VOUS ! OFFRE LIMITÉE.

***D*OUBLEZ VOS
MILES AADVANTAGE® SUR
AMERICAN AIRLINES®,
ET GAGNEZ RAPIDEMENT
UN VOYAGE GRATUIT.**

Entre le 15 février et le 14 mars 1997, les membres du programme de fidélisation AAdvantage d'American Airlines*

VOIS QUOTIDIENS SANS ESCALE DE PARIS VERS :

- Boston
- Chicago
- Dallas/Fort Worth
- Miami
- New York

gagneront le double de miles sur les vols American Airlines. De Paris.

nous vous proposons des vols quotidiens sans escale vers 5 villes aux

U.S., avec des correspondances vers plus de 180 villes à travers les Etats-Unis. Si vous n'êtes pas encore inscrit au

programme AAdvantage d'American Airlines, c'est le moment ou jamais. Pour toutes informations ou réservations,

contactez votre agence de voyages ou American Airlines au 01 69 32 73 07 (Paris/Ile de France) ou 0 800 23 00 35

(n°vert/province). 3615 American Airlines (1,29 F/mn).

American Airlines®

* L'offre de doubler les milles de base est valable pour les membres Advantage sur les vols d'American Airlines incluant les vols American en partage de codes avec d'autres compagnies effectuant du 15/2/97 jusqu'au 14/3/97 avec des billets achetés au tarif public, les milles de base équivalant aux milles effectués. Ces milles ne seront pas pris en considération pour les qualifications des statuts Gold/Platinum. Cette offre s'applique uniquement aux membres Advantage ayant une adresse postale Advantage aux U.S. ou au Canada, en Europe, aux Bahamas, et aux Caraïbes. American Airlines peut se réserver l'obligation de modifier à tout moment les règles du programme Advantage, les directives, les primes de voyages et toute offre spéciale. American se réserve le droit de mettre fin au programme Advantage moyennant un préavis de six mois. Certaines villes sont desservies par American Eagle, notre partenaire régional. American Airlines, American Eagle et Advantage sont des marques déposées d'American Airlines, Inc. © 1997 American Airlines, Inc. Tous droits réservés.

صكنا من الامل

LE FEUILLETON
DE PIERRE LEPAPE
« Des lieux pour l'histoire »
d'Arlette Farge
et « Histoire
des choses banales »
de Daniel Roche
page II

JEAN GENET
page III

Le Monde LIVRES

VENDREDI 21 FÉVRIER 1997

LA CHRONIQUE
de Roger-Pol Droit
page VI



CHINE,
D'UNE RÉVOLUTION
À L'AUTRE
Une floraison
de publications
page VI

Handke comme personne

Formidable alliance de tension
et de détachement,
le dernier livre de l'écrivain autrichien
brille comme un phare en pleine terre

N'essai ni biographie, ce très gros livre au titre étrange, comme une aventure maritime doublée d'un western métaphysique, porte un sous-titre non dépourvu d'ambition : *Un conte des temps nouveaux*. Il s'ouvre sur un constat d'échec de la vie sociale et familiale : « Ma maison est redevenue vide, définitivement sans doute. » L'amarissime est d'entrée contrebalancée par une fabuleuse attente : celle d'une métamorphose ; comme s'il fallait l'absence et la distance, le dépouillement, pour qu'advienne la mue. « La nouvelle métamorphose, je la voudrais sans douleur. Il ne faut pas que se renouvellent ces années d'étranglement entrecoupées d'instant d'extrême clarté. » Volonté d'équidistance, affirmée ensuite tout au long de l'œuvre comme une vocation. Mais quel est ce « je » qui veut se transformer ainsi, et pour la seconde fois ? Grégor Kusch, le narrateur (qui porte le même prénom que le protagoniste de la nouvelle de Kafka) est un personnage qui est déjà apparu dans *L'heure de la sensation vraie* (1). Sa première métamorphose, il l'a connue il y a vingt ans, lorsqu'il a abandonné son métier de juriste pour embrasser la carrière d'écrivain. « C'est grâce à elle que je suis ce qu'est l'existence. » Depuis, il a quitté son pays, l'Autriche, et parcouru le monde. Mais « à bientôt cinquante-six ans, je ne me connais pas ». La nouvelle métamorphose, il est résolu à la mettre en œuvre de façon différente.

« Le grand départ, cette fois, se produira par un autre moyen qu'un changement de lieu. » Cette entreprise radicale de renouvellement, c'est d'abord une terre d'élection, longtemps flânée, parcourue, accueillie, observée. Le narrateur l'appelle joliment la baie : une banlieue de la région parisienne entourée de forêts et de collines, et où l'on aperçoit la pointe de la tour Eiffel ; un *no man's land* qui a poussé sa femme à prendre le large et laisse sceptique son éditeur, convaincu qu'une histoire d'aujourd'hui ne peut se passer que dans le centre des villes. Mais le narrateur tient à son lieu qu'il investit non sans fierté : « Je fais partie d'une avant-garde. » Il ne se sent pas en exil dans cette banlieue tranquille, beaucoup moins déraciné même que tous ceux qui ne bougent pas et se cramponnent à leur terre natale. D'ailleurs, presque tous les amis qui lui restent sont des errants. C'est l'un des propos du livre de tracer le portrait de ces amis « dispersés au hasard à travers le globe ». Sept au total. On est loin du projet de comédie humaine que caressait le narrateur vingt ans plus tôt, moins en référence à Balzac qu'à un autre écrivain autrichien, Heimito von Doderer, chroniqueur de la Vienne impériale. Ces amis n'ont pas de noms ou, s'ils en ont un, il est rarement utilisé pour les désigner ; chacun d'eux est nommé par ce qu'il est, par ce qu'il fait : le chanteur, le lecteur, le peintre, l'architecte et charpentier, le prêtre, le fils. Cette poignée de fidèles, artisans de leur destin, va se retrouver en fin de volume (sauf le chanteur, disparu dans une terre lointaine), pour célébrer l'amitié.

On le voit, le livre – rédigé en 1993 et situé en 1997 – n'est pas la chronique de grands événements extérieurs. On apprend seulement que l'Allemagne sort d'une guerre civile et peut enfin renaitre à son histoire, continuant ainsi à une sorte de réconciliation universelle. Le décalage du temps participe à l'ampleur de la métamorphose. Non, ce qui compte ne fait pas sensation : dire la profusion du monde sans éléments dramatiques, simplement avec des nuances, le plus de nuances possible. « Le souffle de l'air, le ruissellement de l'eau, la croissance des céramiques, le balancement de la mer, le verdolement de la terre, l'éclat du ciel, le scintillement des étoiles, voilà ce que je tiens pour grand. » Cette citation empruntée à un autre Autrichien, Adalbert Stifter, montre dans quelle tradition s'inscrit le livre de Handke : celle de l'intériorité. Mais le projet n'est pas de décaler « la douce loi » du monde ; il s'agit de mener à bien un combat : « Je sens

Pierre Deshusses

que je pourrais me débarrasser de mon démon, de ce qui me fait obstacle, du crocodile qui est dans mon cœur. » Combat contre la conscience pour qu'advienne la narration.

« Dans les livres que j'ai écrits depuis que j'ai abandonné mon métier de juriste, c'est moi, plus ou moins, qui suis le héros », écrit Kusch, qui cite ses œuvres, derrière lesquelles on reconnaît sans grande difficulté les propres livres de Handke. Maintenant, le projet s'est déplacé, même s'il parle encore de lui, avoue ses faiblesses, ses doutes, ses incertitudes, fait son autocritique ; même s'il nous dit ses blessures, sa difficulté d'adhérer à l'existence, sa recherche du père, son besoin ambigu de solitude et de compagnie, son impossibilité de communiquer (« Tu ne peux pas partager ton bruissement des arbres ni la vibration des brins



OLIVIER HERMANN

d'herbe – sauf dans un livre », lui lance sa femme Ana). Propos rapportés, car il n'y a aucun dialogue dans ce livre, comme si l'échange de la parole attisait le risque de la dispersion – une seule voix donc, comme la lumière d'un phare qui scrute les contours d'un monde libéré de tout mythe.

La chronique de cette année dans la baie parle toujours d'un « moi », mais avec une profondeur et une intensité telles que ce « moi » en devient presque anonyme. Il ne s'agit pas de trouver telle chose originale, telle autre inattendue ; il ne s'agit pas de rassembler des morceaux épars ; il ne s'agit pas de faire un catalogue des images, des sons, des odeurs ; il ne s'agit même pas de relier toutes ces observations par des lois, d'essayer de trouver une unité, d'inventer une cohérence, un style ; il ne s'agit pas de mettre les choses à

plat mais de les placer dans la perspective d'une attention, de les accorder à une vibration capable d'aérer le chaos, d'accueillir les lumières, les ombres, les météores, les explosions, les échappées, les silences et les fracas, les éloignements et les frôlements : « vivre en fragments, raconter en totalité ». Pour cela, il convient d'être objectif au risque d'être exhaustif et d'endiguer le récit ; faire une chronique aussi minutieuse qu'un code de droit romain. Or, il faut le dire, le risque ne se manifeste jamais et c'est en cela que ce livre est proprement extraordinaire, introduisant la tension jusqu'à la monotone, la suspension jusqu'à la frange de l'ennui. Il est juste de saluer ici le travail du traducteur, qui a su trouver la température de cette œuvre et nous la restituer.

Mon année dans la baie de personne est à la fois un livre sur tout et

un livre sur rien, au sens où l'ambitionnait Flaubert : roman total loin des idéologies, des bavardages et des crispations. C'est surtout une œuvre sur l'aventure de l'écriture, à la fois agonie et volupté. Tel est l'enjeu de la métamorphose, cette mise à nu, ce risque de la pureté : se présenter enfin sans cuirasse et sans rôle, être une personne et personne à la fois.

(1) Traduit par G. A. Goldschmidt, Gallimard, 1977.

MON ANNÉE DANS LA BAIE DE PERSONNE (Mein Jahr in der Niemandsbucht) de Peter Handke. Traduit de l'allemand (Autriche) par Claude-Eusèbe Porcell. Gallimard, coll. « Du monde entier », 485 p., 160 F.

Foucault, généalogie du « bio-pouvoir »

Début de la publication – enfin ! – des cours que le philosophe donna au Collège de France entre 1971 et 1984, et dont il n'existait que des enregistrements clandestins

« IL FAUT DÉFENDRE LA SOCIÉTÉ » (Cours au Collège de France, 1975-1976) de Michel Foucault. Édition établie, dans le cadre de l'Association pour le centre Michel-Foucault, sous la direction de François Ewald et Alessandro Fontana, par Mauro Bertani et Alessandro Fontana. Hautes Études, Gallimard et le Seuil, 272 p., 140 F. (En librairie le 28 février.)

Foucault l'avait décrété : il n'y aurait « pas de publication posthume ». Rien de ce que, lui vivant, il avait décidé de ne pas publier ne le serait après sa mort. Les ayants droit y veilleraient. Un problème se posait cependant pour les cours qu'il avait donnés au Collège de France, vingt-six heures par an, de 1971 à 1984 inclus, soit pendant quatorze années consécutives (moins une année sabbatique). Ces cours avaient été suivis par des centaines d'auditeurs et enregistrés (avec l'accord du maître) par de nombreux magnétophones. Il en circulait même, ici ou là, des versions clandestines. Faut-il en priver à jamais ceux qui n'avaient pu y assister ?

Les ayants droit ont finalement tranché dans le sens d'une publication. Sur la base d'un distinguo subtil mais, après tout, éthiquement acceptable : ce n'est pas le manuscrit préparatoire de ces cours qui sera publié, c'est le texte enregistré des interventions de Foucault, telles qu'elles ont été effectivement prononcées, avec la part inévitable d'improvisation qu'elles comportaient. Un texte déjà « publié », en somme. Et dont la transcription, supervisée par François Ewald et Alessandro Fontana, ne devrait poser qu'un minimum de problèmes techniques.

Christian Delacampagne

Voici donc le premier volume d'une série qui en comportera treize. Série essentielle, on le devine, à la compréhension de la pensée de Foucault. Car ses cours au Collège (tous ceux qui l'ont connus le savent) constituaient un aspect essentiel de son activité philosophique. Foucault les préparait avec soin, et s'en servait pour « essayer », sur son public, les idées neuves que ses recherches lui inspiraient.

Ce n'est pas un mauvais choix, de ce point de vue, d'avoir commencé par *Il faut défendre la*

société. Situé exactement entre la publication de *Surveiller et punir* (février 1975) et celle de *La Volonté de savoir* (octobre 1976), ce cours occupe en effet une position charnière dans l'itinéraire de Foucault. Il correspond – comme le disent justement Fontana et Bertani, responsables de l'édition – à « une sorte de pause, de moment d'arrêt, de tournant, sans doute », à l'occasion duquel le philosophe « évahue le chemin parcouru et trace les lignes des enquêtes à venir ».

Revenons en arrière. Jusqu'en 1975, Foucault place son propre travail sous le signe d'une « archéologie des formations discursives ». Partant d'enquêtes précises sur l'histoire de la médecine, de la psychiatrie, du droit pénal et de la criminologie, il s'intéresse à la manière dont se constituent, en Occident, la figure du « malade mental » et celle du « criminel ». L'étude des mécanismes de sanction employés contre ces deux déviants (système asilaire d'un côté, système carceral de l'autre) l'aide à repérer les principales « technologies disciplinaires » inventées, à partir du XVIII^e siècle, pour normaliser les individus. Elle lui permet, du même coup, d'esquisser une nouvelle analyse du pouvoir.

Car ce que Foucault déconstruit, durant ces années qu'il vint d'*Histoire de la folie à l'âge classique* (1961) à *Surveiller et punir*, c'est que le concept traditionnel de pouvoir est trop massif pour être opérationnel. Le pouvoir ne se réduit ni à la souveraineté étatique, comme le croyait Hobbes, ni à la simple traduction juridique de l'exploitation économique, comme le voulait Marx. Il ne peut être assimilé ni à un instrument ni à une entité, mais plutôt à une relation ou, mieux, à un réseau de relations.

Ce réseau, de surcroît, s'articule étroitement sur l'espace des savoirs, d'où il tire bien souvent sa « justification », et qu'il quadrille en retour. L'un de ces nœuds sensibles entre savoir et pouvoir se situe, en particulier, dans la « science historique ». Celle-ci a longtemps eu, jusqu'au XVIII^e siècle, pour fonction de justifier le pouvoir royal. Mais voici que Foucault, au fil de ses recherches en bibliothèque, tombe sur des textes étranges. Des textes qui, pour la première fois, semblent utiliser l'histoire pour contester l'absolutisme monarchique. La trouvaille est trop belle. Il va lui consacrer son cours de l'année 1975-1976.

Lire la suite et le dossier sur Michel Foucault page IX

ROGER
GRENIER

QUELQU'UN
DE CE TEMPS LÀ

nouvelles

GALLIMARD

anAirlines

Le feuillet
de Pierre Lepape

DES LIEUX POUR L'HISTOIRE
d'Arlette Farge.
Seuil, coll. « La librairie du
XX^e siècle », 160 p., 95 F.

HISTOIRE DES CHOSES BANALES
Naissance de la consommation
dans les sociétés traditionnelles
(XVII^e-XIX^e siècle)
de Daniel Roche.
Payard, 330 p., 130 F.

Faire parler le désordre



Qui a bûd les cathédrales ? Personne, oot loogtemps répondu les historiens – ou peu s'en faut : une fourmillière, uoe myriade d'anonymes entraînés dans le flux puissant d'un mouvement de civilisation dont ils n'avaient, au mieux, qu'une conscience vague. L'importance de la trace qu'ils avaient laissée rendait insignifiante, presque ridicule, leur existence individuelle ; comme s'ils n'avaient jamais existé que pour apporter leur pierre à l'édifice. L'histoire savante traçait avec talent autour de leurs fragiles et fantomatiques destinées le dessin des réseaux qui les enserrèrent : les institutions, les pouvoirs, les croyances, les mouvements de l'économie, la vie matérielle, la culture. Il ressortait de ce catalogue des contraintes qu'ils avaient bûd les cathédrales parce qu'ils ne pouvaient pas faire autrement. Hegel ne disait pas autre chose : « L'histoire est la science du meilleur des hommes. »

A répéter que ce qui est arrivé devait nécessairement arriver puisque c'est arrivé, l'histoire devenait une école du pessimisme et de la résignation. Elle nous apprenait que les acteurs sociaux, quand bien même ils croyaient agir par leur propre décision, réalisaient un rôle dans une pièce écrite ailleurs, par personne, dont le sens et la finalité leur étaient inconnus. Plus l'histoire étendait le champ de ses investigations – à la vie privée, aux sentiments, aux manières de vivre, de penser, de se réjouir et de pleurer –, plus elle s'efforçait de comprendre ce que oous étions, plus pesait sur nous la certitude de o'être qu'un amas de données, la pâle individuation d'une convergence de séries inscrites dans le ciel muet du changement.

Il fallait une révolte contre cette pédagogie de la fatalité : elle est venue, pour l'essentiel, des historiens eux-mêmes, ce qui montre la vitalité intellectuelle de cette profession. Personne n'a remis en cause les acquis, incontestables, de la science historique depuis soixante-dix ans, mais on a commencé par faire le bilan des pertes qu'avait provoquées la grande bataille de la grande histoire. A voir les choses de haut, on avait oublié jusqu'à l'existence de ce qui se passait en bas, à hauteur d'homme, là où l'histoire n'a pas le visage de l'ordre, mais celui du désordre de la vie, de la surprise de l'événement, des aléas de l'action, de la brusque poussée des émotions et des passions, de l'aventure des stratégies

Quels sont les liens qui unissent l'histoire et le sentiment de fatalité ? Comprendre, de toutes les façons possibles, comment une guerre a pu avoir lieu, c'est aussi comprendre comment d'autres possibilités ont été écartées. Comment, peut-être, on évitera celle de demain

individuelles. Il ne s'agissait pas seulement de réhabiliter les existences individuelles, de redonner la parole aux muets du récit historique, mais surtout d'affirmer que ces vies minuscules, dans les éclats que nous pouvons en saisir, sont aussi importantes pour la compréhension de notre passé que les grands processus linéaires qu'elles accompagnent – et parfois contestent.

Les révoltes devaient demeurer méthodiques, sous peine de briser leur outil et de ne plus produire que de la littérature ou de la philosophie de l'histoire. Certains, à partir d'un mouvement né en Italie, ont expérimenté les possibilités offertes par la micro-histoire et travaillent à lui construire une forte base théorique (1). Ils changent en quelque sorte la focale du regard historique pour étudier intensivement sous leurs microscopes des objets limités dont ils espèrent trouver les modes de fonctionnement réels mieux que ne peuvent le faire les grandes machineries conceptuelles.

L'audace d'Arlette Farge est plus grande, sa révolte plus véhémement, sa marginalité plus radicale. Chacun de ses livres depuis quinze ans – depuis *Le Désordre*

des familles, qu'elle cosigna avec Michel Foucault – est une protestation contre le récit officiel de l'histoire et contre sa propension à rejeter dans l'ombre, dans les limbes de l'a-historique, ce qui fait le battant même de nos vies : les paroles, les souffrances, les émotions, les événements, les gestes ; soit qu'ils soient jugés trop particuliers pour être significatifs ; soit au contraire qu'on les décrète trop proches d'une invariable nature humaine pour entrer dans une analyse du changement. Ainsi de la guerre, de la violence, de la différence des sexes, de l'irrationalité des foules, de la versatilité de l'opinion, qui sont, comme chacun sait, des fatalités de notre condition.

Des lieux pour l'histoire est mieux qu'un bilan ordonné de ces multiples incursions sur des terres interdites. Arlette Farge n'a que faire de gérer en honneur mère de famille – les multiples trésors ramenés de ses courses pirates, sous le pavillon noir de Michel Foucault. Mieux vaut y voir, au contraire, un point de départ, un tremplin à partir duquel l'historienne va se lancer vers de nouvelles conquêtes, plus continues, plus systématiques, plus amples encore. Des lieux pour l'histoire, sous sa forme trop modeste de courts essais enchaînés, d'une géographie à peine esquissée de terres vierges, possède l'énergie des manifestes, la vigueur poétique des commoeements, la fièvre heureuse des gestes créateurs, le tremblement du risque. En cela, ce beau travail d'historien est aussi un beau texte d'écrivain.

« L'historien est en droit de se demander : face à ce qui est fait, à ce qui vient, que dit l'histoire ? tout en maintenant en lui l'indigne conviction qu'il est paradoxal d'interroger le récit historique sur l'avenir. Mais le discours historique peut aussi être une protique d'ontologie. » En interrogeant le passé comme elle le fait, Arlette Farge cherche à distendre les liens qui unissent l'histoire et le sentiment de fatalité. Ce qui arrive n'est pas nécessairement, inéluctablement ce qui devait arriver. Comprendre, de toutes les façons possibles, comment une guerre a

pu avoir lieu, c'est aussi comprendre comment d'autres possibilités ont été écartées, comment elle aurait pu ne pas avoir lieu. Comment, peut-être, on évitera celle de demain. Arlette Farge a choisi d'être « d'un lieu, d'un moment, d'une passion » : elle parle de nous.

Daniel Roche a intitulé son livre *Histoire des choses banales*. On pourrait croire qu'il s'agit, là encore, de retrouver les rythmes du vécu quotidien, la saveur des objets, la fatigue des gestes, le sens de ce qu'on fait sans y penser. Le sous-titre oous ramène à des préoccupations plus classiques – et fort intéressantes : *Naissance de la consommation dans les sociétés traditionnelles*. Ce qu'on pourrait traduire autrement, dans des termes qui intéressent notre présent et notre avenir : comment les hommes sont-ils devenus prisonniers des choses ?

L'enquête est menée de main de maître. Roche sature son sujet. Il le regarde sous tous les angles autorisés par le savoir : l'économie, la culture, l'agriculture, la politique, la technique, la démographie, la géographie. Il passe avec une implacable érudition de l'histoire du meuble à celle des vêtements, de la querelle sur le luxe aux règles de la bienséance chrétienne, des livres de cuisine à l'architecture des maisons rustiques et des calculs d'économie à l'art de la coiffure. Roche sait aussi nous rendre sensibles aux problèmes intellectuels que pose son sujet, aux interactions permanentes qui s'exercent entre l'infrastructure économique et les manières de s'orienter et de se situer dans la société. Il excelle à rendre la complexité des mouvements, le jeu des continuités et des ruptures, des dynamismes et des résistances. Grâce au réseau dense de ses analyses – parfois si dense qu'on y étouffe un peu –, on croit enfin saisir ce qui ressemble en effet à une naissance : le glissement d'une société organisée autour de la rareté à une autre, la nôtre, façonnée au cours du XIX^e siècle, où les objets perdent l'essentiel de leurs fonctions pratiques et échappent à la dictature de la nécessité pour s'organiser en système symbolique – sans pour autant que disparaissent l'indigence, l'exploitation et l'inégalité. Le livre de Roche, lui aussi, invite à la réflexion politique et donne de solides éléments pour la mener au mieux.

Le meilleur du travail de Daniel Roche est sans doute d'avoir su effacer les oppositions traditionnelles dans ce genre d'ouvrage entre culture savante et culture populaire, pauvreté et richesse, ville et campagne, vie réelle et vie désirée, pour mettre en relief les circulations, les brassages, les retournements et les articulations. Après la lecture d'Arlette Farge, on demande davantage encore : entendre, voir, sentir non seulement ces choses banales mais encore les personnes banales qui oot transformé ces choses en valeur.

(1) Voir l'ouvrage récent publié sous la direction de Jacques Revel : *Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'épreuve* (Hautes Etudes-Gallimard-Le Seuil, 246 p., 150 F.)

versions originales

L'holocauste dans des éclats de miroir

THE NATURE OF BLOOD
de Caryl Phillips.
Faber and Faber, 214 p., £15,99
(environ 93 F).

Il y a des gens comme cela, des gens qui savent qu'ils sont tous les hommes et toutes les femmes, qu'ils sont noirs, blancs, rouges, jaunes, verts, qu'ils portent eo eux le mal et le bien et le bonheur et le malheur de tous.

Le sixième roman de Caryl Phillips est sans doute le plus dur, celui qui l'a fait sortir de sa propre histoire, de la diaspora des Noirs d'Afrique, des abominations de l'esclavage, pour creuser dans la chair et le sang des juifs victimes de l'holocauste. Mais que l'on n'aille pas voir là un parallèle banal et simpliste. Caryl Phillips a déjà raconté des histoires de fractures, de familles explosées, de vies en miettes. Des histoires d'un monde qui a volé en éclats et dont il est l'héritier, lui qui passe sa vie, de Londres au Massachusetts où il enseigne, à sa maison de St. Kitts-et-Nevis l'ancienne colonie britannique où il est né dans les îles Sous-le-Vent, refusant jusqu'à la notion de « home », de « chez lui », en personne forcément déplacée, de gré ou de force, toujours errant. Il sait que ce qui in-

Exil, fractures, langue brisée, style cassé : le sixième roman de Caryl Phillips

combe aux survivants et aux héritiers, du lointain de leur exil, c'est d'aller rechercher leur étrangeté d'étrangers dans un passé qu'ils ignorent et qu'il faut parfois reconstruire de la même façon qu'ils doivent construire leur présent et leur avenir.

Dans ces histoires-là, il y a toujours des navires ou des trains où on entasse les êtres, des barques où on empile les corps, des camps et des ghettos où la vie o'est qu'une lougue attente, en l'absence de toute dignité, d'intimité, de respect. Où les besoins physiques, où la nudité, où la maladie effacent tout reste d'humanité. Où l'on sépare les amants, les mères et les pères et les enfants. Où les coups et les humiliations tiennent lieu de parole. On ne peut que se souvenir de Primo Levi et de ce « pêle-mêle de personnages sans nom ni visage noyés dans un continu et assourdissant bruit de fond mois où la parole humaine n'affluerait pas » (1). Primo Levi, tout au long du roman.

Mais ce qui se ressemble o'est jamais qu'une immense différence et ne peut pas se raconter en une seule fois de manière linéaire ; toute l'intelligence de l'auteur, toute la violence qu'il s'est faite pour construire ce livre a été d'aller découvrir des échos et des miroirs inattendus qui traversent le temps et l'espace, comme il l'avait déjà fait en particulier pour *La Traversée du Fleuve* (éd. de l'Olivier). *The Nature of Blood* utilise une langue brisée, un style cassé net, aux arêtes fraîches, pour juxtaposer des fragments qui se coupent et se recourent en paragraphes sectionnés.

Le récit principal est celui d'Eva,

une jeune Allemande qui grandit dans l'Allemagne nazie entre sa mère, Margot, et ses parents. Sa mère, jeune femme de bonne famille, s'est mariée « un peu en dessous d'elle », avec un jeune médecin brillant mais sans fortune. Et sans avenir, bien sûr mais qu'en savent-ils encore ? Eva va survivre à tout. Le temps du livre ou presque. Elle rêve, elle fabule, elle cauchemarde, elle se souvient, elle invente, elle s'accroche encore à des lambeaux de brocard et de nuit. Avec ce qui lui reste, l'énergie de l'espérance, elle cherche à retrouver sa mère ou sa sœur – c'est tout ce qu'elle a, c'est tout ce qui compte, et elle ne veut rien d'autre. Margot, Margot a été cachée dans une famille, « de l'autre côté », contre de l'argent et un peu de décection, de courage. Margot peut-être à Hollywood, elle qui aimait tant le cinéma. Margot, un jour là, tout près, dans le camp, un jour remplacée par une autre, mais elle va la retrouver, alors, eo douce, en cachette, elles fuiront, en douce, en cachette, même en liberté, cachées. Cachées. Elle a la chance de parler anglais, ce qui va lui permettre de prendre contact et de communiquer avec un de ses libérateurs, aussi étrange et peut-être même plus pour elle qu'un gardien.

Pour écrire ce livre, Caryl Phillips s'est, un temps, réfugié en Italie, et c'est là qu'il a trouvé l'histoire des juifs de Portofino, près de Venise – accusés d'avoir tué, à la fin du XV^e siècle, lors d'un crime rituel au moment de la Pâque, un petit enfant vagabond –, qui seroit brûlés vifs, et dont les cendres seroit éparpillées au vent. Des cendres blanchâtres et qui se dispersent facilement, comme celles que l'oo ramasse dans les fours crématoires. Une troisième histoire va se tisser et s'imbriquer, une histoire vénitienne, une histoire anglaise, celle d'Otello. Caryl Phillips a fait ses études à Oxford et y a mis eo scèoe

Shakespeare, il a été aussi accessoiriste pour The Royal Shakespeare Company, et auteur dramatique avant de devenir romancier. Ses histoires dans l'histoire, ces « plots » et « subplots », sont probablement issues de ce qui est aussi l'un des procédés favoris du barde et du théâtre élisabéthain. Il fait expressément mais pas tout de suite référence à son inspirateur lorsqu'il fait le récit épique et amoureux des aventures de cet étranger, noble général, appelé à Venise pour défendre la République et ses richesses contre une invasion turque. Homme noir fait faire les guerres de l'homme blanc. Homme si différent de ceux qui l'entourent, sans de son espèce et totalement isolé. Par sa couleur, par sa langue. Il va apprendre la langue mais oo ne dissimule pas la couleur de sa peau, même si l'on revêt les habits à la mode des autres. Surgit l'amour. Et ce vieux bouc ool épouse en cachette la brebis si blanche, et quand survient la menace d'une guerre – qui o'aura pas lieu –, ils partent chacun sur un bateau de Venise à Chypre. Mais il a laissé là-bas, au pays dont il vient, une femme et un fils dont il se coupe à jamais.

Les histoires se reflètent dans la violence du hasard et du devoir. Margot et Eva avaient un oncle qui est parti construire Israël en abandonnant à jamais une femme et une fille réfugiées eo Amérique. Un oncle qui parcourra les camps de personnes déplacées, organisés par les Britanniques à Chypre, juste au lendemain de la guerre, recherchant sans y croire Margot et Eva. Un oncle qui loogtemps après croîsera une nuit une jeune danseuse noire, réfugiée falacha ameoée d'Ethiopie sans comprendre pourquoi. Vieil homme blanc, jeune femme noire. Là-bas, en terre d'Israël.

Martine Silber

(1) *Les Naufragés et les Rescapés* : quarante ans après Auschwitz (Gallimard)

Budapest blues

Tableau impressionniste d'un retour aux sources

BUDAPEST DIARY
In Search of the Motherbook
de Susan Rubin Suleiman.
University of Nebraska Press,
236 p., 25 \$ (environ 195 F).

Professeur de littérature française à l'université Harvard, auteur de plusieurs essais, dont l'un traduit aux PUF eo 1983 (*Le Roman à l'essai, ou l'écriture active*), et illustre représentante du féminisme académique (elle est l'une des cibles privilégiées des détracteurs du « politiquement correct » aux Etats-Unis), Susan Suleiman a quitté, dans son dernier livre, toute ambition théorique. Américaine d'origine juive hongroise, exilée de Hongrie eo 1949 à l'âge de dix ans, ce n'est que trente-cinq années plus tard qu'elle revient pour la première fois à Budapest, sa ville natale, empruntant les rues avec ses deux fils, deux Américains manifestement peu concernés par les lieux et le récit de leurs racines. Seule, elle y revient encore, en 1993, pour passer six mois à l'Institut d'études avancées (« Collegium »). *Budapest Diary* est, au jour le jour, le compte-rendu de ce retour aux sources particulier : celui d'une émigrée juive dont la ville natale, ancienne capitale rayonnante bousculée par l'histoire et tout juste libérée de l'emprise totalitaire, a perdu elle aussi, pour une part, la trace de son passé.

Les frontières s'étant déplacées eo Europe ceotrale parfois plus facilement que les hommes, partir à la recherche de son histoire dans ce coin du monde suppose d'admettre ce jeu de passe-passe. Susan Suleiman en fait état au hasard de ses rencontres et de ses conversations, tout en posant d'abord la question fondamentale

à sa recherche d'identité : « Qu'est-ce qu'un héritage notionnel ? » Question ambivalente pour tout juif européen, et notamment en Hongrie, premier pays à avoir promulgué, sous le gouvernement de l'amiral Horthy, un *numerus clausus* limitant le nombre des juifs dans les professions intellectuelles (1920). Sans répoudre par l'analyse, ce « Journal de Budapest » brasse en désordre les informations sur l'histoire et l'actualité qui parviennent quotidiennement sous toutes les formes : bribes de conversations, articles de journaux, documentaires télévisés, plalets retrouvés aux bords thermaux, dans les librairies ou les pâtisseries, itinéraires d'enfance autour de la synagogue, autant d'indices pour une Américaine ne connaissant son pays natal que par le biais des émigrés d'après 1956 et des étudiants hongrois venus à Harvard, plus étrangère à Budapest qu'aux œuvres de Proust ou de Balzac.

Des souvenirs personnels de l'occupation nazie en 1944 aux témoignages de la période sombre du communisme en passant par l'inquiétude devant la montée de l'extrême droite, avec, tout du long, une interrogation sur la justice et l'antisémitisme, Susan Suleiman conclut son livre par le compte-rendu d'un dernier séjour, en 1994, après l'élection marquant le retour au pouvoir de la gauche postcommuniste. Si ce tableau volontairement impressionniste n'échappe pas à la superficialité des remarques, oscillant entre le guide touristique, les observations naïves et les propos entendus au hasard des rencontres, rapportés sans le recul de la réflexion, le livre vaut comme témoignage singulier et représentatif de l'histoire des personnes déplacées. « Ce Journal que j'ai tenu à Budapest en 1993, écrit elle-même Susan Suleiman, contient une histoire plus longue, ou peut-être plus anonyme. »

M. V. R.

colloque
de la différence des arts
vendredi 28 février et
samedi 1^{er} mars
de 10h à 19h
avec E. Escoubas, H. Coebels,
J.-L. Nancy, G. Stiegler
renseignements : 01 42 98 42 47
IRCAM
Centre Georges Pompidou

Le rêve en armes de Jean Genet

Dans un brillant essai, Hadrien Laroche, convoquant Malcolm X et Arafat, les Black Panthers ou la Fraction armée rouge, propose un parcours alerte, à la fois historique et réflexif, narratif et critique, sur les terres du « dernier Genet », celui d'« Un captif amoureux » et de « L'Ennemi déclaré »

LE DERNIER GENET
Histoire des hommes infâmes de Hadrien Laroche.
Seuil, coll. « Fiction & Cie », 352 p., 130 F.

Genet rappelle dans *Un captif amoureux* qu'il avait, à la demande de responsables palestiniens, accepté d'effectuer, en 1970, un séjour en Palestine. Il note : « En Palestine, c'est-à-dire à l'intérieur d'une fiction. » Le pays n'existe, en effet, sur aucune carte. Il n'a pour support que l'imaginaire, la mémoire, les chants, les gestes désordonnés, désespérés, d'un « peuple d'ombres » qui ne touche plus terre, fantômes en exil sur leur propre sol et aux quatre coins du monde. La Palestine ? « Un rêve flottant au-dessus du monde arabe », écrit-il. Entrant en politique, souhaitant se soumettre « au monde réel », Genet sait pourtant déjà qu'il entreprend un voyage au cœur d'une fiction, si elle se joue également l'un des plus tragiques conflits de ce temps.

Voldi, en quelques mots, pointée une articulation inédite entre fiction et politique qui, quinze ans plus tard, produira l'une des plus surprenantes machinations littéraires de cette fin de siècle. On commence seulement aujourd'hui - le brillant essai que lui consacre Hadrien Laroche en est le signe précurseur - à mesurer l'importance des écrits du « dernier Genet » : *Un captif amoureux*, chef-d'œuvre inclassable, paru en 1986, un mois après la mort de son auteur, ou *L'Ennemi déclaré*, qui regroupe la majorité des textes et entretiens donnés à la presse entre 1968 et 1986.

En Palestine donc, comme auprès des Black Panthers américains - autres rêveurs en armes -, Genet n'arrive pas en terre inconnue. Il a qualité d'expert : la fiction, la fabrication du réel avec les maté-

riaux du rêve, c'est son domaine. Ce n'est pas en organisant raisonnablement une évasion qu'il est sorti de prison mais en écrivant des romans. Activité irréaliste, mais sortie réelle. Il est un grand maître du simulacre, un professionnel du symbolique et du maniement des signes. Lui-même se demande si les Palestiniens ne l'ont pas sollicité parce qu'ils avaient reconnu en lui « le spontané simulateur » nécessaire à leur opération de reconnaissance. Il s'en inquiète d'ailleurs : « En acceptant d'aller avec les Panthers, puis les Palestiniens, apportant ma fonction de rêveur à l'intérieur du rêve, n'étais-je pas, un de plus, un élément déréglé des Mouvements ? N'étais-je pas l'Européen qui au rêve vient dire : Tu es rêve, surtout ne réveille pas le dormeur ? »

Genet ne dit pas la « cause », ni le « parti ». Il dit les « Mouvements ». Politiquement, il est, avant tout, l'homme des Mouvements. Il n'adhère pas, ne souscrit pas, ne s'inscrit pas, ne retire pas sa carte. Il accompagne les Mouvements, épouse leur vitesse, surfe sur la crête de leur vague, conjugue son art à leur jeunesse. Il est leur passant, leur témoin. Qu'ils se fixent, que les Noirs américains conquièrent leurs droits, qu'ils se présentent aux suffrages, deviennent maires ou sénateurs, que les Palestiniens retrouvent leur territoire, leur maison, leur jardin, et lui, vieux poète solitaire, desperado allégre, sera déjà au loin. Il l'est, d'ailleurs.

On saura gré à Hadrien Laroche de n'avoir pas tenté d'arrimer l'aventure qu'il décrit à la logique d'une trop stricte argumentation. « Il n'y a pas de système Genet », juste un « micro-traité d'une mini-politique », dit-il, reprenant une



Genet dans un camp de réfugiés palestiniens en Jordanie, en 1971

expression de l'auteur. Du vieil écrivain, il a hérité des leçons principales : l'allant dans l'écriture, la désinvolture dans le ton, la liberté dans la pensée. Installé dans l'ouverture de l'œuvre de Genet, c'est un roman sous forme d'essai. Mille récits s'y croisent, convoquant Malcolm X et Arafat, les immigrés maghrébins et africains, les feddayin en guerre, les Black Pan-

thers, la Fraction armée rouge, touches de couleurs vives et sombres, produisant le tableau politique d'une époque déjà lointaine mais encore vibrante, et animant une population en ébullition au sein de laquelle émerge (héros, figurant ou témoin principal ?) Genet.

Porté par un mouvement d'écriture qui lui est propre (et qui le de-

meure parfois, il faut bien le dire, tant l'essayiste cultive l'allusion et la citation cryptées), *Le Dernier Genet* propose donc une excursion, à la fois historique et réflexive, narrative et critique, sur les terres genétiennes. Parcours alerte, soulignant à chaque pas une question (celles par exemple de la violence ou de l'antisémitisme) qui ne prétend pas toutefois dresser la cartographie définitive des lieux. Le chapitre initial qui ouvre la marche laisse entrevoir une méthode originale qui privilégie le fragment, le détail, la digression à l'explicitation globalisante ou univoque, et qui, au demeurant, est secrètement accordée au dessein profond du livre : la démonstration que l'instance politique esquive, dans l'œuvre et la vie de Genet, le mouvement d'une sortie.

L'ouvrage aurait gagné si l'auteur ne s'était pas cantonné aussi strictement aux textes de la seule période qui l'intéresse. La relation de Genet aux Black Panthers peut-elle être totalement coupée de l'élaboration d'une pièce comme *Les Nègres* ; celle qu'il a nouée avec les Palestiniens ou les immigrés est-elle sans lien avec la fable des *Paravents* sous prétexte qu'il s'agit du genre théâtral avec lequel il a rompu ? Qu'est-ce qu'une rupture d'ailleurs ? Et en quel le « dernier Genet », est-il moins politique que le « premier », celui de *Pompes funèbres*, par exemple, qui met déjà en scène Hitler, la Milice et la Résistance ? Enfin, surtout, quel rapport y a-t-il entre les figures de délinquants sociaux (assassins, voleurs, prostituées, prisonniers) exaltés dans les premiers romans et les figures d'exclus politiques défendus après 1970 ? Comment Genet est-il lui-même passé du box des accusés à la barre du témoin ? Autant de questions auxquelles ce livre répond trop évasivement et qui auraient mieux fait comprendre la singularité de Genet, l'origine de ses figures et le fondement de leur écart.

Il existe, dans le rapport qui lie le commentateur à l'auteur, une certaine forme de naïveté. Celle-ci s'exprime dès les premières pages : « Je trouve le départ de ce livre, déclare-t-il, dans la confiance accordée à l'intelligence de l'auteur. » Par cette phrase indique tout de suite qu'une méprise est à l'œuvre et qu'un retournement oedipien se prépare. Deux cents pages plus loin, on trouve appliqués à Genet les termes de « démente » et « piteuse », « fou » et « imbécile ». Que s'est-il passé ? Une désillusion ou une déception ? Sans doute. Mais peut-être, plus profondément, la peur soudaine d'un critique de grande honnêteté - « la panique gagne », écrit-il -, entré trop vivement dans le noir éblouissant d'une œuvre, craignant de glisser lui-même sur la pente (il est vrai, extrêmement raide) ou au bord des abîmes (il est vrai, vertigineux) où Genet, par moments, entraîne avec lui le lecteur.

Est-ce cette peur qui pousse Hadrien Laroche, renversant la situation, à présenter par deux fois son livre comme la tentative d'apercevoir « la mer où l'écrivain se noie » ? Un réflexion de Gilles Deleuze, dans un entretien, peut sur ce point nous éclairer : « Dès qu'on s'aventure au delà des connaissances et du rassurant, dès qu'il faut inventer de nouveaux concepts pour des terres inconnues, les méthodes et les morales tombent, et penser devient, suivant une formule de Foucault, un "acte périlleux", une violence qu'on exerce d'abord sur soi-même. Les objections (...) viennent toujours du rivage, et ce sont comme des bouées qu'on vous lance, mais pour vous sauver... » Que Genet soit un excellent nageur, c'est pourtant le beau livre d'Hadrien Laroche qui le prouve le mieux.

* Albert Dichy est responsable du fonds Genet à l'Institut Mémoires de l'édition contemporaine (IMEC).

Les dangers de l'innocence

Un roman mystico-policière labyrinthique dans lequel Françoise Mallet-Joris oppose foi et progrès, superstition et raison

LA MAISON DONT LE CHIEN EST FOU
de Françoise Mallet-Joris.
Flammarion-Pion, 408 p., 130 F.

Etre écrivain fut pour Françoise Mallet-Joris une vocation précoce, mais c'est le jour où elle devint une convertie que cette femme attirée par les sorcières découvrit son incroyable liberté d'exercer son talent. Elle ose tout, dans le bonheur tout simple de raconter des histoires parfois compliquées, avec un mélange de malice, de ténacité sereine, avec l'innocence de quelqu'un qui a foi dans les héroïnes n'ayant pas froid aux yeux. Quand elle s'intéresse à la mystique Jeanne Guyon ou à Louise de La Fayette, amoureuse platonique de Louis XIII enfermée au couvent, c'est par fascination d'une naïveté érigée en oriflamme. La puissance de ces dames, c'est leur obstination à débusquer la vérité de l'être, à voir clair en elles-mêmes et chez les autres. Guidées par une bienveillance du regard qui peut gêner les impurs, et tous ceux qui jamais ne se laissent effleurer par le doute.

C'est le cas de Violette, une jeune femme qui ne parvient pas à trouver « sa » place. Rejetée par sa mère originelle, puis par la Mère supérieure du couvent où elle est entrée comme novice, Violette est soupçonnée d'être importune chez les siens, de ne pas avoir la vocation. Elle est renvoyée, trouve un emploi de secrétaire-dactylographe à la préfecture de police et y logement chez le sieur Etienne Aubertin, peintre, élève de Gustave Moreau, que la disparition brutale de sa femme lors d'une traversée « mer à rendu suspect aux yeux de la justice. Violette est-elle l'hôte d'un assassin ? Sa quête (et son enquête, puisqu'elle travaille au pôle de justice) va la mener à une conclusion plus troublante. Qu'il st plus difficile de prouver l'immo-

cence que la culpabilité, que l'innocence fait peur : c'est un danger. Françoise Mallet-Joris a situé son récit en 1902, l'année où le métro adolescent fait Vincennes-Neuilly, où dix mille Français sont abonnés au téléphone, le temps des « demoiselles des PTT que l'on imaginait folles ». L'histoire, surtout, est située dans l'effervescence de l'affaire Dreyfus, à l'époque où le petit père Combes s'en prend aux congrégations et met les religieuses à la rue, et où la police scientifique invente des techniques anthropométriques révolutionnaires. Comme dans *Les Larmes*, son précédent roman, où la destinée de l'assistante d'un chirurgien en céroplastie (modélage de cire à partir de cadavres) l'amène à s'interroger sur les liens étranges existant entre l'art et la science, Françoise Mallet-Joris oppose la foi et le progrès, la superstition et la raison. Elle remet en question la théologie des scientifiques, déplore que l'on puisse mesurer le crâne et peser le cerveau des criminels, détecter l'honnêteté d'une femme en examinant ses oreilles, confondre un délinquant en constatant que sa langue est difforme. Elle brandit la photographie d'une empoisonneuse russe, dont le visage éclate de pureté, de sérénité, de gaieté même, et qui rit lorsqu'elle est arrêtée. Elle confronte l'innocence et la grâce, contestant à la seconde son privilège d'être de droit divin.

SYMBOLISME

Elle tisse une intrigue touffue, roman mystico-policière labyrinthique, dont toutes les pistes se superposent pour aboutir à quelques schémas : effets destructeurs des ambitions sociales et empreintes indélébiles des humiliations sur les orphelins, enfants adoptés, conjoints sans dot et de race étrangère ; rivalités entre sœurs, haines familiales, règlements de comptes attisés par la jalousie, la rumeur, la

folie, la fatalité qui pousse l'une à prendre la place de l'autre, ou à lui faire de l'ombre, à manger la lumière. L'une des luttes féroces décrites dans ce livre est celle qui pousse deux pensionnaires du couvent Sainte-Marthe, la contemplative et la mondaine, au divorce. L'une cumule toutes ses intentions de pègre pour former un grand lac sacrifié, plage de recueillement, et l'autre oublie son livre de messe pour tenir son livre de comptes, s'empêtrant dans les devoirs de l'innocence, aveugle son idéal de sainte par l'obsession de son devoir d'état.

Violette quittera le voile pour suivre le parcours des pauvres gens, et substituer son image à celle d'une vierge bafouée ; Mère Saint Augustin sera condamnée au chemin de croix politique et psychanalytique parce qu'elle n'avait retenu de l'histoire de sainte Thérèse d'Avila qu'une anecdote : le souci qu'elle avait, même en pleine extase, au point de lévirer, de s'interrompre (avec un mot d'excuse au Seigneur) pour surveiller la cuisson des sardines.

Quitte à nous perdre en chemin dans ce roman en abyme, lieu d'affrontement entre l'art du peintre et l'art du signalé, Françoise Mallet-Joris, ici disciple des symbolistes, plaide pour la quête de l'âme et le rejet des apparences. Elle se demande si Dieu est ennemi de la justice, s'il distribue au hasard vocation pour le voile et vocation pour le crime.

Que retient du proverbe polonais qui inspire le titre de ce livre : « La maison dans le chien est fou accueilli le loup » ? Qu'il y a transfert entre le propriétaire du logis et son chien, que si l'un est fou l'autre mord. Qu'un homme mal né s'offrira une bête sans pedigree, qu'entre l'animal domestique et l'épouse du maître de maison il y aura aussi transfert, et que tout cela finira mal.

Jean-Luc Douzin

Fascinante phalène

Une héroïne fatale et multiple, une ode à la liberté du roman, un éloge à la fiction souveraine, par Frédéric Tristan

STÉPHANIE PHANISTÉE
de Frédéric Tristan.
Fayard, 456 p., 140 F.

Mille et une nuits pour sauver sa vie, femme piégée par la cruauté de l'homme. Le défi de Schéhérazade méritait une réponse. Frédéric Tristant, romancier grave et malicieux, s'y est essayé, allumant avec *Stéphanie Phanistée* un feu d'artifice romanesque dont l'époque est avare. Pour évoquer le fantôme d'une femme fatale, aussi fascinante qu'inexorable, des hommes se réunissent le soir dans la demeure cosuée de l'un d'eux, héritier d'un antérieur londonien de renom. Au hasard de ces confidences crépusculaires, le portrait de cette femme insaisissable se dessine et se brouille. Ces « rendez-vous amoureux » - comme les résume ironiquement le maître de maison - qui n'en finissent plus d'interroger l'image de ce Protée féminin, « né de l'accouplement de Schéhérazade et de Dickens », sont-ils le simple prétexte d'une délirante logomachie du désir ?

On pourrait le craindre, si l'on ne retenait que la rumeur qui diabolise une créature parfaite (« Ce corps, ce visage, ce regard - Cet excès »). Qu'on la raconte ou qu'elle se confie, Stéphanie (ou ses doubles) déjoue le réel : « Mensonges, fantasmies, délires qui attachent l'homme plus sûrement que la sanctification de l'aimée. » Combien de la « venie », cette femme-piège « trop fautive » qui dévaste les cœurs avec la roderie d'une prostituée et la candeur d'une vierge, est-elle la victime de son oncle, l'inquiétant baron Zéro, « silhouette de squelette endimanché » au visage parcouru de bépatique ? Ou plutôt la complice, l'âme damnée d'un « diabolus ex machina » de ces épisodes insensés où les rapt, les identités dé-

doublées, les chantages et les leurreux font trébucher nos piètres héros, victimes consentantes d'un vertige ontologique. Nouveau visage de la Lilith hébraïque, Stéphanie Phanistée épulse les figures du désir masculin, « redoutable machine à distiller une autre réalité » qui égare et enlisse comme un marais sans fond.

Contrepoin de l'image d'administrateur fatigué omnipotent et implacable de son oncle « toujours en deuil de lui-même », Stéphanie est un mirage lumineux et cruel. Son ubiquité déjoue la science des atlas et des chronomètres. Actrice hollywoodienne ou nonne recluse, call-girl experte ou sage pensionnaire d'une institution religieuse, Golem féminin dans la Prague de 1886 ou sœur Marie de la Plénitude dans le Saïgon de 1932, elle semble immarcescible. Cet excès dévorant qui évoque la plume de Potocki ou le génie de Bunuel, avec cette façon de divertir le réel, de retourner le gant pour « prendre la réalité à son propre piège » fait tout le prix de ce labyrinthe sans issue.

« On pourrait glosier à n'en plus finir (...), mais la glose n'est qu'une carte géographique et ne vaut évidemment pas le terrain. D'ailleurs, ne croyez-vous pas que tout récit est déjà en soi une glose ? Aucun récit n'est innocent, n'est-ce pas ? » Tristant embobine les récits, croisant les confidences, jouant sur les mots aux rebonds incontrôlables, invitant l'auteur à dialoguer avec ses personnages. S'il laisse ça et là quelques incohérences de calendrier où le cartésianisme s'effusque, le baron Zéro, qui tient son nom des surréalistes dont il fut un temps le mécène, ne se faufile pas dans la double des choses ? « Nul mieux que lui ne sait se dérober de ce que les gens intelligents appellent l'Histoire. »

Stéphanie Phanistée est une ode à la liberté du roman, un éloge à la fiction souveraine. Avec, en prime,

un portrait ironique de l'imaginaire masculin qui ne peut assumer ses passions sans avilir l'objet qu'il divinise. Un livre heureux qui, comme la réalité, ne reconnaît pas l'innocence.

Philippe-Jean Catrichi

Ce mois-ci dans Les Cahiers Rouges

CF Ramuz

Jote dans le ciel

Dans un village vandois, les habitants ressuscitent. Ramuz chante un monde idéal, d'un temps s'est absenté... Mais comme il n'y a plus de passé, plus d'avenir, il n'y a plus de projet. Bientôt l'ennemi mord les âmes...

180 pages - 48F

Joseph Delteil

La Fayette

Delteil a su donner de La Fayette l'image d'un héros qui nous est étrangement contemporain et proche, dans l'expression de ses doutes comme dans les hésitations de son destin.

280 pages - 58F

Grasset

science-fiction

par Jacques Baudou

Le mage noir et les nains

LE VAISSEAU ELFIQUE

(The Elf Ship)

de James P. Blaylock.

Traduit de l'anglais (États-Unis) par Pierre-Paul Durastanti.

Rivages, coll. « Fantasy », 336 p., 135 F.

Il y a des livres où tout est bonheur. La couverture d'abord, avec une illustration si parfaitement accordée à l'esprit du roman : ici, un détail d'une peinture de Richard Dadd, ce peintre anglais à qui l'on doit la plus merveilleuse célébration du petit peuple (*The Fairy Feller's Master Stroke* à la Tate Gallery). La citation en exergue, ensuite, qui résonne comme un appel à courir le vaste monde. Les premières pages, enfin, qui vous installent si confortablement dans le conte, avec un arrière-goût de pain d'épices, de punch chaud et d'automne commençant, que l'on sent immédiatement qu'on va prendre, à suivre l'odyssée de Jonathan Bing au long du fleuve Oriel, un plaisir extrême.

Cette impression première ne sera jamais démentie. Elle se verra, au contraire, confortée de chapitre en chapitre, jusqu'au terme de ce récit picaresque. Car ce paysage de « fantasy », peuplé de nains et d'elfes, de trolls et de gobelins, de magiciens et de maléfices, où nous entraîne James P. Blaylock, l'un des écrivains américains les plus originaux de l'époque, n'a rien de convenu ou de mièvre. Il abonde littéralement en personnages pittoresques et hauts en couleur, comme le professeur Wurzel, qui n'a de cesse d'expliquer le monde à l'aide des théories scientifiques les plus farfelues, Théophile Escargot, le voleur impénitent qui est à l'origine du désastre pour avoir échangé une montre magique contre un cochon ridicule, ou l'écuyer Myrtille, aussi goître qu'amateur de filles. Et si le Mal s'y manifeste et accroît son emprise, c'est à la manière d'une mauvaise farce assez carnavalesque plutôt que d'une corruption destructrice.

Blaylock a une manière fort savoureuse de nous décrire les aléas de la navigation de nos héros sur les eaux parfois agitées de l'Oriel, et de nous faire partager les joies paisibles et raffinées de l'escale avant un retour au pays chargé d'un enjeu capital. Il transforme l'affrontement avec le mage noir, le docteur Seiznak – un personnage qui, au demeurant, n'est pas réellement antipathique –, en un morceau de bravoure qui touche par instants au burlesque et fait souffler sur toute l'aveugure un vent coulé d'almabale digne qui n'épargne même pas les gracieux équipages elfiques !

On est bien loin ici du modèle de Tolkien que Blaylock chamboule en faisant preuve d'une fantaisie joyeuse et truculente, soulignée de quelques échappées poétiques, telles les apparitions du navire elfique. Deux autres romans, *The Disappearing Dwarf* et *The Stone Giant*, complètent ce cycle de contes de l'Oriel. Nous attendons désormais leur traduction avec gourmandise...

● L'ORGUEIL DES LYON, d'Ann McCaffrey

Le thème des pouvoirs « psy » connaît une grande vogue pendant l'âge d'or de la science-fiction américaine dans les années 40. Celui de l'expansion colonialiste et destructrice d'une race extraterrestre à travers la galaxie n'est pas non plus d'une grande nouveauté. Et le remodelage d'une société extraterrestre sur l'organisation particulière des insectes sociaux n'a rien de très révolutionnaire. Pourtant, avec *L'Orgueil des Lyon*, qui appartient à un cycle romanesque d'une certaine ampleur, Ann McCaffrey donne raison au vieux dicton populaire : « C'est dans les vieux chaudrons qu'on fait les meilleures soupes ». Encore convient-il que les ingrédients ne soient pas frappés de péremption et que la cuisinière ait gardé le tour de main... Ann McCaffrey a doté ses personnages principaux – les membres de la dynastie des Lyon, les descendants de la Rowane – de formidables pouvoirs télépathiques et surtout télékinésiques qui leur permettent de jouer un rôle crucial au sein de la fédération interstellaire comme dans la lutte contre l'Essaim. Elle a su donner à cette race des « Coléoptères » qui raissent la Voie lactée à bord de leurs vaisseaux-ruches une organisation sociale si opaque, un comportement si intelligible à l'esprit humain, une motivation si difficilement perceptible que l'énigme qu'elle représente, et qui ne s'élucide d'ailleurs que très partiellement au cours de l'ouvrage, est l'un des plus forts attraits du roman. Enfin, elle possède un si sûr talent de conteuse d'histoires, de diseuse de fresques qu'elle entraîne sans coup férir le lecteur dans cette étonnante chronique familiale où se chevauchent intrigues amoureuses et aventures spatiales débordées sur un arrière-fond intrigant d'énigme xénobiologique. (Pocket, coll. « Rendez-vous ailleurs », 344 p., 139 F.)

● LA GRANDE ANTHOLOGIE

DU FANTASYQUE, tome III

de Jacques Gollard et Roland Stragliati

Ce troisième tome de la réédition de *La Grande Anthologie du fantastique* contient, sous une illustration de couverture saisissante qui reproduit le détail d'une peinture d'Arnold Böcklin, les volumes thématiques suivants : *Histoires de morts-vivants*, *Histoires démoniaques*, *Histoires d'occultisme* et *Histoires de maléfices*. C'est, sans conteste, le tome qui comprend les modifications de sommaire les plus importantes, puisqu'il figurent quatorze nouvelles qui ne faisaient pas partie de la première sélection. C'est assez dire que le travail de révision entrepris par les anthologistes pour parfaire leur ouvrage a été important. Contrairement peut-être à ce qu'on pourrait croire, il n'y a parmi les nouveaux auteurs que peu de représentants de la vague moderne du roman d'horreur : seuls l'Anglais Ramsey Campbell et l'Américain Peter Straub la représentent ici... Le reste des nouveaux venus sont de provenances fort diverses puisqu'on y trouve aussi bien Franz Kafka que Marcel Schwob, le romantique allemand Achim von Arnim que Philarete Chasles, le Belge Gérard Prevot que le Français Jean Cassou, ainsi que des auteurs de science-fiction qui ont fait quelques incursions remarquables dans le fantastique. Soit un beau mélange d'époques, de nationalités, de styles et de tons : une façon d'élargir la palette fantastique jusqu'en ses plus fines nuances... Au total, c'est près de soixante nouvelles qui sont proposées ici et qui permettent de vérifier ce qu'annonce la préface : à savoir que l'auteur fantastique met en scène son propre maléfice. Pour le bonheur de sa victime : le lecteur... (Omnibus, 1350 p., 155 F.)

● BIFROST n° 4

À l'instar de sa consœur *Galaxies* (plus ambitieuse), la revue *Bifrost* a fait, depuis ses débuts un peu brouillons, de gros progrès. Progrès de maquette d'abord, qui rend l'imposante partie chroniques infiniment plus lisible. Progrès de contenu ensuite, tant au niveau de la qualité et de la pertinence des critiques que de l'intérêt de certaines rubriques. C'est le cas, dans ce numéro, de la passionnante interview de Gérard Klein, de l'article de Laurent Genecot ou de l'hommage rendu par André-François Ruau à Randall Garrett, un petit maître de la science-fiction très fréquentable ! De surcroît, *Bifrost* offre aux auteurs français et francophones un espace de publication de nouvelles supplémentaires. Jean-Claude Dunyach, Willy Petoud et surtout Sylvie Denis en ont judicieusement profité. (Éditions de Béal, 57, rue Grande, 77250 Moret-sur-Loing, 53 F.)

GUIDE CULTUREL CINÉMA

littératures

Les liaisons précieuses de Florence Delay

Un recueil de huit essais où Jean Giraudoux, Gertrude Stein ou José Bergamin se croisent, en toute allégresse et en toute liberté, pour dire la séduction de la littérature

LA SÉDUCTION BRÈVE de Florence Delay.

Gallimard, 230 p., 105 F.

La séduction, c'est l'affaire de Florence Delay. Celle qui fut la magnifique Jeanne d'Arc de Robert Bresson – qui est aussi romancière, professeur, essayiste, amoureuse de théâtre et rêveuse, probablement – est une figure de la grâce et de la distinction. Elle a ce mélange de réserve, de hauteur parfois, et d'enthousiasme soudain qui intimide. Elle parle et elle écrit avec une semblable élégance. Ceux qui l'aiment disent volontiers, avec de l'admiration dans la voix, qu'elle est « giraudouienne ». Ses détracteurs évoquent une certaine « préciosité » – avec ce que ce mot porte, pour eux, de contestable et de ridicule.

A ceux-là, elle répond en parlant de Giraudoux, précisément, qui « ne manque pas une occasion de célébrer » la préciosité. « PRÉCIEUX. L'œuvre commence avec Les Femmes savantes et Les Précieuses ridicules. Il échappa au génie de Molière une forme d'omour de la longue, ou d'omour tout court, dont les femmes et la poésie sont garantes. Maintenant une fièvre indépendante, les grandes prosatrices du XVIII^e siècle ne s'efforcent pas sur les critères « classiques ». Elles refusèrent de restreindre le vocabulaire à quelques centaines de mots et les sentiments ou définitions des premiers dictionnaires... »

Allégresse, liberté, provocation, le ton est donné de ce recueil. *La Séduction brève*, qui rassemble huit essais – six sur des auteurs, Gertrude Stein, Ramón Gómez de la Serna, José Bergamin, Jules Supervielle, Jean Giraudoux, Georges Bernanos – auxquels s'ajoutent « La Séduction brève » et « La Conversation par la lecture ». Ces textes ont été composés pour diverses occasions – colloques, préfaces, articles de



GÉRARD BONDEAU

journaux – puis retravaillés et réunis par Florence Delay pour former un parcours intime de « liaisons heureuses : qu'on d'écritain vous solist et ne vous liche plus ». « Les pages qui remontent en nous obliques qu'on n'est pas en train de lire, les phrases et les propos d'autrui qui reviennent comme les jours sans qu'on leur passe commande n'appartiennent plus seulement à la littérature. Ils font partie de notre individu ou même tire que nos humeurs (...). J'ai réuni dans ce livre la famille insistante. Celle choisie par

le caractère, l'agent secret de nos vies, avant même que je commence à savoir pourquoi... »

La « famille insistante » de Florence Delay est paradoxale, inattendue, une seule par le plaisir de la lecture, par ses propres paradoxes de navigatrice littéraire. Défense de Giraudoux, aux côtés d'Aragon et du « cinéma français. Bresson, Marker, Godard », contre « ceux qui ne l'ont pas ni avant ni après 1939 » et le qualifiant de « nationaliste » ou de « réactionnaire » : « Qu'on le déteste de ces

deux objectifs. » Passion de l'arène, du torero, entraînée par son maître Bergamin, auquel elle consacre le texte le plus enthousiaste et le plus libre de ce volume, « Dans le rond » : « Dans le rond, rien de ce qui se passe n'est naturel. Or tout est vrai. » Métaphore somptueuse de la littérature, figure de la « séduction brève », joie de l'arène, « minute de vérité dont nous offrons écouter la musique dans le rond. Pour se poser l'autre question palpitante : et moi ? »

« Moi », c'est celui qui dit, celui qui assemble, celui qui écrit – celle, ici –, l'auteur, qui se veut en premier lieu lecteur, séduit et séducteur, défenseur et attaquant, plaidant pour la lucidité, la pensée, la sensation, la joie, le bonheur même... Pour aboutir à cette « conversion par la lecture », dernier texte du livre, point ultime vers lequel Florence Delay veut conduire son lecteur. Pourtant, on peut commencer par là, non pas pour contredire le désir de celle qui a composé – et balisé – le parcours, non pas pour lire « dans l'autre sens » ou « à l'envers », mais pour entrer, d'abord, au Paradis, du côté de *La Divine Comédie*, pour comprendre « que lire est écrire est traduire » et pouvoir remonter le temps – et le descendre aussi – dans la plus grande liberté du plaisir du texte, qui bouscule la chronologie banale, les conventions, provoquant des rencontres improbables – celle de Gertrude Stein, de Supervielle et de Bernanos, par exemple, qui figurent ici, dans le même livre. « Ainsi la prose, fautive de nous », dit Florence Delay en conclusion de « La Séduction brève », « se repose-t-elle de tout de siècles de séduction ». « Comment nous empêcher d'essayer de la séduire ? (...) Cette histoire-là est évidemment le contraire de la brièveté. » C'est le roman, jamais clos, de la littérature.

Josyane Savigneau

Zéphir mauvais

Contre la maladie de l'oubli, un texte tendre et rageur de Nadine Trintignant

TON CHAPEAU AU VESTIAIRE de Nadine Trintignant.

Fayard, 170 p., 79 F.

C'est une maladie sans visage, sans empreinte, un vent de dépression qui emporte les esprits. Dans son sillage, elle laisse des corps inhabités, des regards que plus rien n'arrête et l'angoisse de ceux qui, eux, se souviennent. Nadine Trintignant ne veut même pas la nommer, ou bien alors en ombres chinoises, cette voleuse au nom de « zéphir germanique » qui lui a pris son frère, Altheimer, le mal fin de siècle qui surgit simultanément sous la plume de plusieurs écrivains français (1), est pourtant l'un des personnages de ce livre. Cinéaste et scénariste de profession, l'auteur ne cède à aucune coquetterie de néophyte, ni aux naïvetés de l'écriture « vécue ». Cela donne un texte simple, tendre et rageur, qui sonne comme un effort désespéré pour mettre de la mémoire là où la mémoire s'écroule.

Ce frère, cet acteur charmant et doué, Nadine Trintignant l'aimait d'un amour de petite fille. « Le cinéma, c'est grâce à toi. Je t'ai toujours écouté. Je faisais tout ce que tu me disais de faire. Tu es celui qui savais. Le plus grand. Le plus intelligent. Le plus beau... Le plus amusant, aussi. Lorsque surviennent les signes avant-coureurs de la débâcle. Pentourage ne veut pas voir, pas croire, pas savoir. Jusqu'au jour où l'effondrement ne fait plus de doute, où il devient évident que des trous se forment dans l'espace et dans le temps. Le présent s'effrite, puis le passé disparaît... »

Nadine Trintignant ne fait pas mystère de cette déchéance qui transforme son héros en « vieil enfant abandonné », un inconnu tassé sur un banc, « les épaules af-

foissées. La tête bosse ». Elle ne cache pas, non plus, sa propre lassitude et les sentiments de culpabilité qui l'envahissent, les jours où elle rend visite à cet « Autre » qui a pris la place du frère adoré. En même temps que la mémoire, c'est la jeunesse qui sombre. Pas seulement celle du malade, mais celle de son frère et de ses sœurs.

SOUVENIRS

Alors, pour faire face au naufrage, l'auteur bat le rappel de ses souvenirs. Les images d'avant remontent à la surface et l'image flamboyante de celui qui faisait rêver sa sœur s'enroule autour de la silhouette du fantôme qui ne sera « plus jamais comme avant ». Pourtant, ce n'est pas au fantôme qu'elle s'adresse, mais à son frère tel qu'elle l'a connu. C'est à lui seul qu'elle dit « tu », toujours au présent, pour marquer que le passé ne meurt pas tant qu'il reste quelque chose pour lui donner la parole. Elle se souvient pour deux, donc, et s'interroge fébrilement sur ce que contiennent d'autres mémoires : « Que reste-t-il de toi dans le souvenir des spectateurs ? »

Au passage, entre deux visions ensoleillées, d'autres scènes affluant. En quatre pages bouleversantes, Nadine Trintignant évoque la mort de Pauline, son enfant de neuf mois, « ce jour où tout s'est éteint ». Tout, sauf la mémoire, qui est aussi souffrance. La douleur fait-elle avancer ? C'est en tout cas ce qu'a dit un jour Jean Genet à Nadine Trintignant. Et peut-être est-ce pour continuer d'avancer qu'elle a choisi d'ausculter la mémoire en butant, implicitement, sur une question angossante : que sommes-nous sans cela ? Réduits à quoi ? Et si nous n'étions faits que de cela ?

Raphaële Rérolle

(1) *Criminel* de Philippe Drian et *Je ne suis pas sorti de ma nuit*, d'Annie Ernaux, tous deux chez Gallimard.

Décapités

Un voyage lyrique dans les arcanes des passions excessives avec Sylvie Germain

CÉPHALOPHORES de Sylvie Germain.

Gallimard, coll. « L'un et l'autre », 160 p., 90 F.

Aimer à en perdre la tête ; avoir la tête ailleurs. Que ces expressions banales puissent n'être pas seulement métaphoriques, qu'elles doivent être prises à la lettre, voilà qui provoquera un mouvement de recul légitime, une compréhensible réaction de terreur... C'est toujours à l'interstice d'un tel sentiment d'épouvante et du désir de parvenir à un sens plus haut, spirituel, que, depuis *Le Livre des nuits* (Gallimard, 1985), écrit Sylvie Germain. Epouvante dont l'histoire passée et présente des hommes n'est pas avare de fournir les motifs, où s'accomplissent enfin un plus digne destin. Mais, dans l'attente d'un semblable accomplissement, il faut bien penser l'horreur réelle et les signes qui annoncent la lumière.

Ces signes difficiles à déchiffrer, Sylvie Germain les a trouvés en plusieurs figures de l'histoire, de la littérature ou du martyrologe chrétien. « Tous ceux et celles que l'omour ou ravis sont des céphalophores, des êtres en proie à une miraculeuse catastrophe. » Tous, habités d'un amour qui les dépassait, donnèrent ou perdirent la tête, l'offrirent, réellement ou symboliquement, en holocauste. Leurs tourments furent à la mesure de leur amour, auquel le sacrifice donna sens. Ils eurent, selon Sylvie Germain, divers noms : Orphée, l'Amant séparé dont le chant est habité par le « chagrin ténébreux du mol d'oimer dans le désert » ; Georg Trakl, le grand poète autrichien dont la voix admirable et désolée s'éleva des charniers de 14-18 : « Il vint vers ses contemporains à l'aube de ce siècle. Il s'y avança à pas de funambule et, de la hauteur où il se tenait, avec autant de dis-

crétion que d'attention profonde, il décela dans la roseur de l'obue les germes des violents roulements qui allaient embraser le siècle. »

Ces noms sont aussi ceux de la Bible ou de la Légende dorée des saints : David détachant la tête du géant Goliath ; saint Jean Baptiste dont Salomé – « céphalophore infantile, délicate et imbecile », « patronne de tous les assassins, de tous les abusifs qui torturent et qui tuent sans se poser de questions » – exige la tête ; saint Denis, corps marqué de brûlures et de plaies, mais « beau devant Dieu », avec ses épaules orossées et sa tête posée ainsi qu'un ostensoir au creux de ses poignes... Enfin, Rodolphe II de Habsbourg, fils de l'empereur Maximilien, amant de Prague, prince faustien dont Arcimboldo fit le portrait, grotesque assemblage de fleurs, de fruits et de légumes... En lui « le monde éclate, les formes dansent et se métamorphosent. Le temps sort de ses gonds et le ciel bouge, se soulève, il entre en rotation... »

C'est un bien étrange voyage dans les arcanes des passions excessives auquel Sylvie Germain convie ses lecteurs. Il y a dans son livre des pages de toute beauté, lyriques et scandées comme une litanie. L'initiation des mystères, le désir de ces mystères qui, révisés en picturale ou au moribide, rassemblent les images autour de foyers de sens, emportent souvent l'écriture. Mais ces surprenantes variations ne parviennent hélas que rarement à atteindre, ou à donner à entendre d'une manière un peu explicite, le sens qu'elles postulent. Soigneusement construit, apparemment fort bien réfléchi, le livre de Sylvie Germain échappe à l'esprit qui voudrait en saisir la cohérence. Mais peut-être cela est-il un effet de son thème, dont il n'est pas anormal qu'il nous fasse (un peu) tourner la tête !

Patrick Kéchichian

Un Italien à Paris

Le roman de l'émigration italienne en France, de 1848 à 1945, par Jean-Pierre Lévêque.

Le roman de l'émigration italienne en France, de 1848 à 1945, par Jean-Pierre Lévêque.

Le roman de l'émigration italienne en France, de 1848 à 1945, par Jean-Pierre Lévêque.

Le roman de l'émigration italienne en France, de 1848 à 1945, par Jean-Pierre Lévêque.

Le roman de l'émigration italienne en France, de 1848 à 1945, par Jean-Pierre Lévêque.

Le roman de l'émigration italienne en France, de 1848 à 1945, par Jean-Pierre Lévêque.

Le roman de l'émigration italienne en France, de 1848 à 1945, par Jean-Pierre Lévêque.

Le roman de l'émigration italienne en France, de 1848 à 1945, par Jean-Pierre Lévêque.

Le roman de l'émigration italienne en France, de 1848 à 1945, par Jean-Pierre Lévêque.

Le roman de l'émigration italienne en France, de 1848 à 1945, par Jean-Pierre Lévêque.

Le roman de l'émigration italienne en France, de 1848 à 1945, par Jean-Pierre Lévêque.

Le roman de l'émigration italienne en France, de 1848 à 1945, par Jean-Pierre Lévêque.

Le roman de l'émigration italienne en France, de 1848 à 1945, par Jean-Pierre Lévêque.

Le roman de l'émigration italienne en France, de 1848 à 1945, par Jean-Pierre Lévêque.

Le roman de l'émigration italienne en France, de 1848 à 1945, par Jean-Pierre Lévêque.

Le roman de l'émigration italienne en France, de 1848 à 1945, par Jean-Pierre Lévêque.

Le roman de l'émigration italienne en France, de 1848 à 1945, par Jean-Pierre Lévêque.

Le roman de l'émigration italienne en France, de 1848 à 1945, par Jean-Pierre Lévêque.

Le roman de l'émigration italienne en France, de 1848 à 1945, par Jean-Pierre Lévêque.

Le roman de l'émigration italienne en France, de 1848 à 1945, par Jean-Pierre Lévêque.

Le roman de l'émigration italienne en France, de 1848 à 1945, par Jean-Pierre Lévêque.

Le roman de l'émigration italienne en France, de 1848 à 1945, par Jean-Pierre Lévêque.

Le roman de l'émigration italienne en France, de 1848 à 1945, par Jean-Pierre Lévêque.

Le roman de l'émigration italienne en France, de 1848 à 1945, par Jean-Pierre Lévêque.

Le roman de l'émigration italienne en France, de 1848 à 1945, par Jean-Pierre Lévêque.

Le roman de l'émigration italienne en France, de 1848 à 1945, par Jean-Pierre Lévêque.

Le roman de l'émigration italienne en France, de 1848 à 1945, par Jean-Pierre Lévêque.

Le roman de l'émigration italienne en France, de 1848 à 1945, par Jean-Pierre Lévêque.

Le roman de l'émigration italienne en France, de 1848 à 1945, par Jean-Pierre Lévêque.

Le roman de l'émigration italienne en France, de 1848 à 1945, par Jean-Pierre Lévêque.

Le roman de l'émigration italienne en France, de 1848 à 1945, par Jean-Pierre Lévêque.

Le roman de l'émigration italienne en France, de 1848 à 1945, par Jean-Pierre Lévêque.

Le roman de l'émigration italienne en France, de 1848 à 1945, par Jean-Pierre Lévêque.

Un Italien à Paris

Entre nouveau roman et nouvelle vague, entre la piscine Deligny et le Café de Flore, des chroniques d'Alberto Arbasino au savoureux parfum de nostalgie

PARIS, Ô PARIS (Paris) O Cara d'Alberto Arbasino. Traduit de l'italien par Dominique Féral. Le Promeneur-Callimard, 286 p., 140 F.

De quoi rêve un jeune cosmopolite installé à Paris à la fin des années 50 ? De voir Jean Seberg vendre le *Herald Tribune* sur les Champs-Élysées et de passer une fin d'après-midi en compagnie de Julien Green ? De bavarder à la piscine Deligny des vertus du nouveau roman et de faire un tour à l'Express, où Pierre Vianzon-Ponté l'entreprendra de Mendès France ? De suivre des cours à Sciences-Po, rue Saint-Guillaume, où Pierre-Almé Touchard étudie les rapports entre littérature et politique, Sartre et Malraux, avec l'intention de les côtoyer au premier étage du Flore ? De tout cela, bien sûr, et c'est ce qui donne aux chroniques d'Alberto Arbasino *Paris, ô Paris* un savoureux parfum de nostalgie. Ce jeune Italien traque les écrivains et les penseurs : il veut savoir de quel bois ces monstres sacrés sont faits. Il croit encore aux prestiges de la littérature. C'était hier – et, pourtant, à le lire, on mesure quel abîme nous sépare de ces jours insoucients et glorieux.

A peine débarqué à Paris, Alberto Arbasino aspire à se recueillir sur la tombe de Proust, Proust sur lequel on commence, grâce à Palmyre, à apprendre des choses pour le moins inattendues : les chaînes, les rats, la profanation du portrait de la mère... Revanche posthume de Sainte-Beuve en attendant des biographies à la Zweig. Mais personne n'est capable de dire à Alberto où se trouve enterré l'écrivain. Ni Gabriel Marcel, ni Marcel Jouhadieu, ni même Bernard de Fallois n'en ont la moindre idée. C'est un employé du Père-Lachaise

qui le renseignera enfin : « Il est ici, chez nous, comme tout le monde. » Son pèlerinage accompli, Alberto tente d'approcher Julien Green : ce qui signifie qu'il va lui falloir renverser une à une toutes les barrières que l'écrivain a érigées entre le monde extérieur et lui. Après un parcours initiatique insolite, il finira par l'avoir en face de lui : « Il portait un *navet papillon*. Il croisa les jambes, exhalait un bref soupir hors de ses joues potelées, posa distraitement ses longs doigts sur le genou et murmura avec douceur : "Je suis obsédé par l'idée de *Part-Royal*". »

Retour à la piscine Deligny, où ses amis français, entre deux

signe... – et Raymond Aron, qu'on lui a présenté à la piscine comme le seul théoricien capable d'en découdre avec les communistes. Il entendra Gabriel Marcel, l'existentialiste chrétien, faire l'éloge du Réarmement moral et Céline pester contre le « *trist des martyrs* ».

Mais, surtout, il assistera à une mini-révolution : l'émergence du « nouveau ». Entre deux manifestes qui viennent s'ajouter chaque matin à ceux de Sartre et de Moravia, il s'est plus question que du nouveau roman et de la nouvelle vague. Alberto poursuit l'enquête, interroge les critiques littéraires qui font autorité, de

Alberto Arbasino

Il est né en 1930, et fut dans les années 60 l'une des grandes figures de l'avant-garde littéraire et du Gruppo 63. Auteur de nombreux romans, d'ouvrages de critiques, d'essais et de chroniques, il a également travaillé pour le théâtre, l'opéra et le cinéma. Enfin, membre du Parti républicain, il siège au Parlement italien. Plusieurs de ses livres ont été traduits en français (au Seuil, aux éditions Quai Voltaire et chez Christian Bourgois).

grands bains de péché, interrogent Alberto : bit-ao eo Italie Nimier, Nourissier, Bernard Frank, Roger Stéphane, Philippe Jullian... ? Sans doute les déçoit-il un peu eo leur apprenant que les critiques italiens attendent que les auteurs mûrissent : ils préfèrent parler de Rivière, de Du Bos, de Maritain. Lui-même, en revanche, est fort surpris que ses compagnons ignorent tout de Cyril Connolly, mais épaté qu'entre deux bulles solaires, de préférence Tahiti et Saint-Tropez, ils aient calé des essais d'Edgar Morin et de Maurice Blanchot.

Alberto, biao sûr, ira faire un tour à l'Express : il rencontrera Mauriac – qui lui dira, perfidement, à propos de Malraux : « Quand un écrivain commence à s'intéresser à l'art, c'est mauvais

Maurice Nadeau à Jacqueline Pliet. Il y a du Tintin chez ce jeune homme captivé par les artifices de la modernité. Quand il est de bonne humeur, il apprécie même les romans de Jean Ricardou et de Monique Wittig. Il compare Roland Barthes à un « grand chat potelé et doux, mais affectueux et volé de mélancolies ». Assistait aux films de Godard, de Chabrol ou de Doniol-Valcroze, il a l'impression que le Temps s'est remis en marche. Bientôt, le Temps s'affolera : ce sera Mai 68. Et Alberto Arbasino, de retour en Italie, deviendra un des acteurs de l'avant-garde littéraire des années 60 et du Gruppo 63. Il n'aura pas perdu son temps à la défunte piscine Deligny.

Roland Jaccard

Le chant des sirènes

CAPITAINE DE LA MER OCÉANE (O dono da mar) de José Saramago. Traduit du portugais (Brésil) par Jean Orecchini. Hachette, 333 p., 128 F.

A u terme d'une nuit tragique, il y a une dizaine d'années, José Saramago, poète et académicien, devint président du Brésil sans l'avoir voulu. Il est aujourd'hui romancier, bête par un succès populaire justifié. Il manque en effet peu de chose à son premier roman pour qu'il soit totalement réussi. Un pêcheur, sa barque et la mer : voici réunis dans les eaux côtières du Maranhão les acteurs traditionnels du roman maritime, narré ici avec compétence.

Mais le récit bascule bientôt dans le merveilleux. La mer secrète des illusions, des fantasmes et des fantasmagories : mugissement d'outres, fanal apocryphe, vaisseaux fantômes dont le lourd convoi ralentit trop la narration. Et puis le piquet, reconnaissable à sa tignasse et à son odeur pestilentielle, qui bante les plages en quête de vierges accortées.

Cristorio voit tout cela, que les autres ne voient pas. Il dialogue avec ses enfants morts et cause avec ses matelots, décidément biao suspects : l'un ne vieillit pas, l'autre o'a jamais été jeune. Noo, Cristorio o'est vraiment pas comme les autres depuis que le piquet a ravi l'amour de sa jeunesse. Ses deux épouses le lui font comprendre, à la sobriété passée : l'une retourne seule au pays, l'autre tombe dans le puits. La barque, guère catholique avec ses entêtements et son habitude de rentrer au port toute seule, finira eo s'immolant par le feu pour que son maître retrouve le bon sens. En vain, il combattra jusqu'au bout le piquet ; ou le mal, si on veut, ou simplement le temps qui passe.

Jean Soublin

THIERRY WOLTON



PARIS-MOSCOU 30 ANS DE RELATIONS SECRÈTES

"Au-delà de l'anecdote, Thierry Wolton met en lumière les tentatives de noyautage par Moscou de son « meilleur allié occidental »." Daniel Verrier, *Le Monde*

"Plein d'enseignement sur l'aveuglement, la vanité, la lâcheté et l'opportunisme d'une partie du personnel politique." Jacques Ahmaric, *Libération*

"Les documents apportés par Wolton créent le paravent de toutes les crédulités. Ce que nous apprenons sur le passé récent suffit à nous donner quelques inquiétudes pour la suite. Des noms ? Vous les trouverez dans le livre de Wolton avec, hélas ! des documents le plus souvent accablants." Henri Amoureux, *de l'Institut, Le Figaro*

"Un livre explosif." Antoine Coletta, *Le Journal du Dimanche*

"Une enquête solidement documentée, conduite avec rigueur et talent." Georges Bortoli, *Le Figaro Magazine*

"Les archives exhumées sont passionnantes." Gilles Anquetil, *Le Nouvel Observateur*

"Thierry Wolton décrit le réseau d'influence soviétique à Paris. Du grand art. L'enquête est une saisissante leçon sur la manière dont fonctionnent les diplomates secrets." Jean Guisnel, *Le Point*

Grasset

Une vie de mort

Une Allemagne nazie jamais nommée, un roman saisissant de Gert Hofmann

NOTRE PHILOSOPHE (Veilchenfeld) de Gert Hofmann. Traduit de l'allemand par Yasmin Hoffmann et Maryvonne Litalze. Actes Sud, 136 p., 78 F.

O n ne sait pas grand-chose du philosophe. Il est mort subitement. Au lieu de raconter sa vie normalement, du début à la fin, de la naissance à la mort, Gert Hofmann (1931-1993) l'a clôturée dès le début : la vie de M. Veilchenfeld commence par sa disparition, au moment où les croque-morts l'emmenent, et finit de la même façon : lorsque, tiré par le petit cheval noir, il nous fausse compagnie et sort de la ville.

De la mort à la mort, tel est le destin de M. Veilchenfeld dont on n'a que fugitivement le temps de saisir quelques traces : le vieux professeur n'a « pas d'attaches », vit dans des « circonstances particulières », marche toujours plus vite qu'il ne le peut, n'a pas le droit de s'asseoir sur les bancs publics, a tendance à disparaître sous son manteau trop grand pour lui et oublie les mots, faute d'interlocuteur pour exposer sa philosophie. C'est une petite personne qui peut nous attirer de gros ennemis, résumons ceux qui lui trouvent une façon de penser pas « comme tout le monde », une obstination à ne pas demander de visa de sortie qui relève de la « provocation », et tout simplement « un nom qui pue ». Un certain M. Thiele, employé à la mairie de la petite bourgade de Saxe où réside le philosophe, en est bien convaincu. Il déchire son passeport et lui fait signer un formulaire : ainsi, M. Veilchenfeld a pris connaissance « du fait qu'il n'était plus allemand ».

« Non ? », a demandé M. Veilchenfeld. Non, a dit M. Thiele. Et que suis-je à présent, M. Thiele, a demandé M. Veilchenfeld en reposant la plume. Plus allemand en tout cas, a dit M. Thiele, posant les mains à plat de-

vant lui. Et que fait-on, M. Thiele, dans un cas semblable, lorsque après tant d'années tout d'un coup on n'est plus allemand ? a demandé M. Veilchenfeld. Car sinon je ne suis rien d'autre. Ma foi, ce que vous ferez est votre affaire, dit M. Thiele.

Si ce roman est à ce point saisissant, c'est que la progression des événements qu'il met en scène est d'une atroce évidence. « C'est lo réolté sous forme de rumeur effroyable qui court à travers notre ville », tel est le très bref suris de vie du professeur Veilchenfeld, décrit à la manière d'un acte notarial dans le contexte reconnaissable mais jamais nommé de l'Allemagne nazie, obsédant comme une ombre. Gert Hofmann en rend compte du dedans en passant la parole à plusieurs personnages au cours d'une même phrase, autant de témoignages subjectifs, aveugles ou de mauvaise foi, d'un drame qu'il est plus commode de ne pas reconnaître. Éternellement, révolte impuissante, lâcheté, assentiment ou indifférence, Hofmann creuse admirablement, sur un mode volontairement monotone, le fondement de l'inertie.

Seul ami du philosophe, le jeune narrateur s'appelle Hans et sa sœur Gretel mais ce à quoi ils assistent, les yeux grands ouverts, n'est pas vraiment un conte. Pour en simplifier la morale, on dira que si Hans s'intéresse tant à M. Veilchenfeld, c'est que son cas « inflige un démenti à tout ce que nous enseignons d ce gamin (...) sur le monde et les hommes ». Autant ne plus penser à M. Veilchenfeld, ne pas le saluer, oublier qu'on l'a vu, puisque « de toute façon dans un au deux jours il ne sera plus là ». L'industrie d'antimise en place pour sa propre disparition, le philosophe emportera avec lui ce qui lui permet de la penser ou de la voir, sa philosophie et ses dessins. « Ce monde tel qu'il est, inutile de le retenir, il n'y a pas lieu de le faire. »

Mazlon Van Renterghem

La folie journalière

Portrait de l'« Homo mediocris » contemporain, par Harry Mathews

LE JOURNALISTE de Harry Mathews. Traduit de l'anglais (États-Unis) par Martin Winckler. POL, 293 p., 130 F.

H arry Mathews est un auteur peu prolifique mais apprécié. Son affiliation à l'Oulipo est notoire, comme l'est son amitié avec Georges Perec, qui l'a traduit. On se rappelle avec plaisir son roman *Cigarettes*, en 1988, jeu séduisant sur des thèmes fitzgeraldiens. Le sujet du *Journaliste*, et sa forme, malgré l'ambiguïté malheureuse du titre, ont de quoi retenir : à la demande de son médecin et de ses proches, un homme guéti par la dépression entreprend d'écrire un journal intime. Il a pour maîtresse sa belle-sœur, sa profession de cadre dans une entreprise lui laisse des loisirs. Le lecteur averti des contraintes oulipiennes soupçonne quelque chose : l'Oulipo ne condamne-t-il pas le journal intime pour sa contrainte minimale, l'inscription journalière – la moins formelle qui soit ?

Le narrateur, celui qui tient son journal, le « journaliste » donc, obéit scrupuleusement à l'injonction de tout dire. Mais il se rend vite compte que c'est impossible. Pour distinguer ses « entrées » dans le journal, il décide d'un code désignant les inscriptions de nature objective (par exemple, les vêtements qu'il porte) ou subjective (ce qu'il a pensé, éprouvé). De même qu'il a le goût des calculs prévisionnels, il complique de plus en plus son code, envisage un index. Il prend à toute cette cuisine classificatoire un vif intérêt. Nous moins. Nous nous demandons avec lui si sa femme, charmante et affectueuse, le trompe avec son meilleur ami. Notre curiosité est éveillée pour son fils, un étudiant cantentinaire qui semble connaître des ennemis dans sa vie intime. Nous en venons à nous demander aussi si ce fils n'aurait pas

une aventure avec la maîtresse de son père. Notre compassion pour les troubles du narrateur reste modérée, nous ne sommes pas loin de partager l'avis du médecin, un crétin, qui trouve que son patient devrait prendre des somnifères.

Mais le « journaliste » n'a plus qu'une idée en tête : son journal. Il n'en dort plus. Son écriture envahit sa vie au point qu'il n'a plus rien d'autre à raconter que cette écriture, phéomoe bien connu des diaristes : le journal cancérisé l'organisme vivant. La vie du narrateur offre déjà peu de repères, le lecteur ne saura jamais si c'est son cadre. On penche pour l'Amérique, mais des références implicites à Bourvil et à Sacha Distel nous suggèrent qu'il ne faut pas chercher maniaquement du réel dans cette fiction. Et c'est sans doute là que le bât blesse. Ce n'est certes pas la première fois qu'un roman emprunte la forme du journal intime : la réussite littéraire du genre est eo général d'autant mieux assurée que nous croyons à la vérité de ce qui nous est raconté. Mais ce roman-ci est une critique existentielle du journal intime, et ses meilleurs moments sont des rêves ou des fantasmes. Pour le reste nous sommes submergés par la banalité de la vie sociale dans la couche supérieure de la classe moyenne n'importe où en Occident. Le narrateur finit par craquer. Le journal s'arrête. Lui succède un récit à la troisième personne, passant fugitivement, avec une certaine perversité narratologique, à la première. Nous découvrons le dessous des cartes, les soupçons du narrateur devenu « le patient » sont dissipés par de bienveillantes vérités, nous lisons dans un conte le fantasme profond du « scripteur » : avoir deux femmes qui s'aiment et qui l'aiment. Rien de plus courant. Le *Journaliste* est bien le portrait de l'*Homo mediocris* contemporain, et de son aspiration à une autre vie par l'écriture de la banalité.

Michel Comtat

صكنا من الالعل

GUIDE CULTUREL CINÉMA

La chronique
de Roger-Pol Droit

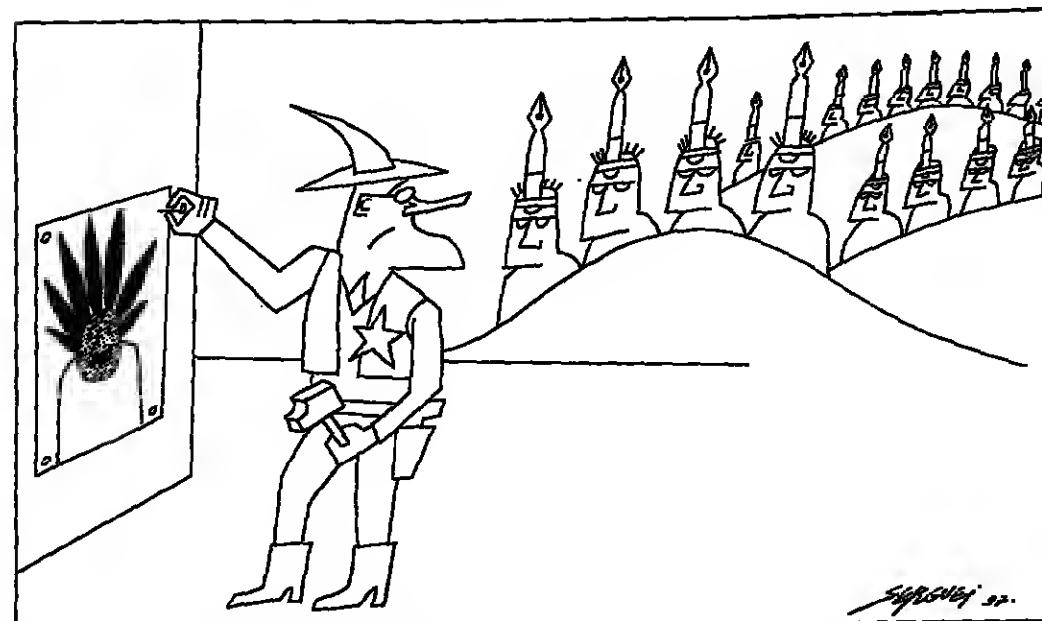
**LA DÉMOCRATIE
CONTRE L'ÉTAT**
Marx et le moment
machavélien
de Miguel Abensour.
PUF, « Les Essais du Collège
international de philosophie »,
116 p., 69 F.

Il est rare qu'un ouvrage théorique jette une lumière nette sur l'actualité la plus immédiate. Entre analyses conceptuelles et titres des journaux, le lien n'existe généralement que de biais, de manière indirecte, toujours plus ou moins distante. Des passerelles sont à construire, des transpositions à concevoir. Les points d'intersection sont parfois absents, ou à peine visibles. Cette fois, c'est tout l'inverse. On dirait le livre de Miguel Abensour, *La Démocratie contre l'État*, agencé tout exprès pour aider à comprendre cet événement insolite que nous sommes en train de vivre : des milliers et des milliers de citoyens réclament leur inculpation pour infraction à une loi existante et signent leur engagement de désobéir à une loi future de la République. Le rejet des dispositions actuellement prévues pour l'hébergement des étrangers ne provient sans doute pas, pour chacun des signataires, des mêmes motivations. On y trouve, dans des proportions variables, la solidarité avec les sans-papiers, le sens de la dignité, le respect des valeurs fondatrices de l'hospitalité, le choix de la vie ouverte contre les préférences nationales et contre les purités suspectes, et surtout le sentiment, immédiat et farouche, d'une distinction à ne pas abolir.

Laquelle ? Celle qui sépare la sphère des relations privées, où n'existent que des êtres humains, des amours et des haines, des rencontres d'une heure ou d'une vie qui ne regardent pas les administrations et, d'autre part, la sphère des règles publiques, dont par principe l'application ne souffre pas d'exception, et doit s'étendre uniformément à chacun. Ce qui gêne le plus, dans ce projet de loi qui cristallise les refus, c'est la confusion des registres. Le senti-

Des milliers
de citoyens signent
leur refus d'obéir
à la loi
sur l'hébergement
des étrangers
actuellement projetée.
S'agit-il donc
d'opposer
la démocratie
et l'État ?
Un essai
de Miguel Abensour
éclaire justement
cette question

ment très vif qu'il est impossible, et monstrueux, de transformer chaque citoyen en auxiliaire de la police explique pourquoi la chaîne des pétitions s'étend de manière si rapide et si ample. Le pouvoir souligne la légalité des procédures. Ceux qui refusent d'obéir insistent sur la légitimité morale et politique de la désobéissance à une loi injuste. Ce phénomène inattendu paraît finalement opposer l'État de droit, dont les formes sont respectées, et la démocratie, dont l'esprit et les capacités d'invention politique se manifestent dans l'initiative des citoyens. Nous avons été si longtemps accoutumés à ne pas les distinguer, à les considérer comme des réalités indissociables, voire des termes synonymes, qu'il nous paraît difficile de saisir leur antagonisme. La démocratie se trouverait-elle à l'opposé de l'État ? Question dérouteur quand il ne s'agit pas d'un régime despotique, autoritaire, totalitaire — la réponse, en ce cas, est évidente —, mais bien de l'État que nous appelons couramment « démocratique ». Ce problème est au



centre de la réflexion de Miguel Abensour. Sa lecture de Marx est centrée sur un texte relativement méconnu et négligé, *La Critique du droit politique héglétien*. Dans ce travail rédigé en 1843, Abensour discerne l'esquisse d'une « vraie démocratie » — dont l'avènement ferait disparaître l'État ! Contrairement à ce qu'on a cru, Marx n'aurait pas cessé de s'interroger, de manière passionnée, sur l'être même de la politique. Scrutant la spécificité de cette invention collective, il aurait entrevu nettement que l'émancipation n'est pas, en fin de compte, contre le pouvoir étatique. À l'opposé des autorités respectables qui déclarent sentencieusement, dans les années 1830, que l'ère des révolutions est désormais close pour toujours, Marx pense que s'opposent, dans les bouleversements à venir, la « vraie démocratie » — qui

Désobéir à la loi

manifeste l'autonomie du politique en réhabilitant la vie civile et en instaurant une république toujours nouvelle — et, d'autre part, le pouvoir d'État, qui agit et alourdit les créations politiques. Cette intuition sera vite recouverte. Le matérialisme historique, chez Marx lui-même, va récuser l'idée d'une politique autonome, et ce lui réservera une place seconde, dérivée, dépendante. Ensuite, la rapide transformation du marxisme en un dogme simplificateur et rigide finira d'effacer ce moment. Laissons aux experts le détail des analyses historiques, et même la singularité de cette explication avec Marx.

Car l'originalité de l'essai de Miguel Abensour se tient bien au-delà. Il affirme ce qu'il nous vivons un « moment machavélien », c'est-à-dire un temps de redécouverte de l'intelligence propre du politique, Machiavel symbolisant ici la naissance de la modernité, et non quelque figure de la ruse politique ou de la trahison cynique. Cette nécessité d'une réinvention du politique, déjà soulignée par Merleau-Ponty, par Claude Lefort ou par Hannah Arendt, est aussi une conséquence des totalitarismes. Ceux-ci ne furent pas, comme on le croit, des systèmes de politisation à outrance, mais des entreprises de destruction du politique et de sa dimension spécifique. Pour retrouver cette dimension, il conviendrait de saisir de nouveau « la différence entre la politique et l'État ». Il s'agirait de comprendre que la formule « État démocratique » n'est pas nécessairement une expression plus cohérente que « démocratie étatique » — dont on n'ose jamais. Il existe même, selon Miguel Abensour, un conflit latent entre la démocratie et l'État de droit, qui s'empêtre dans ses contradic-

tions : « Au rang des contradictions les plus dommageables, on peut compter un des effets du perfectionnisme de l'État de droit qui le pousse à soumettre à la norme les exceptions à ses propres principes ; alors que l'État de droit a été conçu pour lier les mains du pouvoir, il finit par les délier pour autant que cela soit fait de façon normative. »

Nous voilà reconduits en pleine actualité. Sans doute comprend-on mieux que le refus d'obéir à une loi inique, humainement inacceptable et moralement indéfendable, n'est pas simplement une attitude éthique. C'est aussi l'affirmation d'une liberté politique, l'attachement à la réalité vivante de la démocratie. Exigence morale, la désobéissance est ici le devoir même du citoyen, soucieux de sa liberté individuelle et de celle du genre humain. Oui, du genre humain... cessons d'avoir peur des mots. La délation obligatoire de l'étranger organiserait la trahison de ce qu'il y a de plus précieux dans l'identité culturelle et politique de ce pays né en 1789 : une certaine idée de l'universel. Heureusement, nous sommes moins le peuple de la baguette et du bâton que celui des droits de l'homme et des républiques. La libre circulation des individus, la protection de la vie privée, l'indissociable liberté de soi et de l'autre appartiennent à notre héritage le plus constant. Il est réconfortant de voir qu'il est toujours vivace.

On nous a répété, ces derniers temps, que la France était fileuse, apeurée face au monde, effarée par les techniques, incapable de prendre des risques, dépourvue d'initiatives, privée d'espérances, ligotée par l'État, paralysée par l'atonie de sa vie publique. Au moment où l'on colporte ces demi-vérités ou ces franches sornettes, il est réjouissant de voir surgir, dans nos villes et nos campagnes, cette vieille étincelle jamais vraiment éteinte, celle qui écrit les pages qui comptent de notre histoire, celle dont on parle encore longtemps après les incoïdies dans des plaines de l'autre bout du monde, et qui fit tant de fois courageusement danser l'insoumission.

La Chine, d'une révolution à l'autre

Du dissident Wei Jingsheng à Alain Peyrefitte, une floraison de publications pour tenter de comprendre pourquoi, à Pékin, l'ouverture économique ne débouche toujours pas sur une réelle démocratisation politique

La Chine « ressemble à un train dont tout le monde loue la vitesse mais dont personne ne voit où il va », écrit Etienne Badimont (pseudonyme d'un homme d'affaires français) au terme d'un essai touffu qui a emmené le lecteur, depuis l'Antiquité, dans les méandres de deux histoires philosophiques opposées dans une grande mesure : Socrate et Confucius. Rien que pour ce jugement lucide, on peut saluer cet ouvrage.

C'est là une des approches pos-

sibles de ce monde complexe, qui, une nouvelle fois, fait l'objet d'une floraison de titres dont un « Bouillon de culture » de Bernard Pivot n'a qu'incomplètement rendu compte. L'angle économique vaut les autres, surtout quand il est vu par un auteur qui cherche à retrouver, derrière les nuages de fumée, un sens aux choses.

A qui sert, en effet, l'incantatoire référence, de rigueur en Occident, au célèbre « tout de croissance moyen de dix pour cent au cours des dix dernières années » qu'a effectivement connu ce

pays ? Première esquisse de réponse à des auteurs comme Alain Peyrefitte, qui ne se cachent pas plus de porter une grande admiration à l'œuvre de Deng Xiaoping qu'ils ne dissimulent, voilés deux décennies, leur engagement pour le système affreux de son prédécesseur Mao, fondé sur la violence d'État. M. Peyrefitte nous explique la thèse du Chine de Deng comme une prédiction d'autrefois, que son éveil concerne tout le monde.

Il le fait sans se rendre compte que la photographie emblématique qu'il choisit pour la couverture de son livre l'est bien plus encore qu'il ne l'imagine : symbole à ses yeux de la « modernité débrouillarde » à laquelle a accédé le pays, le jeune Chinois qui se frotte à Internet (censuré par le gouvernement de Pékin) le fait sur un ordinateur de marque... taïwanaise, fabriqué sous l'égide de cette démocratie chinoise que l'académicien français juge prématurée pour les habitants du continent. Acer est la première firme de l'île qui échappe au contrôle de l'empire à d'après le pion aux grands du monde industrialisé dans son secteur.

Toute la problématique du développement est contenue dans cette image involontaire : la Chine peut-elle se passer de démocratie pour accéder à un niveau supérieur de modernité, à présent qu'un premier cran a été franchi ? Peyrefitte poursuit inlassablement la thèse du processus graduel, de l'évolution aussi lente qu'inéluctable, que semble démentir l'acharnement du pouvoir à l'encontre des dissidents. Badimont, qui a passé deux décennies dans le monde chinois, la récuserait plutôt, arguant d'une « impossible évolution vers la démocratie » dans un jugement contestable qui part d'un constat pourtant solide : à savoir que le « confucianisme rénové » qui se pose en recours à la

faillite du communisme et en alternative à l'occidentalisation est bel et bien « une imposture culturelle ».

Pourquoi la Chine va-t-elle à reculons vers la modernité politique, risquant du même coup des incidents de parcours qui compromettent l'enthousiasme économique retrouvé ? C'est que le développement qu'elle a connu en vingt ans repose encore considérablement sur la contrainte, même si la pression politique s'est allégée dans la vie quotidienne par rapport à l'ère Mao. Contrainte qui n'est nulle part mieux illustrée que dans son système pénitentiaire, aux innombrables ramifications, que dénonce avec passion, courage, ténacité et éloquence Harry Wu, l'homme qui parle pour les millions de prisonniers du Laogai. Deux logiques qui ne peuvent se réconcilier. Quand M. Peyrefitte demande qu'on fasse la part de la raison et de « l'émotion » — joli terme —, le Sino-Américain répond, ulcéré : « Si on me privait des organes sans mon consentement, j'aurais tendance à être émotif à ce sujet ! »

Ce que ni l'un ni l'autre n'analyse est la logique non pas spécifiquement communiste, mais, au contraire, intrinsèquement liée au pouvoir traditionnel chinois, qui sous-tend le Laogai.

En 1895, Kang Youwei, l'un des plus célèbres confucéens qui tentèrent de réformer le système impérial pour le sauver de sa propre perte, préconisait déjà ce que Mao, Zhou Enlai et Deng réaliseraient par la suite en matière de développement des régions défavorisées. Envoyez-y, disait-il en substance à l'empereur, les « vagabonds », les « poreux », les « délinquants » et autres « récidivistes » du crime ou du délit, dans des « institutions charitables » sous administration de l'armée. « En cas de grands chantiers, ils seront

astreints de corvée et soumis ou régentés militairement. » La nourriture y sera payante, le revenu de chacun, sa faculté de sortir du camp en fonction de la gravité de son cas rigoureusement dans les mains de l'administration. « Quant aux mendiants qui ne sont ni vieux, ni faibles, ni invalides, ni malades, ils seront semblablement recueillis dans des écoles à l'extérieur avec un travail onéreuse. La population pauvre y obtiendra de la nourriture et le bon peuple y gènera de la tranquillité. » « Il paraît difficile, ajoutait dédaigneusement le lettré, de ne pas mettre en œuvre une telle politique d'humanité. »

Et il s'agissait là, répétons-le, de « réformisme éclairé... »

Où voit mal en quoi cette logique permet de prédire une automatisation, quoique lente, conversion du système chinois présent à l'assouplissement démocratique sous la pression d'une hausse du pouvoir d'achat individuel. Les dissidents comme Wei Jingsheng sont prompts à opposer à cette vue l'exemple de l'Allemagne nazie pour souligner — comme Badimont — les risques de la fuite en avant nationaliste. Comparaison qui échappe également à l'analyse, à juste titre, que Hitler et Deng, comme tous les grands dictateurs, ont en commun d'avoir toujours annoncé leurs intentions, le tort de leurs contemporains ayant été d'y être sourds.

Cela ne permet rien de conclure, souligne avec force James Miles, ancien correspondant de la BBC à Pékin, que les Chinois — puisque c'est d'eux qu'il s'agit avant tout — ne demandent pas un jour au pouvoir de rendre des comptes pour les drames du passé, dont l'inévitable Tiananmen, que les gouvernants de tout bord soulaient tant voir derrière eux. Les Chinois aussi sont des hommes.

Francis Derron

RETOUR AU LAOGAI
La vérité sur les camps de la mort dans la Chine d'aujourd'hui
de Harry Wu, avec George Vecsey.
Traduit de l'anglais (États-Unis) par Jacques Mariné.
Belfond, 400 p., 125 F.

CHINE, OU ON NE BÂILLONNE PAS LA LUMIÈRE
de Noël Mamère et Marie Holzman.
Ramsay, 368 p., 119 F.

LA CINQUIÈME MODERNISATION
et autres écrits
de Wei Jingsheng.
Textes réunis et traduits du chinois par Huang San et Angel Pino. Ed. Christian Bourgois. « Bibliothèque asiatique », 350 p., 130 F.

LA CHINE S'EST ÉVEILLÉE
Carnets de route
de Fère Deng Xiaoping
d'Alain Peyrefitte.
Fayard, 400 p., 140 F.

SOCRATE OU CONFUCIUS
Essai sur le devenir
de la Chine et de l'Occident
d'Etienne Badimont.
Ed. Labénaudie, 355 p., 130 F.

MANIFESTE À L'EMPEREUR
ADRESSÉ PAR LES CANDIDATS
AU DOCTORAT
de Kang Youwei.
Traduit du chinois (classique), annoté et présenté par Roger Darrobersz, éd. You-Feng (45, rue Monsieure-le-Prince, 75006 Paris), 197 p., 120 F.

THE LEGACY OF TIANANMEN
China in Disarray
de James Miles.
The University of Michigan Press, Ann Arbor, 379 p., 29,95 \$ (environ 210 F), édition brochée prévue au mois de mars, 144 F environ.

Notes de guerre

LE MONDE ET LA CHINE

LA CHINE, OU ON NE BÂILLONNE PAS LA LUMIÈRE

LA CHINE, OU ON NE BÂILLONNE PAS LA LUMIÈRE

LA CHINE, OU ON NE BÂILLONNE PAS LA LUMIÈRE

LA CHINE, OU ON NE BÂILLONNE PAS LA LUMIÈRE

LA CHINE, OU ON NE BÂILLONNE PAS LA LUMIÈRE

LA CHINE, OU ON NE BÂILLONNE PAS LA LUMIÈRE

LA CHINE, OU ON NE BÂILLONNE PAS LA LUMIÈRE

LA CHINE, OU ON NE BÂILLONNE PAS LA LUMIÈRE

LA CHINE, OU ON NE BÂILLONNE PAS LA LUMIÈRE

LA CHINE, OU ON NE BÂILLONNE PAS LA LUMIÈRE

LA CHINE, OU ON NE BÂILLONNE PAS LA LUMIÈRE

LA CHINE, OU ON NE BÂILLONNE PAS LA LUMIÈRE

LA CHINE, OU ON NE BÂILLONNE PAS LA LUMIÈRE

Tchaïkovski, exercices d'admiration

Lettres, articles, journaux... Où le compositeur frémit devant Michel-Ange, se passionne pour Tolstoï et égratigne Beethoven

TCHAIKOVSKI AU MIROIR DE SES ÉCRITS
Textes choisis, traduits et présentés par André Lischke. Fayard, « Écrits de musiciens », 434 p., 150 F.

Tchaïkovski écrivait à Madame von Meck, sa protectrice : « L'idée qu'un jour j'acquiescerai effectivement une parcelle de gloire, et que l'intérêt pour ma musique éveillera aussi l'intérêt pour ma personne m'est très pénible. » L'avenir a amplement justifié ses craintes, car on a tout dit de lui, et pis encore. Il a fallu attendre, en France, la grande monographie d'André Lischke (1) pour voir sa vie et son œuvre éclairées, sans baine ni complaisance voyeuriste, d'une lumière digne d'un compositeur de cette envergure.

Les milliers de lettres retrouvées, ses articles de critiques, ses journaux sont une providence dont Lischke n'avait pas épuisé les richesses : il s'est proposé de laisser cette fois le compositeur se dévoiler lui-même au miroir de ses écrits encore inédits en français. Au lieu d'aligner chronologiquement des morceaux choisis, l'auteur les a regroupés par thème - l'Italie, les lectures, la religion, le patriotisme, le prochain et soi-même, conseils pédagogiques, la musique... -, élaguant considérablement pour ne conserver que les passages significatifs. Tchaïkovski, qui ne se croit jamais assez sincère dans sa correspondance, excelle à faire partager au lecteur sa propre vision, qui est celle d'un homme cultivé visitant les musées, frémissant devant le *Molse* de Michel-Ange, lisant passionnément Rousseau, Musset, Zola ou Daudet dans le texte et, naturellement, Tolstoï qu'il vénère. Dostoïevski, ou Tchekhov, qu'il découvre dès 1889, et se plongeant dans Spinoza pour tenter de résoudre la question de Dieu, qui

l'obsède, et trouvant des réponses chez Flaubert. Vision également d'un musicien au métier consommé, jamais pédant, donnant des avis toujours argumentés sur les œuvres classiques ou contemporaines, exprimant notamment son admiration pour la jeune école française qui « *évoque soigneusement la routine, recherche des formes nouvelles et prend plus de soin de l'observation de la beauté musicale que de l'observation des règles établies, comme le font les Allemands* ».

On peut ne pas partager ses réticences vis-à-vis de Moussorgski, de Brahms, qu'il respecte mais dont il suspecte l'aspiration à la profondeur, ou de Wagner, à qui il accorde plus de génie. Mais il n'y a pas une ombre de mauvaise foi dans cette quête perpétuelle du beau et du bon, de la perfection du geste artistique. S'il voit en Schumann, « *moître inimitable dans l'art d'extraire des sonorités riches et savoureuses* » du piano, un orchestrateur « *dépourvu du sens du coloris, dessinateur de génie dédaignant les couleurs et préférant le crayon et la plume au pinceau* », c'est que l'admiration ne lui fait jamais perdre un sens critique, qu'il exerce d'ailleurs sans complaisance à son égard.

Les deux « pères fondateurs » de la musique russe, Glinka et Dargomyjsky, font l'objet d'un examen aussi attentif qu'impartial. Les comptes rendus du premier Festival de Bayreuth, d'où il ressort que la principale préoccupation des auditeurs était de ne pas mourir de faim, faute de restaurants, réjouiront même les wagnériens. Seul Mozart échappe à ces incessantes remises en cause dont Beethoven est tout particulièrement l'objet, sans doute parce qu'il voit en lui le « *dieu Sabaoth* », qui domine et effraie ses créatures : « *Je m'incline devant la grandeur de certaines de ses œuvres, mais je n'aime pas Bee-*

thoven (...). J'aime la période centrale, parfois la première, mais, à vrai dire, je déteste la dernière, surtout les derniers quatuors ». Cela ne l'empêche pas de faire un peu plus tard, au prince Romanov, l'éloge inconditionnel de Beethoven et de rectifier son jugement : « *Ce musicien de génie qui aimait à s'exprimer avec ampleur, majesté, force et même violence (...), qui a su contrôler la pression de sa colossale inspiration sans perdre de vue l'équilibre et la finition de la forme. Même les derniers quatuors, longtemps considérés comme le produit d'un homme ayant perdu la raison et, de plus, totalement sourd, ne paraissent tels que tant qu'on ne les a pas étudiés à fond* ».

Sur l'homme lui-même, ces écrits ne nous apprendront rien de marquant ou d'inédit : Tchaïkovski avait peur de l'orage, il se ruina en habits lors de ses séjours parisiens, s'enivrait le soir pour calmer ses nerfs, faisait des dettes et pouvait se montrer intéressé. Son intimité est toujours préservée par la censure de la curiosité des biographes ; on ne sait s'il faut le regretter dans la mesure où lui-même tenait tant à ce respect.

Gérard Condé

(1) Fayard, 1993.

Chopin, étude en majeur

André Boucourechliev se débarrasse de la romance et de la légende, et porte un regard aigu sur le compositeur des « Nocturnes »

REGARD SUR CHOPIN
d'André Boucourechliev. Fayard, « Les Chemins de la musique », 182 p., 98 F.

Mozart et Chopin tendaient vers un idéal que trop de compositeurs de notre temps semblent exclure du champ de leurs préoccupations : « *conquérir les savants et les sensibles* ». Du coup, Chopin n'est plus aussi spontané cité par eux qu'il l'a été autrefois. Qu'on prononce toutefois son nom devant Pierre Boulez, et le héros de la modernité dit son admiration éperdue pour son lointain collègue. Mozart, à de rares œuvres près, fut occulté jusque dans les années 20 de notre siècle, mais la musique de Chopin n'a jamais quitté le pupitre des pianistes amateurs et professionnels. Les savants et les snobs s'en désintéressèrent donc en raison même de sa popularité et de sa propension aux œuvres courtes. Pour cette dernière raison, le statut de grand compositeur lui est parfois refusé.

Dès le lendemain de sa mort, en 1849, Franz Liszt consacrait une grande étude à Chopin, prélude à une avalanche de biographies romancées, prétexte à une guerre de tranchées franco-polonaise dans la-

quelle les Polonais furent les plus inventifs : pour faire de Chopin l'un de leurs frères de sang, ils allèrent jusqu'à prétendre que son père était l'un des Polonais venus en Lorraine avec le roi Stanislas. N'oublions pas les nombreux films. Pillé par les compositeurs de chansons, l'aristocrate Chopin ne pouvait que s'attirer les railleries de certains intellectuels.

Il ne faut pas s'étonner que l'on ne trouve pas dans les bibliothèques françaises de biographie bien écrite de Chopin, qui transcende les querelles nationales tout en portant un regard désintéressé sur la liaison du compositeur et de George Sand. Sur ce chapitre aussi, une guerre opposa les partisans de l'écrivain et ceux qui l'accusèrent d'avoir précipité la mort du compositeur. Compositeur, écrivain, pianiste privé, André Boucourechliev n'a jamais sacrifié ses admirations aux modes. Ses écrits sur Beethoven (Seuil), Schumann (Seuil), Stravinsky (Fayard), son essai sur *Le Langage musical* (Fayard), témoignent d'une pensée dont l'indépendance s'exprime à travers une langue fluide, un esprit de synthèse, un don pour l'incise fulgurante, qui épatent chez ce Français d'adoption, qui éprouverait aujourd'hui de grandes difficultés pour quitter sa Bulgarie

natale afin de vivre et travailler en France. Le voici qui couche par écrit son admiration pour Chopin, et nous prête ses yeux pour regarder l'homme et sa musique. Divisée en trois parties, son étude embrasse le tout avec une hauteur de vue que l'on ne connaît à aucun ouvrage sur le compositeur - hormis certaines des contributions du *Chopin* « collectif », publié, en 1970, par Hachette dans la défunte collection « Génies et Réalités ». Mais il va plus loin que balayer les conventions et les traditions avec une allégresse et un ton fraternel, que faire partager son enthousiasme raisonné pour une œuvre quasiment sans déchet. Élargissant son propos à des notions qui décuplent la portée de son *Regard sur Chopin*, il consacre quelques pages capitales à ce qui oppose résolument le romantisme de Chopin à celui des compositeurs allemands, à l'auditeur et à la part active qu'il prend à l'existence de l'œuvre, à la fidélité, au piano, à la permanence de la musique dans les régions les plus lointaines de la mémoire. En sorte que ce « petit livre » est un kaléidoscope qui miroite sous le regard de son lecteur, ravive ses souvenirs, le rend plus intelligent chaque fois qu'il s'y plonge.

Alain Lompech

Notes de guerre

L'histoire de la musique populaire sur le front de 14-18, par Claude Ribouillault

LA MUSIQUE AU FUSIL AVEC LES POILUS DE LA GRANDE GUERRE
de Claude Ribouillault. Ed. du Rouergue, 288 p., 250 F.

On a peine à imaginer la place de la musique dans la vie quotidienne de l'Europe d'avant 1914. Animateurs de mariage, musiciens de kiosque, violonistes du dimanche, vieillistes et cornemuseux des comptoirs de zinc, les musiciens étaient moins souvent professionnels qu'amateurs. Passeurs sans états d'âme d'une tradition immémoriale, jusqu'à ce qu'ils soient happés, comme tout un chacun, dans la tourmente meurtrière de la Grande Guerre. Après le conflit, rien ne devait plus être comme avant, et même la transmission patiente en fut compromise.

Cette rupture de la pratique populaire attendait son historien. Aussi faut-il rendre grâce à Claude Ribouillault d'avoir exhumé, en hommage à un grand-oncle, musicien de mariage, qui lui légua son cahier de chansons de guerre, plus d'un millier de documents, iconographiques notamment, pour tenter d'écrire cette histoire de la musique au front, intelligemment rattachée aux pratiques antérieures, ce qui permet d'en mesurer la force comme la nostalgie. Poilus français, ou *Feldgrauen* teutons, *Tommies* anglais ou, plus tard venus, *Teddis* américains, tous auront au cœur de l'enfer besoin de la musique pour refuge, ferment d'une absurde mais salutaire joie collective, parenthèse de normalité fictive, avec bals, saynètes, concerts et chorales. Cris de dévouement ou de révolte dont les chansons portent l'excès. Ces images sont le plus souvent inédites : pouvait-on évoquer sans manquer à la décence ou risquer le défaitisme ces communions festives ou nostalgiques, qui fédéraient cultures rurales et urbaines ? En écho aux asso-

ciations de ville, image réduite de la patrie provinciale pour la domesticité déracinée, résonne dans les tranchées la chanson en langue régionale - auvergnate, bretonne, occitane -, citée ici en version bilingue. Mais bientôt l'union des combattants passe par l'idiome national, gommant les particularismes dès lors que le message se veut universel.

Jouant des instruments expédiés par colis ou empruntés, copiés ou fabriqués à partir de boîtes à cigares, de caisses à fruits ou de gourdes de soldat, le musicien au front accompagne un temps immobile, basse continue d'un drame sans issue, comme une chanson perpétuelle.

Si l'auteur cite abondamment les textes qui détournent les airs à la mode - faute de lire les partitions ? - (*La Tontinoise*, *Viens poupoule*), on regrettera la faiblesse de certains témoignages (pourquoi évoquer la Tripièce qui ne survit pas à l'entrée en guerre ?), mais c'est là un regret mineur au regard de la somptueuse documentation, superbement mise en pages, et de la perspicace évaluation de la rupture que la Grande Guerre provoque : faute de transmetteurs, tués ou arrachés à la terre par un exode qui confirme le brassage social, les musiciens du terroir jouent en ville le métissage musical à l'ordre du jour - bonne évocation de la percée du jazz au demeurant -, museuse protéiforme contre les folklores musicaux trop spécifiques.

Snupape longtemps inavouable à l'horreur, la musique en guerre proposait l'illusion d'un havre protecteur. Plus tard, Karel Ancel, dirigeant ses compagnons de détention dans le camp nazi de Theresienstadt, retrouvera la plus belle des réponses à la barbarie. La musique comme refuge de l'humanité.

Ph.-J. C.

POUR COMPRENDRE
LE FUTUR
MIEUX VAUT CONNAÎTRE
LE PRÉSENT



Un véritable atlas économique et social
du monde d'aujourd'hui

Préfaces de Raymond Barre et de Michel Rocard

- 174 pays analysés par les correspondants du Monde
- Le panorama des 22 régions françaises
- Les mutations de l'économie française et mondiale
- La situation des grands secteurs industriels mondiaux
- L'évolution des marchés financiers

Une publication du **Monde**

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 200 PAGES - 50 F

ECONOMIE

par Philippe Simonnot

Les leçons de l'oncle Charles

LES REVUES D'ÉCONOMIE EN FRANCE (1751-1994)
sous la direction de Luc Marco.
L'Harmattan, 321 p., 190 F.

Pour saisir la pensée dans son envol, la lecture des revues n'a pas son pareil. Les premiers balbutiements, la jeunesse, aussi éphémère que l'anneau d'un monde nouveau, elles en conservent la trace comme brûlant encore, et non gélifiée dans des livres achevés comme des cristaux. Grâce aux économistes qui, sous la direction de Luc Marco, maître de conférences à l'université Paris-V, ont procédé à une relecture critique de près de deux siècles et demi de revues économiques françaises, nous pouvons suivre la pensée économique dans ses destins successifs. Mais aussi l'étrange histoire du libéralisme en France.

Au départ, l'économie se distingue mal de l'économie, dont le sens est celui de son étymologie grecque, à savoir la loi de la maison, la gestion avisée d'un domaine, le ménage du père de famille, comme le rappelle expressément le *Journal d'économie*, dans sa livraison de juin 1772. « Il est vrai, concède le rédacteur de l'article, que l'usage s'est transposé dans bien des circonstances à la politique; mais ce n'est que pour rappeler au gouvernement sa seule origine légitime (...). En effet, un royaume et une république ne sont qu'une grande famille; et une famille est un petit royaume. » L'autre axe originel, c'est le commerce, mais entendu dans la langue de l'époque au sens de « communication réciproque ». Oh l'on vérifie que les « communicateurs » d'aujourd'hui n'ont fait que retrouver des formules de Véron de Forbonnais. D'ailleurs, les communications stricto sensu sont tellement vitales que le *Journal de commerce* publie dans un dépliant de huit pages le « Tableau des actes de piraterie anglaise contre les vaisseaux hollandais ». Toutefois, ces formes archaïques sont vite « parasitées » par ce qui est en train de devenir la pensée économique, tant cette presse est aussi un véhicule pour les débats d'idées. Comme l'avertit le *Journal de l'agriculture* (janvier 1767), « un journaliste doit se souvenir qu'il est historien des pensées d'aujourd'hui et que son devoir est de les ranger dans l'ordre le plus convenable ». Belle définition, non ?

Il faut attendre 1841

pour que naisse un organe
proprement économique

Il faudra pourtant attendre 1841 pour que naisse un organe proprement économique, le *Journal des économistes*, qui durera un siècle. Son cadet anglais, *The Economist*, né en 1843, vit encore fort bien, on le sait. Il faudrait un ouvrage entier pour rendre compte de la prodigieuse aventure de Gilbert-Urbain Guillaumin, autodidacte, fondateur et gérant du *Journal* jusqu'à sa mort en 1864, principal éditeur de livres d'économie en France à cette époque.

Dans les dix premières années, le libéralisme économique est encore une idée assez neuve en France, et le *Journal des économistes* est plutôt dans l'opposition. Mais, à partir de 1854, il aura la position plus confortable d'organe scientifique spécialisé, non sans compromission avec le pouvoir impérial. Une note du ministère de l'intérieur de 1865 établit que les propriétaires du *Journal* se sont engagés « non seulement à ne point se montrer hostiles au gouvernement, mais encore à s'abstenir absolument de politique ». C'est le prix du triomphe. Les économistes qui gravitent autour du *Journal* auraient formé, selon nos auteurs, un véritable lobby pour la défense et la promotion d'un libéralisme intrinsèque. Ainsi empêcheront-ils un Léon Walras, qui s'affirme socialiste, de faire carrière en France, le forçant à enseigner à Lausanne. Mais cet hégémonisme va être battu en brèche après 1870 avec la remontée des idées protectionnistes et socialistes. En 1877, un décret instaure un enseignement d'économie dans toutes les facultés de droit, qui ne l'acceptent qu'avec beaucoup de réticence. De leur côté, les économistes du *Journal*, qui avaient pourtant réclamé de tels enseignements, ne croyaient pas que les professeurs de droit puissent enseigner correctement l'économie, et nourrissaient quelques doutes sur leurs connaissances en la matière et sur leurs convictions libérales.

Cette crispation de clan va coûter cher à la diffusion de l'enseignement de l'économie. A la veille de la Grande Guerre, on ne compte que quarante à cinquante professeurs d'économie dans les facultés. Encore s'agit-il souvent d'économistes de racroc, jeunes agrégés de droit sans qualification particulière obligés de choisir un enseignement dont personne ne veut !

Elle va coûter cher aussi au lobby libéral. Un universitaire, Charles Gide, l'oncle d'André, un des nouveaux économistes universitaires, comprend que l'espèce de monopole intellectuel détenu par le *Journal* n'est pas tenable. En 1887, il fonde la *Revue d'économie politique*, qu'il dirigera jusqu'à sa mort, en 1932 (la *REP* lui a survécu jusqu'à aujourd'hui). A l'origine, il s'agit d'une véritable « machine de guerre » lancée contre le *Journal des économistes*. Chef de file de l'école de la solidarité, l'oncle Charles, fort respecté d'André, est amené à admettre de plus en plus l'intervention de l'Etat. Il ouvre sa revue à Walras bien sûr, mais aussi à des auteurs hétérodoxes tels que Duguit, Durkheim, Tarde, Jay. Au niveau des recommandations politiques, Gide et ses disciples rejoindront le solidarisme de Léon Bourgeois pour former un « tiers-parti social », lequel, selon nos auteurs, aurait « beaucoup contribué à « désamorcer la question sociale, si menaçante, à la fin du siècle ». Déjà, l'improbable « troisième voie » !

En fait, l'oncle d'André Gide se révélera en fin de carrière « fondamentalement libéral », et la *Revue* penchera finalement du côté du libéralisme social beaucoup plus que du socialisme même libéral. Ruffet pourra y publier en 1931 son fameux article sur « l'assurance-chômage, cause du chômage permanent ». Mais la *Revue* aura tout de même rempli sa « mission historique » : faire admettre de jure, et non plus de facto, l'intervention de l'Etat par des économistes libéraux. Oncle Charles avait visé juste la faille du libéralisme économique, à savoir son incapacité tout à la fois à se passer de l'Etat et à le délimiter.

PASSAGE EN REVUES

Le Bord de l'eau

Le directeur de cette revue littéraire bordelaise, Dominique-Emmanuel Blanchard, est camusien. Il a lu *La Nausée* de Sartre, en a eu un haut-le-cœur, et, dans la grande controverse Sartre-Camus des années 50, il a rétrospectivement pris le parti de Camus. Mais c'est un jeune scrupuleux et inquiet, qui ne se donne pas raison sans débat. Et du moment que Francis Jeanson, qui fut le déclencheur involontaire de cette brouille fameuse, vit dans la région bordelaise, il est allé le voir, sachant son soutien actif aux indépendantistes durant la guerre d'Algérie. Il a trouvé un homme accueillant, à la pensée ferme, il l'a longuement interrogé sur le climat intellectuel des années 50, auquel plus personne ne semble rien vouloir entendre. Une pièce est versée au dossier : l'article de Jeanson sur *L'Homme révolté* de Camus, qui blessa celui-ci. Jeanson parle aussi de son expérience d'animateur culturel, puis de formateur de travailleurs de la santé mentale. Un parcours plein de sens dans une vie où l'engagement ne consista jamais à battre l'estrade (Le Bord de l'eau éditions, BP 61, 33360 Latresse, distribution Vilo l'Amateur, 72 F).

INTERNATIONAL

por Daniel Vernet

APRÈS HONGKONG
Chinois et cosmopolites :
un pays, deux systèmes ?
de Philippe Le Corre.
Ed. Autrement, 278 p., 130 F.

Les Hongkongais cultivés, qui pratiquent parfaitement l'anglais, ont trouvé plusieurs mots pour désigner le régime de leur territoire sous la tutelle chinoise : ils parlent de *transition*, de *change-over* ou de *take-over*. Les mots ne sont pas innocents. Dans un cas ils laissent présager un passage en douceur, une sorte de rétablissement d'une situation normale, la fin d'une aberration. Hongkong est chinois et revient à la Chine. *Take-over* est plus brutal. C'est la « reprise », comme on dit reprise en main. Les préparatifs mis en œuvre par le régime de Pékin en vue du 1^{er} juillet, quand le drapeau rouge frappé des cinq étoiles flottera sur l'île et les Nouveaux territoires, ne laissent aucun doute. Selon la déclaration conjointe de 1984 entre la Chine et la Grande-Bretagne, qui règle le statut de cette « Région administrative spéciale », Hongkong devrait continuer à bénéficier de l'état de droit à la mode britannique pendant cinquante ans. Mais les Chinois du continent ont déjà montré que leur conception de la « vraie démocratie » diffère largement de celle en vigueur en Occident. Et qu'on n'aille pas dire qu'il s'agit là d'une incompréhension entre civilisations. Les démocrates de Hongkong qui défendent les droits de l'homme et les libertés publiques ont fait litte de ces bêtises ethnoculturelles.

Philippe Le Corre, correspondant à Hongkong de plusieurs journaux français et américains,

POLITIQUE

par Gérard Courtois

L'ARGENT ET LA POLITIQUE EN FRANCE
d'Yves-Marie Doublet.
Economica, 198 p., 98 F.

Ministres indignes ou soupçonnés de l'être, notables jetés au cachot, carrières brisées ou protégées, justice aux ordres ou en révolte : depuis une dizaine d'années, l'argent empoisonne la politique. Au point, parfois, d'oublier que la vertu n'est pas, d'aujourd'hui, menacée par la corruption et que, de Panama à Stavisky en passant par les piastres et le gaullisme immobilier, quelques Républiques, déjà, ont manqué y sombrer.

Bon gré mal gré, le législateur l'a bien compris, et, en quelques années, a multiplié à la hâte les barrières de fortune pour endiguer le mal. Mais de 1988, de 1990, de 1993, de 1995, de 1996 : on n'avait jamais tant fait pour rappeler à l'ordre les élus. C'est le premier mérite de l'ouvrage d'Yves-Marie Doublet, que l'on ne saurait trop recommander, en premier lieu, aux milliers de candidats qui brigueront, l'an prochain, un siège de député, de conseiller régional ou de conseiller général : avec une précision chirurgicale, ce conseiller auprès de la commission des lois de l'Assemblée nationale dissèque une réglementation foisonnante, complexe, parfois confuse.

Rien n'échappe à son scalpel. L'évolution de la législation ni celle des jurisprudences du Conseil constitutionnel, du Conseil d'Etat ou de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques. Pas davantage les règles de financement des campagnes électorales, qu'il s'agisse des recettes ou des dépenses, des modalités de remboursement ou de contrôle. Le financement des partis politiques est également passé au crible, depuis les aides publiques jusqu'aux dons privés, cotisa-

SOCIÉTÉ

par Robert Solé

VICTIMES
Les oubliés de la justice
de Jehanne Collard.
Stock, 240 p., 120 F.

La justice est parfois cruelle pour les prévenus. Elle peut l'être encore plus pour les victimes, comme le démontre un livre très instructif de Jehanne Collard, avocate, vice-présidente de la Fondation Aime-Ceillier contre l'insécurité routière.

Pader des victimes est suspect. On a l'air de céder aux sirènes sécuritaires, sinon de vouloir lyncher les coupables. Il faut pourtant en parler, ne serait-ce que pour une raison très intéressante : nous sommes tous des victimes potentielles, nul n'étant à l'abri d'un accident de la route, d'une erreur médicale, d'une agression ou d'un attentat. Et celui à qui cela arrive se trouve brutalement confronté, souvent pour la première fois, à l'appareil judiciaire.

La difficulté initiale, pour une victime, est de se faire entendre, car la plupart des plaintes sont classées sans suite. Certes, il y a toujours moyen d'utiliser la procédure de citation directe ou de se constituer partie civile. Encore faut-il le savoir. Et, de toute manière, cela peut coûter cher, la justice n'aimant pas qu'on lui force la main. « Le plus indépendant, le plus courageux des juges est bien plus prompt à déifier le pouvoir qu'à recevoir des plaintes et à écouter des victimes », constate Jehanne Collard.

Obtenir l'ouverture d'un dossier n'est qu'un premier pas. Très vite, les victimes se heurtent à la lenteur de la procédure, qui les désespère.

Onze mois en moyenne pour un vol, dix mois pour un homicide involontaire, quarante mois

Transition à hauts risques

après avoir rappelé l'histoire du territoire et exposé les bases de sa prospérité, isole « douze dossiers à risque » pour les prochaines années. Le premier concerne l'indépendance de la justice. On peut certes sourire des juges vêtus de rouge et de noir, portant perruques comme à Londres, mais ce sont eux qui garantissent le respect de la loi, sans lequel les citoyens et les grandes firmes internationales seraient soumis à l'arbitraire.

Mais les mêmes hommes d'affaires qui affectent un détachement serein par rapport à l'évolution politique savent bien que la solidité de la place de Hongkong est aussi fondée sur la transparence et que cette transparence ne se conçoit pas sans la liberté de la presse. L'autocensure, note Philippe Le Corre, a déjà fait des ravages et le fait que la déclaration conjointe reprenne, pour garantir la liberté de la presse, les termes mêmes de la Constitution chinoise ne laisse pas d'inquiéter.

La liberté d'association n'est pas mieux lotie que la liberté d'expression. Dans la Région administrative spéciale, les organisations politiques étrangères seront interdites. Celles qui se sont vouées à la défense des droits de l'homme tomberont-elles sous le coup de la loi ? L'interdiction frappera-t-elle au même titre le Kuomintang (au pouvoir à Taiwan) et le Parti communiste chinois ? Beaucoup dépendra de la direction politique du territoire. Mais, là encore, les perspectives sont sombres. Pékin a quasiment désigné le chef de l'exécutif – le riche armateur Tung Chee-hwa – comme les membres de la nouvelle assemblée législative, qui remplacera le Legislative Council élu démocratiquement en 1995, pour la première fois au suffrage universel. A quoi

s'ajoutent les problèmes posés par l'immigration, la dissidence qui trouvait refuge à Hongkong, le sort de la place financière qui risque de devenir la vache à lait de Pékin, la corruption qui peut avoir un aussi bel avenir que sur le continent...

A quoi ressemblera Hongkong dans cinq ans ? « Dans cinq ans, Hongkong sera à la fois plus cosmopolite – parce que la Chine elle-même se sera davantage internationalisée – et plus chinoise. Nous continuerons aussi à jouer notre rôle vis-à-vis du continent », déclare Leung Chun-ying, un agent immobilier proche des milieux pékinois. Martin Lee, chef du Parti démocrate, craint pour l'Etat de droit : « Il n'y a pas de tradition juridique en Chine : le droit, c'est l'empereur. Aujourd'hui, c'est le Parti communiste. » Entre les deux, toutes les options s'expriment. La Chine est l'avenir de Hongkong, si l'on entend par là que tout dépendra de l'évolution du régime de Pékin. La Chine aspire à être la puissance dominante en Asie ; qu'elle remplace à Hongkong la Grande-Bretagne, « puissance impériale finissante », est plus qu'un symbole. « Même ses dirigeants politiques, John Major, Tony Blair, semblent bien fader par rapport à Margaret Thatcher. Il s'agit d'un tout autre contexte par rapport aux années où fut négocié l'avenir de Hongkong », écrit Philippe Le Corre. Certes. Mais il ne faudrait pas oublier que Margaret Thatcher, elle-même, en tant que premier ministre, a entériné en 1984 les conditions de la rétrocession, dont on voit aujourd'hui l'usage qu'en fait Pékin.

Signalons également l'ouvrage de Gérard A. Jaeger, *Hongkong. Chronique d'une île sous influence*, qui sort aux éditions du Félin (374 p., 159 F.).

Le prix de la démocratie

tion ou avantages en nature. Enfin, les moyens financiers des élus ne sont pas oubliés, qu'il s'agisse des « moyens légaux » ou des « moyens illégaux » (commissions liées à l'urbanisme commercial, aux passations de marchés publics ou de marchés à l'exportation, crédits occultes des sociétés d'économie mixte ou des associations parapubliques, etc.), qui sont à l'origine des affaires politico-financières qui défrayent la chronique. Le tout éclairé de comparaisons internationales.

Cet inventaire serait d'une aridité pour le moins rébarbative si Yves-Marie Doublet n'y ajoutait, chemin faisant, des éclairages originaux. Il établit, notamment, le montant du financement public de la politique française pour 1996, année de basses eaux, sans consultation électorale. Aux 366 millions de francs d'aide publique inscrits au budget en faveur des partis politiques, s'ajoutent 452 millions pour les indemnités parlementaires des députés et sénateurs, 1173 millions pour l'indemnisation de leurs secrétaires et assistants parlementaires, 65 millions d'aide aux groupes parlementaires, 150 millions d'aide aux groupes d'élus des collectivités locales, ainsi que 7 millions d'aide à l'Humanité et à Présent. Au total, 2 373 millions de francs, soit 59,36 francs par électeur, auxquels il faudrait ajouter, pour être exhaustif, l'indemnisation des élus locaux, votre utilisation confidentielle d'une partie au moins de 454 millions de francs de fonds spéciaux du premier ministre. Même en 1995, où les élections présidentielle et municipales ont abondé la note (90 francs par électeur), le prix de la démocratie reste modeste.

Enfin, l'auteur se livre à une analyse quelque peu désabusée de l'avalanche de lois de ces dernières années. « Au regard des objectifs de transparence, de réduction des dépenses électorales et de dissuasion à l'égard des candidats prodiges

qu'elle s'était assignée, on peut craindre que la législation n'ait pas tenu ses promesses », note-t-il. C'est particulièrement vrai pour le financement de l'élection présidentielle dont « les faillites et les effets pervers » ne manquent pas. Yves-Marie Doublet souligne le « dévoiement » de la loi, qui a résulté, en 1995, de la multiplication des comités de soutien créés pour la circonstance – on en a recensé quatre-vingt-dix-huit pour Edouard Balladur –, dont le statut est flou et l'activité difficilement contrôlable.

De même, la publication des comptes des partis depuis 1992 « n'est pas synonyme de transparence », tant le périmètre de leur comptabilité reste incertain, la présentation de leurs comptes « opaque » et les contrôles insuffisants. Mais c'est à propos de l'argent des élus que l'auteur se montre le plus sceptique. Même si l'on ne peut mésestimer « un effet moralisateur indéniable » des lois récentes, « le pragmatisme de la politique et l'efficacité des financements clandestins ont raison de toutes les digues qui peuvent être opposées par le législateur ».

D'autant que les contre-pouvoirs restent limités. Ainsi le contrôle de légalité des millions d'actes pris chaque année par les collectivités locales « ne remplit pas son rôle », tout comme celui qui était attendu du Service central de prévention de la corruption. Le contrôle des chambres régionales des comptes reste « long, formel et parcellaire ». Quant au juge pénal, bien des affaires récentes témoignent, en dépit de quelques condamnations spectaculaires, que les parquets usent volontiers de leur pouvoir de classer les dossiers ou d'annuler ou freiner les procédures. Il ne s'agit pas, pour autant, de récuser ces mécanismes de prévention et de répression. Mais bien plutôt de leur donner « les moyens de s'appliquer ». On ne saurait mieux dire.

Coupables d'être victimes

pour un crime. Dans de nombreux cas, les indemnités attribuées par des tribunaux correctionnels sont gélées en raison d'un appel des compagnies d'assurances. Le code de procédure pénale reste très discret sur les droits de la victime à obtenir réparation dans un délai raisonnable. Le prévenu, lui, a – heureusement ! – obtenu des garanties.

Autre étape : l'expertise. Beaucoup d'espions sont mis dans cet acte technique devant faire émerger la vérité, définir les responsabilités et fixer le montant du préjudice. Or c'est l'une des plus grandes sources de désillusions et de colère. Dans des pages très sévères, Jehanne Collard dénonce un « détournement de la loi ». Le magistrat, explique-t-elle, s'en remet de plus en plus souvent à l'avis d'un expert. Celui-ci a tendance à aller au-devant des désirs implicites du magistrat, ce qui lui donne une bonne chance d'être embauché par celui-ci pour un dossier ultérieur.

Mais l'épreuve la plus dure des victimes est de se sentir exclues de la procédure, qui ressemble à un tête-à-tête entre la justice et le prévenu. Comme si, par leur seule présence, elles risquaient de dénaturer l'enquête et de perturber la décision. Le souci d'empêcher une vengeance privée a conduit, au fil des siècles, à écarter la victime pour laisser place à l'Etat. « Le crime ou le délit jugé n'est plus un préjudice commis par une personne à une autre personne mais un manquement aux lois, un trouble à l'ordre social. » L'accusé a perturbé cet ordre et doit en répondre devant la puissance publique.

Chassées par la porte, les victimes rentrent parfois par la fenêtre, grâce à des associations. Puisque la justice refuse l'expression individuelle au nom de l'intérêt général, une action collective a été engagée. Elle s'exerce aujourd'hui dans des

domaines aussi variés que les atteintes à l'environnement ou les dégâts causés par le terrorisme. Mais, pour cela, il a fallu forcer la porte des tribunaux, et le combat continue. De grands progrès – sur lesquels le livre n'insiste pas assez – ont été accomplis depuis 1981, à l'initiative de Robert Badinter.

Se venger ? Ce n'est pas le souci des victimes ou de leurs familles, souligne Jehanne Collard. Si elles ont tant besoin de se faire entendre, comprendre ce qui est arrivé, obtenir l'aveu d'un coupable ou d'un responsable, c'est pour pouvoir continuer à vivre. La famille d'une personne tuée dans une catastrophe ou un attentat ne peut s'en tenir à la fatalité : elle ne fera son deuil qu'à partir du moment où les responsabilités seront établies. De la même manière, l'enfant victime d'un viol ou d'un inceste ne retrouvera le respect de lui-même que lorsque la justice aura pu mettre un nom sur sa souffrance et punir son bourreau. Au fond, « si les victimes ont recours à la justice, c'est pour savoir qu'elles ne sont pas coupables ».

L'avocate conclut son livre par un guide pratique. On y apprend comment se procurer un procès-verbal de police après un accident de la route, comment saisir la Commission d'indemnisation, se retourner contre un hôpital, dénoncer une bavure administrative ou même mettre en cause une loi. Elle nous laisse un peu sur notre faim en évoquant la métamorphose de nombreux blessés de la vie qui, après avoir connu successivement le désespoir, la colère ou la révolte, finissent par tirer une force étonnante de l'épreuve traversée. Simple pudeur peut-être, Jehanne Collard ayant elle-même subi un grave accident de la route avant de se consacrer à la défense des victimes.

هكاهم النصل

hauts risques

démocratie

être victimes

Sur les chemins défrichés par Michel Foucault

Treize ans ont passé depuis la mort de Michel Foucault, un délai suffisant pour se demander si les philosophes entreprennent encore un rapport vivant avec son œuvre. « On rappelle toujours que Marx disait : "Je ne suis pas marxiste". Je crois que Foucault aurait dit volontiers : "Je ne suis pas foucaultien". » Cette boutade de Pierre Bourdieu, dans le dernier numéro de la revue *Sociétés & Représentations*, est un bon résumé de ce problème d'héritage intellectuel. La postérité d'un auteur, particulièrement la réception qui accompagne l'œuvre d'un philosophe, peut être l'occasion de malentendus, de désaccords, ou alors, inversement, d'une dévotion qui ne souffre plus même la moindre tentative de lecture. Dans le cas de Foucault, qui ne se considérait pas comme un « auteur », et qui ne cessait de dire qu'il ne proposait aucun corps de doctrine, cette question sonne comme un paradoxe.

Il est incontestable que de nombreux philosophes, chercheurs, historiens poursuivent quotidiennement un dialogue avec cette pensée dans tous ses aspects : depuis les premières recherches sur l'histoire de la folie, le travail sur la prison et les derniers livres sur la sexualité. De là à parler en termes d'héritage, il y a un pas que le philosophe François Ewald, auteur de *L'État providence* (Grasset, 1986), et qui fut très proche de cette pensée, se refuse à franchir. Pour lui, il n'y a « pas un héritage mais des gens qui utilisent Foucault dans des domaines extrêmement différents ». Même si aujourd'hui « la France est une petite contrée foucaultienne » - comparée aux États-Unis ou à l'Allemagne -, Foucault y est, dit-il, bel et bien « utilisé ». Il a fait aussi son entrée dans l'université française, même s'il demeure parfois difficile, toujours selon François Ewald, de constituer un jury de thèse sur Foucault.

L'auteur de *L'Archéologie du savoir* avait redoublé son corpus d'œuvres philosophiques d'une masse impressionnante d'articles, témoignant de son engagement constant dans l'actualité. Avant même la publication des *Dits et Écrits*, qui rassemblent ces interventions (« le Monde des livres » du 30 septembre 1994), une thèse soutenue par Sandra Coelho de Souza (*L'Éthique de Michel Foucault*, à paraître bientôt au Brésil) devait déjà mettre en lumière dans tous ces textes, parfois de circonstances, une cohérence, une densité proprement philosophiques. Foucault était bien un « passe-frontière » entre la philo-

sophie et la « non-philosophie » - terme générique qui désigne l'ensemble des problèmes, des sources, des méthodes d'investigation traditionnellement exclues du savoir et du discours philosophiques. En écrivant par exemple l'histoire des fous, des délinquants, en s'intéressant aux archives, Michel Foucault a fait entrer dans la philosophie tout ce qui demeurait confiné sur ses marges, et en cela il continue d'être suivi. Surtout, il a introduit à l'intérieur du discours philosophique une réflexion sur les pratiques, dont témoigne de manière exemplaire son *Histoire de la sexualité*.

Généalogie

Pour ceux qui utilisent Foucault aujourd'hui, il ne s'agit donc pas seulement de le commenter mais, pour reprendre une expression de François Ewald, de continuer sa pensée « à travers une activité ». Ainsi Frédéric Gros, jeune philosophe qui a consacré une thèse et un « Que sais-je ? » à Foucault, est-il en train d'achever, dans la lignée de *L'Histoire de la folie*, un ouvrage sur les rapports entre les milieux artistiques et la psychiatrie à la fin du XIX^e siècle (1), tout en travaillant avec des psychiatres, membres de

l'association Pratiques de la folie : « La pratique est le lieu où le questionnement doit sans cesse revenir », dit-il. En associant ses recherches au travail des psychiatres sur le terrain, le philosophe peut leur apporter sa propre lecture de l'histoire de la psychiatrie, et les amener à se mettre en question.

Cette réflexion sur Foucault relève de ce qu'on appelle la « deuxième génération » des successeurs : ceux qui ont pris la relève en important des problématiques foucauliennes dans un champ de recherche qu'ils ont eux-mêmes choisi. La première génération rassemblait des historiens comme Arlette Farge ou des philosophes comme Judith Revel et François Ewald. Elle a eu à affronter les sérieuses remises en cause et réfutations de l'œuvre de Foucault, celle de Marcel Gauchet et Gladys Swain sur *L'Histoire de la folie* par exemple. Dès 1977, puis en 1980, avec *La Pratique de l'esprit humain*, Marcel Gauchet et Gladys Swain attaquaient en effet les approximations factuelles de Foucault dans sa description de la naissance de la psychiatrie. Ils s'opposaient, en réaction à la sensibilité de la génération de 68, et à partir des textes de Pinel ou d'Esquirol, à la concep-

Quel est, aujourd'hui, l'héritage du philosophe mort en 1984 ? Si certains chercheurs marchent directement sur ses traces, d'autres appliquent sa démarche à de nouveaux champs de recherche. Pour ou contre ? Difficile, en tout cas, d'échapper à Michel Foucault !

tion foucaultienne de la folie comme paravent d'une théorie de la déraison et à sa vision de l'institution asilaire sous l'angle exclusif de l'exclusion. Pour eux, la naissance de la psychiatrie pouvait se lire aussi comme une émergence du sujet moderne.

Si la contestation a été vive, elle semble un cap dépassé depuis une dizaine d'années. Complètement ? En 1991 encore, la revue *Le Débat* (septembre-octobre) s'attaquait d'une manière assez vigoureuse aux conditions de publication et d'interprétation par Foucault et son équipe du manuscrit autobiographique de Pierre Rivière, ce jeune paricide du XIX^e siècle - publication qui avait donné lieu à un film de René Allio. Philippe Lejeune, auteur d'ouvrages sur l'autobiographie, relevait ainsi dans la revue de

Pierre Nora les erreurs, les coquilles, les « citations erronées, amalgames, inventions », bref les « aberrations » du « Rivière de Foucault » : ou comment, d'après Lejeune, faire violence aux archives et aux sources pour coller à la « mythologie de l'insensé ». Pourtant, les recherches de Foucault sur la folie, avec celles sur la prison, continuent d'alimenter débats et publications. Ainsi, en novembre 1996, *Sociétés & Représentations* consacrait son numéro 3 à un dossier inspiré par le titre d'un livre de Foucault : « Surveiller et punir : la prison vingt ans après ». Dans *Penser la folie* (Gallimard, 1992), des psychiatres, des historiens et des philosophes (parmi lesquels Elisabeth Roudinesco, Georges Canguilhem, Arlette Farge et Jacques Derrida) ont voulu non faire un bilan du travail de Foucault comme s'il avait mis un point final à cette question mais « analyser en chemin ce qu'il nous donne à penser ».

Hériter de Foucault signifie-t-il inévitablement se placer soi-même dans un rapport vivant à la « non-philosophie », à l'actualité, au temps présent ? Cela peut vouloir dire aussi marcher parfois sur ses traces, prolonger ses enquêtes ou les pistes qu'il n'a pas lui-même explorées. Foucault a ainsi consacré des cours et des ouvrages à l'institution pénitentiaire, aux modes d'exercice du pouvoir politique, mais sans aborder frontalement le problème de la police. Hélène L'Heuillet, une philosophe membre du Laboratoire d'analyse des systèmes politiques (LASP/CNRS), prépare pour les éditions Aubier un livre très attendu sur la police. Elle reconnaît que sa recherche « n'aurait pas été concevable ni recevable s'il n'y avait pas eu Foucault. Foucault a ouvert une nouvelle citoyenneté des concepts ». Pourtant, si Hélène L'Heuillet inscrit explicitement son travail sur la police dans la continuité de Foucault, elle part de l'insti-

tution policière et de la police pour concevoir le politique alors que, pour Foucault, ce qui est premier, c'est la conception qu'il se fait du « pouvoir ».

Tel est peut-être une des caractéristiques de l'héritage de Foucault, et qui explique sa survivance : avoir été avant tout un défricheur. Si ses successeurs lui sont parfois redevables du domaine qu'ils explorent, ils ne le sont plus forcément de leurs positions théoriques. Ce rapport à Foucault instaure un dialogue bien éloigné du commentaire universitaire. Michel Sennelart, par exemple, auteur des *Arts de gouverner* (Seuil, 1995), s'est ainsi livré à une étude historique et philosophique dans la lignée des études de Foucault sur la « gouvernementalité ». Mais, confronté aux hypothèses foucauliennes, Sennelart explique qu'il n'a tenté « ni de les confirmer ni de les critiquer, mais s'inscrivant dans une autre perspective, de progresser dans un certain écart par rapport à elles ».

Ne pourrait-on, finalement, décrire le dialogue de tous ces chercheurs avec la pensée de Foucault en reprenant les termes mêmes que celui-ci avait utilisés pour définir sa propre relation avec Hegel ? Dans sa leçon inaugurale du Collège de France, en 1970 (*L'Ordre du discours*, Gallimard), Foucault écrivait en effet : « Échapper réellement à Hegel suppose d'appréhender exactement ce qu'il en coûte de se détacher de lui ; cela suppose de savoir jusqu'où Hegel, insidieusement peut-être, s'est approché de nous ; cela suppose de savoir, dans ce qui nous permet de penser contre Hegel, ce qui est encore hégélien ; et de mesurer en quoi notre recours contre lui est encore peut-être une ruse qu'il nous oppose et au terme de laquelle il nous attend, immobile et ailleurs. »

(1) Création et folie. Une histoire du jugement psychiatrique, à paraître prochainement aux PUF.



Michel Foucault au Collège de France, en 1976

Histoire de l'amour fou

Patricia Dunker dédie à Foucault un roman étonnant, qui met en abyme la passion entre l'écrivain et son lecteur

LA FOLIE FOUCAULT (Hallucinating Foucault) de Patricia Dunker. Traduit de l'anglais par Céline Schwallier-Balay, Calmann-Lévy, 210 p., 110 F.

D'un coup de torchon céleste, Patricia Dunker met K.O. les conventions romanesques. *La Folie Foucault* nous laisse pantois. Récit en abyme de la passion entre l'écrivain et son lecteur, ce texte intelligent et fougueux extirpe les racines de la création littéraire et met à nu la folie latente du romancier, « la solitude de celui qui voit un monde différent de celui au vivant les gens qui l'entourent ».

Un étudiant de Cambridge, fasciné par son œuvre, part à la recherche de Paul Michel, auteur célèbre et scandaleux dont on n'a plus de nouvelles depuis huit ans. Patricia Dunker donne à ce personnage d'écrivain le prénom complet de Foucault. Ce dédoublement littéraire prend tout son sens lorsque Paul Michel, retrouvé dans un asile, affirme au narrateur n'avoir publié ses livres que pour un seul lecteur : le célèbre philosophe. « Le fait d'écrire est, en soi, un acte de violence perpétré contre la réalité », souligne la romancière, qui nous entraîne dans un examen téméraire de la solitude du créateur : « Tu vois le gouffre, et eux non. Tu vis parmi eux. Ils marchent sur de la terre. Tu marches sur du verre. Tu vis masqué, conscient de ta différence absolue. » Le narrateur sans nom est l'ange de chair diligente par un groupe d'admirateurs - pour la plupart homosexuels - avides de retrouver Paul Michel (Foucault voyait dans les réseaux d'amitié masculine une transgression sociale supérieure aux pratiques sexuelles les plus érotiques). Par le truchement de la fiction, nous pénétrons dans le labyrinthe de haute résistance qu'est l'hôpital psychiatrique où Paul Michel accepte d'être enfermé depuis que Foucault, mort du sida, ne peut plus le lire.

L'étudiant anglais enfonce le tabou de la fiction. Il « enlève » le ro-

mancier, se fait aimer de lui, perd à son tour la raison dans le quotidien d'un amour dont les jouissances « réelles », pour la première fois révélées, lui font croire qu'il vit au plein cœur de l'œuvre de Foucault : la folie, la passion, la sexualité, jusqu'à rêver que pour lui seul son amour fera coïncider son destin d'écrivain et ses aspirations d'homme. Nous sommes les témoins transis de la mise à mort de cette illusion aussi belle et fragile que les lettres fulgurantes de lucidité et de tendresse que Paul Michel écrivait à Michel Foucault. A l'instar de l'éphémère amoureux, nous glissons de la fascination littéraire au fait divers que le roman n'a pas encore métamorphosé.

Au tribunal de l'imaginaire, Paul Michel-Foucault et Patricia Dunker interrogent le mythe de l'amour fou. L'audace de *La Folie Foucault* est d'exiger des deux écrivains qu'ils incarnent les fantasmes et les désarrois humains. En 1993, le dis-

ciple a vingt-deux ans, le maître quarante-six, mais, si nous faisons fi de la chronologie, Paul Michel pourrait être Artaud, Augéras, Althusser, Genet, Hocquenghem, Duvet, Guyotat ou Hervé Guibert. Envers solitaire du Michel Foucault nocturne, il pourrait abriter l'ombre indisciplinée de Roland Barthes : « J'ai vécu cette vie pour lui, la vie qu'il m'avait et désirait. »

Patricia Dunker a choisi un « je » masculin et le garçon qui avait jadis séduit Paul Michel se révèle être, seize ans plus tard, la jeune femme qu'avait cru aimer l'étudiant anglais. Emblématique, Paul Michel déborde du cadre de son identité homosexuelle. Tel Schiller qui voua une passion épistolaire à Goethe, il est un schizophrène heureux, entre réel et hallucination, égaré parmi les morts-vivants : « La folie est une façon de poser les questions difficiles. » La seule, sans aucun doute, pour un romancier.

Hugo Marsan

Généalogie du « bio-pouvoir »

Suite de la page 1

Que disent-ils, ces textes écrits par les révolutionnaires anglais du XVIII^e siècle, ou bien par le Français Boulainvilliers, porte-parole au début du XVIII^e siècle d'une « réaction nobiliaire » contre la monarchie (accusée de s'appuyer sur la bourgeoisie pour liquider les privilèges de l'aristocratie) ? Ils disent que l'essence du pouvoir est la guerre (ce qui n'est pas nouveau) et, surtout, que l'essence de cette guerre est d'être une « guerre des races ». Normands contre Saxons en Angleterre, Francs (ou Germains) contre Gaulois (ou Gallo-romains) en France : les forces qui font l'histoire seraient donc, avant tout, des forces « ethniques ».

Même s'il n'a guère de valeur scientifique, un tel discours intéresse Foucault pour une double raison. D'une part, parce qu'il constitue la première version de ce qui deviendra, chez Augustin Thierry, un thème officiel de l'historiographie bourgeoise que Marx réinterprétera à son tour en substituant à la notion de guerre des races celle de lutte des classes. D'autre part, l'apparition, dans ces querelles d'historiens, du motif de la « race » paraît à Foucault signe : le signe d'un investissement nouveau des réseaux de pouvoir dans le savoir biologique. A ce nouvel investissement correspond l'émergence d'un « bio-

pouvoir » - concept élaboré pour la première fois dans la leçon du 17 mars 1976 (point culminant du cours), afin de désigner ce qui restera désormais, pour Foucault, l'une des plus grandes innovations du XIX^e siècle. Il faut y insister : le bio-pouvoir est quelque chose de tout à fait différent, dans son fonctionnement, des « technologies disciplinaires » mises au point durant les deux siècles antérieurs.

Celles-ci ne concernaient que le corps isolé de l'individu, qu'il s'agissait de soumettre à un « dressage ». De plus, elles s'exerçaient dans le cadre d'une représentation traditionnelle de la souveraineté considérée, à travers l'institution du droit de grâce, comme pure puissance de condamner à mort. A partir du XIX^e siècle, en revanche, le bio-pouvoir s'intéresse aux « populations » en général, et vise à réguler au mieux les grands flux biologiques (natalité, maladies endémiques, vieillesse, mortalité), afin d'optimiser la gestion des forces sociales. Bref, il s'inscrit dans une nouvelle représentation du pouvoir, qui fait désormais de celui-ci un pouvoir sur la vie, un pouvoir de « faire vivre » - et, simultanément, de « défendre la société » contre les « germes » qui la menacent.

Ces analyses de 1976 sont donc cruciales, puisqu'elles annoncent à la fois *La Volonté de savoir*, les cours donnés au Collège pendant les trois années suivantes ainsi qu'un certain nombre de réflexions ultérieures de Foucault sur la genèse de l'État contemporain. Ces dernières, cependant, tout au moins sous la forme qu'elles prennent ici, sont encore bien hâtives.

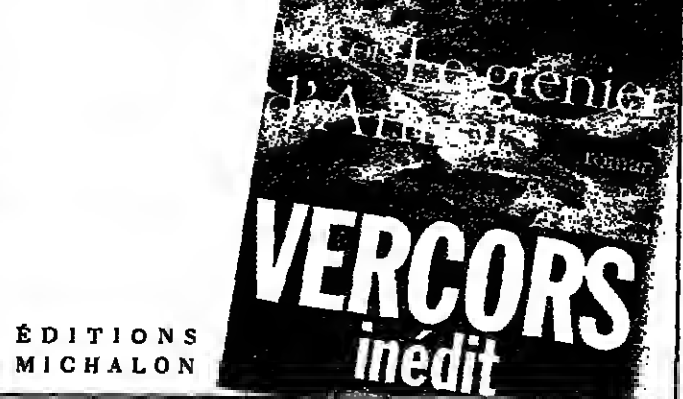
Foucault annonce, en effet, son désir d'entreprendre une « généalogie » du bio-pouvoir et, particulièrement, du racisme d'État - qui serait, selon lui, l'une des formes majeures prises par le bio-pouvoir à partir de la fin du XIX^e siècle. Et, là, il va soudain trop vite. Tout État moderne, déclare-t-il, ne peut qu'être raciste, puisque la notion de race est l'instrument qui s'impose pour définir biologiquement un peuple. L'État hitlérien ne présente, de ce point de vue, aucune originalité particulière (sinon celle d'avoir été jusqu'au bout de cette logique privative, qu'il n'a cependant pas inventée). Et même l'État socialiste ne saurait être, à sa façon, qu'une forme d'État raciste parmi d'autres.

Ce n'est pas seulement l'historien du racisme qui sursautera en surprenant, dans la bouche de Foucault, ce genre d'amalgame. N'importe quel lecteur demeurera perplexe. Fallait-il donc, à un philosophe qui se voulait « révolutionnaire » mais non marxiste, banaliser à ce point le nazisme pour donner à entendre qu'il n'était pas « pire », au fond, que la démocratie prétendument « libérale » ? Et faire au socialisme un tel procès, pour le discréditer ?

Il semble impossible de ne pas signaler cette réserve envers les dernières pages du cours. Même s'il ne s'agit que des toutes dernières pages, et même si pareils excès (typiques d'une certaine « ultra-gauche » des années 70) sont sans doute imputables au lyrisme d'une improvisation de fin d'année - dont on ne retrouve pas l'équivalent dans les livres écrits par Foucault.

Christian Delacampagne

Envoûtant, surprenant, le dernier livre de Vercors.



L'ÉDITION
FRANÇAISE

● Autour de « l'affaire Aubrac ». Aubrac, un livre de l'historien et journaliste lyonnais Gérard Chabuy consacré aux époux Aubrac, a été déprogrammé sine die par les éditions Albin Michel, qui avaient prévu sa parution en même temps que le film de Claude Berri sur le même sujet. Sous-entendu : une légende de la résistance a été ébranlée par la critique historique. Ce livre, qui correspond à quatre années de travail sur les archives, apportait des documents mettant en contradiction certains points essentiels de l'histoire officielle des Aubrac. Le report de la publication a été décidé, rapporte-t-on chez Albin Michel, par le PDG de la maison, Francis Esménard, après lecture du premier jeu d'épreuves du texte, au motif que « tout n'était pas forcément incontestable ». Journaliste au Progrès, spécialiste de la période de l'Occupation, auteur notamment de *Lyon 40-44* (Plon, 1985 ; Payot, 1993) et de *Histoire secrète de l'Occupation* (Payot, 1991), Gérard Chabuy reste perplexe sur la demande qui lui aurait été faite de « remodeler l'ouvrage dans un contexte plus général » et se refusant toutefois à voir un lien de cause à effet entre la déprogrammation d'Aubrac et la publication récente, chez le même éditeur, d'un ouvrage sur « Les Combattants de l'ombre » préfacé par Lucie Aubrac. Chabuy assure ne pas soutenir une thèse mais « soumettre à la critique des documents d'archives, un tiers du livre étant constitué de documents ». Certains des points révélés dans son livre devraient faire l'objet d'un article dans la prochaine livraison de la revue *Historia*.

● Prévert contre BNR. Eugénie Bachelot, petite-fille et unique ayant-droit de Jacques Prévert, a retiré sa plainte contre la BNP après avoir assigné celle-ci en référé pour violation du droit moral et patrimonial. Elle accusait la banque d'avoir utilisé sans son accord, par voie d'affiches publicitaires, la célèbre épigramme « Vous avez dit bizarre ? », passage tronqué des dialogues de Jacques Prévert pour le film *Drôle de drame* de Marcel Carné, estimant qu'il s'agissait d'une contrefaçon. Mais le « plan média » de la BNP était achevé lorsque l'affaire a été évoquée, jeudi 13 février, devant le tribunal de grande instance de Paris, et Eugénie Bachelot, qui demandait au juge d'ordonner la cessation de cette publicité, s'est désistée. Son avocat, M^{re} Tolédano, a fait savoir à l'audience qu'il demanderait au tribunal de juger l'affaire au fond.

● Nouvelle collection chez Balland. Jean-Jacques Augier, PDG des éditions Balland, a décidé de renforcer le département de littérature française de la maison en en confiant la direction à Richard Millet. Directeur de la revue littéraire *L'Art du bref*, auteur de nombreux romans publiés par la plupart chez POL, dont *La Gloire des Pythies* (son prochain livre paraîtra en septembre chez le même éditeur), Richard Millet publiera cinq à six titres par an dans sa collection, qui vient d'accueillir *Dormez-vous ?* de Geneviève Delrieu, en attendant un essai de Benoit Mailliet-Le Penven sur *La Voix de Kathleen Ferrier*, et trois livres en septembre, dont deux premiers romans.

● Prix littéraires. Le prix du syndicat français de la critique de cinéma a été décerné à Geneviève Sellier et Noël Burch pour *La Drôle de guerre des sexes du cinéma français 1930-1950* (Nathan, coll. « Fac cinéma ») ; le prix Michel Dard à André Balland pour son roman *La Mer oubliée* (Grasset) ; le prix XVII^e Siècle à Simone Hery pour *Une ville en mutation : Strasbourg ou tournant du Grand Siècle* (Presses universitaires de Strasbourg).

NOUVEAU
Service de Recherche
LIVRES ANCIENS OU ÉPUIÉS
Gratuit et sans engagement de votre part
contactez :
frontispice
Boîte Postale 177
75224 Paris cedex 05
Tél : 01 40 12 05 36
Fax : 01 40 12 06 04

BD à Bastia : un rendez-vous d'art et d'essai

Le festival corse de bandes dessinées lance un pont vers l'Argentine : un plaidoyer pour l'échange et la liberté

Une silhouette légère dévale, gracieuse, les marches d'un escalier ocre et mauve. Les degrés sont en fait autant d'albums empilés, au cœur d'une ville que les palmiers, les persiennes ombreuses et le linge qui barde l'espace entre les façades cinabre, ancrent résolument dans l'imaginaire du Sud. L'affiche de Jean-Claude Denis donne le ton de ces rencontres d'auteurs, de scénaristes et de dessinateurs qui font l'identité de « BD à Bastia ». Pour sa quatrième édition, la manifestation n'a pas dérogé à ses choix exigeants, presque atypiques.

Salon ? Festival ? Les étiquettes importent peu ici. Pas de prix ni de récompense, pas plus que de distinction particulière pour les invités de ce cru 1997. Sinon celle que fit le public au thème majeur, « Corsica-Argentina », hommage à ceux qui ont bâti leur œuvre d'un continent à l'autre, exilés souvent victimes d'une violence politique dont témoigne leur création. Les Bastiais ne s'y sont pas trompés, qui ont vécu comme un événement exceptionnel l'évocation de la bande dessinée argentine. Pour célébrer le rôle décisif d'Alberto Breccia (1919-1993), qui fonda, en 1966, l'Instituto de Arte — une école pluridisciplinaire spécialisée dans les arts graphiques et plastiques et ouverte à la littérature, au théâtre comme au cinéma —, ils avaient tous répondu présent : Guillermo Mordillo, parti très tôt de son pays d'origine, Quino, créateur de l'inoubliable *Mafalda*, Horacio Altuna et Walter Fabrier — aujourd'hui établi à Porto-Vecchio —, Jose Antonio Muñoz, Carlos Sampayo et Jorge Zentner (l'homme n'a plus aucun livre depuis qu'il a dû fuir en une nuit son pays), couronné il y a un mois à Angoulême, de l'Alph'Art du meilleur album étranger pour une somptueuse histoire d'exil, *Le Silence de Malka* (Casterman). La

saillante exposition que Dominique Mattei consacre à Breccia, Altuna, Fabrier, Muñoz et Quino prolongera jusqu'au 21 mars l'émotion de la table ronde, animée par le grand romancier Juan Sasturain, qui consigna le *Periplo* de Breccia, longue quête sur la mémoire et l'oubli sur fond de régime totalitaire.

Une occasion de rendre hommage à l'immense scénariste Hector German Oesterheld, victime de la junte militaire en 1977. D'autres rencontres sur l'aventure des Cap Corsini partis aux Amériques, source d'autant de légendes de l'exil, ou sur les liens entre BD et apprentissage de la lecture confirmeront l'option exigeante de ces rendez-vous bastiais qui ne ressemblent résolument pas à ces foires d'éditeurs où le dessinateur devient un forçat de la dédicace. Ce qui semblait apprécier les invités de l'espace jeunesse (Mazan, déjà présent l'an dernier comme jeune créateur, Plessix ou le plus inattendu Olivier Douzou, dont la syntaxe a bien des affinités avec la bande dessinée), les jeunes créateurs de l'île (on retiendra la première participation d'Emmanuel Plessix, signature des *Innocent*) comme les deux dessinateurs qui célébraient une exposition monographique : Jean-Claude Denis et Nicolas de Crécy. Si les tables de bar, étroites, décourageaient les longues séances de signature, elles permirent en revanche une proximité réelle et une convivialité authentique dont tous les acteurs de la manifestation profitèrent rarement ailleurs. Signaux enfin la coproduction réalisée avec BD Boum Blois et partiellement reprise du Salon de novembre : Séra, Jean-Baptiste Andreade et Pierre Bailly — les planches traitées en couleurs directes de sa *Saison des anguilles* (Dargaud) obtinrent un vif succès.

On ne peut oublier la très belle scénographie qui fut confiée au graphiste Marc-Antoine Mathieu sur sa propre production : le créateur de *Julius-Corélin* Acqua-Jacques, dont le vertigineux univers sait associer l'art du créateur, le détournement des codes et une impressionnante maîtrise du noir et blanc, proposait une fois de plus un voyage captivant d'une confondante intelligence. Il récidivait dans la bibliothèque du théâtre municipal avec son complice de l'atelier Lucie Lom, Philippe Leduc, pour l'évocation d'une barge-sienne d'un labyrinthe ouvert, onirique et mouvant : imaginez une bibliothèque dont les livres s'échappent des rayonnages, aux placards grillagés, gage de liberté conquise, oiseaux envolés égarés entre un ciel nu et le train des nuages d'une migration en un sol qui se dérobe, masqué par des miroirs. Le spectateur, suspendu au bord d'un double abîme comme au bastingage d'un vaisseau rêvé, a apprécié ce magnifique travail, soutenu par la délégation aux arts plastiques du ministère de la culture et qui pourrait être présentée à Blois dans la bibliothèque du château en novembre.

MOWGLI ET LA MUSIQUE

On l'aura compris, cette quatrième édition marque bien une étape décisive dans la vie de la jeune manifestation. Aidée par les partenaires institutionnels, de la Ville de Bastia à la Collectivité territoriale, mais aussi par des entreprises locales (Compagnie Corse-Méditerranée, Microformatique, la société d'affichage SPIM, l'Union des vigneronnes de l'île de Beauté — elle offre quinze mille bouteilles de vin, rouge et rosé, dont l'étiquette reprend l'affiche du Skidol), elle a changé d'échelle (1000 mètres carrés, soit deux fois l'ancien espace), investissant la ville grâce au travail de deux mille scolaires (écoles, collèges et lycées professionnels confondus) qui illustrèrent la rencontre pour les vi-

trines des commerçants bastiais et réalisèrent l'exposition jeunesse. Quatre cents d'entre eux, eo outre, fréquentèrent durant la manifestation les ateliers d'Olivier Douzou, Bernadette Després, Quino ou Mazan, qui accueillirent au total six cents élèves. Avec ses six mille visiteurs, l'édition 1997 montre la belle vitalité de « BD à Bastia » : ils n'étaient que quatre mille l'an dernier. Un succès qui tient en fait au cadre même de la manifestation. Naguère MJC, le centre culturel de Bastia a sans doute eu du mal à imposer sa nouvelle identité dans l'usage courant mais n'en reconstruit en revanche à développer les activités qui rythment le calendrier culturel le plus dense de l'île. Après « BD à Bastia », dont les expositions restent visibles encore un mois, trois temps forts : *Mowgli l'enfant-loup*, d'après Kipling, par le Centre dramatique national d'Alsace, dernière étape de la première saison « théâtre jeune public » (11 et 12 mars au théâtre municipal), une grande exposition d'art contemporain (avril) puis, de la fête de la musique à la nuit de la Saint-Jean, les cinquièmes Allégria (21-23 juin).

Autant d'aventures nouvelles où le rendez-vous BD de février s'inscrit sans hiatus, comme un temps fort particulier, en aucun cas comme un événement exceptionnel. Fruit de l'insaisissable énergie de Dominique Maitrel et de son équipe, la cohérence de l'action du centre culturel Una Voita (« Il faut une fois... »), Une volée ? Une volte comme une révolution céleste ? L'ambiguïté est décidément féconde ! L'admiration, passe-relle entre tous les visages de la création, brissant les codes, les origines et l'âge des publics. Cela tient-il au génie du lieu ? En tout cas, l'hommage à l'Argentine ressemblait assez à un plaidoyer pour l'échange et la liberté. Un discours d'une brillante actualité.

Philippe-Jean Catimchi

Coédition
Sud-Nord

Les éditions Joëlle Losfeld (Paris) et la maison d'édition Cérés (Tunis) se sont pour la première fois associées en publiant conjointement trois courts romans tunisiens en langue française. Après *Tirza* de Ali Abassi (142 p., 95 F) et *Jours d'adieu* de Ali Becheur (173 p., 95 F), *L'Éloge invisible* de Emma Belhadj Yabia (175 p., 100 F) est sorti des presses tunisiennes au début du mois de janvier. De factures différentes, ces livres partagent une même thématique, celle de la quête identitaire. Leurs auteurs, nés en Tunisie et ayant fait le choix d'y vivre, possèdent une « culture française très forte », souligne Joëlle Losfeld.

Fable moderne, *Tirza* raconte la dérive de Mansour, jeune émigré de retour au pays, un bled en plein désert, habité de mirages truculents et d'êtres hallucinés. Dans *Jours d'adieu*, ce n'est pas au conte oriental mais à l'actualité politique (le récit se déroule durant la guerre du Golfe) que l'auteur fait appel. Son héros, Chérif, un professeur d'université en rupture de ban, erre entre la Tunisie et la France à la recherche de son passé et de lui-même. Aucune intrigue, en revanche, dans *L'Éloge invisible*. Emma Belhadj Yabia y décrit, par petites touches, la vie quotidienne de Akla, archétype de la Tunisienne d'aujourd'hui, partagée entre sa soif d'autonomie et son désir d'intégration.

Tres attachée à la Tunisie et à la maison d'édition Cérés — où elle a eu la chance de faire ses premières armes à la fin des années 70 —, Joëlle Losfeld n'a pas hésité à accepter la proposition de ses confrères. Fabriqués à Tunis, à un coût nettement inférieur à celui pratiqué en France, ces livres sont vendus aux « prix nationaux ordinaires », soit environ 3 dinars en Tunisie et autour de 100 francs dans l'Hexagone. « Pour une fois, les choses se font dans le sens Sud-Nord, et non l'inverse », se félicite l'éditrice parisienne.

Catherine Simon

Regarder pour mieux voir

C'est un « oérolithe posé au cœur de Paris », un objet étrange qui fête son anniversaire. Quoi ? « Une centrale électrique » ? « Un crustacé venu d'ailleurs » ? « Notre-Dame des tuyaux de poêle » ? Vous n'y êtes pas. C'est un mastodonte de verre et d'acier qui entre dans sa vingt et unième année. Oui, un... « Pompidou » !

Pour célébrer les vingt ans du Centre Georges-Pompidou (Le Monde des 29 et 31 janvier), la collection « L'Art en jeu », destinée à faire aimer aux enfants l'art du XX^e siècle, consacre son trentième titre au « monument fétiche » de Renzo Piano et Richard Rogers. Une exception pour cette aventure éditoriale passionnante qui était jusqu'alors centrée sur les arts plastiques (Enoch, Arp, Klein, Kuska, Schwitters...).

Cette première marque-t-elle le début d'une nouvelle série consacrée à l'architecture ? Comment ne pas le souhaiter, tant sont rares les ouvrages de jeunesse traitant d'architecture contemporaine, tant est astucieuse et prenante la démarche de « L'Art en jeu » ?

Un « Pompidou » ? donc. Pour ausculter la bête, l'auteur, Sophie Curti, créatrice de la collection, lui a appliqué sa méthode favorite — celle qu'elle emprunte pour les tableaux ou les sculptures — qui va de l'extérieur vers l'intérieur des œuvres. « C'est une démarche qui part de l'imaginaire, des métaphores inspirées par l'œuvre. Puis, insensiblement, elle conduit le lecteur au cœur de l'objet. Elle le fait grâce à une observation détaillée de ses caractéristiques visuelles (couleurs, matières, formes, composition, construction...) ».

Les métaphores ? Paquet, raffinerie, éléphant : elles n'ont jamais manqué à propos de Beaubourg et les photos de Georges Meguerditchian les illustrent à merveille. L'observation ? Sophie Curti invite à exa-

miner de près l'insolite animal : il a « la peau transparente et les tuyaux à l'extérieur » ; ses veines sont « ruisselantes », son squelette semblable à « une gigantesque Meccano ». L'auteur explique comment on en a assemblée les pièces, travée par travée, et comment chaque couleur du centre renvoie à une fonction — les tuyaux bleus pour distribuer l'air, les verts pour amener l'eau, les jaunes pour l'électricité, les rouges pour la circulation. Elle scrute l'énorme carcasse jusqu'au moindre « triangle de contreventement », la moindre « gerberette ». Au passage, on savoure la poésie de ces mots d'architectes, puis l'on s'aventure dans les entrailles du monstre...

La force de « L'Art en jeu », c'est cette approche progressive et surtout éminemment visuelle — le texte, très bref, n'étant là que « pour appuyer » l'image. Une approche qui, explique Sophie Curti, propose une « confrontation avec l'œuvre et rien d'autre », un « face-à-face direct qui invite le lecteur à regarder pour mieux voir, qui relève le savoir (biographie, technique, histoire) en fin de parcours ». En cela, d'ailleurs, la collection est peut-être moins élitiste qu'on l'affirme souvent, puisqu'elle ne présuppose aucune connaissance, juste le goût du jeu, et la malaballité suffisante pour entrer dans un objet qui vous engouffre peu à peu.

A côté de ce « Beaubourg expliqué aux enfants » — où le Centre apparaît comme l'un des monuments parisiens les plus gais et les plus variés —, sort un album consacré à une œuvre de Claude Viallet intitulée *Bôche*. Même démarche, même séduction, mais cette fois, il s'agit d'un artiste vivant. Encore une première. Y en aura-t-il d'autres ? Les nouvelles pistes de « L'Art en jeu » sont décidément bien alléchantes.

Florence Notville

A L'ÉTRANGER

Polémique à l'italienne

A quelques semaines de la parution de son prochain roman (en mars chez Feltrinelli), l'écrivain italien Antonio Tabucchi s'est trouvé malgré lui au centre d'une étonnante polémique. Dans son essai *La Democrazia magica* (Einaudi), le critique Franco Cordelli lui a reproché le final politiquement peu correct du roman *Pereira* (préface Christian Bourgois), où le protagoniste, au nom de la liberté et de la révolte, trahit et abandonne un ami. Médusé, Tabucchi a répondu avec ironie dans les pages du *Corriere della Sera*, en reconnaissant volontiers que le critique sourcilieux était probablement plus béréroque que son personnage. Cordelli a réitéré ses accusations, car, pour lui, le roman de Tabucchi serait bel et bien le symbole d'une époque dominée par la *Realpolitik* et la lâcheté de Pereira serait celle de la gauche italienne. Pour mettre un terme à cette controverse qu'il considère comme peu sérieuse, Tabucchi a finalement imaginé deux nouvelles fins au roman, dont une « à la manière » de Cordelli. En conclusion, le critique de *L'Espresso*, Roberto Cotroneo, fait remarquer que cette absurde querelle « fait froid dans le dos ».

● MEXIQUE : des livres pour les États-Unis. Le gouvernement mexicain va faire parvenir aux États-Unis quelque 250 000 manuels scolaires sur la langue, l'histoire et la civilisation mexicaines. Cela devrait permettre aux enfants et aux adolescents originaires de ce pays mais vivant et faisant leurs études aux États-Unis de suivre une véritable formation bilingue. Ces livres à but exclusivement pédagogique ne seront pas commercialisés et seront mis à la disposition des écoles, des bibliothèques ou des centres communautaires.

● CHILI : Foire du livre d'occasion. La cinquième Foire du livre d'occasion de Santiago (du 13 février au 2 mars) se tient dans un ancien couvent qui sert aujourd'hui de siège à l'université Mayor. Cette foire est organisée à la fois par cette université et par une vingtaine de libraires spécialisés dans les livres anciens. On peut y voir des premières éditions et des manuscrits d'écrivains, comme les Prix Nobel Gabriela Mistral et Pablo Neruda, et visiter une exposition consacrée aux femmes écrivains du Chili au XX^e siècle. Cette manifestation est aussi et surtout l'occasion pour de nombreux lecteurs d'acquiescer des ouvrages à petit prix.

● GRANDE-BRETAGNE : Beatrix Potter naturaliste. La créatrice de Peter Rabbit était aussi une scientifique et une biologiste, c'est ce qui lui a permis de réaliser des dessins à la fois précis et rigoureux : elle n'hésitait pas par exemple à prêter des dissections de grenouilles, de lapins ou d'écureuils. Elle vient d'ailleurs de recevoir un hommage posthume de la Linnean Society, qui avait méprisé ses recherches, il y a un siècle, parce que les savants de l'époque ne pouvaient pas prendre au sérieux les travaux d'une femme. Et c'est ce mépris pour son travail de naturaliste qui l'a amenée à écrire des livres pour enfants.

● ESPAGNE : tarifs postaux en hausse. Les libraires espagnols critiquent sévèrement l'augmentation des tarifs postaux pour l'envoi de livres à l'étranger, qui peut atteindre jusqu'à 150 % ; les tarifs intérieurs ont augmenté également, mais de 8 %.

AGENDA

● LE 23 FÉVRIER. HAASSE. A Paris, l'Institut néerlandais propose une rencontre entre l'écrivain Hella Haasse et le journaliste Philip Freriks, à 16 heures. Le 26 février aura lieu une conférence sur « Descartes et les Pays-Bas : une interaction » (121, rue de Lille, 75007 Paris. Tél. : 01-53-59-12-40).

● LE 24 FÉVRIER. LIBERTÉ. A Paris, Quentin Skinner, professeur à l'université de Cambridge, donnera à 18 heures sa deuxième leçon au Collège de France, sur le thème « La liberté libérale » dans le cadre du cycle « Quatre traditions de la liberté politique ». Elle sera suivie par « La liberté républicaine » le 3 mars, et « La liberté positive » le 10 mars (52, rue du Cardinal-Lemoine 75005 Paris).

● DU 25 AU 27 FÉVRIER. SA-VOIRS. A Paris, la Bibliothèque nationale de France François-Mitterrand propose un colloque, de 9 heures à 18 heures, au petit auditorium, sur le thème « Quel est le rôle des images et des sons dans la constitution et la diffusion des savoirs ? » (quai François-Mauriac, 75013 Paris. Tél. : 01-53-79-53-02).

● LE 27 FÉVRIER. KRÖGER. A Paris, la maison Heinrich-Heine propose une rencontre-lecture, à 19 h 30, autour de l'écrivain Michael Kröger, prix Médicis 1995, pour son livre *Himmelsturm* (Seuil) (Rens. : Fondation de l'Allemagne, Cité universitaire internationale de Paris, 27, bd Jourdan, 75014 Paris. Tél. : 01-44-16-13-00).

● LE 27 FÉVRIER. GENETTE. A Paris, les éditions du Seuil et le Studio-Théâtre de la Comédie-Française proposent une table ronde autour de Gérard Genette, à l'occasion de la parution du tome 2 de *L'Œuvre de l'art*, à 11 heures (l'accès au Studio-Théâtre, situé dans la galerie du Carrousel du Louvre, se fera par le 99, rue de Rivoli, 75001 Paris).

● LE 27 FÉVRIER. KOLLERITSCH. A Paris, la Maison des écrivains propose une lecture rencontre avec Alfred Kolleritsch, pour la parution de *Alteman*, aux éditions Verdier, à 19 h 30 (Maison des écrivains, 53, rue de Verneuil, 75007 Paris. Tél. : 01-49-54-68-80).

صكنا من الامم

d'essai

Coédition
Sud-Nord

L

Le Monde

S U P P L É M E N T

La Chine après Deng Xiaoping

LA Chine vient d'entrer dans l'ère de l'après-Deng Xiaoping. Le pays le plus peuplé au monde est aujourd'hui opprimé d'un « despote éclairé » dont le pragmatisme rétrograde – paradoxalement – été plus révolutionnaire que le maoïsme promu par Mao. L'étoffe de ce visionnaire inspiré et retors ne se discute pas. Architecte des réformes économiques lancées en 1979 et artisan de l'ouverture de son pays sur le monde, il aura permis à la Chine d'assouvir une quête de modernité jusqu'alors frustrée.

Qu'importe dès lors si la succession de Petit Timonier est scellée ou non. Sans crise majeure, la dynamique en cours est irréversible. Tant qu'il ne sera pas menacé dans son existence, l'État-parti semble avoir renoncé à révéler une société devenue bouillonnante et vibrante. Le danger est plutôt

inverse : celui de voir un État impuissant à enrayer la montée des nouvelles féodalités, criminelles ou économiques. Là est le vrai enjeu de la succession.

L'autre tâche qui attend les héritiers n'est pas moins délicate : parachèvement la réforme économique par une vraie modernisation politique. Contrairement à une illusion en vogue dans certains milieux occidentaux, l'épisode de la répression de Tiananmen (juin 1989) – cette éclaboussure de sang sur le bilan de Deng – n'est pas clos. Son pénible souvenir continue de peser sur les relations entre le pouvoir et la société. Le jour viendra où il faudra lever l'hypothèque. Les successeurs de Deng le savent fort bien, eux qui ont dû l'accompagner tant de « révolutions » historiques (Grand Bond en avant, révolution culturelle...). Mais en tireront-ils toutes les conséquences ?

Enfin, les héritiers de Deng devront prouver que leur quête de modernité vise aussi à pacifier la relation de la Chine au monde. Celle-ci est encore trop chargée d'aigreur et de malentendus. Elle devra être démiée. Géant en devenir, la Chine est fondée de revendiquer un statut de puissance respectée dans l'arène des nations. Mais elle doit aussi comprendre qu'une propension archaïque à l'intimidation, sur les flots du détroit de Formosa ou de la mer de Chine méridionale (archipel des Spratleys), attise les pires suspicions de son voisinage immédiat. Qui ne veut croire que la « menace chinoise », théorie selon laquelle le décollage économique nourrit un nationalisme conquérant, est un mythe ? Il appartiendra aux héritiers de Deng de nous en convaincre pleinement.

Frédéric Bobin

Le Petit Timonier
ouvre l'ère
de la démocratisation
(Photo: Ph. Robert Agostini)



les Etats-Unis restent

Le Japon fait le pari de la stabilité

Les Etats-Unis restent vigilants

AFIN de rassurer les Occidentaux, les Chinois appellent volontiers qu'il y a vingt-deux ans, devant l'Assemblée générale des Nations unies, Deng Xiaoping avait solennellement affirmé que son pays ne deviendrait jamais une « superpuissance ». Alors que l'ère Deng vient de s'achever officiellement, les Américains voient au contraire de plus en plus de signes attestant que telle est bien l'ambition de la Chine. C'est d'ailleurs la perspective d'une rivalité sino-américaine en Asie qui explique le caractère à la fois spécifique, complexe et imprévisible des relations entre Pékin et Washington.

Celles-ci ont également acquis ces dernières années une dimension stratégique leur conférant un rôle déterminant dans la préservation de la stabilité interna-

En ce début de deuxième mandat présidentiel, Bill Clinton n'a guère de dossier de politique étrangère plus brûlant que celui de ses relations avec Pékin

tionale. En ce début de deuxième mandat présidentiel, Bill Clinton n'a guère de dossier de politique étrangère plus brûlant que celui de ses relations avec Pékin

en effet valeur de test pour l'évolution future des relations sino-américaines, lesquelles connaissent une phase de réchauffement depuis la rencontre des présidents Clinton et Jiang Zemin, à Manille, en novembre 1996.

Les Etats-Unis se sont récemment déclarés « très inquiets » des menaces proférées par Pékin à l'encontre des libertés civiles dont bénéficient les habitants de Hongkong. La politique chinoise de M. Clinton, marquée par une approche très conciliante sur la question des droits de l'homme, est vivement contestée au Congrès. Les républicains ont notamment dénoncé le double langage du chef de l'exécutif hongkongais, Tung Chee-hwa, en matière de libertés publiques. Washington n'est pas décidé à accepter le point de vue des dirigeants de Pékin selon lequel la

situation à Hongkong relèvera à l'avenir des « affaires intérieures » chinoises. Si la Chine ne préserve pas l'ouverture économique et le caractère pluraliste de la société hongkongaise, cela augure mal des intentions de Pékin à propos de Taiwan et, plus largement, de l'évolution postcommuniste de la Chine continentale, estimée-on à Washington.

APPROCHEMENT SINO-RUSSE

A Manille, Bill Clinton et Jiang Zemin avaient fait des progrès dans trois domaines : ils sont convenus d'échanger des visites officielles et l'administration américaine a levé plusieurs objections s'agissant de la candidature chinoise à l'OMC (Organisation mondiale du commerce). Les deux hommes sont enfin convenus d'œuvrer de concert à une décriminalisation de la situation dans la péninsule coréenne.

Jusqu'à présent, dans cette relation sino-américaine en dents de scie, les Américains ont conservé l'avantage. Ce fut le cas lors de l'épreuve de force navale au large de Taiwan, en mars 1996, et aussi à l'occasion des affrontements commerciaux de février 1995 et mai 1996. La Chine a besoin du marché américain pour écouler 33 % de ses exportations, alors que l'Amérique ne vend que 2 % de ses produits en Chine. Le déficit des échanges ne cesse cependant de se creuser : avec 40 milliards de dollars, la Chine rattrape rapidement le Japon.

Parallèlement, la diplomatie chinoise fait feu de tout bois. Les Américains sont d'autant plus préoccupés du rapprochement entre la Chine et la Russie que les deux pays ne cachent pas leur volonté de résister à la « domination » américaine. Leur « partenariat stratégique » a pris la forme de ventes d'équipements militaires russes sophistiqués à la Chine (récentement, deux destroyers lance-missiles), et, plus généralement, d'une augmentation de leurs échanges bilatéraux.

Pékin poursuit en Asie une diplomatie à plusieurs visages : tous les pays de la région auraient a priori des raisons de se satisfaire du rapprochement spectaculaire entre les « frères ennemis » historiques que sont la Chine et l'Inde, si la montée en puissance militaire de la Chine ne doublait pas cet optimisme. A Washington, bien des experts comparent cette évolution à celle du potentiel militaire des Etats-Unis, qui a été réduit de près d'un tiers depuis 1989.

Certes, la Chine est encore loin de représenter une menace crédible pour Washington, en particulier parce qu'elle n'a pas les moyens de « projeter » sa force. Il n'empêche : nul ne peut

douter qu'elle ait, à terme, l'ambition de devenir la première puissance régionale. Sur son chemin, elle rencontrera inévitablement les Etats-Unis, l'Asie étant plus que jamais la cible principale de cette « diplomatie du négoce » institutionnalisée par l'administration Clinton. Washington entend préserver sa présence régionale, à la fois en maintenant 100 000 soldats américains en Asie, en renforçant l'accord de sécurité américano-japonnais, ou... en poursuivant ses ventes d'armes à Taiwan.

Pour contraindre les risques d'une militarisation chinoise, les Etats-Unis souhaitent nouer une « relation stratégique » avec Pékin, laquelle passe par des échanges de visite entre chefs militaires. Les responsables américains restent méfiants : la Chine n'a pas cessé sa coopération militaire et nucléaire avec

Les intérêts européens

Une relation triangulaire, complexe et ambiguë, s'est nouée depuis une décennie entre Chinois, Européens et Américains. En matière de défense des droits de l'homme, l'Europe entretient, à l'instar des Etats-Unis, une relation conflictuelle avec Pékin. Mais sur bien d'autres dossiers, les quinze et Washington voient aujourd'hui leurs intérêts se heurter, rivalité que Pékin exploite avec habileté.

Sur le plan stratégique, l'Europe et la Chine font souvent cause commune contre les Américains au nom d'un commun attachement à un monde « multipolaire ». Reste que les Européens ne doivent pas se faire d'illusions : les Chinois sont toujours secrètement fascinés par l'Oncle Sam.

des régimes hostiles à Washington (l'Irak, l'Iran et la Syrie) ou présentant un risque de prolifération (Pakistan). Pour cette raison, les relations américano-chinoises sont appelées à conserver leur ambiguïté. En lançant *Radio Free Asia*, en septembre 1996, afin de « confronter la tyrannie », le Congrès républicain a montré qu'il n'exclut pas que ces relations puissent déboucher sur une nouvelle guerre froide. De son côté, l'administration Clinton n'a pas l'intention de supprimer, dans l'immédiat, le renouvellement annuel de la clause de la nation la plus favorisée (MFN) appliquée à la Chine. Afin de conserver des moyens de pression à l'encontre d'une superpuissance chinoise en gestation.

De notre correspondant, à Washington, Laurent Zecchini



CONTESTATION. Pékin 1989. 5 heures, place Tiananmen.

Le Japon fait le pari de la stabilité

PRÉOCCUPATION de toute la région, une déstabilisation de la Chine à la suite des turbulences que pourrait provoquer la mort de Deng Xiaoping est la hantise de ses voisins les plus proches : la Corée du Sud et le Japon. Vu de Séoul et de Tokyo, l'avenir de la Chine comporte trois inconnues : le développement de sa puissance militaire, des revendications de souveraineté sur des îles et sur des espaces marins en mer de Chine du Sud et enfin son influence sur la Corée du Nord, toujours imprévisible.

Dernier stigmate de la guerre froide, la péninsule coréenne est le principal foyer de tension en Asie du Nord-Est. Allée de Pyongyang dans la guerre de Corée (1950-1953), la Chine est devenue depuis la dislocation de l'URSS, son seul soutien diplomatique et économique. L'influence modératrice de Pékin sur un régime aux abois et isolé constitue un facteur important de stabilisation. La Chine est partie prenante dans les pourparlers à quatre (deux Corées et Etats-Unis) proposés par Washington en vue de mettre sur pied un mécanisme de paix dans la péninsule et destiné à remplacer l'accord d'armistice de 1953 que Pyongyang a déclaré caduc en 1994.

Si Pékin laissait la « bride sur le cou » à Pyongyang, on ne peut ex-

clure que le régime accentue ses gestuelles belliqueuses dont témoigne l'affaire du sous-marin qui s'échoua en septembre sur les côtes du sud. Une autre influence positive exercée par la Chine sur le régime nord-coréen est l'exemple de son ouverture économique : un modèle qu'il voudrait suivre mais avec une extrême prudence.

MONTÉE DU NATIONALISME

Concernés au premier chef par la stabilité de la péninsule coréenne, les Japonais ont aussi d'autres sujets de préoccupation avec l'avenir de la Chine. Lors de sa visite en Asie du Sud-Est en janvier, le premier ministre Hashimoto a suggéré un renforcement du dialogue politique avec la région et Tokyo, mais il a insisté également sur la nécessité d'aider la Chine à devenir un « partenaire constructif » dans la communauté internationale. Le traité de sécurité avec les Etats-Unis, dont Tokyo et Washington ont réaffirmé l'importance, lors de la visite au Japon de M. Clinton en avril 1996, reste d'autre part la pierre angulaire de la diplomatie japonaise, mais il est perçu à Pékin comme un des éléments des relations globales américano-chinoises.

L'un des soucis des Japonais est de voir s'installer à Pékin un pouvoir qui cherche à compenser sa faiblesse à l'intérieur par une poli-

tique extérieure plus nationaliste. Un raidissement qui ne manquerait pas d'avoir des conséquences sur les litiges territoriaux entre Pékin et Tokyo. Etant donné les liens non officiels mais étroits du Japon avec Taiwan, une forte tension dans le détroit de Formose ne pourrait manquer d'avoir des répercussions sur les relations sino-japonaises.

Depuis de longues années, la politique du Japon à l'égard de la Chine a consisté à éviter - au risque d'être parfois accusé par ses partenaires occidentaux de complaisance - d'isoler la Chine ou de mettre ses dirigeants au pied du mur comme ont essayé de le faire les Américains sur la question des droits de l'homme, avant de revenir prudemment à une attitude plus pragmatique.

Cette flexibilité ne semble certes pas payée de retour, mais les Japonais demeurent convaincus que leur intérêt bien compris est de contribuer à stabiliser l'économie chinoise et de persuader Pékin de s'intégrer davantage à la communauté internationale. C'est dans le cadre de celle-ci, estiment-ils, qu'une influence sur la Chine aura le plus de chance d'être efficace tant en ce qui concerne les questions économiques que les équilibres régionaux.

De notre correspondant, à Tokyo, Philippe Pons

L'ombre du grand dragon en Asie du Sud-Est

LES dix Etats de l'Asie du Sud-Est, sous-continent où les Chinois d'outre-mer jouent un rôle économique déterminant, souhaitent l'intégration de l'ancien Empire du milieu, dont plusieurs peuples de la région furent, par le passé, les vassaux obligés.

La Chine, dit-on ici dans certains discours officiels, n'est pas une grande puissance et n'aura pas les moyens militaires et économiques de le devenir avant longtemps. Mais elle revendique, au nom d'un nationalisme sourdilleux qui entend s'appuyer sur l'histoire et la culture, une ère d'influence, notamment à sa périphérie méridionale. Mieux vaut donc jouer l'apaisement que la confrontation.

Les contrepoints à un danger potentiel sont donc généralement les bienvenues, qu'il s'agisse du maintien d'une présence militaire américaine en Extrême-Orient ou de l'élaboration, souhaitée, d'une diplomatie nipponne qui ne se limiterait plus à des ambitions trop strictement commerciales. En outre, tout le monde s'accorde pour dire que le Sud-Est asiatique, dont certains Etats ne font que commencer à s'armer, n'a encore ni les moyens de se défendre ni ceux d'éponger, le cas échéant, les effets d'un conflit en Extrême-Orient dans lequel la Chine, même si elle n'en est pas à l'origine, serait inévitablement impliquée.

Au-delà de cette perception de l'équation chinoise, les nations du Sud-Est asiatique sont encore loin de l'ébauche d'une diplomatie commune, même au sein de l'Asean, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est.

QUATRE ETATS CONTRE PÉKIN

La toujours fragile démocratie thaïlandaise, qui joue un rôle de pivot en Asie du Sud-Est continentale, a ses raisons d'entretenir de bonnes relations avec Pékin : les conglomérats sino-thaïlandais ont investi, ces dernières années, des milliards de dollars en Chine ; la querelle qui oppose quatre Etats de l'Asean (Brunei, Malaisie, Philippines et Vietnam) à Pékin, à propos de la souveraineté sur la mer de Chine du Sud, ne concerne que de plus loin Bangkok ; la Birmanie, principal client de Pékin dans la sous-région, est un voisin difficile ; enfin, sur les plans économique et diplomatique, le nationalisme de Bangkok n'est guère onéreux parce que la Thaïlande a mieux réussi que ses voisins l'intégration d'une minorité sino-thaïlote pourtant dominante.

Aux antipodes de la Thaïlande se situent probablement les deux pays les plus peuplés de la région, mais non les plus riches, le Vietnam et l'Indonésie. Cette dernière évolue encore sous un régime enfantin lors d'une brutale répression anti-communiste et dans la foulée de la

Les débuts de la démaoïsation

● 21 juillet 1977 : le retour aux affaires. Deng Xiaoping est rétabli dans les fonctions de vice-premier ministre et de chef d'état-major des armées. Le parti est agité de féroces luttes de clans, entre les fidèles de Deng et les néo-maoïstes, partisans de Hua Guofeng, futur successeur désigné du Grand Timonier.

● 1978 : vague de réhabilitations des victimes de la révolution culturelle.

18-22 décembre : lancement officiel de la politique de réformes économiques dans les campagnes. La tendance néo-maoïste de Hua Guofeng est démise.

Novembre : début du mouvement du « mur de la démocratie ». Pékin et les grandes villes de provinces se couvrent de drapeaux (affiches) contestataires.

● 1979 : 1^{er} janvier : établissement de relations diplomatiques entre Pékin et Washington. Deng fait une visite triomphale aux Etats-Unis du 28 janvier au 5 février 1979.

17 février-16 mars : guerre sino-vietnamienne. La tentative de la Chine d'effacer une « leçon » au Vietnam après l'invasion par celui-ci du Cambodge tourne à l'humiliation.

29 mars : arrestation de Wei Jingsheng, figure du « mur de la démocratie » qui sera condamné, en octobre, à quinze ans de prison. Après les avoir utilisés pour asseoir son pouvoir, Deng se retourne contre les contestataires.

juillet : autorisation de créer des entreprises mixtes sino-étrangères et création de quatre « zones économiques spéciales » (ZES), laboratoires d'initiation au capitalisme, dans les provinces du Guangdong et du Fujian.

● 1981 : 21 janvier : verdict dans le procès de la « bande des quatre », Jiang Qing, la veuve de Mao, est condamnée à mort avec ses trois compagnons. La sentence sera commuée en prison à perpétuité.

29 juin : démaoïsation partielle. Le comité central du parti adopte une résolution évoquant les erreurs de Mao des 1955 et qualifiant la révolution culturelle d'« erreur généralisée et prolongée ».



M. Deng en visite aux Etats-Unis en 1979.

RÉFORMES

Deng Xiaoping revient au pouvoir en 1977 après avoir connu une douloureuse disgrâce lors de la révolution culturelle. Deux ans plus tard, il lance des réformes économiques qui vont métamorphoser la Chine en la propulsant dans l'ère de « l'économie socialiste de marché ». La Chine va ainsi apparaître comme une « nouvelle frontière », source de fascination pour les milieux d'affaires asiatiques occidentaux.

● LE PARCOURS sera tortueux, voire cahoteux, car Deng devra en permanence arbitrer entre l'audace des réformateurs et la résistance des conservateurs. Il aura néanmoins démontré sa détermination à creuser le sillon des réformes économiques, comme l'a prouvé sa décision de relancer la dynamique de l'ouverture gelée au lendemain du massacre de Tiananmen. Cette tragédie aura prouvé que, dans son esprit, les réformes économiques ne devaient pas nécessairement s'accompagner d'une réforme politique.

● LA MODERNISATION entreprise sous son règne restera-t-elle donc inachevée ? Le capitalisme sans la démocratie : telle fut la Chine de Deng.

Le grand chantier du « capitalisme rouge »

DEPUIS 1978, Deng Xiaoping a fait prévaloir en Chine trois grandes orientations : la priorité au développement économique ; une décentralisation des pouvoirs destinée à stimuler les initiatives et l'ouverture du pays sur l'extérieur. Ces choix ont métamorphosé l'économie chinoise. Il y a quinze ans, la Chine était un pays très pauvre, où l'austérité était largement partagée, un monde fermé. Elle a maintenant une économie en développement rapide, elle est devenue un concurrent redouté et un marché convoité dans les échanges internationaux.

Amorçées en 1978, les réformes ont progressé suivant les lignes de moindre résistance et, en quinze ans, elles ont gagné l'ensemble de l'économie. Ce gradualisme qui fait l'originalité de la transition chinoise par rapport à l'expérience de l'Europe de l'Est est peut-être moins le résultat d'un choix délibéré qu'une conséquence de la configuration politique du pays où il a fallu composer avec les partisans du système existant.

En décembre 1978, le plénum du comité central du Parti communiste donne le feu vert à la décollectivisation de l'agriculture, qui se propage comme une traînée de poudre. En octobre 1984, le plénum du parti donne une nouvelle impulsion aux réformes et leur ouvre largement l'économie urbaine : l'objectif est de réduire au minimum la planification autoritaire et de laisser se développer les mécanismes de marché et la concurrence, dans le cadre d'une planification souple. Au cours de la seconde moitié des années 80, les entreprises développent de plus en plus leurs activités hors plan. Les circuits marchands s'étendent. La coexistence de deux logiques dans le fonctionnement de l'économie est propice à tous les trafics. L'étendue de la corruption est dénoncée par les manifestants de Tiananmen.

Après la crise de juin 1989, le

Décollectivisation et ouverture sur l'étranger ont permis une spectaculaire montée en puissance de l'économie chinoise, qui s'accompagne de douloureuses fractures sociales

durcissement du pouvoir politique entraîne un gel des réformes et des velléités de retour en arrière. Mais les changements se révèlent irréversibles. En janvier 1992, Deng Xiaoping met fin à cet intermède. Début 1994, les projets de réforme du système bancaire, de réforme fiscale, de rationalisation des grandes entreprises marquent une nouvelle étape : il s'agit désormais de construire des institutions qui permettent de réguler une économie dont l'évolution est devenue chaotique.

QUATRE ZONES FRANCHES

Au cours de ces années, le secteur d'Etat recule face à la marée montante des entreprises de statut variés. Les entreprises privées sont moins nombreuses que celles qui associent investisseurs individuels, coopératives, pouvoirs locaux et capitaux étrangers. En 1996, les entreprises d'Etat assurent un tiers de la production industrielle contre plus de 80 % en 1978. La quasi-totalité des prix sont libres ou flexibles.

Le formidable mouvement de décentralisation économique et financière a pour conséquence, d'une part, des interventions administratives multiples et arbitraires dans la vie économique et dans l'activité des entreprises ; d'autre part, une autonomie des

politiques provinciales, qui résistent aux efforts déployés par Pékin pour accroître les recettes fiscales du gouvernement central et discipliner la croissance.

Dès 1979, le gouvernement autorise les investissements étrangers en Chine et crée quatre zones franches. Démarrés au milieu des années 80, les investissements étrangers enregistrent, au début des années 90, un boom spectaculaire qui s'explique par le dynamisme de l'économie et des réformes et par l'ouverture de nouveaux secteurs d'activité aux entreprises étrangères (distribution, transports, immobilier). Les deux tiers des capitaux viennent de Hongkong mais une bonne partie ne fait qu'y transiter, venant de pays tiers ou même de Chine continentale, ces derniers passant par Hongkong afin de bénéficier en Chine des dispositions favorables offertes aux investisseurs étrangers.

L'ouverture a entraîné une intégration croissante de l'économie de Hongkong à la Chine. Depuis le milieu des années 80, les sociétés de la colonie ont délocalisé massivement leurs industries sur le continent. A leur instar, les entreprises du Japon, de Taïwan, de Corée du Sud ont, elles aussi, opéré des transferts d'activités industrielles, multipliant les investissements directs et de sous-traitance sur le territoire chinois. Ces délocalisations sont à l'origine de la formidable expansion des exportations industrielles chinoises et de leur diversification rapide vers des produits nouveaux comme l'électronique grand public et l'électroménager. Le commerce extérieur de la Chine, dont le poids dans le commerce mondial a triplé entre 1980 et 1995 (passant d'environ 1,1 % à plus de 3 %), est actuellement pour une bonne moitié le fait des industries extraverties qui importent des produits intermédiaires pour les réexporter sous forme de produits finis.

Les réformes ont surtout bénéficié aux provinces côtières et notamment à celle de Canton. Une

des conséquences de l'ouverture est ainsi d'accroître une ligne de fracture entre la façade maritime et l'intérieur du pays et de favoriser les risques de désarticulation de l'économie, dans la mesure où l'internationalisation des économies côtières se fait au détriment des interdépendances avec le reste du pays.

DES POCHES DE MISÈRE

Depuis 1979, le PIB a progressé en moyenne de 9 % par an, un record, même en Asie. La production industrielle a augmenté encore plus vite, de 15 % par an, et dans le secteur agricole la production a enregistré une hausse de plus de 5 %. Globalement la croissance est forte mais très coûteuse. Elle donne lieu à une accumula-

Un niveau de vie amélioré

L'amélioration du niveau de vie de la population atteste des progrès accomplis en quinze ans. Alors qu'en 1978 la ration alimentaire moyenne (2 000 calories) n'atteignait pas le seuil de subsistance, désormais, la consommation de céréales a atteint son plafond et celle de viande a quadruplé (40 kilos par personne et par an), traduisant une véritable révolution des habitudes alimentaires. L'équipement des ménages en biens de consommation traditionnels et modernes a fait un grand bond en avant. Le boom de la construction de logement a permis de doubler la surface habitable par personne.

tion de stocks de produits de mauvaise qualité et s'accompagne de goulots d'étranglement physique : l'énergie manque et le réseau des transports est engorgé.

La croissance laisse cependant subsister des poches de misère, situées surtout dans des régions isolées dans l'ouest du pays. Selon la Banque mondiale, près de 100 millions de personnes vivent

encore en dessous du seuil de pauvreté absolue. Les progrès s'accompagnent de fortes inégalités. Dans la première moitié des années 80, une politique très favorable à l'agriculture avait permis une réduction des inégalités de revenus entre les paysans et les citadins, mais depuis l'écart s'est élargi. En moyenne, le revenu par tête est trois fois plus élevé en ville. Par ailleurs, dans les campagnes, les systèmes de protection sociale ont souvent disparu en même temps que les structures collectives. Et les différenciations régionales se sont d'autant plus accentuées que la décentralisation a réduit la capacité de l'Etat à redistribuer les ressources des régions les plus prospères vers les plus déshéritées.

L'excédent de main-d'œuvre agricole entraîne l'afflux vers les grandes villes d'une population « flottante » à la recherche de travail, estimée à 80 millions de personnes. Mais la précarité menace aussi les salariés urbains en raison de l'absence de protection sociale hors du secteur d'Etat, de la multiplication des contrats de travail temporaire, des programmes de rationalisation de la gestion des entreprises, dont 40 % sont actuellement en déficit. Enfin, partout, les différences sociales ont pris de l'ampleur avec la multiplication des revenus non salariaux, issus d'activités privées et de spéculations diverses avec l'importance des primes liées aux performances des entreprises.

Les transformations économiques en cours donnent ainsi lieu à une vaste redistribution des pouvoirs et des ressources qui rendent inévitables les tensions politiques, sociales, régionales. Les successeurs de Deng Xiaoping ne manqueront pas de méditer le proverbe chinois d'après lequel, quand on chevauche un tigre, il faut éviter d'en tomber.

Françoise Lemoine
(Centre d'études prospectives
et d'informations
internationales)

« Les entreprises françaises en odeur de sainteté »

« ALLER EN CHINE, c'est percevoir le devenir de la planète, s'informer du monde de demain », proclame Clement Rousseau, fondateur de Plan créatif, une agence de communication par le design pour souligner les vertus robotiques de l'ambiance asiatique. Son intérêt pour la Chine ? « Un hasard », jure-t-il. Un beau jour de 1993, ayant eu vent de la réputation de l'agence, des représentants de l'Académie centrale des arts et du design (Acad) de Pékin frappent à sa porte « sans prévenir ». Ils lui proposent de créer une société commune, la fameuse joint-venture par laquelle il faut généralement passer pour s'implanter en Chine.

Hasard, vraiment ? M. Rousseau a déjà foulé le sol chinois en 1988, avec un groupe d'industriels emmené par Michel Giraud, président de la région Ile-de-France. Cinq ans plus tard, quand M. Rousseau répond à l'invitation de l'Acad, tout a changé. « J'ai vu des quartiers qui n'existaient pas avant, de nouveaux hôtels, des

voitures, comment vous dire... J'ai perçu une ambiance plus propice aux affaires. » De retour à Paris, il file à la Coface - l'organisme qui assure les opérations des entreprises françaises à l'exportation - et voit son dossier accepté sans difficulté. Un signe parmi d'autres.

PÉRIODE FASTE

Commencent alors deux années d'allers et retours, mais la joint-venture ne verra jamais le jour. « J'ai rompu les négociations au milieu de l'année dernière, en prenant soin de rester en bons termes », indique M. Rousseau. Dans les discussions, nous étions plus forts que nos interlocuteurs sur la loi chinoise. Mais on s'est aperçu que la loi n'a pas tellement d'importance... J'ai eu l'impression que nos porteurs n'avaient pas grand-chose à nous apporter. Et les avocats, de leur côté, n'obtenaient pas de certitudes juridiques. » En d'autres termes, les membres de l'Académie d'Etat se sont mon-

trés un peu rigides. Pas une once de regret dans les propos du designer parisien. « Je suis gré à mes interlocuteurs de m'avoir fait découvrir la Chine. » Il a même décidé d'installer sa société en Chine, tout seul, sans joint-venture. « Maintenant, la période est faste à Pékin, et les entreprises françaises sont à nouveau en odeur de sainteté. »

Ses clients sont encore peu nombreux - mais Coca-Cola a fait appel à elle pour son nouveau hall d'accueil, une jolie référence - et ses ambitions restent modestes. Pour effectuer les travaux, Plan créatif fait appel à une entreprise locale, et l'agence songe à trouver un partenaire, privé cette fois, afin de pénétrer la clientèle locale. M. Rousseau est persuadé : « Pour les Chinois, les Américains représentent la modernité, mais pour le bon goût, ils font une confiance totale aux Français. »

Anne-Marie Rocca



MODERNISATION. Pékin, 1993. Les écrivains publics ont adopté l'ordinateur. L'informatique a rejoint le boulier dans l'imagerie du quotidien. Près de 100 millions de personnes vivent encore en dessous du seuil de pauvreté absolue.

L'or d'outre-mer

LE 18 juin 1986, la télévision chinoise retransmettait une réunion peu ordinaire : celle de la famille Rong, dont l'un des rejetons, Rong Yiren, est devenu vice-président de la République populaire. De Hongkong en Amérique et en Europe, les Rong ont symbolisé l'ardeur au travail et la réussite sociale de la diaspora chinoise. Cette fois, Deng Xiaoping s'était fait photographier au milieu de cette famille, dont la plupart des membres avaient fui le communisme en 1949.

Cet événement fut doublement symbolique. D'abord, de la volonté de tirer un trait sur la diabolisation des capitalistes chinois par Mao Zedong ; ensuite, d'officialiser la place dans la reconstruction du pays de Chinois d'outre-mer, les Huoguo, dont les régimes de Pékin et de Taïwan se disputent l'allégeance. Deng a compris le profit qu'il pourrait tirer de la quarantaine de millions de Huoguo, Hongkongais et Taïwanais inclus.

PROFIT ET NOSTALGIE

De leur côté, les Chinois d'outre-mer ont réalisé le rôle qu'ils pouvaient jouer dans leur pays d'origine comme compétiteurs et les partenaires occidentaux ou comme investisseurs. D'autant que subsistait chez beaucoup un certain sentimentalisme et un devoir moral d'assistance à l'égard du pays de leurs ancêtres.

La xénophobie et le despotisme maoïstes avaient eu peu d'attrait pour eux. Deng leur ouvrit les portes : on les vit déboulter dans les villages les plus isolés des provinces côtières, de Canton à Shanghai, à la recherche de leurs racines. Ils y étaient accueillis à bras ouverts, comme des oncles d'Amérique qui finançaient ponts, écoles ou dispensaires longtemps négligés par l'Etat. Ce phénomène a vite pris une ampleur considérable avec l'émergence d'un capitalisme chinois d'outre-mer étendant ses ramifications de Hongkong à la Californie.

Pragmatique, Deng entretenait des relations personnelles avec plusieurs de ces hommes d'affaires, comme le capitaine d'industrie

hongkongais Li Ka-shing. La famille du patriarche a su profiter de ces liens pour ses propres affaires. Mais l'apport des Huoguo dépasse largement ces relations personnelles : ils sont à l'origine de 80 % des investissements étrangers en Chine, dont 64 % pour Hongkong, soit 48 milliards de dollars américains (près de 265 milliards de francs) cumulés en 1994. La colonie britannique concentre ses efforts dans la province limitrophe de Canton, où elle représente 80 % des investissements directs. Ses entreprises fournissent plus de trois millions d'emplois par le biais d'une délocalisation massive. Tout cela fait de Hongkong le deuxième partenaire de Pékin après le Japon.

Parti plus tard pour des raisons politiques, Taïwan a rapidement rattrapé son bandicap, en dépit des ambitions des dirigeants de Pékin sur l'île. Pour circonvenir les réglementations restreignant les investissements directs de l'autre côté du détroit, ils passent souvent par des sociétés écrans de Hongkong.

S'il est difficile de suivre la trace tous les investissements des Chinois d'outre-mer, on peut identifier quelques figures : le milliardaire malaisien Robert Kwok, la famille indonésienne Lim. Des hommes d'affaires thaïlandais, singapouriens ou philippins sont aussi très actifs. D'autres moins connus ont fait fortune, protégés par des passeports australiens, canadiens, américains ou français. D'autres enfin utilisent leur connaissance du pays et leurs relations pour faciliter l'implantation de sociétés internationales. Quelle n'est pas la délégation, française ou autre, qui ne compte dans ses rangs un interprète ou conseiller d'origine chinoise ?

Mais tout n'est pas toujours rose. Certains Huoguo ont été floués par des partenaires ou rivaux indisciplinés, voire dépourvus ou incarcérés. Car Deng Xiaoping n'a pas réussi à instaurer un système juridique protégeant les étrangers ni ses propres concitoyens. Son succès aura été de fournir la garantie de confiance et de stabilité à ses anciens compatriotes enrichis.

Patrice de Beer

Un système total

critiques



LI KA-SHING

Chouches d'un Etat de droit

Un système totalitaire frappé d'érosion

EN dix-sept ans de règne, Deng Xiaoping a fait de la Chine une espèce hybride, impuissable source de perplexité pour les *China watchers* les plus avertis. Ce « capitalisme rouge » qui cherche à emprunter à l'économie de marché son efficacité tout en conservant du communisme son armature coercitive est-il viable à terme ? Un pays peut-il durablement ouvrir son économie sans déverrouiller son système politique ? Au lendemain de son retour en grâce, en 1977, alors que la Chine s'arrache à peine du traumatisme de la révolution culturelle, Deng n'a pas tardé à se heurter à ce dilemme. Pourtant il n'aura eu de cesse de marier l'eau et le feu, de réhabiliter le profit tout en réprimant les aspirations démocratiques. Bref, de brider des forces qu'il a lui-même libérées.

Il aura certes tenu le cap, mais au prix d'un parcours tortueux dont l'issue reste incertaine pour ses héritiers. Ces dix-sept années de « dengisme » auront vu se déchâner, derrière les lourdes façades de la résidence de Zhongnanhai - le siège du pouvoir - d'incessantes querelles de factions entre réformistes et conservateurs. Le massacre de Tiananmen, en juin 1989, aura été la manifestation paroxystique de cette contradiction sur laquelle l'expérience de Deng n'en finit pas de buter. Fin tacticien, le Petit Timonier sera parvenu, au bout du compte, à se poster en centre, jouant alternativement les uns contre les autres. L'histoire de ces années-là se lit finalement comme la chronique d'un jeu de bascule : l'oscillation de la réforme à la contre-réforme aura été marquée d'une régularité de métronome.

Tout commence dans l'euphorie du III^e plénum du XI^e comité central du parti, en décembre 1978, qui voit triompher le courant pragmatiste de Mao Zedong, décedé deux ans plus tôt. C'est le véritable début de l'ère postmaoïste.

Si l'aspiration démocratique n'est toujours pas à l'ordre du jour, le visage du régime a été remodelé par l'affaiblissement du pouvoir central

Mais, déjà, l'ambiguïté de la démarche de Deng est perceptible. Dans son offensive visant à marginaliser Hua Guofeng, il joue habilement de la rue où s'active, durant l'hiver 1978-1979, un mouvement démocratique s'exprimant à travers des *dazibao* (le « mur de la démocratie »). Deng laisse monter ces clameurs puis, une fois sa victoire de décembre 1978 acquise, se retourne contre un mouvement devenu subitement bien encombrant. L'illusion se dissipe brutalement. C'est que le camp antimaïsoïste qui l'a porté au pouvoir est fragile. On y trouve d'anciens collaborateurs de Zhou Enlai et des vétérans réhabilités - tel l'économiste conservateur Chen Yun - qui sont loin de partager l'audace réformatrice des proches de Deng et qui, déjà, s'inquiètent des premiers dérapages économiques. Soucieux d'éviter toute embaardée libérale susceptible de lézarder cette coalition, Deng o'hésite pas à offrir des gages aux plus orthodoxes de ses alliés, quitte à brouiller son image de rénovateur. C'est le prix à payer à la consolidation de son pouvoir. Et de fait, il avance ses pions. En juillet 1981, il achève l'élimination du clan Hua Guofeng et propulse deux de ses fidèles aux plus hautes fonctions : Hu Yaobang au secrétariat général du PCC, et Zhao Ziyang au poste de premier ministre.

Dans le même temps, il s'efforce de légitimer sa nouvelle em-

prise politique par une révision des dogmes qui passe par une « démaïsoïation » partielle. L'acte fondateur de ce « dogme » idéologique est la résolution de juin 1981 du comité central sur « quelques questions de l'histoire du PCC ». Il ressort de ce texte que Mao a commis des erreurs à partir du Grand Bond en avant (1958) et que, surtout, la révolution culturelle fut « une erreur généralisée et prolongée ». La nouvelle Constitution de 1982, qui cherche à renforcer l'Etat face au parti et assigne à la Chine l'objectif de la « modernisation socialiste », s'inscrit dans cette grande toile de doctrine.

Le réformisme n'a pas pour autant la partie gagnée. En remettant au goût du jour des thèmes conservateurs, l'année 1983 illustre bien l'ambivalence permanente des nouveaux maîtres de Pékin. Une vaste campagne contre la criminalité - qui se serait soldée par 30 000 exécutions - se prolonge par une offensive contre la « pollution spirituelle », de tonalité néomaïsoïste, qui conduit la police

pervers de l'ouverture - surchauffe, inflation, corruption - deviennent trop criants, il est contraint de céder aux sollicitations des partisans d'une replanification de l'économie. Et pour peu que le relâchement des disciplines collectives stimule les revendications démocratiques, le coup d'arrêt est brutal. Entre 1984 et 1989, ce scénario s'est produit à deux reprises.

Il y a d'abord la crise de 1987, qui conclut les plus fastes années de la réforme (1984-1986). En marge de la généralisation progressive des mécanismes de marché, Hu Yaobang, l'entrepreneur secrétaire général du PCC, avait esquissé les grandes lignes d'une réforme politique, proposant notamment une déconcentration de pouvoirs, la mise en place d'une véritable fonction publique et l'amélioration du système légal. Le débat autour de ce projet avait délé les langues et il flottait alors sur le pays comme un parfum de « cent fleurs », certains intellectuels n'hésitant pas même à s'at-

tement qu'il entendait conserver intactes les chances de la réforme. Zhao Ziyang prolongea donc les efforts de son prédécesseur, notamment la tentative d'assouplir l'emprise du parti sur l'Etat et la société, mais il échoua quasiment dans les mêmes conditions. Flanqué du très archaïque Li Peng, nommé premier ministre au lendemain de la crise de 1987, il restait en effet sous haute surveillance orthodoxe.

Surchauffe économique en 1988 et flambée des campus au printemps de 1989 précipitèrent les événements. Le camp conservateur reprit l'offensive jusqu'à ordonner la répression sanglante des manifestations de Tiananmen qui défiaient chaque jour davantage un pouvoir déconsidéré. Deng Xiaoping sacrifia - une nouvelle fois - son dauphin naturel et laissa s'abattre sur le pays une chape de plomb qui semblait annoncer le retour à l'ère glaciale. Mais quatre ans plus tard, la machine à purger s'étant essouffée, on repartit à nouveau de réformes et haut lieu.

Au bout du compte, que reste-t-il de cette évolution en zigzags ? Si l'embryon d'Etat de droit auquel songeaient Hu Yaobang et Zhao Ziyang en reste au stade du projet, il est incontestable que le visage du communisme chinois a été sensiblement remodelé : l'idéologie marxiste-léniniste tend à s'effacer au profit du nationalisme et du confucianisme ; la direction du parti s'est ralliée et recrutée davantage chez les élites diplômées urbaines ; l'armée, qui s'est professionnalisée tout en se lançant dans les affaires, voit ses liens distendus avec le parti ; enfin, les bureaucraties régionales - notamment celles des provinces côtières - s'affirment davantage au point de tenir tête au pouvoir central. En somme, la société offre de moins en moins prise à des outils totalitaires devenus obsolettes. Les héritiers de Deng sauront-ils en tirer les conséquences ?

Frédéric Bobin

De la IV^e Constitution à la place Tiananmen

- 4 décembre 1982 : promulgation de la IV^e Constitution depuis 1949, qui amorce une réhabilitation de la notion de droit et renforce l'Etat face au parti.
- 1982-1983 : la réforme marque le pas. Les conservateurs lancent des campagnes à tonalité néomaïsoïste contre la corruption, la criminalité et la « pollution spirituelle ». Entre dix mille et trente mille exécutions.
- 1984 : Deng relance la politique de réforme. Quatorze villes côtières sont autorisées à s'ouvrir sur l'étranger.
- 26 septembre : accord sino-britannique - sous la forme d'une « déclaration conjointe » -



Le 19 mai 1989, place Tiananmen, Zhao Ziyang rencontrait les étudiants.

- fixant à 1997 la rétrocession de Hongkong à la Chine et prévoyant pour le territoire un « haut degré d'autonomie ».
- 20 octobre : extension à l'industrie des mécanismes de marché, jusqu'alors appliqués à la seule agriculture.
- 1985 : assouplissement de la censure sur la culture, y compris étrangère. En décembre, Hu Qilin, membre du bureau politique, déclare, lors du congrès de l'Union des écrivains : « La création littéraire doit être libre. »
- 1986 : Septembre : les conservateurs tentent à nouveau de freiner les réformes en exploitant le malaise social provoqué par la surchauffe inflationniste et le développement de la corruption.
- 10 novembre : agitation étudiante à Shanghai. Le mouvement s'étend et atteint Pékin en décembre.
- 1987 : 16 janvier : Deng cède à la pression des conservateurs. Il sacrifie un de ses protégés, le très réformateur secrétaire général du parti Hu Yaobang. Mais il obtient de le remplacer par un autre de ses « poulains », Zhao Ziyang.
- 1^{er} octobre : répression d'émeutes antichinoises à Lhassa, au Tibet.
- 1^{er} mai 1988 : flambée des prix à la suite de la suppression des subventions à certains produits d'élevage. Jacques paysannes et agitation urbaine. Les conservateurs repassent à l'offensive et obéissent le gel de la réforme des prix.
- 1989 : 15 avril : mort de Hu Yaobang, l'ancien secrétaire général destitué en 1987 et symbole de la réforme libérale aux yeux de la jeunesse étudiante. Son décès enflamme les campus.
- 24 avril : sur la place Tiananmen, 500 000 personnes manifestent aux cris de « Vive la démocratie ». Le mouvement fait tache d'huile en province ; le 26 avril, Deng Xiaoping fait un rappel à l'ordre dans un éditorial du *Quotidien du peuple*, où il appelle à lutter « contre le chaos ». Cette mise en garde durcit le mouvement étudiant ; le 5 mai, le secrétaire général du PCC, Zhao Ziyang lance un appel au dialogue. Le pouvoir est divisé sur l'attitude à adopter face à la contestation.
- Par tous ces aspects, la Chine de l'immédiat après-Deng fait irrésistiblement penser à Taiwan à la mort de Tchang Kai-chek, survenue en 1975. Le « généralisme » gouvernait d'autant moins dans l'île qu'il était, comme Franco en son temps, dans un état second ; aucun mouvement d'opposition n'était autorisé ; la police régnait en outre d'inquisition face aux opposants ; et pourtant chacun sentait que tout cela ne pouvait durer longtemps après le trépas du chef.
- C'est bien là ce qui attend, au détour du chemin, la génération des successeurs de Deng, qui, vraisemblablement, le savent, même s'ils ne veulent l'admettre. Comment ils se tireront de cette difficulté est toutefois une autre affaire.

F. D.

Les héritiers



LE NUMÉRO UN

JIANG ZEMIN est formellement le numéro un du régime en sa triple qualité de président de la République, secrétaire général du Parti et chef des armées. Personnalité dénuée de tout charisme, Jiang est issu d'une famille intellectuelle de la province du Jiangsu fauchée par la guerre.

Admis à l'âge de vingt ans au parti, en 1946, il poursuit ses études d'ingénieur à Shanghai avant d'ef-

fectuer le séjour obligé par l'époque en Union soviétique, où il suit un stage de formation à l'usine automobile Staline de Moscou. De retour en Chine, il entame une carrière de technocrate qui le conduira à diriger le ministère de l'industrie électronique avant de prendre la tête de la municipalité de Shanghai en 1985. C'est en raison de la fermeté avec laquelle il a empêché la grande métropole orientale de basculer dans la contestation en 1989 que Deng le choisit pour succéder à son deuxième dauphin, l'innocent, Zhao Ziyang.

ZHU RONGJI, soixante-neuf ans, vice-premier ministre plus spécialement chargé de l'économie, est passé pour un libéral sur ce seul plan. Ancien maître de Shanghai, il n'a pas l'envergure d'un homme de grands leviers politiques. Mais il a des idées économiques très progressistes pour lesquelles il a rencontré des difficultés, lors de leur mise en pratique.



M. LI, PREMIER MINISTRE

LI PENG, soixante-neuf ans, est premier ministre depuis 1988. Il a su coller aux inflexions réformatrices voulues par Deng Xiaoping tout en travaillant en coulisses à consolider ses positions, révélées au grand jour lors de la crise de Tiananmen en 1989. Redoutable manœuvrier aéré d'une filiation symbolique avec Zhou Enlai - son père adoptif -, il est apprécié des cercles staliniens du pouvoir.



M. QIAO, PRÉSIDENT DU PARLEMENT

QIAO SHI, soixante-trois ans, figure mystérieuse, a toujours pris soin de ne pas se mettre par trop en avant dans les turbulences politiques depuis qu'il a dirigé les polices du régime. Aujourd'hui président de ce qu'on dit être de hautement chinois, il bénéficie du double - et paradoxal - soutien des partisans de l'ordre le plus strict et d'une mouvance plus libérale.

LI RUIHUAN, soixante-trois ans, préside la conférence consultative politique du peuple chinois, assemblée dénuée de pouvoirs. Autodidacte d'un libéralisme mesuré, il bénéficie d'une image relativement favorable auprès des intellectuels pour leur avoir épargné des coups trop durs lors de la répression de 1989. Son influence n'est cependant pas très étendue.

LIU HUAQING, l'amiral, a été élevé au rang de numéro deux de la commission militaire du comité central par le XIV^e congrès en 1992. Agé de quatre-vingt-un ans en 1995, M. Liu passe pour devoir prendre sa retraite incessamment, laissant le régime à la recherche d'un autre bant dirigeant militaire susceptible de maintenir l'armée en bon ordre tout en la représentant dans les difficiles décisions de la transition économique.

De notre correspondant, à Pékin, Francis Dero

Ebauches d'un Etat de droit

LA représentativité du pouvoir : telle est la question à propos de laquelle les successeurs de Deng Xiaoping vont probablement s'affronter à un moment ou à un autre. Le problème avait été laissé sans réponse durant le règne du patriarcat. Jiang Zemin, l'homme qui récupère la mise, se donne l'air de vouloir faire l'économie d'une telle interrogation, mais il serait surprenant qu'il y parvienne.

Son avenir semble plutôt inscrit dans un dilemme : chercher à se maintenir, en dépit d'une faiblesse inhérente à la manière dont il a accédé au pouvoir, en abordant le problème de sa propre initiative ; ou, au contraire, camper sur des positions conservatrices qui semblent avoir sa préférence, mais peuvent susciter une guérilla interne au régime autour d'une idéologie qui domine toute la problématique de l'accession de la Chine à la modernité : l'Etat de droit.

Depuis plus de vingt ans, les dis-

sidents ou opposants qui servent de pâture à la police du régime chinois ne cessent de soulever ce problème de manière plus ou moins habile. Cela a commencé avant même la mort de Mao, timidement, à Canton ; et s'est poursuivi dès les premières années de l'ère Deng, puis tout au long de son règne. Au point qu'après Tiananmen l'Occident a fini par prendre en compte le fait que des Chinois ne souhaitaient pas être gouvernés compétitivement sur le mode du fait du prince.

DES PROGRÈS MINUSCULES

La question de la représentativité de l'autorité n'est pas si nouvelle que cela en Chine. Kang Youwei, le réformateur de la fin de l'empire mandchou, avait déjà formulé en 1895 l'idée sacrilège pour la bureaucratie que les conseillers de l'empereur fussent choisis, ou en tout cas confirmés, par le peuple. En authentique confucéen, il rejetait tout autant celui d'une infailibilité naturelle du fonctionnaire

mandarinal. Le long passage de Deng Xiaoping au pouvoir n'a pas, il est vrai, entièrement laissé la Chine dans l'état d'aristocratie politique où il l'avait trouvée. Des progrès minuscules ont été accomplis, qui sont vécus comme autant de bienfaits par les Chinois.

Sur le plan des institutions, si l'idée démocratique à l'échelle nationale est encore totalement absente des préoccupations du pouvoir - et même dans une bonne mesure de celles de la population, - elle revêt une actualité indéniable au niveau inférieur de la hiérarchie. Les élections d'autorités villageoises étaient une plaisanterie quand Deng est arrivé au pouvoir ; elles sont aujourd'hui une réalité, encore incertaine de son avenir mais indubitable.

On voit à quantité de signes, en traversant le pays, que les chefs locaux, surtout de plus en plus de mal à imposer leurs volontés s'ils ne bénéficient de quelque mandat correspondant à la volonté populaire. Il suffit d'en juger par les

résistances évidentes opposées par les paysans à des remembrements de terre. De la même manière, l'image que le régime de Pékin donne de lui-même sur le plan de la liberté d'expression est partiellement trompeuse. Il n'y a pas besoin de chercher bien loin dans la société chinoise pour entendre des critiques parfois très virulentes contre le gouvernement. Quand Deng est arrivé au pouvoir, le plus grand service que deux vrais amis pouvaient se rendre mutuellement était d'éviter de laisser dériver la conversation sur le terrain politique.

A L'INSTAR DE TAIWAN

Aujourd'hui, nombre de documents officiellement jugés subversifs circulent sans problème sous le manteau. On les commente en privé, on visionne des films pros crits entre copains, on blague sur les maîtres du pouvoir politique. Et personne ne finit pour autant en prison, pour peu d'avoir la sagesse d'en rester là. En revanche, que

quiconque s'avise de préconiser publiquement l'organisation d'élections libres, ou quelque reproduction du modèle démocratique, et la police politique entre immédiatement en lice.

Par tous ces aspects, la Chine de l'immédiat après-Deng fait irrésistiblement penser à Taiwan à la mort de Tchang Kai-chek, survenue en 1975. Le « généralisme » gouvernait d'autant moins dans l'île qu'il était, comme Franco en son temps, dans un état second ; aucun mouvement d'opposition n'était autorisé ; la police régnait en outre d'inquisition face aux opposants ; et pourtant chacun sentait que tout cela ne pouvait durer longtemps après le trépas du chef.

C'est bien là ce qui attend, au détour du chemin, la génération des successeurs de Deng, qui, vraisemblablement, le savent, même s'ils ne veulent l'admettre. Comment ils se tireront de cette difficulté est toutefois une autre affaire.

F. D.

MODES DE VIE

La société chinoise a été bouleversée par les réformes entreprises par Deng Xiaoping. S'activant dans les décombres d'une idéologie communiste défunte, les Chinois se frottent avec avidité à une modernité jusque-là hors d'atteinte. La télévision offre des spots publicitaires célébrant la femme à la beauté magazine ou l'homme d'affaires à l'attaché-case volontaire. Les embouteillages grondent à Pékin, où les limousines nantes de téléphone ne sont pas rares. On joue Les Portes du pénitencier dans un hôtel niché au cœur du pays du goulag chinois. Et l'érotisme, voire la pornographie, se glissent dans les interstices de cette liberté retrouvée. Le contraste devient saisissant entre cette vie effervescente et l'archaïsme d'un pouvoir arc-bouté sur des certitudes périmées.

● **MAIS LE DÉCALAGE** est aussi inquiétant entre cette Chine nouvelle et celle des laissés-pour-compte, miséreux des campagnes et migrants qui hantent les gares des villes. Après avoir été omnipotent durant les années du règne maoïste, l'Etat-parti doit aujourd'hui éviter que son reflux ne multiplie les risques de désagrégation sociale. Débrider la société tout en maintenant sa cohésion : tel est le défi que devront relever les héritiers de Deng.



McDonald's à Canton.

L'inextinguible appétit de modernité

L'ÉTÉ 1977, rires et roucoulements s'échappaient des murs de terre des refuges édifiés de brique et de brique à travers la capitale, à la suite du séisme de juillet 1976. D'évidence, certains fêtards et amoureux goûtaient aux délices d'une résidence secondaire de fortune. Après tout ce qu'ils avaient subi depuis plus d'un siècle - guerres, famines, répression - et malgré l'idéologie encore omniprésente perçait l'inextinguible appétit des Chinois pour la vie. Vingt ans plus tard, qu'en est-il de cette Chine des profondeurs, derrière les paillettes clinquantes des villes où le « miracle économique » tant vanté s'étale aux yeux de la planète ?

Le gouvernement répugne toujours à laisser le voyageur étranger l'approcher hors des chemins qu'il a lui-même balisés, même si ceux-ci pénètrent bien plus avant dans le pays que jadis. Touristes, voyageurs de commerce, colporteurs gouvernementaux voient une certaine Chine qui, généralement, sied à leurs idées préconçues. Guère plus. Même la Chine des routards est stérotypée. Mais il arrive que des étrangers, las de telles restrictions bérées d'un autre âge, empruntent des voies inhabituelles, défilant les interdits pékinois. Parcourir, par exemple, tout le pays d'Est en Ouest, à bord de son propre véhicule, sans demander la permission à quiconque, en donne une tout autre idée.

Sortir de Pékin n'est pas une sinécure. Si la notion d'embouteillage était inconnue quand Deng arriva au pouvoir, elle est bien assuée aujourd'hui. Le cauchemar automobile, en ville, prend la forme de limousines de luxe nantes de téléphones. En banlieue, c'est la chenille de milliers de caravanes qui, contrairement à ces engins vides d'autan, emblèmes de la bagagerie socialiste, répondent de plus en plus à une logique économique moderne : le retour,

Hier vissés chez eux, les nouveaux bourgeois ont découvert les charmes du voyage et du shopping dans les grands magasins

comme l'aller, se fait à plein. Signe que les marchandises circulent hors Plan.

La Chine que Mao avait laissée était, dans une large mesure, un pays immobile. Transports routiers pathétiques d'indigence. Routes à la surface comme arrosée de bombes à billes. Cardoies tirées par des tracteurs agricoles en guise d'autocars. Les déplacements personnels s'effectuaient avec parcimonie, dans un rayon restreint. La population était visée au sol natal. Cela arrangeait le pouvoir : il maîtrisait la totalité des maigres échanges - marchands comme humains.

SOIF D'APPRENDRE

La Chine que laisse Deng n'est pas tout le contraire, mais s'est largement arrachée à cette malédiction. Véhicules privés, transports en commun, camions en interminables convois remplaçant les caravanes animales d'autan témoignent d'une véritable frénésie de circulation. Même sur les routes les moins fréquentées, dans les déserts d'Asie centrale. Tous les services associés à la route sont désormais disponibles... jusqu'au plus vieux métier du monde.

Certes, les conditions varient énormément. De la chambre d'hôtel à la préstation internationale à la paille reposant sur une armature de fer, à trois ou quatre dans une caravane crasseuse, éclairée d'une ampoule de 25 watts, au sol de pierre, il y a un monde. Mais ce qui est important, et probable-

ment irréversible, c'est que le voyage soit possible pour quantité de gens autrefois prisonniers d'un cachot sociopolitique étriqué, étançonné aux influences extérieures.

Outre les professionnels du transport circulent les représentants d'une nouvelle bourgeoisie manifestement florissante. Ils font étape, en chemin, comme leurs homologues de nombreux pays en voie de développement rapide : exigeant bonne chair, alcool à volonté, local, mais aussi « cognac français », vrai ou faux, selon leur standing. Et, le cas échéant, des filles - tentures et néons roses ou mauves indiquent sans ambiguïté la nature du lieu devant lequel quelque créature agaçante le client potentielle.

Dans les bourgades, qui poussent comme champignons, on retrouve l'organisation ancienne des ligues professionnelles : des rues entières peuplées successivement de menuisiers, de quincailliers, de ferrailleurs, de marchands de quatre saisons... Autrefois, cette organisation semi-urbaine résultait de la vie associative tolérée par l'Etat. Elle semble, pour le moment, procéder plutôt d'une redécouverte culturelle. En attendant l'effondrement du pouvoir politique ?

Car le système communiste de références s'est écroulé, et c'est dans des décombres idéologiques que la population circule. Parfois avec bésitation, mais toujours animée d'une réjouissante soif d'apprendre le monde moderne. Jusqu'à ces « héros du travail » en costume à col fermé qui s'orientent plutôt bien, désormais, dans les rayons des grands magasins de la moindre bourgade, en faisant leur shopping un jour de fête. Délices d'un 1^{er} Mai de consommation au son d'un air du Tennessee de la légende américaine.

Tant pis, donc, pour les paradoxes, tel celui qui vous permet d'entendre Les Portes du pénitencier dans l'entrée d'un hôtel situé

en plein cœur du pays du « goulag », à l'extrême-ouest de la Chine, ou encore de voir se tremousser la jeunesse locale, dans une ville d'importance insignifiante, au son d'un « tube » hongkongais agrémenté d'images langoureuses sur les écrans vidéo. C'est la génération des enfants des « gardes rouges » de Mao qui prend la sa revanche.

Sur les murs des villages chinois, là où autrefois s'affichaient en rouge les slogans appelant à « écraser l'ennemi de classe », se lit à présent une instruction civique élémentaire ignorant la « révolution », exhortant la population à « ne pas gaspiller la surface arable », « éconatiser

assurés qu'ils étaient de ne plus s'attirer l'opprobre officielle. Résultat : jadis étouffée par un « Etat révolutionnaire », la société semble aujourd'hui largement privée d'un minimum d'Etat, en tout cas là où il serait nécessaire. Le gouvernement multiplie des grands travaux, modèle pharaonique, mais lésine sur le petit ouvrage social, peu glorieux. Surtout là où il ne se sent guère menacé par une quelconque prise de conscience, effectivement lente à se former faute de débat politique.

Cette distorsion du sens de la mission que s'était ostensiblement assignée le régime est mal vue par certains. « Compte tenu de

Des sites Internet jugés subversifs

Les difficultés d'insertion de la Chine de Deng dans la communauté planétaire ont été particulièrement illustrées, à la fin de son règne, par la problématique autour du branchement sur les systèmes d'information des échanges internationaux. Après avoir, avec enthousiasme, lancé l'idée d'un « marché de l'information » (quatorzième congrès du Parti communiste, en 1992), le régime s'est rétracté devant les risques déstabilisateurs qu'il attribue à la communication mondiale. Il a institutionnalisé la règle des serveurs sélectifs et bloqué l'accès à des sites d'Internet jugés subversifs : forums de Chinois dissidents exilés en particulier, mais aussi grands titres de la presse internationale. Puis ces derniers ont progressivement vu l'interdit levé pour des utilisateurs très sur le vif. Les firmes étrangères de diffusion de l'information économique se sont également heurtées aux réticences du monopole à leur laisser une part d'un marché en pleine expansion mais encore très régenté.

« On leur donnera des chaussures », avait déclaré Deng à l'aube de son règne placé sous l'égide du profit individuel. D'autres se sont chaussés d'abord,

l'argent englouti dans des régions comme le Tibet, est-ce que cela vaut la peine d'en conserver la souveraineté ? », demande l'un, pour tant de souche chinoise ban. Un autre demande s'il est vraiment prioritaire de récupérer Taiwan au nom d'un principe impérial passéiste. Mais voilà, c'est précisément ainsi que le Trône établit la hiérarchie des tâches. Le voudrait-il qu'il peinerait à y renoncer, sans que des facteurs extérieurs à ses rangs ne l'y contraignent.

De notre correspondant, à Pékin, François Deron

Des hommes d'affaires discrets mais gourmands

D'ici viendra la prochaine secousse politique en Chine - une secousse qui forcerait la main d'un pouvoir politique encore replié sur ses certitudes mûres ? Ne le demandez ni à Mou Qizhong (cinquante-sept ans), ni à Li Xiaohua (quarante-six ans), ni à aucun des autres « capitalistes de choc » qu'a fait naître le « système Deng Xiaoping ». Tous, en privé, donnent la réponse, mais, pour des raisons évidentes, ne souhaitent pas qu'on la leur attribue : « De nous, évidemment », dit l'un, qui n'est aucun des deux précités. Et un autre précise : « A la première occasion, vous allez voir apparaître le Parti des gens d'affaires. Un lobby puissant, puisque détenteur d'une portion de la fortune disponible. Ne me citez pas, merci ».

On comprend leur prudence. Le sus-nommé M. Mou, qui n'accepte plus d'entretien, passe pour avoir accumulé 50 millions de dollars de dettes à la tête de ses différentes entreprises, rassemblées au sein du « Groupe Land » (Le Sol), portées essentiellement sur l'immobilier, ainsi qu'une substantielle collec-

tion de poursuites judiciaires de la part de créanciers. Il s'efforce désormais de ne plus trop faire parler de lui. On est loin de l'époque où il se félicitait chaudement de la répression de Tiananmen (1989) dans l'espoir assez transparent de gagner les faveurs du régime.

M. Mou a continué, durant ses ennemis, à distribuer gratuitement le mini-journal de son groupe, une publication consacrée à son autoglorification et à celle de ses projets (lesquels, à un moment, ont incliné des idées aussi délirantes que la percée d'une tranchée à travers l'Himalaya en vue de faire monter l'air chaud indien vers les hauts plateaux tibétains). Mais le fait demeure qu'il ne semblait plus, alors, être en mesure de faire usage du passeport chinois qu'il aurait souhaité utiliser pour se rendre à l'étranger. Il n'était plus interrogé par la presse officielle comme « capitaliste-modèle » : en août 1996, ses propriétés ont été saisies dans l'attente des résultats d'enquêtes entreprises à la suite d'apparentes malversations.

Demander à Li Xiaohua, heureux propriétaire de deux Ferrari (les

deux premières inscrites au parc automobile de Pékin), vers où il pense pouvoir diriger dans l'immédiat ses chevaux cabrés, reviendrait aussi à souhaiter qu'il se penche sur une boule de cristal bien embrumée. On voit rarement ses voitures de sport rutilantes dans la résidence en principe réservée aux diplomates étrangers où il est parvenu à louer un appartement avec

Le pouvoir doit désormais compter avec les « capitalistes de choc » nés du « système Deng Xiaoping ». Ils se présentent comme l'avant-garde d'une nouvelle prospérité nationale

l'argent que lui a rapporté sa réussite commerciale : la lotion 101, censée rendre au plus chauve des chauves une toison cranienne de jeune premier. On ne voit que rarement des responsables débarquer chez lui pour le déjouer à bord de limousines américaines de propor-

tions démesurées. A l'heure où l'on se souvient officiellement que la Chine compte encore des dizaines de millions de pauvres (65 millions à la campagne, 12 millions en ville, disent les chiffres du gouvernement), M. Li est peut-être contraint à une certaine discrétion.

Pourtant, le « Parti des gens d'affaires » ne peut qu'exister à terme,

tous en conviennent. Même les plus petits. Ces inventeurs d'un « coup-qui-marche » se posent volontiers en avant-garde d'une nouvelle prospérité nationale, pour peu que le gouvernement les laisse opérer à leur guise. « Il ne fait aucun doute qu'ils feront partie du

prochain échiquier politique », reconnaît même un dissident qui, las du harcèlement policier, s'efforce de se reconstruire dans de modestes tentatives commerciales. On devrait repérer bientôt de ces individus devenus milliardaires du jour au lendemain au beau milieu d'un océan humain de difficultés matérielles. Non seulement parce qu'ils importent tous les signes extérieurs de richesse copiés de leurs inspirateurs de Hongkong : téléphones portables, grosses limousines, clubs chics, maîtresses en province, penchant pour le cognac le plus cher et pour les casinos clandestins (il en existe déjà, même si cela ne se dit pas). Mais surtout, explique l'un d'eux, « parce que le gouvernement a désormais besoin de nous ». Pour continuer à régner, s'entend.

Que comptent-ils faire de leur fortune, acquise à coups de paris risqués ? « Une bonne partie à l'étranger, le reste en réinvestissements », confie un autre, sans entrer dans le détail. Le tout, manifestement, est le sujet de délicates négociations avec le pouvoir, diversement incarné par les inspec-

teurs du fisc et la police. En 1989, lors du grand test de politique intérieure auquel Deng Xiaoping dut faire face dans son entreprise de modernisation du pays, l'un des patrons d'un groupe industriel particulièrement en vue, la firme de matériel informatique Stone, surprit le pouvoir en se rangeant du côté des manifestants anti-gouvernementaux.

Exilé, après avoir financé le départ en exil de nombreux contestataires, il ne fit plus trop parler de lui. Mais ce souvenir demeura comme une cuisante découverte pour les héritiers de Deng. « Nous allons certainement finir par poser problème aux autorités du fait de notre réussite », estime un petit patron, employeur d'un cinquantaine d'ouvriers dans le textile. Car c'est peut-être à ce niveau plus humble que l'hiatus entre le discours politique et la réalité sociale est le plus sensible. En 1989, le gouvernement alla jusqu'à dénier de manière virulente que soit réapparue en Chine « une nouvelle classe moyenne ».

F.D.

La pudibonderie officielle n'est qu'un écran de fumée

UNE CERTAINE CHINE, sous Deng, s'est jetée avec gloutonnerie sur les choses du sexe. La pudibonderie officielle en vigueur sous Mao (sauf pour lui-même et des caciques) n'avait été qu'un rideau de fumée. Le marché a remis, si l'on peut dire, les choses à leur place... y compris sous la ceinture : le premier sex-shop s'ouvrit à Pékin au début des années 90.

Certes, il ne s'agissait officiellement que d'un « centre d'information » pour les affaires relatives au planning familial et à l'art de procréer dans les meilleures conditions. Et, à vrai dire, plusieurs officines de ce genre avaient déjà été subrepticement ouvertes, auparavant, dans des villes de province très fréquentées par les Chinois de Hongkong et de Taïwan. Livres, accessoires ou gadgets sont fabriqués en Chine même. Des témoins ont ainsi visité à Shenzhen une très officielle usine de godemichés.

110 ÉCHOPES PORNOGRAPHIQUES

A plusieurs reprises, la presse officielle a rapporté l'arrestation de membres de la régie de chaînes de télévision locales qui avaient diffusé sur les ondes des programmes qualifiés de « pornographiques ». Souvent, il s'agissait de méprises dues à l'inadvertance. Le cas de figure habituel est celui du

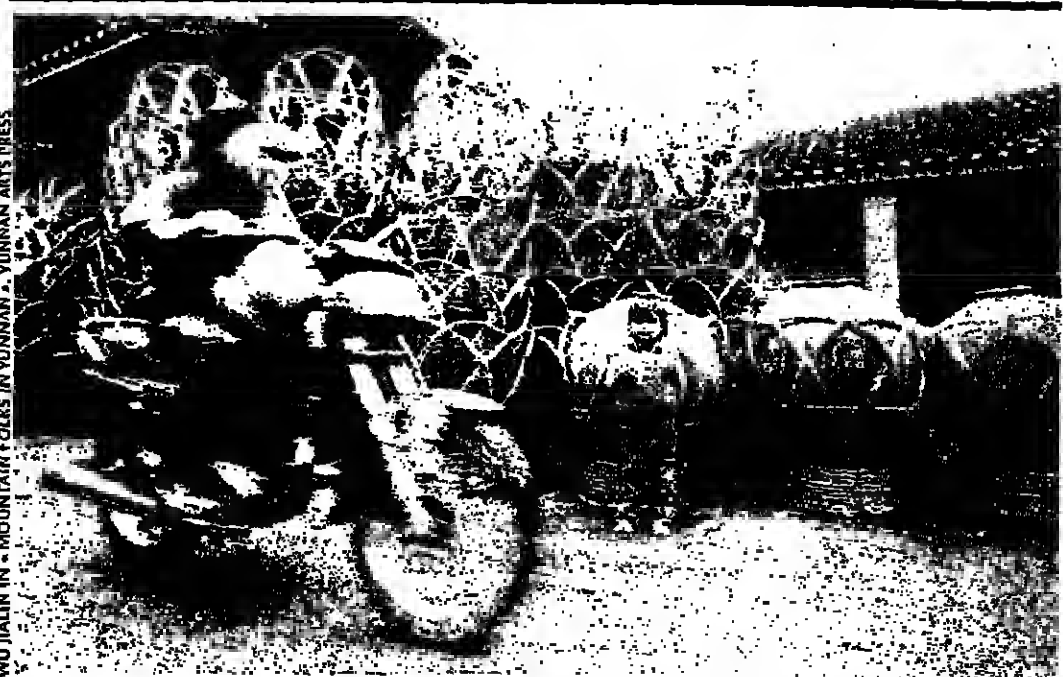
technicien qui augmente ses maigres revenus en reproduisant, à l'aide du matériel d'Etat, à destination du marché noir, des vidéos classées X et oublie de déconnecter l'antenne.

Ce secteur spécialisé n'en a pas moins pris des proportions notables, à en juger par les informations, elles aussi officielles, sur la campagne en cours contre la criminalité sous toutes ses formes.

A Lingfen, une ville de 300 000 habitants du centre-nord du pays dont on n'entend jamais parler, la police a fermé, en décembre 1996, un total de 110 échoppes de « libraires pornographiques », 168 ateliers d'imprimerie et reprographie spécialisés dans cette littérature, et saisi 2 millions d'exemplaires d'ouvrages prohibés. Et ce n'est nullement un record.

Cette Chine-là n'adhère à l'image officielle de rigueur que du bout des lèvres et en fait largement à sa guise, à l'aide de complexités au sein du pouvoir, et donc de la corruption. Des policiers visionnent consciencieusement des heures de vidéos « pornographiques » saisies, qui sont rarement détruites. La Chine du trompe-l'œil a de beaux jours devant elle.

F.D.



RURALITÉ. Yibin, 1989. La génération des enfants des « gardes rouges »

Gaspillage alimentaire

Télévision à 7 heures du soir



Gaspillage alimentaire sur fond de misère

Les se bousculent dans les grands magasins, aux rayons jonchés et habits pour enfants. Les jeunes parents chinois de cette fin de siècle dépendent des fortunes modestes en regard des critères occidentaux, mais considérables par rapport à la génération précédente pour leur progéniture (nécessairement unique pour la plupart des citadins) soit choyée, vêtue coquettement, éduquée dans la meilleure école, et, cela va de soi, suralimentée. L'obésité infantile commence à inquiéter les responsables de la santé publique.

A l'autre bout du pays, les forçats et autres groupes humains déplaçés par la contrainte grignotent péniblement, dans des conditions d'« archipel » pénitentiaire, les terres en friche, dont la mise en valeur est impérative à la Chine pour tenter de s'extraire d'une redoutable équation. En 1995, le spécialiste américain Lester Brown, du Worldwatch Institute à Washington, a calculé qu'au rythme actuel de sa croissance démographique et de la progression de son agriculture, la Chine serait contrainte d'importer, d'ici un quart de siècle, 350 millions de tonnes de céréales par an. La pression serait insoutenable pour les réserves alimentaires de la planète.

Pourtant, ce qui frappe à travers tout le pays à la fin des années Deng, c'est l'invraisemblable gaspillage alimentaire qui y règne, par rapport à la parcimonie obligée des festins familiaux à la mort de Mao. On se souvenait alors dans chaque famille de la terrible famine provoquée par le Grand Timonier en 1958. Un bilan encore secret, évalué entre trente-cinq et soixante millions de morts. L'équilibre alimentaire retrouvé par la suite restait fragile.

Il l'est toujours en chiffres absolus, même si le gouvernement s'efforce des avertissements alarmistes, y voyant un « complot occidental » pour le discréditer. Mais la disparité des comportements entre certaines poches rurales, où les visages des enfants mal nourris témoignent des problèmes d'alimentation, et la propension au gâchis des « mas-tu-vu » des villes – jusqu'à l'engouement pour McDonald's et ses imitations, où la quantité de nourriture commandée excède souvent de loin la capacité de consommation des convives – fait à la fois plaisir à voir et un peu

La politique nataliste de Mao a créé chez les paysans un surplus de main-d'œuvre estimé pour l'an 2000 à 200 millions de paires de bras inutiles

peur. L'optimisme vient de ce qu'après un siècle et demi de malheurs profonds, une partie substantielle de la population ne considère plus l'alimentation comme un réel problème de survie physique, mais avec une certaine jouissance. Le pessimisme, de ce que la solidarité alimentaire semble être une des choses les moins partagées du pays le plus peuplé du monde, alors même que les erreurs démographiques de ses dirigeants l'ont conduit à un surpeuplement qui ne commencera à s'inverser qu'en 2030 (il y aura alors officiellement 1,6 milliard de Chinois, et sans doute bien davantage en réalité).

Or le début de prospérité que connaît le pays repose avant tout sur l'agriculture, même si les activités agricoles entrent, de nos jours, pour moins de 50 % dans les revenus des campagnes. Cette situation était pour ainsi dire inéluctable, la politique nataliste de Mao ayant créé, chez les paysans, un surplus de main-d'œuvre estimé pour l'an 2000 à 200 millions de paires de bras inutiles à l'agriculture. Ce sont ces gens qui hantent les villes à la recherche d'emplois temporaires sur les chantiers, et dont l'existence à elle seule condamnerait le régime à garantir la poursuite de la croissance, au moins autant que l'exigence de bien-être de ces mariés du jour qui commencent à faire la fête, pour l'occasion, comme leurs homologues de Hongkong.

Avant de participer à une explosion démographique que le régime n'est pas sûr de pouvoir contrôler. Sans parler de l'effet psychologique sur un peuple qui se voit promettre, pour plusieurs générations, de ne plus savoir ce que veulent dire les mots « frère », « sœur », « oncle » ou « tante ».

De notre correspondant, à Pékin, Francis Deron



Shenzhen, 1993. Placardée sur un mur lépreux, Ye Yuying, célèbre actrice porno de Hongkong.

Télé Janus à 7 heures du soir

Après le dirigeant qui se lamente, les images sur l'état misérable de certaines régions rurales et plus généralement la solennelle monotonie de la grand-messe du 19 heures, l'hymne à la consommation provoque un violent vertige. Le cérémonial du « J.T. » commence à 18 h 55. La télévision centrale met alors fin à ses programmes de dessins animés pour la jeune classe, le drapeau rouge à étoiles jaunes claque sur l'écran, l'hymne national retentit – dans sa version orchestrale seulement : on ne le chante jamais car les paroles posent problème. L'hymne, écrit et composé durant la guerre antijaponaise, sonne trop comme un appel au soulèvement contre un gouver-

nement incompétent qui n'a pas su faire face à l'ennemi.

Vient ensuite, depuis un an, l'énoncé du compte à rebours des jours séparant le pays de la « reprise de souveraineté sur Hongkong ». La séquence fait défiler des vues historiques ou modernes de la colonie britannique, sans se priver de mettre en valeur tout ce qui peut illustrer l'injustice du règne de la Couronne en ces lieux. Dire que les Chinois se reconnaissent dans cette leçon d'histoire serait exagéré. Souvent, le petit écran est allumé mais sans le son, pendant qu'on continue, en famille, le repas déjà entamé. On dîne généralement tôt en Chine, sauf peut-être depuis quelque temps dans le Sud, où l'on adopte des habitudes venues d'Occident via – précisément – Hongkong. A 19 heures, les choses sérieuses commencent. Les districts les plus distants ou les plus pauvres du pays se relient au réseau national pour une « messe » d'actualité solennelle d'une demi-heure célébrée par un présentateur de chaque sexe, qui restera anonyme jusqu'au générique de fin du programme, mais dont le visage est connu. Il lit son texte sans une seconde de naturel – sauf le jour où l'on crut voir une larme sur le visage d'une présentatrice, au lendemain de la nuit terrible de Tiananmen, du 3 au 4 juin 1989. Elle fut immédiatement interdite d'antenne. Et l'est toujours.

La Chine qui regarde « le poste » effectue, à ce moment précis, une plongée dans un passé institution-

nel étonnamment figé, où les dirigeants s'expriment peu, se font représenter par une voix « off », apparaissent essentiellement occupés à serrer des kyrielles de mains de visiteurs étrangers avant de s'asseoir dans de gros fauteuils disposés au cordeau, quand ils ne sont pas en train de lire un discours, résumé par la speakerine, devant un parterre de cadres qui s'appliquent à en noter la teneur dans leur petit carnet.

AUTOPORTRAIT

Jusqu'à ce que s'achève ce curieux « J.T. », conclu par un bref volet étranger – au demeurant bien moins volumineux, de nos jours, qu'au début de l'ère Deng Xiaoping, quand il fallait montrer aux Chinois le retard que leur pays avait pris sur le monde moderne – et que, passé la météo, on en revienne au présent – celui des villes : c'est alors une débauche de publicité, hymne à la consommation bien bourgeoise, qui fait défiler à un rythme hallucinant les produits les plus divers, de marques chinoises mais aussi, désormais, étrangères.

On l'on voit alors des beautés soigner la peau de leur visage, des familles se pâmant d'aise devant des cuisines modernes, des fesses de bébé se laisser envelopper dans des couches-culottes, des hommes d'affaires empocher attaché-case et téléphone portable, des sportifs se gorgent de boissons énergisantes, des chevelures rendues bouffantes par des shampoings-miracles, des gamins se boursier de confiseries et des amazones de pure facture cinématographique, à bord de voitures de sport, brandir des flacons de parfum.

Dichotomie qui ne risque guère de se réduire à l'avenir, quand des millions d'enfants-roi, uniques et dorés, se voient promettre toutes les délices de la société d'abondance à laquelle révalent leurs parents,

tandis que ceux-ci écoutent, dubitatifs, les exhortations idéologiques à édifier une « nouvelle culture spirituelle et socialiste ».

Chaque soir, la Chine des héritiers de Deng dresse ainsi son propre

Une odeur de naphthaline

Du « J.T. » aux reportages sur l'industrie, l'agriculture, le bâtiment, les infrastructures, les cérémonies de pose de premières pierres ou le rituel consistant pour les dirigeants à planter épisodiquement des arbres ou donner le premier coup de pelle à l'édification d'un barrage, une même odeur de naphthaline émane de l'information télévisée.

Le message sur « l'édification de l'économie socialiste de marché aux caractéristiques chinoises » votée par Deng Xiaoping est martelé, comme l'est, sur des scènes fréquentes de manœuvres militaires, l'idée d'une vigoureuse irruption de la Chine dans les affaires internationales.

portrait à la télévision. Celle-ci expose une vision que le pouvoir souhaite projeter, mais elle trahit également des traits plus profonds de la société. La fin du programme de télévision a beau glorifier, à l'aide de documentaires, la légende du régime et son application moderne – alternant des reconstitutions historiques qui mettent en scène Mao et ses pairs avec des fictions édi-fiantes où le filic o'a jamais le mauvais rôle –, une soirée devant le petit écran chinois laisse l'impression que cette inadéquation entre le langage officiel et la réalité sociale est durable. Et dangereuse.

F.D.

De la répression à la détente

● 1989

La nuit du 2 au 3 juin : échec d'une première tentative d'investissement de la place de Tiananmen par l'armée ; dans la nuit du 3 au 4 juin : répression du mouvement. Massacre autour de la place Tiananmen. Bilan : peut-être un millier de tués.

9 juin : Deng Xiaoping justifie la répression devant un groupe d'officiers chargés d'appliquer la loi martiale. Selon lui, le mouvement de Tiananmen se ramène à « une clique contre-révolutionnaire » et à « une masse de déchets sociaux ».

24 juin : destitution du secrétaire général du PCC Zhao Ziyang, jugé trop conciliant avec les étudiants. Il est remplacé par Jiang Zemin, « patron » de Shanghai.

27 juin : à Madrid, le Conseil européen décide la suspension des contacts ministériels à haut niveau et l'embargo du commerce des armes avec la Chine.

5 octobre : le prix Nobel de la paix est attribué au dalaï-lama, chef politique et spirituel des Tibétains.

● 1990

10 janvier : levée de la loi martiale à Pékin.

17 juillet : le Japon rétablit son assistance économique à la Chine.

29 novembre : abstention de la Chine lors du vote du Conseil de sécurité des Nations unies autorisant l'usage de la force contre l'Irak.

● 1991

14 mai : suicide en prison de Jiang Qing, veuve de Mao.

27 septembre : Paris autorise la vente de seize frégates à Taiwan. Crise sino-française, aggravée ultérieurement par la vente de soixante chasseurs Mirage 2000.

● 1992

Janvier : Deng Xiaoping fait un voyage à Shenzhen, la « zone économique spéciale » limitrophe de Hongkong, où il vient observer les réalisations de l'enclave capitaliste. Il ouvre également Shanghai au néo-capitalisme. Ce geste hautement symbolique signe la fin de la période d'incertitudes ouverte par la répression de Tiananmen et relance la dynamique des réformes économiques.

24 août : établissement de relations diplomatiques avec la Corée du Sud.

7 octobre : le nouveau gouverneur britannique de Hongkong, Chris Patten, annonce un projet de réformes démocratiques dans la colonie. Grave crise entre Londres et Pékin.

19 octobre : la ligne de Deng prônant la réactivation de la réforme pour l'importation au XIV^e Congrès du PCC. De nombreux gérontes conservateurs quittent les instances dirigeantes. Le mot d'ordre est désormais la promotion de l'« économie de marché socialiste ».

Novembre : normalisation des relations sino-vietnamiennes.

● 1993

27 mars : Jiang Zemin est nommé chef de l'Etat. Déjà « patron » du parti et de l'armée, il conforte sa posture de successeur de Deng Xiaoping.

19 mars : la notion d'« économie de marché socialiste » est inscrite dans la Constitution.

23 septembre : échec de la candidature de Pékin pour les Jeux olympiques de l'an 2000.

● 1994

7-10 avril : Edouard Balladur scelle, à Pékin, la « normalisation » des relations entre la France et le « pays du Milieu », mais les dirigeants chinois multiplient les harcèlements de dissidents pour embarrasser les Français.

● 1995

10 avril : mort de Chen Yun, vétéran de la Longue Marche et qui fut dans les années 80 le principal adversaire conservateur de Deng.

● 1996

Février-mars : crise dans le détroit de Formose. L'Armée populaire de libération (APL) entreprend des manœuvres militaires d'envergure, afin d'entraîner l'électorat taiwanais à la veille d'un scrutin présidentiel. Washington dépêche dans la zone ses deux porte-avions *Nimitz* et *Independence*.

25 avril : réchauffement spectaculaire des relations sino-russes à l'occasion d'une visite à Pékin de Boris Eltsine. Les Chinois répliquent ainsi au renforcement des liens de sécurité nippo-américains.

10 septembre : signature par Pékin du traité d'interdiction globale des essais nucléaires (CTBT).

Novembre : détente dans les relations entre Pékin et Washington. Les Américains se montrent plus souples sur la question de l'entrée de la Chine au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).



prend sa revanche. Une nouvelle classe moyenne est apparue. (Ci-dessus : Guangnan.)

Une renaissance culturelle timide et difficile

L'État n'était pas très difficile de redonner un peu de vie à la culture en Chine en arrivant au pouvoir peu après la mort de Mao. Il était plus difficile de faire renaitre chez le public un goût pour l'esthétique. Surtout à une époque dominée par un appétit immense pour le confort matériel. Sous cet angle, le bilan des années Deng Xiaoping est pour le moins mitigé.

Avec excuses du jury, certes. En 1977, quand Deng est remis en selle, le pays est sous le coup du néant culturel laissé par Mao. La plupart des artistes sont en prison, en camp de travail, en résidence surveillée, en disgrâce. Pour ceux qui n'ont pas été assassinés, s'entend. Pour raison politique ou querelle personnelle avec la femme de Mao, Jiang Qing. L'opéra chinois, genre populaire s'il en est, n'existe alors que sous sa forme torturée de la rémoulade maoïste. La littérature, le théâtre, la danse classique, et jusqu'aux arts populaires, des marionnettes aux ombres chinoises en passant par les monstres d'animaux, tout cela est congelé. C'est l'ère du piano à napperon de dentelles au service du prolétariat.

Quant à la culture étrangère, elle présente alors un tableau d'une simplicité biblique : pas une mélodie d'origine directement occidentale hormis les cacophonies vaguement russes de l'art « révolutionnaire » ; Beethoven reste synonyme d'anathème. La première exposition de peinture française à Pékin est un rassemblement de tableaux à la gloire de l'agriculture. Le cinéma n'a même pas droit aux productions soviétiques et assimilées. Bref, le vrai désert.

Deux décennies plus tard, les arts, en Chine, restent une affaire délicate. Il y a certes des progrès ; mais aussi quantité d'obstacles à l'expression libre. Obstacles politiques anciens, mais aussi obstacles nouveaux - économiques ceux-là.

L'Opéra de Pékin, quintessence de la culture classique, est menacé

De nouveaux obstacles, économiques ceux-là, sont venus entraver la création artistique

de disparition pour motif commercial. L'État est chiche en subventions. La tradition se vend mal. La jeunesse s'en détourne. La rigueur bureaucratique avec laquelle, avant la tourmente maoïste, la crème des acteurs-chanteurs était sélectionnée dès le plus jeune âge et formée à la dure (comme on l'a vu dans le film *Adieu, ma concubine* de Chen Kaige) se perd.

PENCHANT POPULISTE

Inversement, d'autres manifestations culturelles très populaires comme les disciplines du cirque, les performances de foire, toutes ces composantes colorées et joyeuses de la Chine très ancienne, connaissent un réel renouveau. Les temples sont redevenus dans beaucoup d'endroits le lieu privilégié à proximité duquel s'échangent non seulement les marchandises mais aussi des expériences folkloriques. Et, dans les parcs des villes, ou au pied des murailles de bourgades, pour peu que celles-ci aient échappé aux urbanistes rouges, les vieux se rassemblent avec assiduité devant un public de tous âges pour interpréter des airs d'opéra traditionnels. Un paradis pour ethno-musicologues.

En revanche, dans la création, un sérieux déficit se fait sentir dans bien des domaines. Pour des raisons évidentes, la littérature n'a pas encore produit un écrivain susceptible de prendre la relève des quelques noms qui dominent le siècle littéraire chinois. Il existe quelques authentiques maîtres de la langue qui ont quelque chose à dire, comme les célèbres Lu Wen-



Shanghai, 1995. La Chine, redessinée par les urbanistes, réserve une place de marque aux automobilistes. Les photos de Marc Riboud illustrant ce supplément sont extraites de son livre « Quarante ans de photographies en Chine », éd. Nathan.

fu, Mo Yan, Feng Jicai. Mais les gros tirages vont plutôt à des littérateurs penchant vers le populisme (Wang Shuo) et, au demeurant, les plumes doivent encore se méfier d'éventuels retours de la manivelle politique.

Le cinéma chinois, qui était florissant avant Mao, recommence à exister, même s'il est plus périphérique (avec les apports de Hongkong et de Taïwan) que continental, et s'articule surtout autour du circuit des festivals internationaux. Chez eux, les Chen Kaige, Zhang Yimou, la star Gong Li, ou Jiang Wen, le « *Depardieu* » chinois, ne connaissent qu'une audience limitée par le pouvoir politique.

Comme le cinéma, la peinture est un cas particulier du fait de l'influence du marché extérieur. Les collectionneurs internationaux (Chinois d'outre-mer en par-

ticulier) commencent à s'attacher, à des prix qu'on peut juger déraisonnables, des œuvres très inégales.

DES PAINS D'HISTOIRE RASÉS

Le renouveau semble avant tout inhibé par l'absence d'une réelle demande intérieure. Son moteur, c'est le marché. Les subventions sont rares de la part d'un État qui n'a pas entériné la séparation entre propagande et création. Le cinéma bédit par Pékin est d'une indigence pitoyable. La population, elle, a tendance à se laisser aller à une acclatation croissante. Soit elle se laisse bercer de tradition, soit elle se « coca-colaise ».

Ce qu'on pourrait appeler l'art « pop » chinois ne compte pas que des médiocrités. Un champ expérimental bien délimité a été laissé aux créateurs, où se co-

toient le pire et le prometteur. Mais cela est dérisoire par rapport à l'énormité du pays, de son rayonnement passé, de ses prétentions mondiales.

Il est conseillé de n'avoir pas trop de succès... Un « triomphe » théâtral se mesure sur une échelle de quelques soirées remplies dans la salle principale d'une demi-douzaine de grandes villes dans un pays de plus d'un milliard d'habitants. Pour le reste, la culture commerciale remplace souvent le jugement artistique. La culture-consommation, à condition de respecter certaines règles, dispose en Chine d'un terrain immense d'expansion.

Plus préoccupante est la propension du régime à se faire le promoteur d'une esthétique croisant Staline, Mussolini et le pire mauvais goût des Chinois d'outre-mer. Après le massacre urbanis-

tique par Mao de Pékin, ville qui se voulait éternelle, c'est aujourd'hui l'heure du coup de grâce infligé par la puissance du capital foncier d'origine extérieure (Taïwan, et surtout Hongkong) combinée à l'absence de droit. L'idée même d'une association de défense d'un quartier historique semblerait aux autorités politiques relever de la plaisanterie.

Ce sont des pâtés de maisons entiers qui, dans les zones pourtant théoriquement protégées de villes historiques, sont livrés aux promoteurs. Les édifices en sont marqués d'un gros caractère signifiant « destruction ». Ce ne sont pas seulement des familles qui sont déplacées par les bulldozers, mais aussi des pans d'histoire populaire, des segments d'identité, qui sont rasés.

Bien sûr, rien n'est jamais tout noir. A la faveur de l'ouverture au marché, de véritables esthètes chinois, pour peu qu'ils disposent du capital, parviennent à créer des places de repli pour la culture. Certains ouvrent, à grands frais, galeries d'art ou autres points de rencontre, suppléant en cela à un État qui n'est pas loin de renoncer à sa participation financière.

Il n'est pas indifférent que de telles initiatives émanent souvent de Chinois porteurs de passeports autres que chinois. L'expatriation, dans l'histoire du pays, a toujours été accompagnée d'une promesse envers la patrie-village, au sens étroit : l'exilé économique reviendrait pour financer une école, un institut, un hôpital. Aujourd'hui, le riche Chinois des États-Unis qui ouvre une galerie de peinture à proximité immédiate de la Cité interdite, et finance la réfection du site pour le plaisir de recréer un lieu culturel, ne remplit pas d'autre fonction. Le retour à de telles pratiques ancestrales devrait modérer les prétentions du pouvoir à régenter le monde artistique.

De notre correspondant, à Pékin, Francis Dero

Bibliographie

- *La Chine à la fin de l'ère Deng Xiaoping* de Patrice de Beer et Jean-Louis Rocca. Le Monde Éditions (1995), 200 p., 38 F.
- *La Chine après Deng*, sous la direction de Claude Aubert, Jean-Pierre Cabestan et Françoise Lemoine. Numéro spécial de la revue *Tiers-monde* (juillet-septembre 1997), 269 p., 145 F.
- *Le Système politique de la Chine populaire* de Jean-Pierre Cabestan. PUF, « *Thémis* » (1994), 473 p., 188 F.
- *Retour au Laogai, la vérité sur les camps de la mort dans la Chine d'aujourd'hui* de Harry Wu. Belfond (1997), 360 p., 125 F.
- *La Chine, on ne bâillonne pas la lumière* de Noël Mamère et Marie Holzman. Ramsay (1996), 555 p., 114 F.

- *La Chine s'est éveillée* d'Alain Peyrefitte. Fayard (1997), 394 p., 140 F.
- *Le Dragon et la mer, stratégies géopolitiques chinoises en mer du Sud*. Frédéric Lasserre. L'Harmattan (1996), 303 p., 180 F.
- *Tigre de papier ? Réalités de la puissance militaire chinoise* de Henri Eyraud. Hec Eurasia Institut (1996), 83 p., 379 F.
- *La Chine de 1949 à nos jours* de Jean-Luc Domenach et Philippe Richer. L'Imprimerie nationale, « *Points-Histoire* » (1995), 2 tomes, 699 p., 90 F.
- *La Nouvelle Économie chinoise* de Françoise Lemoine. « *Reperes* », La découverte (1994), 121 p., 49 F.
- *La Revanche du monde chinois ?* de Daniel Heber et Jean Mandelbaum. Economica (1996), 193 p., 98 F.

- *Après Hongkong, Chinois et cosmopolites : un pays deux systèmes ?* de Philippe Le Corre. Autrement, 278 p., 130 F. (à paraître le 29 janvier).
- *L'Incompréhensible Métamorphose de la Chine* d'Emile Louapre et Aldo Salvador. L'Harmattan (1997), 306 p., 150 F.
- *L'Art des affaires en Chine* de Marie Chantal Piques. Éditions Philippe Picquier et Librairie Le Phénix (1996), 259 p., 130 F.
- *Socrate ou Confucius, essai sur le devenir de la Chine et de l'Occident* d'Étienne Badimont. Éditions Labénaudie (1996), 349 p., 130 F.
- *Lettres en Chine. Rencontre entre romanciers chinois et français*. Éditions Bleu de Chine (1996), 145 p., 139 F.

L'ancien colonel devenu danseur étoile puis transsexuel

PREMIER TABLEAU : on « ré- »-taille » entre connaissances, dans une soirée chic et légèrement ironique de Pékin, en 1994, le centenaire de la naissance de Mao Ze-

PORTRAIT

Jin Xing, star de la première troupe privée de danse contemporaine chinoise

dong, prétexte à diverses variations entre gens de bonne compagnie pour se remémorer sur un mode dérisoire les côtés pourtant douloureux du maoïsme. Jin Xing, danseur étoile (c'est même son nom, « Étoile d'or »), avait choisi d'interpréter *La Mort du cygne* en prenant quelque distance avec le classique, soudain rajouté d'une touche d'humour.

Deuxième tableau un peu plus tard : Jin Xing, danseur étoile, dirige la chorégraphie et apparaît en vedette de la première troupe privée de danse contemporaine fondée en Chine. Avec les moyens du bord, un avenir encore incertain mais des rêves de progrès.

Homme, Jin Xing avait rang de colonel dans l'armée populaire de libération chinoise. Grade honorifique, s'agissant de l'occurrence d'une troupe de danse appartenant à l'armée, qui entretient dans ses rangs des praticiens de presque toutes les disciplines artistiques et littéraires.

Devenue femme - une intervention réalisée en Chine même, à ses frais, pour des raisons personnelles semblables à celles des transsexuels de tous les peuples -, elle a gardé de sa formation classique un sens indéniable de l'expression en solo - une émouvante scène, « *Le Banc* », la voit seule en scène, déchirée de passion, s'abîmer de romantisme pour un être inconnu. Et elle a ajouté des mouvements de coupleurs, des gestes de poupée, des taches ironiques, une plaisante fraîcheur de ton dans des compositions chorégraphiques qui ne tourment pas

toutes autour de l'ambiguïté sexuelle des êtres de son genre.

Un spectacle qu'on aurait eu du mal à imaginer voici encore peu de temps dans l'environnement austère de la capitale chinoise, pen propice à l'épanouissement de personnalités artistiques ayant franchi comme elle la barrière homme-femme. On passait les homosexuels par les armes ou, au mieux, on les envoyait en camp de travail, voilà à peine un quart de siècle.

Jin Xing - la trentaine - n'est pas la seule en Chine à avoir ainsi réalisé son rêve de jeune homme, mais à coup sûr la seule à en exprimer l'accomplissement de façon aussi physique que la danse moderne. Il existe pourtant une longue tradition artistique cultivant l'ambiguïté sexuelle, que Mao avait tenté de réprimer et qui a resurgi.

NON-DIT

Le meilleur fleurero de cet art se trouve dans l'Opéra de Pékin classique, où l'inversion des genres s'exprime en particulier par les rôles féminins qu'interprètent des acteurs-chanteurs masculins. « On me demande souvent si le fait d'incarner une femme résulte d'une réelle volonté de transformation sexuelle, mais en fait, il s'agit d'une démarche beaucoup plus abstraite en raison de la nature très stéréotypée des personnages », confie un artiste de ce genre, qui tente de pallier les carences budgétaires de l'État par des représentations privées.

Dans un cas comme dans l'autre, l'essentiel semble bien être le non-dit qui permet à Jin Xing de se produire devant une audience dont tous les membres sont informés de son histoire personnelle, mais dont personne n'aurait le mauvais goût de débattre publiquement. Ce non-dit avec lequel vivent les Chinois dans bien d'autres aspects de leur vie, y compris la fiction de leur adhésion personnelle à l'idéal d'un « art socialiste ».

Le chroniqueur des « sales côtés » du système Deng

IL N'A PAS quarante ans, arbore une confiance en lui-même qui n'est pas le fort de beaucoup, écrivains ou non, et surtout cultive une spécialité atypique dans son pays : l'art de déplaire aux autorités. Agaçant, Wang Shuo,

PORTRAIT

Wang Shuo a su cultiver l'art de déplaire aux autorités

auteur d'une vingtaine de romans à succès, aujourd'hui auteur de fiction pour la télévision, ne l'est d'ailleurs pas que pour les gardiens de l'ordre littéraire socialiste. Il nourrit si peu de considération pour les intellectuels - qu'il se fait volontiers leur pourfendeur au nom - pas totalement inusité - de leur faiblesse morale.

Le visage rond, la silhouette mastoc du militaire qu'il aurait dû être - sa famille appartient à ce milieu - Wang Shuo a commencé dans la littérature par le niveau que certains jugent le plus bas : le roman bon marché. Et c'est là, bien plus que dans son discours abstrait, qu'il excelle. Il dépeint simplement la réalité de la jeunesse urbaine de l'ère Deng Xiaoping, les joubards, les petits malfaiteurs, les m'as-tu-vu enrichis, les putains et les maquereaux, les traîne-savates de l'économie hors socialisme. Et ce monde n'est évidemment pas celui qu'affectionne le département de la propagande du Parti communiste. C'est la loi de la jungle individualiste, le royaume des coups tordus, tout ce que Deng Xiaoping lui-même avait en horreur. Le pa-

triarque n'a-t-il pas qualifié de « déchets de la société » ces peu reluisants mais très réels dérivés de son système lorsque ceux-ci se sont joints au mouvement de protestation pro-démocratique en 1989 ?

« La où j'ai grandi, il n'était pas question de raffinement politique », aime-t-il à dire. Effectivement : dans une caserne de la capitale où, en 1958, fut tué son père, militaire originaire de Nankin. Ce qui explique aussi certaines des prises de position politiques franchement hétérodoxes.

PROVOCATEUR

Exemple, mal vu entre tous : la « révolution culturelle », officiellement honnie - probablement à juste titre - comme le règne du chaos. « Pour moi, cela a été avant tout un moment de grande liberté », dit et redit Wang Shuo, qui était encore un enfant protégé dans la résidence familiale au pire moment des violences et qui traversa en adolescent la suite des événements. Avec l'acteur Jiang Wen, de la même génération, il en a même fait, à partir d'un de ses propres romans, un film, *Dans la chaleur du soleil* (entendez : Mao Zedong), remarquablement honnête sur les côtés à la fois cruels et lâchement ludiques de la jeunesse devenue pour un temps l'élément dominant de la société de l'époque.

Wang-le-provocateur ignore délibérément l'ampleur du drame que traverse alors la Chine. Mais son reproche implicite aux autorités mo-



COURTESY OF THE AUTHOR

rales - les intellectuels - qui auraient normalement dû tirer la sonnette d'alarme et ont plutôt marché dans le piège du communisme est évident dans sa démarche.

Le phénomène n'est peut-être pas de ceux qui resteront en monuments de la littérature mondiale, mais il n'est pas négligeable que Wang Shuo ait vendu, lui, des livres en quantité substantielle, à la différence notoire de ses pairs. Jusqu'au jour de 1991 où il cessa - peut-être provisoirement - d'écrire pour se consacrer à l'audiovisuel avec le même succès - mais plus de risques.

Car il est entré là dans le domaine réservé du pouvoir, qui tolère à la rigueur une propension à l'insoumission par l'écrit, sur une échelle modeste, mais a plus de mal à accepter le défi par l'image, à audience plus importante. Surtout celui qui passe par l'exposition de figures qui parlent aux tristes du public plus qu'à sa tête.

Quand on lui parle des ennuis que lui cherche un fisc chinois évidemment motivé par le pouvoir politique, il répond que cette « manipulation » est orchestrée par « des jaloux dans l'industrie ».

Début 1997, Wang passait pour connaître des problèmes plus sérieux que simplement fiscaux. La grande et problématique nouveauté qu'il représente pour le régime est une popularité qui n'entraîne pas dans les calculs initiaux de la police des espions.

F. D.